

Autoritatea Electorală Permanentă

de **REVISTA ROMÂNĂ**
STUDII ELECTORALE

Vol. VIII, nr. 1 – 2, 2020



AUTORITATEA ELECTORALĂ PEMANENTĂ



REVISTA ROMÂNĂ

STUDII ELECTORALE

vol. VIII, nr.1-2, 2020

Revista Română de Studii Electorale
Publicație bianuală editată de Autoritatea Electorală Permanentă
(continuă revista Expert Electoral)

ISSN (print): 2601-8454

ISSN (L): 2601-8454

Consiliul științific:

Rafael López-Pintor – Universitatea Autonomă din Madrid

Paul DeGregorio – Asociația Mondială a Organismelor Electorale

Pierre Garrone – Comisia de la Veneția

Robert Krimmer – Ragnar Nurkse School of Innovation and Governance, Tallinn
University of Technology

Toby James – School of Politics, Philosophy, Language and Communication Studies,
University of East Anglia

Ștefan Deaconu – Universitatea din București

Sergiu Mișcoiu – Facultatea de Studii Europene, Universitatea Babeș-Bolyai

Daniel Barbu – Universitatea din București

Constantin-Florin Mitulețu-Buică – Autoritatea Electorală Permanentă

Marian Muhuleț – Autoritatea Electorală Permanentă

Zsombor Vajda – Autoritatea Electorală Permanentă

Consiliul redacțional:

Daniel Duță

Andrada-Maria Mateescu

Bogdan Fartușnic

Octavian Mircea Chesaru

Camelia Runceanu

Vladimir-Adrian Costea

Ciprian Negoită

Autoritatea Electorală Permanentă
Str. Stavropoleos nr. 6, sector 3, București
revista@roaep.ro www.roaep.ro

CUPRINS

Matteo Boldrini, Mattia Collini, Sorina Soare - <i>A Réanimer la démocratie : le cas du référendum constitutionnel italien</i>	4
Vladimir - Adrian Costea – <i>Exercitarea și interzicerea dreptului de vot. Semnificații simbolice și interpretări juridice raportate la natura universului carceral și la jurisprudența CEDO în materie</i>	26
Ciprian Negoită - <i>Democrația rezilientă. Organizarea și desfășurarea alegerilor în vremea pandemiei</i>	51
Iulia-Simina Răutu - <i>Strategii de mobilizare electorală folosite de partidele politice din România la alegerile locale din 27 septembrie 2020. Studiu de caz: județul Botoșani</i>	74
Amalia Gabriela Grigore – <i>Socializarea politică a tinerilor – cauză a apatiei politice? O analiză asupra participării la vot în cadrul alegerilor locale din septembrie 2020, România</i>	91
Alexis Chapelan - <i>Vote protestataire, cycles électoraux et « élections de second ordre » : la droite populiste et l'écologie politique à l'épreuve des scrutins européens, régionaux et municipaux en France (2000-2020)</i>	99
Index	128

A Réanimer la démocratie : le cas du référendum constitutionnel italien

Matteo BOLDRINI, Mattia COLLINI, Sorina SOARE

Abstract

Drawing upon the metaphor of a democracy in an artificial comatose state, this paper aims to analyze the different attempts to revive democracy in line with the recent experience of the constitutional referendum organized in Italy in September 2020. From a methodological point of view, the referendum of 2020 is considered a typical case and, therefore, potentially representative for the universe of critiques and solutions provided in the broader debate on how to straighten out contemporary democracy. The analysis traces the origins of this referendum and the positions of the main political parties. Then, it provides an overview of the results. The concluding observations show that the positions adopted go beyond a binary pattern and are above all more responsive to changes in the composition of the governing coalition.

Keywords: *democracy, parties, Italy, responsibility, representation, Parliament.*

Introduction

Depuis plusieurs décennies, la démocratie contemporaine semble vivre une période de malaise, voire de crise existentielle et/ou agonie¹. Sur base de données empiriques, différents auteurs se sont efforcés de nuancer ces diagnostics radicaux², ont privilégié des explications basées sur l'identification de fluctuations au niveau de support dont jouit la démocratie dans des contextes de crise³ et ont considéré que, dans un contexte de profondes et complexes transformations socio-économiques et culturelles, les idéaux démocratiques eux-mêmes ont dû changer et se réadapter⁴. Mais, dans le débat public, une diagnostique plus simple et plus directe semble s'être imposée: la démocratie représentative est dégénérée dans une technocratie, voire même une véritable oligarchie, un régime où le pouvoir est concentré au niveau d'un petit groupe de personnes, les élites politiques, économiques et culturelles, sans lien organique avec la base des citoyens. Et

¹Y. Mounk, *The People vs. Democracy. Why Our Freedom Is in Danger and How to Save It.*, MA, Harvard University Press, London and Cambridge, 2018; Jürgen Habermas, *Legitimation Crisis*, Beacon Press, Boston, 1975; Chantal Mouffe, *The Democratic Paradox*, Verso, London, 2000; Colin Crouch, *Post-Democracy*, Cambridge, Polity Press, 2004.

² Russell J. Dalton, *Citizen Politics: Public Opinion and Political Parties in Advanced Industrial Democracies*, 5th edition, CQ Press, Washington, 200; Pippa Norris, *Democratic Deficit: Critical Citizens Revisited*, Cambridge University Press, Cambridge, 2011; Dahlberg S, Linde J., "The dynamics of the winner-loser gap in satisfaction with democracy: Evidence from a Swedish citizen panel", *International Political Science Review*, 2017, 38(5):625-641.

³ E. Hernandez, "Europeans' Views of Democracy: The Core Elements of Democracy", in M. Ferrin and H. Kriesi (eds.) *How Europeans View and Evaluate Democracy*, Oxford University Press, Oxford, 2016 pp. 43-63; L. Morlino, M. Quaranta, "What is the impact of the economic crisis on democracy? Evidence from Europe", *International Political Science Review*, 2016;37(5):618-633.

⁴ L. Morlino, *Equality, Freedom, and Democracy Europe After the Great Recession*, Oxford University Press, Oxford, 2020.

cela non seulement dans les encore jeunes démocraties de l'Est de l'Europe, mais aussi au cœur des démocraties consolidées⁵.

Ce type de débat devient central dans une politique de plus en plus vocale, oublieuse des convenances sociales, parfois même des conventions grammaticales. L'espace public est alors monopolisée par une gesticulation galvanisante et une exhibition fétichiste du peuple⁶. Le passage à cette politique bruyante sert de tremplin à une nouvelle famille politique qui s'impose un peu partout en Europe (en dehors aussi), en déstabilisant les dynamiques traditionnelles de la politique. Il s'agit des partis populistes, dans des formes les plus diversifiées⁷. Par un assaut ciblé à la politique traditionnelle, ces partis dénoncent la quiétude de la politique démocratique intermédiée. C'est pourtant cette politique-là qui avait été célébrée comme la pierre angulaire d'une démocratie fonctionnelle. Le compromis négocié par les représentants des partis devenait une opportunité pour permettre aux différentes visions politiques qui s'étaient opposaient durant la compétition électorale de trouver un accord, de dépasser la logique des perdants et gagnants, des majorités et minorités. Tout cela rendait la gestion post-électorale une somme potentiellement positive⁸. Avec l'âge des populismes, le compromis devient compromission et signe de petitesse, voire même de trahison des intérêts du peuple.

C'est justement la montée des populismes et le défi de la démocratie qui se retrouvent au centre de l'importante analyse d'Inglehart et Norris⁹. A travers une analyse minutieuse et envoutante, les deux auteurs suggèrent que la montée-même de ces partis reflète une perception diffuse de crise dont les origines se retrouvent dans les années 1960 et 1970. Leur analyse identifie un éventail de changements économiques et culturels qui ont engendré progressivement une polarisation entre deux visions du monde contrastées : une vision libérale, cosmopolite, motivée par des valeurs post-matérialistes et une vision populiste, xénophobe et autoritaire. Ce n'est donc pas seulement dans les crises récentes qu'il faut chercher l'origine d'un état de malaise de la démocratie. Plus encore, ce ne sont pas seulement les défis socio-économiques qui déstabilisent l'état de salut de la démocratie, Inglehart et Norris mettent en évidence aussi l'importance des facteurs psychologiques, les caractéristiques des cohortes plus âgées et moins scolarisées qui manifestent un haut niveau de méfiance envers la politique traditionnelle, contre le style de la politique *tranquille* basé sur des compromis entre partis *mainstream*. Peut-on nous alors conclure que ce sont les partis politiques traditionnels les bourreaux de la démocratie ?

La littérature dans le domaine des partis politiques répond à cette provocation en illustrant la complexité du phénomène et le besoin de prendre en considération le fait que

⁵Roberto Stefan Foa and Yascha Mounk, "The Danger of Deconsolidation: The Democratic Disconnect", *Journal of Democracy*, 27, no. 3 (2016): 5-17.

⁶Voir à ce sujet Alain Bentolila, Langage populiste: analyse d'une communication dévoyée l'Express, le 26 ,mais 2014, https://www.lexpress.fr/actualite/la-tentation-du-populisme_1546449.html

⁷ P. Norris, "Measuring populism worldwide", *Party Politics*, 2020;26(6):697-717; M. Zulianello, "Varieties of Populist Parties and Party Systems in Europe: From State-of-the-Art to the Application of a Novel Classification Scheme to 66 Parties in 33 Countries", *Government and Opposition*, 2020, 55(2), 327-347.

⁸ R. Aron, *Démocratie et totalitarisme*, Paris: Gallimard, 1987; G. Sartori, *Democrazia: cosa è*, Biblioteca Universale Rizzoli, Milano, 2000.

⁹ P. Norris et R. Inglehart, *Cultural Backlash Trump, Brexit, and Authoritarian Populism*, Cambridge University Press, 2019.

les partis contemporains ne sont plus (et ne pourraient plus l'être) ce qu'ils étaient jadis¹⁰. C'est la thèse magistralement défendue par Saward¹¹ dans une élégante analyse de théorie politique. Saward identifie, alors, un passage progressif d'un mode de représentation populaire (caractérisé par des partis qui agissent en tant que *délégués* de certains intérêts, sur la base d'une idéologie relativement stable) vers un mode de représentation qui conçoit les partis en tant qu'administrateurs (*trustees*) d'un registre d'*issues* dépolitisées et relativement flexibles. Ce dernier mode de représentation, conclut Saward, n'est pas pour autant moins démocratique en soi ; il est tout simplement démocratique d'une manière différente et cela car les partis ont changé tout comme leur contexte d'action.

Ce dernier point est un point de convergence important avec la littérature focalisée sur la structure des partis politiques. Pour une partie des auteurs de cette branche de la science politique, la relation entre partis et démocratie est conditionnée par les mutations que les partis ont subies lors d'un processus d'adaptation naturelle – à savoir non intentionnelle – au contexte (politique, économique, social, culturel, communicationnel) de leurs actions¹². D'autres auteurs privilégient une explication plus pragmatique, insistant sur les choix intentionnels des partis¹³. Enfin, un autre groupe identifie une synchronisation entre des conditions externes propices au changement et une constellation de facteurs internes aux partis favorables à cette mutation¹⁴. Dans tous les cas, la littérature identifie un détachement plus ou moins net des fonctions traditionnelles de représentation des partis, de plus en plus penchés vers le côté des fonctions exécutives¹⁵. Dans la pratique, le changement des partis est ainsi associé à un comportement de l'élite des partis de plus en plus détachée de la base des membres et des électeurs. Plus encore, les partis apparaissent de moins en moins attirés par la défense des fonctions d'agrégation des intérêts, de socialisation et de participation dans l'espace politique.

Dans une étude récente, Clements et ses collègues¹⁶ identifient un dilemme supplémentaire que les partis doivent affronter. Dans le contexte de la Grande Récession, les partis mainstream – à savoir les partis électoralement dominants et qui occupent les principales positions dans le système¹⁷ – sont obligés à choisir entre gouverner d'une manière réactive par rapport aux préférences des électeurs et respecter les accords internationaux. En privilégiant la responsabilité envers les engagements pris au niveau

¹⁰ P. Schmitter, "Parties are not what they once were", in: L. Diamond & R. Gunther (Eds) *Political Parties and Democracy*, Johns Hopkins University Press, Baltimore, 2001, pp. 67–89.

¹¹ M. Saward, "Making representations: modes and strategies of political parties", *European Review*, 16(3), 2008, pp. 271–286

¹² R. S. Katz et P. Mair, "Changing models of party organization and party democracy: the emergence of the cartel party", *Party Politics*, 1(1), 1995, pp. 5–28.

¹³ A. Panebianco, *Political Parties: Organization and Power*, Cambridge University Press, Cambridge, 1988.

¹⁴ R. Harmel, K. Janda, "An integrated theory of party goals and party change", *Journal of Theoretical Politics*, 1994 6(3): 259–287; Piero Ignazi, *Party and Democracy: The Uneven Road to Party Legitimacy*, Oxford University Press, 2017.

¹⁵ P. Mair, *Representative versus Responsible Government*, MPIfG Working Paper 09/8, Cologne, Max Planck Institute for the Study of Societies, 2009; Ingrid van Biezen "The End of Party Democracy as We Know It? A Tribute to Peter Mair", *Irish Political Studies*, 29:2, 177–193, 2014,

¹⁶ Clements B, Nanou K, Real-Dato J. Economic crisis and party responsiveness on the left–right dimension in the European Union. *Party Politics*. 2018;24(1):52–64

¹⁷ Bonnie M. Meguid "Competition between Unequals: The Role of Mainstream Party Strategy in Niche Party Success." *The American Political Science Review*, vol. 99, no. 3, 2005,

international et, plus précisément, en acceptant les politiques d'austérité au nom du respect du pacte européen de stabilité, ils sacrifient de fait la voix de leur *dêmos*.

En d'autres termes, de nos jours, les partis politiques *mainstream* se retrouvent dans la position d'un Agamemnon (de la tragédie d'Euripide, *Iphigénie à Aulis*) contemporain. Leur guerre de Troie équivaut à la gestion efficace des enjeux économiques et socio-culturels de la globalisation, de l'intégration européenne et de toutes les crises des dernières décennies. Dès lors, pour calmer les vents défavorables, ils sont forcés à sacrifier, temporairement, leur progéniture – la démocratie même¹⁸ – au nom de la culture de l'efficacité et de la performance. Mais si dans la tragédie d'Euripide la violence symbolique contre l'Iphigénie est fermée *in extremis* par une déesse, qu'en est-il dans notre cas ? Dans le monde contemporain, les partis assument à la fois la figure du géniteur potentiellement infanticide et celle du libérateur. Pour une partie d'entre eux, le sacrifice infanticide équivaut à la mise de la démocratie en état comateux artificiel. Plus précisément, devant le stress de la performance, les partis *mainstream* justifient le maintien de la démocratie dans un état de fonctionnement de base, à savoir un mécanisme de gouvernement basée sur des méthodes codifiées, régulières, stables, et prévisibles (Hermet 1996). Réduite à la dimension procédurale, la démocratie perd la perception sensorielle par rapport au *dêmos*, à savoir l'ethos du projet de société qui l'avait accompagnée pour « conquérir les hommes » (Hermet 1996, pp. 26-27). C'est au nom de ce dernier élément que les libérateurs veulent mettre fin à l'aliénement prolongé de la démocratie. Nous retrouvons parmi ceux-ci les partis populistes et leur message axé sur le besoin de remettre le sceptre de la souveraineté dans les mains de son détenteur légitime, le peuple (Albertazzi et McDonnell 2009).

A partir de cette métaphore, dans les pages qui suivent, nous nous proposons d'analyser les tentatives de réanimation de la démocratie à partir de l'expérience du référendum constitutionnel organisé en Italie en septembre 2020. Le thème soumis au référendum était la réduction du nombre des membres du Parlement et, plus précisément, la réduction du nombre des députés de 630 à 400 et du nombre des sénateurs de 315 à 200, pour un total de 600 parlementaires (945 actuels). Les citoyens italiens furent appelés à s'exprimer sur la question:

« Approuvez-vous le texte de la loi constitutionnelle concernant la "Modification des articles 56, 57 et 59 de la Constitution¹⁹ en matière de réduction du nombre de parlementaires", approuvée par le Parlement et publiée à la Gazette Officielle de la République italienne n°240 du 12 octobre 2019 ? ».

Le référendum devait rassembler la majorité absolue des votes valides, sans la nécessité d'atteindre un quorum.

Le choix de ce cas d'étude s'explique par son affinité directe avec le thème de la crise de la démocratie ci-avant illustré et les stratégies de *réanimation* véhiculées par les différents acteurs dans la préparation du référendum et dans la campagne proprement dite. Pour les défenseurs du référendum, l'objectif était celui de remettre la démocratie en fonction, en associant la rationalisation des coûts de la politique²⁰ à la mise en place d'un Parlement plus fonctionnel. Le lien entre ces deux arguments était garanti par un

¹⁸ Nous rappelons que la fameuse thèse de Schattschneider (1942, 1) qui considérait que « les partis politiques ont créé la démocratie » et que « la démocratie moderne est impensable sauf en termes de partis ».

¹⁹ Le texte est disponible online, en italien, à : <http://www.governo.it/it/costituzione-italiana/principi-fondamentali/2839>

²⁰ L'estimation des promoteurs était de 500 millions euros par mandat législatif

investissement dans une politique plus transparente et compréhensible pour les citoyens. Plus précisément, une démocratie ayant un nombre de représentants plus réduit était décrite comme un espace institutionnel qui faciliterait la capacité des citoyens de juger les performances du processus représentatif et qui pousserait les élus à une réactivité accrue. En bref, au centre du référendum se retrouvait deux mécanismes centraux identifiés par la théorie de la démocratie : la reddition des comptes et son corollaire, l'imputabilité de l'action publique.²¹ Nous pouvons appeler ce groupe celui des *simplificateurs*, les promoteurs d'un agenda de réforme de la démocratie visant à rendre les procédures institutionnelles plus efficaces. Dès lors, le Parlement devait être *dégraissé* de manière qu'il soit en mesure de remplir ses tâches le mieux possible et que le citoyen doive fournir l'effort le plus réduit possible.

Sans nier la nécessité d'augmenter la dimension relationnelle de la démocratie avec son entourage traditionnel, les citoyens, les positions critiques insistent sur la nécessité de construire un plan d'action qui garantisse cohérence et harmonisation des interventions au niveau de la Constitution. Par rapport au sujet spécifique du référendum, ces voix identifient un potentiel déstabilisateur dans le fonctionnement des mandats des représentants. En abaissant le nombre des parlementaires, le ratio d'habitants représentés par parlementaire augmenterait sensiblement. Le ratio passerait de 96.006 à 151.210 habitants à la Chambre et 188.424 à 302.420 au Sénat. Pour garder l'analogie avec l'état comateux artificiellement induit par les mutations du contexte, les défenseurs du NON considèrent le retour à l'état de conscience de la démocratie comme étant trop précoce, sans les garanties nécessaires. Nous pouvons appeler ce groupe *les cauteux*, à savoir ceux qui, sans nier la diagnostic d'un état de santé précaire de la démocratie, appuient la thèse d'une prise en charge hautement spécialisée et multidisciplinaire, à travers des actions systémiques. A l'exaltation des vertus du peuple, ils répondent en mettant en évidence le besoin de maintenir l'efficacité et de considérer les aspects techniques et la complexité procédurale.

Au sortir de ce raisonnement, le cas italien peut ainsi être associé à un cas typique²² et, donc, potentiellement représentatif pour l'univers des critiques et des solutions fournies dans les grands débats contemporains sur comment redresser l'état des démocraties nationales (voir à ce sujet la campagne présidentielle de 2017 en France ou les récents débats en Roumanie). Quelles sont les origines de ce référendum et comment les partis politiques italiens se sont-ils positionnés par rapport à un thème qui, selon les sondages, ratissait un large consensus parmi les citoyens ? Afin de répondre à ces demandes de recherche, nous allons brièvement encadrer le contexte politique et rappeler les expériences précédentes de référendums constitutionnels. Dans la deuxième partie, nous allons présenter la campagne électorale et les principaux arguments défendus par les deux camps. Nous allons, par la suite, fournir une brève analyse des résultats. Dans la dernière partie nous allons discuter la pertinence de nos deux idéaltypes dans le contexte italiens et signaler des directions d'études supplémentaires. Nous précisons dès le début que notre analyse est foncièrement une analyse descriptive et qualitative basée sur la littérature scientifique dans le domaine de la théorie de la démocratie et des partis politiques, enrichies par une analyse descriptive de données quantitatives.

²¹ L. Diamond et L. Morlino, "The quality of democracy. An overview", *Journal of Democracy*, 4, 2004.

²² J. Seawright et J. Gerring, "Case Selection Techniques in Case Study Research", *Political Research Quarterly*, 61, pp. 294-308.

Le retour du peuple ? L'Italie, le Parlement et la révision constitutionnelle

Avant d'encadrer les origines du référendum sujet de cette analyse, quelques détails de contexte s'imposent. L'Italie a connu plusieurs crises dans son histoire récente. Et c'est une crise qui marque le passage de la Première à la Seconde République. Les enquêtes judiciaires lancées en février 1992, suite à l'arrêt d'un représentant du Parti Socialiste en train d'empocher un pot-de-vin d'un entrepreneur milanais, allaient secouer la vie politique l'Italie. Le procès des Mains Propres (*Mani Pulite*) qui en suit rendait visible la portée d'un système capillaire de corruption et de financement illicite qui touchait les principaux partis politiques²³. Les enquêtes et les mises en accusation de la part du Tribunal de Milan allaient rapidement ébranler tout le spectre politique, altérant radicalement la direction de la compétition²⁴. C'est la naissance de ce qu'allait être appelée la Seconde République. L'adoption d'un système électoral mixte avec une forte composante majoritaire²⁵ allait accompagner la réorganisation du système de partis sur un modèle bipolaire. La plupart des partis directement impliqués dans les scandales judiciaires entamèrent un processus de renouveau/refondation. En parallèle, plusieurs nouveaux partis émergés, justifiant leur mobilisation au nom de la différence par rapport à la politique de la Première république²⁶. C'était le cas non seulement de l'entrepreneur Silvio Berlusconi et de son parti Forza Italia, mais aussi d'acteurs politiques comme le Réseau, la Ligue du Nord et, quelques années plus tard, l'Italie des Valeurs, ce dernier parti étant créé par une des figures centrales du procès Mani Pulite (le juge Antonio Di Pietro). La lutte à la corruption et la dénonciation des malversations des hommes politiques devenaient des refrains importants dans la compétition politique.

Mais c'est surtout avec l'apparition du Mouvement 5 Etoiles (M5S) en 2009 que le renouveau démocratique est directement ciblé. A travers la participation online, le Mouvement se propose d'encourager un nouveau mode de faire la politique, sans intermédiation²⁷ et, donc, en opposition à la politique des partis et des élites de partis. Les journées symboliquement intitulées Vaffanculo (« va te faire foutre ») sont présentées comme des moments de socialisation dans la critique de la trahison des idéaux démocratiques de la part des partis traditionnels.

En adaptant les caractéristiques du parti anti-establishment analysé par Schedler, le Mouvement justifie sa descente politique au nom d'un conflit qui va au-delà de la division idéologique classique (gauche vs. droite) et présente son action politique en tant que résultat du conflit entre les « gouvernés » et les « gouvernants » ou, autrement dit, entre la majorité silencieuse (le peuple) et les élites, entre le titulaire du pouvoir démocratique et les usurpateurs de la souveraineté populaire. Dès lors, le M5S récusé la

²³ Donatella Della Porta, *Lo scambio occulto. Casi di corruzione politica in Italia*, Il Mulino, Bologna, 1992.

²⁴ S. Soare et M. Zulianello, L'anticorruption dans la vie politique de la Seconde République italienne: une tribune politique de succès ? Alexandra Iancu et Silvia Marton (eds.) *Corruption et politique en Europe Enjeux, réformes et controverses*, Paris, L'Harmattan, 2019, pp. 97-118.

²⁵ M. Zulianello, L'anticorruption dans la vie politique de la Seconde République italienne: une tribune politique de succès ? Alexandra Iancu et Silvia Marton (eds.) *Corruption et politique en Europe Enjeux, réformes et controverses*, Paris, L'Harmattan, 2019, pp. 97-118.

²⁶ Martin Bull, et Martin Rhodes, « Introduction—Italy: A contested polity », *West European Politics*, 2009, vol. 30, no. 4, p. 1-13.

²⁷ W. Lance Bennett, Alexandra Segerberg et Curd B. Knüpfer, "The democratic interface: technology, political organization, and diverging patterns of electoral representation", *Information, Communication & Society*, 2018, 21:11, 1655-1680,

logique du fonctionnement de la politique démocratique sur base d'un code binaire (gouvernement vs. opposition)²⁸ et déclare sa différence par rapport à tous les partis traditionnels, accusés d'être non seulement insincères mais aussi corrompus, injustes et, même, incompétents.

Nous retrouvons ainsi à la base de la mobilisation du M5S une rhétorique qui opère une synthèse fluide entre l'anti-politique, l'anti-partis politiques et l'anti-establishment. En reprenant Amir Abed²⁹, il y a dans la manière dont le M5S se positionne par rapport à la politique traditionnelle à la fois une dimension idéologique et une relationnelle. Plus précisément, le M5S défie l'offre traditionnelle de la politique italienne en proposant des thèmes et des sujets jusqu'alors non traités ou traités d'une manière inadéquate (comme par exemple le renouveau démocratique en clé de désintermédiation, simplification et transparence). En même temps, il affirme l'existence d'une différence nette entre l'establishment politique et le peuple et se place du côté du peuple. De cette manière, son opposition idéologique est renforcée par une dimension relationnelle.

Ce message populiste et d'opposition à la politique traditionnelle allait galvaniser rapidement les électeurs (tableau 1). Dès sa première participation aux élections législatives, en février 2013, le M5S obtient un succès éclatant. Non seulement il devient du coup le premier parti du pays, mais il réussit l'exploit d'un support électoral uniformément réparti au niveau national³⁰. Bien que le Mouvement ait été courtisé pour participer au gouvernement, son positionnement d'opposition au système (et non pas à la démocratie) explique le refus de toute forme de collaboration avec les partis *mainstream*³¹, accusés de la Grande Trahison (politique, économique et sociale) de la démocratie italienne. En 2018, la structuration tripolaire du système de partis italien allait être confirmée³², avec des changements importants. Si au niveau des partis individuels le Mouvement maintient et renforce même la position de premier parti³³, au niveau des coalitions les changements sont plutôt nets. Le centre-gauche perd sa première position et devient le troisième pôle en nombres de sièges, le Mouvement passe en deuxième position, juste derrière le centre-droit mené par la Ligue de M. Salvini³⁴.

Si nous prenons en considération les dynamiques électorales au niveau de l'Europe Occidentale, les élections italiennes de 2013 et 2018 enregistrent une volatilité supérieure à 40, devenant ainsi les élections plus volatiles de l'après 1945³⁵. Mais, si nous regardons la composition de l'offre de partis ayant obtenu des sièges parlementaires, le niveau d'innovation descend vertigineusement de 2013 à 2018. En 2013, le pourcentage de sièges obtenus par des nouveaux partis est d'environ 40% (M5S, FdI, Choix civique),

²⁸ A. Schedler, "Anti-Political-Establishment Parties", *Party Politics*. 1996;2(3):291-312.

²⁹ Amir Abedi, *Anti-Political Establishment Parties: A Comparative Analysis*, Routledge, London and New York, 2004.

³⁰ V. Emanuele, "Introduction to the Special Issue: 'Who's the winner? An analysis of the 2018 Italian general election'", *Italian Political Science*, 2018, 13 (1): 1 - 7.

³¹ M. Zulianello, "Anti-System Parties Revisited: Concept Formation and Guidelines for Empirical Research", *Government and Opposition*, 2018, 53(4), 653-681

³² Emanuele, V. and Chiaramonte, A., 2020, 'Going out of the ordinary. The de-institutionalization of the Italian party system in comparative perspective', *Contemporary Italian Politics*

³³ V. Emanuele, *loc.cit.*,

³⁴ In Alessandro Chiaramonte et Lorenzo De Sio (2019), *La stabilità perduta e non (ancora) ritrovata. Il sistema partitico italiano dopo le elezioni del 2018* in Alessandro Chiaramonte et Lorenzo De Sio (éds.), *Il voto del cambiamento. Le elezioni politiche del 2018*, Bologna, Il Mulino: 241-264.

³⁵ *Ibidem*, pp-252-253.

tandis que cinq années plus tard, le poids des nouveaux partis est presque nul³⁶. L'innovation est enregistrée plutôt au niveau de la composition des coalitions de gouvernement, coagulées autour du M5S – de 2018 en 2019 avec la Ligue et de 2019 à nos jours avec le Parti démocratique (PD). L'intégration du M5S dans le groupe des partis au gouvernement n'équivaut pourtant pas à l'abandon du message d'opposition à la politique traditionnelle. Le thème de la réanimation de la démocratie reste central au-delà du changement des partenaires de coalition.

Tableau 1 : Résultats des principaux partis parlementaires dans les deux dernières élections législatives (% de voix, 2013-2018)

	2013	Diff. 2008	2018	Diff. 2013
Parti Démocratique	26,3	-7,7	18,8	-7,5
Peuple des Libertés/Forza Italia	22	-16,2	14,0	-8,0
Ligue du Nord/Ligue	4,1	-4,2	17,4	13,3
Union du Centre	1,8	-4,1	1,3	-0,5
Frères d'Italie	2	2,0	4,4	2,4
Mouvement 5 Etoiles	25,9	25,9	33,3	7,4
Choix civique*	8,8	8,8		-8,8
Autres	5,3	-1,0	13,0	7,7

* en 2018 sur les Listes Nous avec l'Italie-Union du Centre

Source: ParlGov

Le *Contrat pour le gouvernement du changement*³⁷, signé en mai 2018 par le Mouvement et la Ligue, prévoyait au chapitre 20 (Réformes institutionnelle, autonomie et démocratie directe) un ample registre de réformes qui voit au premier lieu la nécessité de promouvoir « la réduction drastique du nombre de parlementaires (...). De cette manière, le travail des deux Chambres sera facilité et le processus d'adoption des lois rendu plus efficace, sans affecter en aucune façon le principe suprême de la représentation, puisqu'il n'y aura aucune modification de l'élection directe au suffrage universel par le peuple pour les deux chambres du Parlement et aucune entrave à leurs fonctionnement. Il sera ainsi possible de réaliser d'énormes épargnes au niveau des dépenses puisque le nombre total de sénateurs et de députés sera presque divisé par deux » (2018, p. 35). La question de la dimension du Parlement n'est pas le seul point touché par les ambitions de réforme ; le Contrat mentionnait également la nécessité d'imposer des contraintes au niveau des mandats afin de contrôler le transformisme (p. 35), le renforcement des instruments de démocratie directe (pp. 35-6), l'obligatorité d'un vote du Parlement sur les projets de lois d'initiative populaire (p. 36), l'augmentation de la transparence du financement des partis (p. 36), un plus haut niveau d'autonomie régionale et de subsidiarité (p. 36-7), une simplification administrative (p. 37) ; etc. Ces points reflètent le noyau dur de la critique que le M5S déploie par rapport au mal-fonctionnement d'une démocratie anesthésiée par des partis politiques de plus en plus isolés dans l'Etat.

³⁶ *Idem.*

³⁷ Le texte en italien est disponible à :

https://download.repubblica.it/pdf/2018/politica/contratto_governo.pdf

Sans mettre en doute la légitimité du système démocratique, le M5S dénonce l'oligarchisation de la démocratie et réclame le retour du sceptre dans les mains des citoyens. Il ne s'agit pas d'un anti-élitisme tout court ou d'une dénonciation circonscrite des effets pervers de la partitocratie. Le M5S milite pour la nécessité de refonder le système dans une dimension plus participative. Si nous acceptons cette interprétation, nous pouvons définir l'organisation d'un Référendum sur le sujet de la diminution du nombre des parlementaires comme une action stratégique de confirmation des traits originels du M5S : la dénonciation de la « caste » des hommes et femmes politiques de profession et l'encouragement de la participation (désintermédiée et continue) des citoyens à la vie politique.

Les méandres parlementaires du référendum

Le premier point du chapitre 20 du Contrat se retrouve ainsi rapidement sur l'agenda du Parlement élu en 2018. Précisons que, d'un point de vue procédural, l'art 138 de la Constitution prévoit que « Les lois de révision de la Constitution et les autres lois constitutionnelles sont adoptées par chaque Chambre au moyen de deux délibérations successives séparées par un intervalle d'au moins trois mois et elles sont approuvées, au second tour de scrutin, à la majorité absolue des membres de chaque Chambre. Ces lois sont soumises à un référendum populaire lorsque, dans les trois mois suivant leur publication, un cinquième des membres d'une Chambre ou cinq cent mille électeurs ou cinq Conseils régionaux en font la demande. La loi soumise à un référendum n'est pas promulguée si elle n'est pas approuvée à la majorité des suffrages valablement exprimés. Il n'y a pas lieu de procéder à un référendum si la loi a été approuvée au second tour de scrutin par chacune des deux Chambres à la majorité des deux tiers de ses membres ».

C'est en février 2019 que le Sénat débat et approuve le projet de loi concernant le référendum avec 185 voix en faveur (tableau 2) et le 9 mai 2019 la Chambre des députés s'exprime à son tour en faveur du projet. Le M5S et les partis du centre droit représentent le noyau dur des votes en faveur³⁸. Au mois de juillet 2019, le Sénat approuve en seconde délibération le projet de loi, suivi en octobre 2019 par la Chambre. Au Sénat, le projet est de nouveau approuvé par une large majorité (180), sans pour autant obtenir les deux tiers des votes nécessaires afin qu'il n'y ait pas lieu de procéder à un référendum. Quant au vote à la Chambre, avec une composition de gouvernement changée, il est presque unanime avec 553 par rapport au 569 députés présents (630 complexifs), devenant une des révisions constitutionnelles les plus votées de l'histoire de l'Italie³⁹. Les votes contraires proviennent du groupe mixte (13) et d'une représentante de Forza Italia. Les abstentions sont attribuées à Bruno Tabacchi du groupe Mixte et à la députée démocrate Angela Schirò. Mais c'est surtout le vote en faveur du PD et du groupe parlementaire de gauche Libres et Egaux (LçeU), désormais partenaires de gouvernement, qui est symbolique.

La clôture du processus parlementaire allait être célébrée par les parlementaires du M5S comme étant le jour historique de l'approbation d'un des projets-phare de leur tribune électorale. Le Président du Conseil, Giuseppe Conte, s'exprime sur l'importance du vote, en l'associant à une interprétation pragmatique : un plus d'efficacité du travail parlementaire. Ce discours institutionnel est moins visible par rapport à l'exhibition

³⁸<https://www.ilfattoquotidiano.it/2019/05/09/taglio-parlamentari-anche-la-camera-approva-senza-modifiche-m5s-lega-e-fi-a-favore-pd-vota-contro/5166236/>

³⁹ <http://www.libertaeguale.it/tutte-le-ragioni-del-si/>

publique d'une victoire contre la politique des partis et des intérêts privés. A ce titre, plusieurs activistes du Mouvement, rassemblés devant le siège de la Chambre, portent des photos des fauteuils et de gigantesques ciseaux en carton, symbolisant la fin des privilèges de la politique traditionnelle. Cette ligne interprétative est rendue encore plus visible par des posters qui affirment : « Moins de députés signifie plus de crèches ».

Tableau 2. Vision synthétique de l'iter parlementaire

Première lecture							
	Date	Voix favorables	Voix contraires	Groupes en faveur	Groupes Contaires	Quorum 2/3	Coalition de gouvernement
Sénat	Février 2019	185	54	FdI, Ligue, FI	PD, LEU	Non	M5S & Ligue
Chambre des députés	Mai 2019	310	107	FdI, Ligue, FI	PD, LEU	Non	M5S & Ligue
Seconde lecture							
	Date	Voix favorables	Voix contraires	Groupes en faveur	Groupes Contaires	Quorum 2/3	Coalition de gouvernement
Sénat	Juillet 2019	180	50	FdI, Ligue, FI	PD, LEU	Non	M5S & Ligue
Chambre des députés	Octobre 2019	553	14	Tous	/	Oui	M5S & PD

Source : élaboration propre à partir de <https://www.camera.it/> et <http://www.senato.it/>

Une fois le processus prévu par la Constitution accompli, le 12 octobre 2019 la loi constitutionnelle est publiée dans la Gazette Officielle et, en janvier 2020, le Président de la République signe le décret de convocation du référendum. Le même mois, le Conseil de ministres fixe l'organisation du référendum, prévu initialement pour le 27 mars et, pour raison liées au COVID19, ajourné aux 20 et 21 septembre 2020. De cette manière, le référendum est organisé en parallèle avec des élections supplétive au Sénat, des élections pour la désignation des présidents des sept régions et des élections locales.

Avant d'avancer dans notre analyse et d'illustrer le déroulement de la campagne référendaire, il est nécessaire de rappeler brièvement l'origine institutionnelle de la question soumise au référendum. Le premier point à être rappelé d'un point de vue institutionnel est le fait que le nombre actuel des parlementaires n'est pas fixé constitutionnellement dès l'entrée en vigueur de la Constitution italienne, le 1^{er} janvier 1948. Le texte de l'art. 56, al. 1 prévoyait : « La Chambre des députés est élue au suffrage universel et direct, sur la base d'un député pour quatre-vingt mille habitants ou pour fraction supérieure à quarante mille ». L'art. 57 précisait : « Le Sénat de la République est élu sur une base régionale. Chaque région se voit attribuer un sénateur pour deux cent mille habitants ou pour une fraction supérieure à cent mille. Aucune région ne peut avoir moins de six sénateurs. Val d'Aoste n'a qu'un seul sénateur. »⁴⁰ En conséquence, lors des

⁴⁰ La Constitution de la république italienne, version de 1947 disponible à : <https://www.nascitacostituzione.it/costituzione2.htm>

premières législatures (1948-1953), le nombre des élus est fluctuant. En 1963, le nombre de députés est fixé à 630 et le nombre de sénateurs à 315⁴¹. La loi constitutionnelle du 23 janvier 2001 confirme le nombre de 630 députés mais dispose que 12 d'entre eux soient élus dans la circonscription des non-résidents ; de la même manière, le nombre des sénateurs est confirmé à 315, avec la disposition que 6 d'entre eux soient élus dans la circonscription des non-résidents.

Dans ce contexte, la différenciation des deux Chambres⁴², la réforme électorale, les relations entre les institutions (par exemple le projet de la Grande réforme de Bettino Craxi ; la II République du Mouvement Socialiste Italien, le projet d'un monocraméralisme d'Enrico Berlinguer, le Décalogue de Spadolini, etc.), tout comme l'ajustement du nombre des élus deviennent sujets de débats plus ou moins acharnés⁴³. C'est le cas dans les travaux des comités d'études établis dans la législature 1979-1983, présidés par le député Roland Riz et le sénateur Francesco Paolo Bonifacio⁴⁴. La question de la réforme du Parlement est au centre du projet débattu en 1983 par la Commission bicamérale présidée par le libéral Aldo Bozzi, comprenant des experts comme Stefano Rodotà ou Gianfranco Pasquino⁴⁵. La commission bicamérale présidée par Ciriaco De Mita (suivi par Nilde Iotti) produit un texte de réformes mais, en raison de la fin prématurée de la législature, reste sans conséquences⁴⁶. Cinq années plus tard, la Commission présidée par Massimo D'Alema accouche d'un projet de révision de la dimension des deux Chambres (de 400 à 500 députés et 200 sénateurs), mais, en raison de fortes différences entre les différents partis politiques, le projet n'aboutit pas⁴⁷.

Plus près de nos jours, le projet de révision constitutionnelle de 2005-2006, lancé par le gouvernement Berlusconi III prévoit explicitement la réduction du nombre de députés de 630 à 518 et de sénateurs de 315 à 252, mais le projet est invalidé suite à un référendum constitutionnel (2006). Dans la législature successive, un nouveau projet de loi constitutionnelle voit le jour, rendu caduc par la fin anticipée du mandat. En 2012, une nouvelle réforme envisage la réduction du nombre des parlementaires de 950 à 758 (508 députés et 250 sénateurs), mais sans résultats. Dans la législature suivante, le sujet est repris mais c'est surtout avec le projet de réforme constitutionnelle de 2016 que la question de la réduction des élus occupe l'agenda politique. Dans ce cas-ci, le projet prévoit une réduction circonscrite du nombre des sénateurs, de 315 sénateurs élus à 95 nommés par les conseils régionaux. Le projet est invalidé lors du référendum constitutionnel de 2016.

Cette synthétique reconstruction nous permet d'illustrer non seulement une origine bien plus lointaine de la question sujette au référendum de 2020, mais également un haut niveau de politicisation. Il est significatif, toutefois, qu'au long du temps, des exposants de tous les pôles politiques aient appuyé la nécessité d'une réforme. Pourtant,

⁴¹ Dossier référendum constitutionnel 2020 (dossier Referendum Costituzionale 2020), Ministères de l'Intérieur, 2020, p. 11, texte disponible à

https://dait.interno.gov.it/documenti/dossier_referendum_costituzionale_2020.pdf

⁴² Carlo Fusaro (2016), *Le ragioni di una riforma*, in Guido Crainz et Carlo Fusaro, *Aggiornare la Costituzione. Storia e ragioni di una riforma*, Donzelli Editore, Roma, pp. 47-137

⁴³ Guido Crainz, "Gli insegnamenti di una storia", in Guido Crainz et Carlo Fusaro, *Aggiornare la Costituzione. Storia e ragioni di una riforma*, Roma, Donzelli Editore, 2018, pp. 3-46.

⁴⁴ Carlo Fusaro, "Per una storia delle riforme istituzionali (1948- 2015)", *Rivista trimestrale di Diritto pubblico*, LXV(2), 2015, 431-555.

⁴⁵ Guido Crainz, *loc.cit.* 2018, p. 29.

⁴⁶ Carlo Fusaro, *loc. cit.*,

⁴⁷ Guido Crainz, *loc.cit.*,

dans la pratique, les interprétations de la forme, de l'intensité et de l'extension de la réformes restent très variées.

Rappelons, enfin, que le référendum de 2020 propose une réduction très nette du nombre des élus : 400 députés (au lieu de 630) dont 8 députés élus dans la circonscription à l'étranger (au lieu de 12) et 200 sénateurs (au lieu de 315) dont 4 sénateurs élus dans la circonscription à l'étranger (au lieu de 6). Le tableau n. 3 illustre la portée quantitative de la réduction. C'est une dimension qui a soulevé beaucoup de critiques et doutes quant à la capacité d'un Parlement radicalement aminci à bien mener ses fonctions⁴⁸. Dans le même registre, des politologues-phare de la communauté internationale, comme par exemple G. Pasquino, ont ajouté la nécessité d'adopter un raisonnement plus complexe vu que la représentation est fortement dépendante du système électoral, encore peu stable et claire⁴⁹. Plusieurs experts en faveur du SI ont contre-argumenté, en soulignant surtout le fait que le rapport entre le nombre de parlementaires actuellement en vigueur en Italie et la population adulte (+ 18 ans) reste trop élevé par rapport aux pays européens de dimension similaire⁵⁰ et, donc, une adéquation aux bonnes pratiques est rendue nécessaire.

Tableau 3. Changement du nombre de siège par circonscription au niveau national (Chambre de députés)

Circonscription Chambre	Sièges actuels	Sièges post-référendum
Piémont 1	23	15
Piémont 2	22	14
Lombardie 1	40	25
Lombardie 2	22	14
Lombardie 3	23	14
Lombardie 4	17	11
Vénétie 1	20	13
Vénétie 2	30	19
Frioul-Vénétie Julienne	13	8
Ligurie	16	10
Emilie-Romagne	45	29
Toscane	38	24
Ombrie	9	6
Marches	16	10
Lazio 1	38	24
Lazio 2	20	12
Abruzzes	14	9
Molise	3	2
Campagne 1	32	20

⁴⁸ James L. Newell (2020): Political parties, politicians and the September constitutional referendum: the politics of frivolity, Contemporary Italian Politics, Online first.

⁴⁹G. Pasquino et al. (2020), Diciamo no al taglio dei parlamentari, <http://www.coordinamentodemocraziacostituzionale.it/2020/02/21/diciamo-no-al-taglio-dei-parlamentari/>

⁵⁰ <https://www.lavoce.info/archives/69105/perche-un-parlamento-piu-piccolo-funziona-meglio/>

Campagne 2	28	18
Pouilles	42	27
Basilicate	6	4
Calabre	20	13
Sicile 1	25	15
Sicile 2	27	17
Sardaigne	17	11
Vallée d'Aoste	1	1
Trentino-Alto Adige	11	7
Territoire national	618	392
Etranger	12	8

Source : Dossier Chambre des députés 2020⁵¹

Tableau 3bis : Changement du nombre de siège par circonscription au niveau national (Sénat)

Régions et Provinces autonomes	Sièges actuels	Sièges post-Référendum
Piémont	22	14
Vallée d'Aoste	1	1
Lombardie	49	31
Trentino-Alto Adige	7	6
Vénétie	24	16
Frioul-Vénétie Julienne	7	4
Ligure	8	5
Emilie-Romagne	22	14
Toscane	18	12
Ombrie	7	3
Les Marches	8	5
Lazio	28	18
Abruzzes	7	4
Molise	2	2
Campagne	29	18
Pouilles	20	13
Basilicata	7	3
Calabre	10	6
Sicile	25	16
Sardaigne	8	5
Territoire national	309	196
Etranger	6	4

Source: Dossier Chambre des députés 2020⁵²

La campagne électorale et les résultats

⁵¹<http://documenti.camera.it/leg18/dossier/pdf/AC0167g.pdf>

⁵²<http://documenti.camera.it/leg18/dossier/pdf/AC0167g.pdf>

La campagne se déroule en pleine été, ayant comme toile de fond la gestion de la stratégie COVID, le début de l'année scolaire et le défi des élections régionales, interprétées comme un teste pour le niveau de confiance pour la coalition au gouvernement. Le contexte de la crise sanitaire est particulièrement important ; la crise sanitaire devient une fenêtre d'opportunité pour un débat plus ample des effets de la législation d'urgence, de la prolifération de décrets du Président du Conseil des ministres et du rôle du parlement dans l'équilibre des pouvoirs.

Du point de vue du contenu, les principaux arguments en faveur de la réforme reprennent le thème de la simplification de la politique, justifiée à la fois d'une manière pragmatique et au nom des idéaux démocratiques. D'un côté, nous retrouvons l'investissement dans la rationalisation des coûts de la politique et l'alignement aux bonnes pratiques des pays occidentaux. De l'autre, une argumentation en faveur de la participation des citoyens à la vie politique, encouragée par une réforme propédeutique à de la synchronisation entre la réactivité des gouvernants aux demandes du peuple et une plus facile imputabilité de l'action politique. Du côté du NON, cette argumentation pragmatique ne tient pas. La réduction du nombre des parlementaires est considérée à la fois une fausse épargne, environ 1 euro par an pour chaque Italien (le prix d'un café), mais également dangereuse, voire même stupide⁵³. Quant à l'idéal démocratique, la réduction du nombre des parlementaires est considérée synonyme d'une amputation de la représentation non seulement parce que l'on limite la possibilité de représenter dans le Parlement les territoires plus petits, mais aussi parce que la réforme pénalisant surtout le Sud et alimente une grande disproportion entre les régions (tableau 3 & 3bis)⁵⁴. En bref, les défenseurs du NON reprochent au champ opposé d'interpréter des bénéfices démocratiques avec des œillères, en restreignant la démocratie à un compte d'apothicaires, en faisant semblant de ne pas voir les maux de l'anti-politique. Pour eux, il s'agit d'une attaque frontale au rôle du Parlement et des partis politique, voire même de l'essai de substitution de la démocratie représentative par « un software pour analphabètes avec blockchain », allusion directe aux zones grises de la plateforme Rousseau⁵⁵.

Les positions des partis sur la question soumise au référendum sont assez variées. Si l'on essaie d'identifier les dynamiques politiques d'une manière plus nuancée que la position binaire « en faveur du OUI/en faveur du NON », nous pouvons identifier une plage de positions qui incluent cinq options (tableau 4):

1. Partis fortement en faveur (la position officielle du parti est en faveur du OUI, il n'y pas de représentants qui déclarent s'opposer à cette position et il n'y a pas d'indication de vote libre) ;
2. Partis faiblement en faveur (la position officielle du parti est en faveur du OUI, mais il y a des représentants du partis qui affirment publiquement leur opposition à celle-ci) ;

⁵³https://www.huffingtonpost.it/entry/cottarelli-da-taglio-parlamentari-piu-danni-che-risparmi_it_5f51e3f7c5b6578026cbee81

⁵⁴ <https://espresso.repubblica.it/palazzo/2020/09/11/news/referendum-cento-nomi-per-il-no-1.352941>

⁵⁵<https://www.linkiesta.it/2020/08/quando-il-saggio-indica-il-progetto-eversivo-lo-stolto-guarda-il-taglio-dei-parlamentari/>

3. Des positions neutres (il n'y a aucune indication spécifique et des représentants du parti votent dans les deux sens, il y a une indication de vote libre) ;
4. Partis faiblement opposés (la position officielle du parti est en faveur du NON, mais on n'entrave pas la liberté de vote et des représentants du partis votent dans une direction opposée) ;
5. Partis fortement opposés (la position officielle du parti est en faveur du NON, il n'y a pas de personnalités liées au parti qui votent dans une direction opposée ; il n'y a pas d'indication de vote libre).

Intuitivement, le principal défenseur du OUI est le M5S, ses représentants ayant voté en faveur lors des deux lectures parlementaires.

Une position de continuité avec le vote en faveur dans le Parlement se retrouve au sein des partis du centre droit, bien qu'avec des intensités différentes. Le parti les Frères d'Italie (FdI) est officiellement en faveur du référendum et aucun des représentants du parti ne se prononce publiquement contre la réduction du nombre de parlementaires. Toutefois la leader du parti, Giorgia Meloni, a adopté une stratégie du *win win*, en rappelant avec astuce qu'une éventuelle victoire du NON pourrait mettre le gouvernement en difficulté. Quant à la Ligue, celle-ci adopte une position plus nuancée. Le parti appuie la raison d'être de la réduction du nombre des élus au nom de sa rhétorique anti-establishment, mais étant en opposition, n'entrave pas des voix critiques parmi ses représentants de premier niveau. C'est le cas d'Attilio Fontana, président de la région de Lombardie, ou du secrétaire adjoint de la Ligue, Giancarlo Giorgetti. Forza Italia (FI), le parti qui avait appuyé la réforme de 2006 avec une logique similaire, se prononce publiquement en faveur de la réduction bien qu'aucune indication de vote soit donnée, restant sur une position peu visible dans la campagne référendaire. Au dernier moment, le leader Berlusconi présente publiquement ses critiques par rapport à une interprétation populiste de la réforme, visant directement le M5S. Forza Italia maintient la position neutre, bien que différents représentants appuient publiquement le OUI (la présidente du groupe à la Chambre Mariastella Gelmini) tandis que d'autres se déclarent en faveur du NON, dont notamment Andrea Cingini.

La position du PD, membre de la coalition au gouvernement au moment de l'organisation du référendum, a changé par rapport au début du processus parlementaire. Bien qu'une réduction du nombre des élus ait été contemplée par le projet de réforme constitutionnelle appuyé par le gouvernement Renzi en 2016, pendant le processus parlementaire le PD avait voté contre le projet de réforme jusqu'au changement dans la composition de la coalition de gouvernement pendant l'été de 2019. Lors de la dernière délibération à la Chambre, le PD s'aligne sur la position du M5S, demandant des garanties en vue d'une réforme plus ample et systémique. La position officielle du PD change en occasion de la réunion de la direction nationale du 7 septembre, lorsque le secrétaire du parti Nicola Zingaretti donne l'indication de voter OUI, en insistant sur la nécessité de procéder rapidement avec la réforme de la loi électorale et des règlements parlementaires, les éléments qui avaient constitué le noyau de l'argumentation de l'opposition du PD pendant les premières phases du processus parlementaire. Il est toutefois significatif que parmi le groupe des démocrates, il y ait de nombreux exposants qui annoncent publiquement de voter pour le NON, dont notamment l'ancien secrétaire du PD Walter Veltroni, l'ancien Président du Conseil Romano Prodi ou le président de la

région Campagne Vincenzo De Luca, ce dernier en pleine course électorale pour le renouveau de son mandat de gouverneur régional.

Bien que formellement appuyant le gouvernement, le groupe des Libres et égaux (LeU) fait partie de ceux qui apparaissent fortement divisés et insistent sur la liberté du choix de leurs sympathisants. Certes LeU avait voté en faveur du OUI lors du dernier vote au Parlement, mais comme dans le cas du PD, son vote apparaissait davantage comme une option stratégique plus qu'un vote de conviction. Il s'agissait avant tout de l'essai stabiliser la coalition de gouvernement qui venait d'être créée et était déjà mise au banc d'essai. Il s'agissait aussi d'une question d'image. Présenté comme un vote contre les privilèges de la politique, pour un renouveau de la transparence et une augmentation de la responsabilité, toute brèche dans le consensus dans la Chambre basse aurait terni les opposants. Notons également qu'en tant que phase finale du processus prévu par l'art 138, les votations s'étaient déroulaient au scrutin public, limitant ainsi le manque de discipline. Au moment du vote, des personnalités de premier niveau du groupe LeU – par exemple l'ancien président du Sénat Pietro Grasso – déclarent publiquement leur appui au NON. C'est aussi le cas du représentant de la Gauche Italienne, Nicola Fratoianni. Il y a toutefois des adhésions importantes pour le OUI aussi, c'est le cas de l'ancien Secrétaire du Parti démocrate, membre désormais de MDP, Pier Luigi Bersani.

Plus penchés pour le NON sont les exposants de la scission du PD, coagulée autour de Matteo Renzi, le principal promoteur du référendum de 2016, l'Italie Vive (IV). Dans ses discours publics, Matteo Renzi décrit le référendum comme étant inutile, surtout si l'on prend en considération sa vision de réforme constitutionnelle, désavouée en 2016. Si certains représentants d'IV se déclarent en faveur du NON (comme par exemple Roberto Giachetti), la plupart des représentants du parti restent absents du débat public.

Du côté d'une opposition nette, il y a la Gauche Italienne et le parti + Europe d'Emma Bonino. Des militants de + Europe avaient manifesté, en octobre 2019, à l'extérieur des bâtiments de la Chambre des députés avec une guillotine en carton, symbole de la Constitution mutilée. Une position contraire est également celle du mouvement Action, avec son leader Carlo Calenda, élu sur les listes du PD au Parlement européen.

Le résultat des urnes

Le référendum fut organisé sur deux jours. Comme prévu dans les sondages, à la fois au niveau national et à l'étranger, le OUI obtient un succès important (tableau 4). Dans l'histoire des réformes constitutionnelles italiennes, le référendum de 2020 est le premier à avoir été organisé en parallèle à un autre scrutin. Les gouvernements précédents avaient choisi de maintenir séparer ce type de consultation de la dynamique de la politique habituelle, afin de limiter des altérations de la participation ou de la motivation du vote.

Tableau 4 : Les positions des principaux partis

	Fortement à faveur	Faiblement en faveur	Aucune indication/ positions neutres	Faiblement contraire	Fortement contraire
Mouvement 5 Etoiles	ü				

Frères d'Italie	ü				
Parti démocratique		ü			
La Ligue		ü			
Italie des Valeurs				ü	
Forza Italia			ü		
Mouvement démocratique et progressiste			ü		
Gauche Italienne					ü
+ EUROPA					ü

Source : élaboration des auteurs à partir d'une analyse qualitative des positions publiques des partis pendant la campagne

Tableau 5 : Le résultat du référendum

Région	Nombre d'électeurs	Electeurs	OUI	NON	Votes blancs	Votes nuls	Votes contestés	Participation	SI %	NO %
Italie	46418677	24993015	17168702	7484748	210848	128394	323	53,8%	68,7%	29,9%
Etranger	4537308	1057212	744557	207089	7245	98175	146	23,3%	70,4%	19,6%
Total	50955985	26050227	17913259	7691837	218093	226569	469	51,1%	68,8%	29,5%

Source : Ministère de l'Intérieur (<https://dait.interno.gov.it/elezioni/speciale-referendum>)

Un aspect particulièrement intéressant est donc de vérifier si les deux autres élections organisées en parallèle ont eu un effet sur le résultat et le taux de participation au référendum constitutionnel. Les données électorales désagrégées nous montrent que dans les 7 régions qui ont voté pour le renouveau du Président régional, le taux moyen de participation a été de 63,7%, tandis que dans les autres régions était de 48,2% (Institut Cattaneo _Referendum 2020⁵⁶). Pour obtenir une analyse plus précise, nous avons regroupées les données dans une analyse multivariée avec régression linéaire ayant comme variable dépendante le taux de participation au référendum et le pourcentage des votes en faveur du OUI sur le total des votes exprimés et comme variables indépendantes la présence d'une élection régionale et communale. De plus, compte tenu des différences

⁵⁶ <https://www.cattaneo.org/wp-content/uploads/2018/03/2020-09-22-AnalisiCattaneo-Referendum.pdf>

historiques au niveau de participation électorale dans les différentes régions d'Italie, en particulier entre les régions du Nord et les régions du Sud, nous avons décidé d'inclure une variable de contrôle supplémentaire, visant à vérifier s'il y a un effet de la dimension géographique (tableau 5).

Tableau 5 : Effets des élections régionaux et communales sur le taux de participation au referendum

Model estimâtes	B
Participation aux élections régionales	0.159*** (57.06)
Participation aux élections municipales	0.161*** (9.97)
Nord/Sud	-0.086*** (-32.76)
_cons	0.537*** (327.76)
r ²	0.343
N	7903.000

Les résultats montrent qu'il y a une influence des deux élections organisées en parallèle sur le taux de participation au référendum. En fait, les deux variables ont des coefficients positifs statistiquement significatifs, sensiblement identiques l'un à l'autre. Cela signifie donc que la présence simultanée de différentes élections a favorisé la participation au vote au référendum constitutionnel. De plus, l'analyse met en évidence à quel point l'appartenance géographique est également une variable significative. Les habitants des communes du Sud de l'Italie ayant tendance à participer moins (-0,08) que ceux du Centre-Nord, confirmant ainsi les différences observées dans l'histoire de la Première et Seconde République.

Mais les effets de l'organisation d'élections en parallèle ne se limitent pas à la seule dimension participative. Comme le montre le tableau 6, l'association entre la présence contextuelle de des scrutins et les pourcentages obtenus par le OUI nous montre qu'il y a une influence aussi au niveau du résultat du référendum constitutionnel. Cependant, dans ce cas-ci, les effets semblent contre-intuitifs. En effet, la présence concomitante d'élections régionales semble avoir profité aux opposants à la réforme, favorisant, bien que non pas d'une manière très élevée (coefficient 0,038), l'expression de votes en faveur du NON. En revanche, il ne semble pas y avoir d'effet statistiquement significatif de la présence contextuelle d'élections communales. Enfin, il y a une influence particulièrement forte de la dimension géographique. Les citoyens des communes du Sud semblent être

plus enclins à voter OUI au référendum. C'est est un comportement largement prévisible, compte tenu de l'implantation plus solide du M5S dans ces territoires.

Tableau 6 : Effets des élections régionaux et communales sur le pourcentage de voix en faveur du OUI au referendum

Model estimâtes	B
Élections régionales	-0.038*** (-24.77)
Élections municipales	0.005 (0.62)
Nord/Sud	0.069*** (48.12)
_cons	0.696*** (778.87)
r2	0.259
N	7903

En conclusion, les deux élections organisées en parallèle semblent avoir eu une influence importante sur le résultat du référendum, même si d'une manière différente. La variable la plus importante reste cependant celle de la géographie électorale, illustrant que les citoyens du sud de l'Italie ont fortement soutenu la réforme, tout en participant dans une moindre mesure au vote.

Conclusions

Traité en tant que cas typique, le référendum constitutionnel organisé en Italie en 2020 a été analysé en tant que contexte et prétexte pour une discussion plus ample sur l'état de santé de la démocratie contemporaine. Au-delà du cas d'étude, les spécialistes du cas italien ont identifié depuis des décennies une diffusion capillaire d'une méfiance envers la politique traditionnelle et les partis politiques⁵⁷, en parallèle avec une pépinière de formes populistes⁵⁸. Dans ce contexte, le M5S, le principal promoteur du référendum, a construit sa carrière politique sur la dénonciation du « sacrifice » de la démocratie comme projet de société au nom d'un mécanisme de gouvernement efficace, responsable d'une manière prévalente envers les engagements internationaux. Pour utiliser nos

⁵⁷ Emanuele, V., and A. Chiaramonte (2020) "Going Out of the Ordinary. The De-institutionalisation of the Italian Party System in Comparative Perspective." *Contemporary Italian Politics* 12 (1): 4–22.

⁵⁸ M. Tarchi (2015), *Italia populista. Dal qualunquismo a Beppe Grillo*, Il Mulino: Bologna.

métaphores, nous pouvons considérer que le M5S se présente comme le libérateur de la démocratie italienne, artificiellement tenue dans un état de fonctionnement de base. La réforme institutionnelle au centre du Contrat de gouvernement se propose alors de réanimer la démocratie et de remettre en fonction la perception sensorielle par rapport au *demos*. La stratégie de mobilisation en faveur du OUI se base sur des arguments pragmatiques et idéaux confluant dans un syllogisme simple :

- 1- La démocratie italienne est tenue artificiellement dans un état comateux par des procédures et institutions surdimensionnées (Prémisse majeure).
- 2- Or, le Parlement (rendu synonyme de la somme des élus des partis) est parmi les responsables de cet état de santé. (Prémisse mineure).
- 3- Donc, une rationalisation du Parlement peut contribuer à mettre fin à l'alitement artificiel de la démocratie. (Conclusion).

Ce type de raisonnement correspond aux traits que nous avons *ex ante* identifiés par rapport au groupe des *simplificateurs*. Toutefois, plus qu'une structure binaire, l'analyse du positionnement des partis politiques est plus nuancée et surtout plus réactive face aux changements dans la composition de la coalition de gouvernement. Les positions neutres et d'appui au NON confluent dans le registre argumentatif de ceux que nous avons appelés comme les *cauteleux*, à savoir ceux qui s'appelle à la nécessité d'associer solutions complexes à des problèmes complexes. Dans les deux idéaux types, il y a toutefois un degré important d'hétérogénéité au niveau des origines, des argumentations, des stratégies, etc. Et, élément important, les deux champs se (re)définissent dans leur opposition réciproque. La question qui reste ouverte est si de cette manière la démocratie italienne peut effectivement sortir de son état comateux. Les prévisions ne font pas partis des tâches du politologue. Pour l'instant, nous nous limitons à dire que dans une époque marquée par des turbulences illibérales, la démocratie a quelque chose de sacré et, en tant que telle, elle doit rester le plus possible à l'écart de la sphère de la politique politicienne. Avec toute ses imperfections, la démocratie n'a pas d'équivalent et ne saurait être substituable par des ingénieries basées sur les pulsions du moment. Au-delà de la dimension procédurale, la démocratie est un projet de société qui garantit l'intégration dans une même communauté au nom de valeurs et principes libéraux et le Parlement en est la pierre angulaire.

Bibliographie

- Abedi Amir, 2004, *Anti-Political Establishment Parties: A Comparative Analysis*, London and New York: Routledge.
- Aron Raymond, 1987, *Démocratie et totalitarisme*, Paris, Gallimard
- Bennett W. Lance, Alexandra Segerberg & Curd B. Knüpfer, 2018, "The democratic interface: technology, political organization, and diverging patterns of electoral representation", *Information, Communication & Society*, 21:11.

-
- Bentolila Alain, 2014, Langage populiste: analyse d'une communication devoyée, l'Express, le 26 mai 2014, https://www.lexpress.fr/actualite/la-tentation-du-populisme_1546449.html
 - Bull, Martin J. et Rhodes, Martin, 2009, « Introduction—Italy: A contested polity », *West European Politics*, vol. 30, n°4.
 - Chiaramonte Alessandro et Lorenzo De Sio, 2019, "La stabilità perduta e non (ancora) ritrovata. Il sistema partitico italiano dopo le elezioni del 2018" in Alessandro Chiaramonte et Lorenzo De Sio (éds.), *Il voto del cambiamento. Le elezioni politiche del 2018*, Bologna, Il Mulino.
 - Clements B, Nanou K, Real-Dato J. 2018, "Economic crisis and party responsiveness on the left-right dimension in the European Union", *Party Politics*.24(1).
 - Crainz Guido, 2016, "Gli insegnamenti di una storia", in Guido Crainz et Carlo Fusaro, *Aggiornare la Costituzione. Storia e ragioni di una riforma*, Donzelli Editore, Roma.
 - Crouch Colin. 2004. *Post-Democracy*. Cambridge: Polity Press.
 - Dahlberg S, Linde J., 2017, "The dynamics of the winner-loser gap in satisfaction with democracy: Evidence from a Swedish citizen panel", *International Political Science Review*. ;38(5).
 - Dalton, Russell J. 2008. *Citizen Politics: Public Opinion and Political Parties in Advanced Industrial Democracies*, 5th edition. Washington: CQ Press.
 - Della Porta, Donatella, 1992, *Lo scambio occulto. Casi di corruzione politica in Italia*, Bologna, Il Mulino.
 - Dossier référendum constitutionnel 2020 (dossier Referendum Costituzionale 2020), Ministère de l'Intérieur, 2020, https://dait.interno.gov.it/documenti/dossier_referendum_costituzionale_2020.pdf
 - Emanuele Vincenzo, 2018, "Introduction to the Special Issue: 'Who's the winner? An analysis of the 2018 Italian general election'", *Italian Political Science*, 13 (1).
 - Emanuele, V. and Chiaramonte, A., 2020, 'Going out of the ordinary. The de-institutionalization of the Italian party system in comparative perspective', *Contemporary Italian Politics*, <https://doi.org/10.1080/23248823.2020.1711608>.
 - Foa, Roberto Stefan, and Yascha Mounk, 2016, "The Danger of Deconsolidation: The Democratic Disconnect." *Journal of Democracy* 27, no. 3.
 - Fusaro Carlo, 2015, "Per una storia delle riforme istituzionali (1948- 2015)", *Rivista trimestrale di Diritto pubblico*, LXV(2).
 - Fusaro Carlo, 2016, Le ragioni di una riforma, in Guido Crainz et Carlo Fusaro, *Aggiornare la Costituzione. Storia e ragioni di una riforma*, Roma, Donzelli Editore.
 - Habermas, Jürgen. 1975. *Legitimation Crisis*. Boston: Beacon Press.
 - Harmel, R, Janda, K, 1994, "An integrated theory of party goals and party change", *Journal of Theoretical Politics* 6(3).
 - Hernandez, E., 2016, 'Europeans' Views of Democracy: The Core Elements of Democracy', in M. Ferrin and H. Kriesi (eds.) *How Europeans View and Evaluate Democracy*. Oxford: Oxford University Press.
 - Ignazi Piero, 2017, *Party and Democracy: The Uneven Road to Party Legitimacy*, Oxford university Press.
 - Katz, Richard. S. et Mair Peter, 1995, "Changing models of party organization and party democracy: the emergence of the cartel party", *Party Politics*, 1(1).
-

-
- La Constitution de la république italienne, version de 1947 disponible à : <https://www.nascitacostituzione.it/costituzione2.htm>
 - Mair Peter, 2009, "Representative versus Responsible Government", *MPIfG Working Paper* 09/8 Cologne: Max Planck Institute for the Study of Societies.
 - Meguid, Bonnie M., 2005, "Competition between Unequals: The Role of Mainstream Party Strategy in Niche Party Success." *The American Political Science Review*, vol. 99, no. 3.
 - Morlino L, Quaranta M., 2016, What is the impact of the economic crisis on democracy? Evidence from Europe. *International Political Science Review*, 37(5).
 - Morlino Leonardo, 2020, *Equality, Freedom, and Democracy Europe After the Great Recession*, Oxford, Oxford University Press.
 - Mouffe, Chantal, 2000, *The Democratic Paradox*. London, Verso.
 - Mounk Yascha, 2018, *The People vs. Democracy. Why Our Freedom Is in Danger and How to Save It*. London and Cambridge, MA, Harvard University Press.
 - Newell James E., 2020, "Political parties, politicians and the September constitutional referendum: the politics of frivolity", *Contemporary Italian Politics*, Online first.
 - Norris Pippa, 2020, "Measuring populism worldwide", *Party Politics*. 26(6).
 - Norris Pippa et R. Inglehart, 2019, *Cultural Backlash Trump, Brexit, and Authoritarian Populism*, Cambridge University Press.
 - Norris, Pippa, 2011, *Democratic Deficit: Critical Citizens Revisited* Cambridge, Cambridge University Press.
 - Panebianco Angelo, 1988, *Political Parties: Organization and Power*, Cambridge, Cambridge University Press.
 - Sartori Giovanni, 2000, *Democrazia: cosa è*, Milano, Biblioteca Universale Rizzoli.
 - Saward, M., 2008, "Making representations: modes and strategies of political parties", *European Review*, 16(3).
 - Schedler A., 1996, "Anti-Political-Establishment Parties" *Party Politics*. 2(3)
 - Schmitter Philippe, 2001, "Parties are not what they once were", in: L. Diamond & R. Gunther (Eds) *Political Parties and Democracy*, pp. 67–89, Baltimore, Johns Hopkins University Press.
 - Soare S. et Mattia Zulianello, 2019, « L'anticorruption dans la vie politique de la Seconde République italienne: une tribune politique de succès? » Alexandra Iancu et Silvia Marton (eds.) *Corruption et politique en Europe Enjeux, réformes et controverses*, Paris, L'Harmattan,
 - van Biezen Ingrid, 2014, "The End of Party Democracy as We Know It? A Tribute to Peter Mair", *Irish Political Studies*, 29:2.
 - Zulianello Mattia, 2018, Anti-System Parties Revisited: Concept Formation and Guidelines for Empirical Research. *Government and Opposition*, 53(4).
 - Zulianello Mattia, 2020, Varieties of Populist Parties and Party Systems in Europe: From State-of-the-Art to the Application of a Novel Classification Scheme to 66 Parties in 33 Countries. *Government and Opposition*, 55(2).
-

Exercitarea și interzicerea dreptului de vot. Semnificații simbolice și interpretări juridice raportate la natura universului carceral și la jurisprudența CEDO în materie

Vladimir-Adrian COSTEA

Abstract

This article sets out to explore the duality of the exercise | restriction of the voting right of persons deprived of liberty. Our analysis will refer to the ECHR jurisprudence on this matter, as well as to the legal framework of the exercise of voting right in the electoral contests of 2019 and 2020 in Romania. As to convey a broader picture of the symbolic implications of the right to vote in the carceral system, we will also shed light on the specific nature and identity of the penitentiary and of the person deprived of freedom, from a social status perspective and with regards to the power struggles taking place within this distinct environment during the duration of the sentence. The study of the characteristics of spaces of incarceration – marked by homogeneity, discipline, rational organization in accordance with penal enforcement provisions – will help us better understand the complex process through which the right to vote is construed as a symbolic good that can be leveraged to reaffirm social status and reinforce power asymmetries.

Keywords: voting right, persons deprived of liberty, symbolic goods, ECHR jurisprudence, carceral system.

Introducere. Dualitatea exercitare | interzicere a dreptului de vot

În alcătuirea oricărei experiențe, în toate domeniile vieții omenești, așa cum subliniază Reinhart Koselleck, există, din punct de vedere conceptual, polaritatea dintre un “aici” și un “acolo”, un “dincoace” și un “dincolo”, familiarul și nefamiliarul, identitatea și alteritatea.⁵⁹ Cu alte cuvinte, definirea oricărui concept trebuie conturat în raport cu conceptul antinomic, cu care se află în opoziție semantică.⁶⁰ Plasarea în opoziție semantică a două sau mai multe concepte duale le impregnează acestora un sens polemic,⁶¹ oferindu-i cercetătorului oportunitatea de a se plasa într-un domeniu de analiză interdisciplinar.⁶² Din acest motiv, urmând observația lui Michel Foucault, rolul oricărui demers constă în: a) identificarea conceptelor interdependente care formează rețeaua conceptuală; b) identificarea dinamicii realizate de interacțiunea conceptelor, precum și a limitelor în cadrul cărora acestea se “exercită”, a zonelor de “vid” conceptual.⁶³

Noutatea demersului constă în utilizarea rețelelor conceptuale pentru a construi propria reprezentare a realității exterioare, demers ce se poate transforma într-o trecere pe sub arcul de Triumf, dar poate deveni și o trecere prin “furcile caudine”, întrucât rețeaua conceptuală a

⁵⁹ Reinhart Koselleck, *Conceptele și istoriile lor*, trad. Gabriel H. Decuble, Mariana Oruz, Art, București, 2009 [2006], p. 232.

⁶⁰ *Ibidem*, pp. 234-235.

⁶¹ *Ibidem*, pp. 41.

⁶² Michel Foucault, *Trebuie să apărăm societatea*, Ediția a- II- a, trad. de Bogdan Ghiu, Idea Design & Print, Cluj, 2009 [1997], pp. 32-37.

⁶³ *Idem*.

demersului depinde de poziția cercetătorului, a cărei sarcină inițială este una hermeneutică, de traducere, asimilare, decodificare și codificare a conceptului. Principala provocare este reprezentată de identificarea intereselor actorilor care utilizează concepte duale, polemice, pentru a impregna o direcție de interpretare.⁶⁴

Obiectivul principal pe care îl urmărim constă în identificarea sensurilor și percepțiilor atribuite de către persoanele private de libertate asupra drepturilor electorale, în raport cu conceptele antinomice “exercitare” | “interzicere”, în relație directă cu natura și semnificațiile specifice universului carceral. Pentru a realiza acest obiectiv, în cadrul acestui capitol, problematizăm sensul și semnificațiile conceptelor analizate prin plasarea acestora într-o rețea conceptuală, în cadrul căreia conceptele la care ne raportăm se află inter-conectate, motiv pentru care nu le putem studia separat. Raportarea la conceptele antinomice ne este utilă pentru a înțelege dinamica raporturilor (de putere/dominație) pe care conceptele le generează pe diferite planuri în interiorul rețelei conceptuale.⁶⁵

Totodată, în cadrul acestei cercetări, plasăm raportul penal “între două repere sau între două limite”: pe de o parte, prin intermediul evoluției prerogativelor constituționale și a normelor legale care au definit din punct de vedere juridic relațiile dintre persoanele condamnate și instituțiile carcerale, iar pe de altă parte, “la cealaltă extremitate, la cealaltă limită”, perspectiva reintegrării în societate, care completează dimensiunea punitivă a raportului penal.⁶⁶

Rețeaua conceptuală - corespunzătoare definirii raportului penal în urma interacțiunii dintre stat și individ -, dispune de o permanentă dinamică în funcție de condițiile de viață, normele sociale și scara de valori care definesc universul carceral. Pentru a surprinde nuanțările și interpretările atribuite dimensiunilor complexe ale raportului “exercitare” | “interzicere”, în acest articol vom problematiza dimensiunea polemică a rețelei conceptuale în raport cu caracteristicile specifice ale universului carceral în care aceasta prinde contur.

Universul carceral. O perspectivă dramaturgică (re)definită în raport cu inegalitățile de status și de putere

„Închiderea trimite la un Afară, iar ceea ce este Închis este tocmai acest Afară”.⁶⁷

Trecerea la un sistem de referință la un alt sistem de coordonate, principii și valori, determină internalizarea unei noi reprezentări asupra vieții cotidiene, perspectiva dramaturgică dobândind astfel înțelesuri și interpretări noi. Pentru a înțelege această schimbare profundă (inclusiv asupra naturii umane), demersul nostru se fundamentează pe doi piloni (de natură conceptuală): (1) conturarea și delimitarea perspectivei dramaturgice care se manifestă și este recunoscută într-un univers carceral de cel puțin o parte dintre persoanele care populează acest mediu (concept analizat cu precădere de către Erving Goffman);⁶⁸ (2) existența și manifestarea inegalităților de status și de putere

⁶⁴ Reinhart Koselleck, *op. cit.*, p. 52.

⁶⁵ *Idem.*

⁶⁶ Michel Foucault, *Trebuie ...op. cit.*, pp. 33-34.

⁶⁷ Maurice Blanchot, *L'entretien infini*, Gallimard, 1986, p. 292. apud. Gilles Deleuze, *Foucault*, trad. și postfață de Bogdan Ghiu, Ideea Design & Print, Cluj, 2002, p. 42.

⁶⁸ A se vedea Erving Goffman, *Viața cotidiană ca spectacol*, trad. de Simona Drăgan și Laura Albușescu, prefață de Lazăr Vlăsceanu, comunicare.ro, București, 2003 [1959].

(urmărind problematizările realizate de Michel Foucault și Pierre Bourdieu),⁶⁹ aspecte pe care le regăsim în mod frecvent în universurile carcerale.

„Rolurile discrepante” impun, după cum a observat Goffman, nevoia de a adopta și internaliza „arta gestionării impresiei”, pentru a evita “comunicarea neadecvată” din partea personajelor.⁷⁰ Dramaturgia socială elaborată de Goffman presupune parcurgerea unei succesiuni de etape pentru dobândirea și manifestarea rolului de către fiecare actor: inițierea (informarea, explorarea, asumarea unui personaj), acomodarea cu narațiunea specifică fiecărui univers carceral, internalizarea personajului supus însă unei permanente (re)definiri. Regăsim și în acest caz dualitatea dintre unu și multiplu, având în vedere că reprezentările atribuite fiecărui personaj constituie rezultatul suprapunerii atributelor poziționate pe două dimensiuni: (A) identitatea fiecărui individ, construită pe baza experiențelor, valorilor și principiilor internalizate până în momentul privării de libertate (este aparent atenuată, îndepărtându-ne de cercetările care s-au fundamentat pe renunțarea/ asimilarea deplină a acestei identități, la un anumit moment al privării de libertate), aspect care îl individualizează (marcă a pluralității; multiplu); (B) identitatea impusă de nevoia stringentă a adaptării la un nou mediu psihosocial, specific mediului carceral, prin internalizarea unor atribute/caracteristici comune (unu). Rezultanta dintre (A) și (B), dintre unu și multiplu, își păstrează marca unicității, aspect înțeles în mod greșit pentru cercetările care au pornit inclusiv de la premisa că există un singur univers carceral.

Experiența carcerală nu contribuie, în viziunea noastră, la devalorizarea identității individului, în anumite situații contribuind chiar la accentuarea anumitor identități, întrucât fiecare personaj continuă „să joace” simultan, în două „piese de teatru” eminamente diferite: (1) spectacolul cotidian manifestat și experimentat în fiecare univers carceral; (2) spectacolul manifestat *extra muros*, chiar dacă (aparent) este absent, în situațiile în care există o minimă interacțiune cu personaje aflate în libertate, pentru care există un singur plan narativ al vieții cotidiene.

Reprezentările atribuite ritualurilor carcerale⁷¹ dobândesc astfel nuanțe și semnificații pe baza cărora ne raportăm la mediul carceral, aspect care surprinde, în același timp, modul în care experimentăm și înțelegem un anumit spectacol cotidian, încadrat într-un anumit sistem de referință. Explicit, premisa de la care pornim se întemeiază pe natura eminamente diferită a reprezentărilor persoanelor aflate în diferite sisteme de referință între care nu există un schimb continuu de informații și reprezentări. Ne referim la deosebirile inerente existente între reprezentările actorului și spectatorului, în situațiile în care fiecare își înțelege doar propriul rol. Universurile carcerale prezintă premisele apariției unor astfel de situații, având în vedere nivelul redus de transparență specific unei instituții carcerale. Acest aspect afectează cunoașterea proiecțiilor și reprezentărilor scenice care definesc universurile carcerale. Nivelul redus de cunoaștere

⁶⁹ A se vedea Michel Foucault, *A supraveghea și a pedepsi: nașterea închisorii*, trad. din limba franceză, postfață și note de Bogdan Ghiu, Ediția a- II- a, Paralela 45, Pitești, 2005 [1975]; Michel Foucault, *Trebuie să apărăm societatea*, Ediția a- II- a, trad. de Bogdan Ghiu, Idea Design & Print, Cluj, 2009 [1997]; Pierre Bourdieu, “Physical Space, Social Space and Habitus”, *Raportul nr. 10*, Institutul de sociologie, Universitatea din Oslo, 1996, pp. 9-12; Pierre Bourdieu și Jean-Claude Passeron, *Reproduction in Education, Society and Culture*, trad. din franceză de Richard Nice, cu o prefață de Pierre Bourdieu, Sage Publications, London, Newbury Park, New Delhi, 1997 [1970].

⁷⁰ Erving Goffman, *Viața cotidiană op. cit.*, pp. 29-44.

⁷¹ Bruno Ștefan, “Structura ritualurilor carcerale”, *Revista Română de Sociologie*, serie nouă, București, anul XVI, nr. 5-6, 2005, p. 535-564.

și înțelegere este compensat însă prin reprezentări fundamentate pe cunoașterea comună și stereotipuri, motiv pentru care identificăm inclusiv existența unor reprezentări contradictorii, care pot determina escaladarea tensiunilor în momentele de criză economică, socială și politică. Delimitarea universurilor carcerale prin „bariere clare de percepție”⁷² reprezintă un factor care accentuează caracterul eminamente contradictoriu al reprezentărilor, ruptură care constituie premisele adoptării unor politici de reformă penală care să fie puternic contestate de către cei situați de o parte sau de alta a zidurilor închisorii.

În completarea celor exemplificate mai sus, menționăm că reprezentările asupra universului carceral sunt nuanțate inclusiv în cadrul aceluiași sistem de referință, ca urmare a existenței inegalităților de status și de putere. Puterea determinată de ierarhiile de status,⁷³ împreună cu puterea simbolică,⁷⁴ determină apariția unor roluri care experimentează într-un mod diferit viața cotidiană specifică fiecărui univers carceral. Nuanțarea și evidențierea pluralității și diversității rolurilor reprezintă principala dimensiune pe care o urmărim în cercetarea noastră, îndepărtându-ne astfel de tentația de a generaliza și de a reduce reprezentările scenice la câteva roluri. Dimpotrivă, considerăm că fiecare univers carceral este (re)definit în mod continuu în raport cu niveluri diferite de manifestare și de interiorizare a unei game extrem de diversificate de roluri și reprezentări, aspect care particularizează, în profunzime, manifestarea actului artistic. Unu și multiplu, (fiecare) univers carceral (este) caracterizat de marca asumării, dobândirii și recunoașterii unei noi identități, integrată într-un sistem ierarhic de referință specific, caracterizat de raporturile de status și de putere.

Începând cu lucrarea lui Jonas Hanway din 1775,⁷⁵ principiul muncii este considerat o condiție necesară, dar în același timp insuficientă în vederea îndreptării comportamentului individului. Pentru a nu transforma închisoarea într-o simplă manufactură, Jonas Hanway a teoretizat spațiul carceral punând în prim plan condiția izolării persoanelor condamnate.⁷⁶ Argumentul lui Jonas Hanway se întemeiază pe faptul că izolarea produce un „șoc teribil” la nivelul conștiinței persoanei condamnate, oferindu-i acestuia „întoarcerea spre sine însuși” ca exercițiu de convertire și de învățare a imperativelor morale.⁷⁷ „Spațiu între două lumi”, celula constituie locul transformării individuale a persoanelor condamnate, reconstituirea lui *homo oeconomicus* în raport cu principiile dreptului și ale virtuții.⁷⁸

În timp ce instituționalizarea penitenciarului s-a realizat târziu, la sfârșitul secolului al XVIII-lea, „umanizarea” mecanismelor de constrângere s-a manifestat încă de la apariția primelor modele punitive. Din momentul transpunerii diferitelor modele punitive în Codurile Penale, instituția carcerală a fost reprezentată drept o instituție fără alternativă.⁷⁹

⁷² Erving Goffman, *Viața cotidiană op. cit.*, p. 263.

⁷³ Michel Foucault, *Trebuie ... op. cit.*, p. 34.

⁷⁴ Pierre Bourdieu, „Social space and symbolic power”, *Sociological Theory*, Vol. 7, Nr. 1, 1989, pp. 14-25.

⁷⁵ A se vedea Jonas Hanway, *The Defects of Police. The cause of immorality and the continual robberies committed, particularly in and about the metropolis*, J. Dodsley, London, 1775.

⁷⁶ Michel Foucault, *A supraveghea ... op. cit.*, p. 158.

⁷⁷ *Ibidem*, p. 159.

⁷⁸ *Idem*.

⁷⁹ „Se cunosc foarte bine toate neajunsurile închisorii, ca și faptul că ea este periculoasă când nu e inutilă. Și totuși, nimeni nu << vede >> cu ce ar putea fi înlocuită. Închisoarea este soluția detestabilă de care nu ne putem lipsi.” în Michel Foucault, *A supraveghea ... cit.*, pp. 292-293.

O primă caracteristică definitorie a instituției carcerale este reprezentată de “privarea de libertate” a persoanelor condamnate.⁸⁰ Rațiunea exercitării coerciției asupra libertății individului surprinde dimensiunea economică-morală a reparației prejudiciului pe care autorul infracțiunii o produce nu doar asupra victimei, ci asupra întregii societăți.⁸¹ În timp ce rațiunea legitimării ritualurilor de executare în public a persoanelor condamnate surprinde dimensiunea morală a supliciului – pentru a restabili ordinea socială –, în cadrul societăților „industriale” s-a urmărit delimitarea sancțiunii în funcție de gravitatea infracțiunii săvârșite, urmărindu-se, în același timp, reintegrarea ulterioară a persoanei condamnate în societate după executarea pedepsei primite. Utilitatea individului în cadrul societății nu este complet anulată datorită infracțiunii comise, pedeapsa având rolul de a corecta comportamentul individului pentru că acesta să devină din nou util pentru societate.

Începând cu sfârșitul secolului al XIX-lea, procesul de *corrigenda a corpus delicti* în *extra muros* nu a mai fost perceput ca fiind o *contradicție in adiecto* sau o *cadit questio*. În *genere*, majoritatea proceselor de reflecție s-au constituit pornind de la problematizarea rolului instituției carcerale, aducând în discuție nevoia stringentă a reintegrării persoanelor condamnate în cadrul societății.⁸² Cu alte cuvinte, izolarea delincvenților nu a mai reprezentat o măsură necesară, fiind nevoie de educarea comportamentului acestora.⁸³

La nivel conceptual, identificăm o schimbare majoră de paradigmă: *delincventul*⁸⁴ nu mai este reprezentat ca fiind un dușman, ci un pacient pe care societatea trebuie să-l trateze.⁸⁵ Noutatea demersului critic constă în tratarea persoanelor condamnate în societate, motiv pentru care aplicarea pedepsei nu mai vizează în mod preponderent restrângerea libertății de mișcare a persoanelor delincvente, ci supravegherea acestora în scopul educării și integrării în societate.⁸⁶ În același timp, aceste abordări nu problematizează doar pe marginea procesului de educare a persoanelor delincvente, ci și asupra definirii societății ca fiind responsabilă de comportamentul acestora.⁸⁷

Definind mediul carceral drept un „univers fascinant și revoltător în egală măsură, o lume în permanent implozie psihologică”,⁸⁸ psihologul Gheorghe Florian propune o abordare centrată asupra sentimentelor de disperare și neputință pe care le resimt persoanele private de libertate.⁸⁹ „Construct psihologic”,⁹⁰ penitenciarul este caracterizat

⁸⁰ *Idem*.

⁸¹ *Ibidem*, p. 294.

⁸² Norval Morris și Michael Tonry, *Between Prison and Probation. Intermediate Punishments in a Rational Sentencing System*, Oxford University Press, New York, Oxford, 1990, p. 4.

⁸³ *Idem*.

⁸⁴ “Conceptul de *dușman* pe care omul însuși îl instituie semantic prin termenul de <<neom>> este o formulă oarbă, în interiorul căreia fiecare îl poate defini pe Celălalt pentru a se legitima pe sine ca om, ceea ce duce nici mai mult, nici mai puțin decât la înțelegerea funcțională a dușmanului în propriile scopuri sau pentru propriile interese. Subomul este victima perfectă a arbitrariului celor care, *per negationem*, se instituie ei înșiși ca supraoameni. Este vorba, așadar, despre o formulă golită de conținut și aplicabilă ideologic în situații diverse, definirea în interiorul ei răpind Celuilalt și ultima șansă de a rămâne doar dușman. El este redus prin eludarea atributelor umane, dezumanizat la propriu, până la potențial nonexistent, considerat nedemn să trăiască și astfel exterminat.” în Reinhart Koselleck, *op. cit.*, p. 237.

⁸⁵ Norval Morris și Michael Tonry, *op. cit.*, pp. 4-7.

⁸⁶ *Idem*.

⁸⁷ *Idem*.

⁸⁸ *Ibidem*, p. 13.

⁸⁹ *Idem*.

⁹⁰ *Ibidem*, p. 16.

de Gheorghe Florian prin intermediul aforismului lui Nietzsche: „o lume lipsită de dragoste, dar care năzuiește cu disperare spre dragoste”.⁹¹ Spațiu închis, dihotomic și „zonă a interacțiunilor asimetrice”,⁹² mediul carceral generează „consecințe psihologice și psihosociale vizibile asupra deținuților și personalului”.⁹³ Universul uman caracteristic persoanei private de libertate este reprezentat prin intermediul contradicțiilor, frustrărilor și neîmplinirilor,⁹⁴ deoarece trăirile afective ale deținuților sunt influențate de perceperea timpului și a ispășirii pedepsei, precum și de „violarea constantă a intimității”.⁹⁵

Sufletul condamnatului în cadrul justiției penale. Interpretări conceptuale ale raportului pedeapsă - iertare - reintegrare

„A dispărut corpul torturat, dezmembrat, amputat, însemnat simbolic pe față sau umăr, expus viu sau mort, oferit ca spectacol. A dispărut corpul ca țintă principală a represiei penale. La sfârșitul secolului al XVIII-lea și începutul celui de al XIX-lea, în pofida unei mari străluciri, sumbra sărbătoare punitivă este pe cale de a se stinge”.⁹⁶

Definirea, reprezentarea și aplicarea actului de a pedepsi și a actului de ierta - în raport cu comportamentul individului în cadrul societății - se află în strânsă legătură cu modul în care sunt internalizate dimensiunile complexe ale naturii umane și ale relațiilor dintre individ și stat. De asemenea, delimitarea și plasarea unui act social în sfera normei sau a devianței, ne oferă o imagine complexă asupra evoluției duratei și modalităților de executare a pedepsei primite, în raport cu contextele social-politice de manifestare a diferitelor forme de iertare pe care societatea le instituie asupra persoanei condamnate.

Reprezentând fenomene sociale complexe, pedeapsa și iertarea evidențiază raporturile de putere din cadrul unei societăți, prin intermediul cărora puterea suverană - reprezentată de voința regelui ca uns al lui Dumnezeu pe Pământ,⁹⁷ și ulterior de instituțiile statului modern - stabilește modul în care infracțiunea săvârșită - înțeleasă drept abatere de la normă - este sancționată în vederea restabilirii ordinii sociale.

Deciziile de a pedepsi și de ierta îndeplinesc, în același timp, un rol dublu în raport cu gravitatea infracțiunii și contextul socio-politic în care aceasta a fost săvârșită, și anume: a) îndreptarea comportamentului autorului infracțiunii și b) transmiterea unui mesaj în cadrul societății cu privire la menținerea în siguranță și ordinea socială. Astfel, pedeapsa și iertarea devin instrumente ale legitimării puterii de către autoritatea suverană, unică autoritate care deține „monopolul constrângerilor fizice legitime”.⁹⁸

Din acest punct de vedere, principală polemică pe care o identificăm în cadrul cercetărilor din domeniul filosofiei, dreptului și sociologiei se referă la caracterul discreționar de utilizare de către puterea suverană a dreptului de a pedepsi și de a ierta. Pe de o parte, puterea suverană este cea care stabilește și modifică cadrul de definire a normei și devianței, motiv pentru care dreptul de a pedepsi și de a ierta este unul

⁹¹ *Ibidem*, p. 21.

⁹² *Ibidem*, p. 48.

⁹³ *Ibidem*, p. 49.

⁹⁴ *Ibidem*, p. 72.

⁹⁵ *Ibidem*, p. 73.

⁹⁶ Michel Foucault, *A supraveghea ... op. cit.*, p. 13.

⁹⁷ A se vedea Ernst H. Kantorowicz, *Cele două corpuri ale regelui*, trad. de Andrei Sălăvăstru, Editura Polirom, Iași, 2014.

⁹⁸ Max Weber, *Politica, o vocație și o profesie*, trad. de Ida Alexandrescu, Anima, București, 1992 [1926], p. 8.

discreționar, fiind dependent de voința titularului dreptului de a utiliza. Pe de altă parte, scopul urmărit prin intermediul actului de a pedepsi și de a ierta vizează restabilirea ordinii sociale, motiv pentru care reacția și presiunea societății contribuie la limitarea acestui drept. În același timp, pedeapsa și iertarea reprezintă actul ultim prin intermediul căruia puterea suverană se poziționează cu privire la reprezentare atribuită naturii umane și a nivelului de sacralitate oferită normei:

A) În cazul în care individul este reprezentat ca fiind principalul responsabil pentru acțiunile sale, cadrul de aplicare al normei devine unul rigid, admitând foarte puține excepții. În acest caz, încălcarea normei contribuie la perturbarea ordinii sociale, fiind necesară, în primul rând, sancționarea comportamentului individului pentru a-i descuraja pe membrii societății să imite sau să comită acțiuni similare. Din acest motiv, dimensiunea pedepsei se află în relație directă cu gravitatea infracțiunii săvârșite, pedepsirea individului fiind oferită ca exemplu pentru ceilalți membri ai comunității. La limită, pentru infracțiunile grave, puterea suverană trebuie să dispună, la nivel simbolic, de forma (uneori) brutală de sancționare și de descurajare. După cum putem observa, această abordare nu se concentrează asupra îndreptării comportamentului individului în raport cu prevederile normei, ci mai degrabă, asupra stigmatizării acestuia.

B) În cazul în care societatea este reprezentată ca fiind, alături de membrii comunității, responsabilă pentru acțiunile acestora, cadrul de aplicare al normei devine mult mai flexibil, admitând o gamă diversificată de excepții, în funcție de contextul social, economic, politic și religios existent la momentul comiterii actului deviant. În acest caz, încălcarea normei nu generează o puternică perturbare a ordinii sociale, fiind necesară, în schimb, resocializarea individului și reintegrarea acestuia în societate. Din acest motiv, pedeapsa se aplică drept *ultima ratio*, urmărindu-se, în primul rând, înlăturarea stigmatizării autorului actului deviant, precum și înlăturarea cauzelor care l-au determinat pe individ să încalce norma existentă la nivelul comunității. Creșterea nivelului de trai și a stigmei de sine, menținerea legăturii cu mediul de suport, precum și dezincriminarea unor acte sociale, reprezintă principalele direcții pe care puterea suverană le urmărește pentru a nu goli de conținut/sens deciziile privind acordarea iertării.

Între cele două abordări identificăm o gamă diversificată de etape intermediare care au marcat evoluția utilizării de către puterea suverană a monopolului constrângerilor fizice legitime. O contribuție importantă în ilustrarea evoluției raportului dintre pedeapsă și iertare aparține filosofului și istoricului francez Michel Foucault, potrivit căruia, între actul brutal de a pedepsi și actul puterii suverane de a ierta se instituie supravegherea persoanei condamnate, simultan cu renunțarea la formele brutale de pedepsire care anulează complet perspectiva utilizării pe viitor a dreptului de a ierta.⁹⁹

Schimbarea de paradigmă ilustrată de Michel Foucault constă în dispariția treptată în secolul al XIX-lea a teatralizării în public a supliciilor care au marcat până la Revoluția franceză, practica penală fiind stabilită de Ordonanța nr. 1 din 1670.¹⁰⁰ Începând cu secolul al XIX-lea, epoca supliciilor este reprezentată drept o epocă revolută, aceasta fiind înlocuită de "o anumită discreție în arta de a produce suferință, un joc de dureri mai

⁹⁹ A se vedea Michel Foucault, *Surveiller et punir*, Ed. Gallimard, Paris, 1975.

¹⁰⁰ "Pedeapsa cu moartea naturală cuprinde toate felurile de moarte: unii pot fi condamnați la spânzurătoare, alții la tăierea mâinii sau mai întâi la tăierea sau străpungerea limbii, urmate de spânzurătoare; alții, pentru crime mai grave, urmează să fie trași pe roată, unde să și moară, după ce li se vor sfărâma membrele; altora să li se sfărâme oasele până vor muri de moarte naturală; alții să fie strangulați și apoi să li se sfărâme oasele, alții să fie arși de vii, alții să fie arși după ce vor fi fost mai întâi strangulați; altora să li se taie sau să li se străpungă limba, după care să fie arși de vii; alții să fie sfârtecați de patru cai, altora să li se taie capul, iar altora, în sfârșit, să li se sfărâme țeasta." în Jean-Antoine Soulatfès, *Traité des crimes*, vol. I., 1762, pp. 169-171, apud. Michel Foucault, *A supravegherea ...op. cit.*, p. 46.

subtile, mai mascate și despovărate de fastul vizibil”.¹⁰¹ Spectacolul punitiv este înlocuit treptat de ceremonialul de tip procedural sau administrativ al procesului penal:

„Pedeapsa va tinde, prin urmare, să devină partea cea mai ascunsă a procesului penal. Fapt ce are mai multe consecințe: ea părăsește domeniul percepției cvasicotidiene pentru a intra în cel al conștiinței abstracte; se așteaptă ca eficacitatea ei să se datoreze caracterului implacabil, nu intensității ei vizibile; certitudinea de a fi pedepsit aceasta, și nu oribilul teatru trebuie să împiedice comiterea crimei; mecanica exemplară a actului de a pedepsi își modifică angrenajele. În felul acesta, justiția nu se mai încarcă public cu partea de violență inerentă activității ei. (...) Dispariția supliciilor înseamnă dispariția spectacolului; dar înseamnă și slăbirea dominației asupra corpului. (...) Pedeapsa a trecut de la practicarea senzațiilor insuportabile la o economie a drepturilor suspendate”.¹⁰²

Urmărind resocializarea persoanei condamnate, locul călăului – „anatomist nemijlocit al suferinței”¹⁰³ – este luat de “o întreaga armată de tehnicieni” (supraveghetori, medici, preoți, psihiatri, psihologi, educatori).¹⁰⁴ Instituirea supravegherii marchează astfel renunțarea la tehnicile de producere a suferinței asupra corpului, urmărindu-se ca pedeapsa să acționeze asupra „simțirii, gândirii, voinței, înclinațiilor” persoanelor condamnate.¹⁰⁵

„Pedeapsa, dacă mă pot exprima astfel, trebuie să lovească mai mult sufletul decât trupul”.¹⁰⁶

„Apariția sufletului pe scena justiției penale” determină, conform lui Foucault, „înserarea în practică judiciară a unei întregi cunoașteri << științifice >>”, motiv pentru care pedeapsa îndeplinește o funcție socială complexă.¹⁰⁷ În legătură cu această problemă, Michel Foucault se plasează în continuare abordării lui Georg Rusche și Otto Kirchheimer, conform cărora abandonarea definirii penalității ca modalitate exclusivă de reprimare a delictelor se produce în funcție de reprezentările atribuite responsabilității colective în cadrul sistemelor politice.¹⁰⁸

Spre deosebire de ceremonialul punitiv, pedeapsa urmărește reconcilierea dintre autorul infracțiunii și societatea în ansamblul său, motiv pentru care semnele pe care aceasta le lasă asupra condamnatului trebuie să treacă neobservate, ferindu-l pe cât posibil la expunerea publică, la „țintuirea la stâlpul infamiei”.¹⁰⁹ Astfel, eliminarea înfruntării fizice dintre puterea suverană și persoana condamnată contribuie la definirea supliciului ca fiind intolerabil.¹¹⁰ Stigmatul, semnul, ura sunt înlocuite de “organizarea unei puteri specifice de gestionare a pedepsei” care urmărește schimbarea

¹⁰¹ Michel Foucault, *A supraveghea ...op. cit.*, p. 12.

¹⁰² *Ibidem*, pp. 13-16.

¹⁰³ *Ibidem*, p. 16.

¹⁰⁴ *Idem*.

¹⁰⁵ *Ibidem*, pp. 21-22.

¹⁰⁶ Gabriel Bonnot de Mably, *De la législation*, vol. IX, 1789, p. 326, apud. Michel Foucault, *A supraveghea ...op. cit.*, p. 22.

¹⁰⁷ Michel Foucault, *A supraveghea ... op. cit.*, p. 31.

¹⁰⁸ George Rusche și Otto Kirchheimer, *Punishment and Social Structures*, Columbia University Press, Frankfurt și Main, 1939, apud. Michel Foucault, *A supraveghea ...op. cit.*, p. 32.

¹⁰⁹ Michel Foucault, *A supraveghea ...op. cit.*, p. 48.

¹¹⁰ Jérôme Pétion De Villeneuve, “Discours à la Constituante”, *Archives parlementaires*, vol. XXVI, p. 641, apud. Michel Foucault, *A supraveghea ... op. cit.*, p. 95.

comportamentului individului, în funcție de gravitatea infracțiunii săvârșite și de circumstanțele sociale, economice și politice în care aceasta a avut loc.¹¹¹

Utilizarea supliciilor nu a făcut excepție nici în spațiul românesc, profesorul universitar Ioan Chiș oferind ca exemplu represiunea din anul 1753 împotriva locuitorilor Brăilei, pentru a ilustra modul de utilizare a dreptului forței asupra supușilor care a caracterizat epoca feudală.¹¹² Arderea pe rug, cupajarea trupurilor și sporirea chinurilor au reprezentat practici recurente de tortură utilizate în numele instaurării ordinii de drept definite de interesele și ambițiile sultanilor, domnitorilor și ale clasei boierești.¹¹³ Spectacolul îngrozitor al zdrobirii pe roată a lui Cloșca și a lui Horea de pe platoul „La furci” din dimineața zilei de 28 februarie 1785 reprezintă încă un exemplu al situării „sălbăticiei unor astfel de practici (...) în afara condiției umane”.¹¹⁴ De asemenea, influența teoriilor care au stat la baza ideologiilor regimurilor totalitare au generat menținerea tratamentelor inumane aplicate persoanelor condamnate.¹¹⁵

Pornind de la aceste exemple, constatăm faptul că actul de a pedepsi se manifestă până în secolul XXI cu ură și violență. În limbaj juridic, conceptul de “stat” a generat mascarea violenței ca urmare a monopolizării și raționalizării puterii de pedepsire.¹¹⁶ Schimbarea de paradigmă pe care o impune morala creștină și educația modernă constă în faptul că “pedeapsa are rațiune de a fi doar în cadrul unor limite și cu o pondere măsurată”.¹¹⁷ Pe lângă caracterul punitiv, pedeapsa este justificată și din perspectiva utilității, motiv pentru care aceasta “are ca rol principal intimidarea și corecția, împiedicând producerea recidivei, și un rol de exemplaritate sa educativă, cu finalitate în prevenirea delicvenței”.¹¹⁸ Problematika principală vizează reglementarea sancțiunilor și a modului lor de executare de către “oameni care nu au experiența infracțională, care poate au venit în contact cu fenomenul, dar nu l-au trăit”.¹¹⁹

În spațiul românesc, pedeapsa a fost definită în cadrul doctrinei penale¹²⁰ ca fiind o sancțiune aplicată de instanța de judecată în urma încălcării de către autorul acesteia a dispozițiilor normelor juridice penale, urmărindu-se, în același timp, prevenirea săvârșirii de noi infracțiuni.¹²¹ Această definiție nu ține însă cont de necesitatea reparării prejudiciilor cauzate de autorii infracțiunii, motiv pentru care Ioan Chiș și Alexandru Bogdan Chiș au definit pedeapsa penală având în vedere:

„mijloacele de constrângere și forța, precum și motivația aplicării formelor supreme de sancționare, exercitate de stat pentru repararea prejudiciilor cauzate cetățenilor ori persoanelor juridice, consecință a comiterii infracțiunilor și necesității restabilirii ordinii penale de drept, prin avertizarea celor predispuși să încalce normele penale, și pentru oferirea posibilităților organizaționale de stat, pentru resocializare persoanelor

¹¹¹ Michel Foucault, *A supraveghea ...op. cit.*, pp. 167-168.

¹¹² Bogdan Petriceicu Hașdeu, *Ioan Vodă cel Cumplit*, Colecția muncă și lumină, 1942, p. 114, apud. Ioan Chiș și Alexandru Bogdan Chiș, *Executarea sancțiunilor penale*, Universul Juridic, București, 2015, p. 108.

¹¹³ Ioan Chiș și Alexandru Bogdan Chiș, *op. cit.*, p. 108.

¹¹⁴ *Ibidem*, pp. 108-109.

¹¹⁵ *Idem*.

¹¹⁶ *Ibidem*, p. 110.

¹¹⁷ *Ibidem*, p. 113.

¹¹⁸ *Idem*.

¹¹⁹ *Idem*.

¹²⁰ Definiție pe care o regăsim la prof. dr. Vasile Dobrinoiu, prof. dr. Ilie Pascu, prof. dr. Traian Dima, prof. dr. Mihai Adrian Hotca, prof. dr. Constantin Mitache.

¹²¹ Ioan Chiș și Alexandru Bogdan Chiș, *op. cit.*, p. 299.

sanctionate penal, care să trăiască respectând valorile și principiile fundamentale ale conviețuirii într-o societate democratică”.¹²²

Preluând această definiție, constatăm faptul că dimensiunile multiple ale pedepsei variază în funcție de valorile și principiile fundamentale internalizate în cadrul unei societăți democratice, apărând din necesitatea restabilirii raportului penal între autorul infracțiunii și victimă (prin repararea prejudiciilor), precum și între individ și ordinea penală de drept (prin resocializarea persoanelor condamnate și prin descurajarea acestora în a comite noi infracțiuni).

Un alt aspect important pe care îl clarifică cei doi autori vizează faptul că utilizarea mijloacelor de constrângere și forța nu legitimează utilizarea torturii și a tratamentelor degradante, deoarece coerciția se aplică doar în vederea „lipsirii temporare de libertate, de mișcare ori deplasare, (în timp ce) celelalte drepturi constituționale ale cetățeanului condamnat sunt diminuate în măsura în care sunt precis stabilite prin hotărârea definitivă de condamnare, ca pedeapsă accesorie sau complementară”.¹²³

Ut supra, abordările conceptuale privind înlocuirea pedepsei cu moartea cu forme alternative de sancționare (delimitate pe o anumită perioadă de timp) s-au dezvoltat sub influența reflecțiilor apărute în domeniul religios și filosofic cu privire la dimensiunile iertării și reintegrării în cadrul unei societăți. Punctul de convergență al acestor abordări este reprezentat de modul în care este reprezentată natura umană în cadrul unei colectivități, motiv pentru care poziția suveranului ocupă o poziție secundară, fiind cel care transpune prin intermediul actului de iertare, voința existentă în cadrul unei societăți, la un anumit moment. De-a lungul timpului, în momentul încarnării suveranului drept voința lui Dumnezeu pe pământ,¹²⁴ această abordare a dobândit nuanțe și interpretări diferite, oferindu-i titularului dreptului de a acorda măsuri de clemență o recunoaștere a autonomiei în exercitarea acestei prerogative.

Exercitarea dreptului de vot de către persoanele private de libertate

Drepturile și libertățile publice ale persoanelor private de libertate au fost reglementate prin intermediul unui vast domeniu execuțional penal, constituit din *convenții, reguli și tratate internaționale*,¹²⁵ care produc aplicație directă în dreptul intern,

¹²² *Idem*.

¹²³ *Idem*.

¹²⁴ A se vedea Ernst H. Kantorowicz, *Cele două corpuri ale regelui*, trad. de Andrei Sălăvăstru, Editura Polirom, Iași, 2014.

¹²⁵ A se vedea Organizația Națiunilor Unite, *Recrutarea, Pregătirea și Statutul Personalului de Penitenciar – Rezoluția Primului Congres al Națiunilor Unite pentru prevenirea crimei și tratamentul delincvenților* – adoptată la 1 septembrie 1955; Organizația Națiunilor Unite, *Așezăminte Penitenciare și Corecționale Deschise – Rezoluția Primului Congres al Națiunilor Unite pentru prevenirea crimei și tratamentul delincvenților* – adoptată la 29 august 1955; Organizația Națiunilor Unite, *Ansamblul de Reguli Minime pentru Tratamentul Deținuților*, adoptat de Consiliul Economic și Social prin Rezoluția 663 C (XXIX) din 31 iulie 1957, care a reluat Rezoluția Primului Congres al Națiunilor Unite pentru prevenirea crimei și tratamentul delincvenților, 30 august 1955 (versiune revizuită prin Rezoluția adoptată de Adunarea Generală la 17 decembrie 2015 – *Regulile Mandela*); *Convenția Națiunilor Unite împotriva torturii și a altor tratamente crude, inumane sau degradante*, adoptată la New York la 10 decembrie 1984, la care România a aderat prin *Legea nr. 19/1990*, *Revista de știință penitenciară*, nr. 1/1993; Organizația Națiunilor Unite, *Ansamblul Regulilor Minime ale Națiunilor Unite cu privire la Administrarea Justiției pentru Minori – Regulile de la Beijing* – Rezoluția 40/33 din 29 noiembrie 1985; Organizația Națiunilor Unite, *Ansamblul de principii pentru protejarea tuturor persoanelor supuse unei forme oarecare de detenție sau de încarcerare*, adoptat prin

ca urmare a ratificării acestora de către România.¹²⁶ *Ab origine*, dispozițiile din dreptul execuțional penal s-au raportat cu precădere la drepturile și libertățile publice consacrate prin *Declarația Universală a Drepturilor Omului*.¹²⁷ Recunoscând demnitatea inerentă a „tuturor membrilor familiei umane”, textul *Declarației* interzice tortura, pedepsele sau tratamentele crude, inumane sau degradante (art. 6).¹²⁸ Același principiu a fost preluat în cadrul prevederilor Pactului Internațional cu Privire la Drepturile Civile și Politice, fiind coroborat cu principiul conform căruia *persoanele private de libertate trebuie /să fie tratate cu umanitate*.¹²⁹

Raportându-ne la prevederile Legii nr. 254/2013, în penitenciarele și locurile de deținere subordonate Administrației Naționale a Penitenciarelor, persoanele private de libertate dispun de următoarele drepturi: (1) libertatea conștiinței, a opiniilor și libertatea credințelor religioase; (2) dreptul la informație; (3) dreptul la consultarea documentelor cu caracter personal; (4) dreptul la asistență juridică; (5) dreptul la petiționare și dreptul la corespondență; (6) dreptul la convorbiri telefonice; (7) dreptul la comunicări on-line; (8) dreptul la plimbare zilnică; (9) dreptul de a primi vizite și dreptul de a fi informat cu privire la situațiile familiale deosebite; (10) dreptul la vizită intimă; (11) dreptul de a primi, cumpăra și a deține bunuri; (12) dreptul la asistență medicală, tratament și îngrijiri; (13) dreptul la asistență diplomatică; (14) dreptul la încheierea căsătoriei; (15) dreptul de a vota; (16) dreptul la odihnă și repaus săptămânal; (17) dreptul la muncă; (18) dreptul la învățământ; (19) dreptul la hrană, ținută, cazarmament și condiții minime de cazare.¹³⁰

Din gama diversificată de drepturi menționate, dreptul de a vota reprezintă o componentă importantă care contribuie la încurajarea participării cetățenești,

Rezoluția nr. 43/173 în a 76-a Sesiune plenară din 9 decembrie 1988; Organizația Națiunilor Unite, *Regulile Națiunilor Unite pentru protecția minorilor private de libertate – Rezoluția 45/113 din 14 decembrie 1990*; Organizația Națiunilor Unite, *Acordul internațional al drepturilor civice și politice*, 1990; Organizația Națiunilor Unite, *Principiile directe pentru tratamentul delincvenților*, 1990; Comitetul Miniștrilor Consiliului Europei, *Regulile Europene pentru Penitenciare, Recomandarea nr. R(87)*, adoptată la 12 februarie 1987, în cea de-a 404-a ședință a miniștrilor deputați, versiunea europeană revizuită a Ansamblului de reguli minime privind tratamentul deținuților; Comitetul de Miniștri al Consiliului Europei, *Recomandare nr. R(89) 12*, adoptată la 13 octombrie 1989, Strasbourg, 1990; Comitetul de Miniștri ai statelor membre, *Recomandarea referitoare la Regulile penitenciare europene REC(2006)2*, din 11 ianuarie 2006; Comitetul de Miniștri ai statelor membre, *Recomandarea Consiliului REC(2008)11 referitoare la Regulile europene pentru minorii care fac obiectul unor sancțiuni sau măsuri dispuse de organele judiciare*, 5 noiembrie 2008.

¹²⁶ Ioan Chiș și Alexandru Bogdan Chiș, *Op. cit.*, pp. 129-130.

¹²⁷ *Declarația Universală a Drepturilor Omului*, adoptată prin *Rezoluția nr. 217 A (III) din data de 10 decembrie 1948 a Adunării Generale a Organizației Națiunilor Unite*, semnată de România la data de 14 decembrie 1955, când, prin *Rezoluția nr. 955 (X) a Adunării generale a Organizației Națiunilor Unite*, a fost admisă în rândurile statelor membre.

¹²⁸ *Idem*.

¹²⁹ A se vedea art. 7 - “Nimeni nu va fi supus torturii și nici unor pedepse sau tratamente crude, inumane sau degradante. În special, este interzis ca o persoană să fie supusă, fără consimțământul său, unei experiențe medicale sau științifice” și art. 10 paragraful 1 - “Orice persoană privată de libertate va fi tratată cu umanitate și cu respectarea demnității inerente persoanei umane” din *Pactul Internațional cu privire la Drepturile Civile și Politice*, adoptat la 16 decembrie 1966, ratificat de România prin Decretul nr. 212/1974, apud. Avocatul Poporului, *Raport special privind condițiile de detenție din penitenciare și centre de reținere și arestare preventivă, factori determinanți în respectarea demnității umane și a drepturilor persoanelor private de libertate*, autor Magda Ștefănescu, adjunct al Avocatului Poporului, coordonator al Domeniului privind prevenirea torturii în locurile de detenție, p. 24.

¹³⁰ *Legea nr. 254 din 19 iulie 2013 privind executarea pedepselor și a măsurilor privative de libertate dispuse de organele judiciare în cursul procesului penal*, text în vigoare începând cu data de 29 iunie 2016.

reprezentând, în același timp, oportunitatea de a ieși din rutina zilnică, devenind, în același timp, un subiect comun al socializării. Exercițarea dreptului de a vota la locul aflării, într-un interval orar care, de regulă, nu se suprapune peste alte activități, implică alocarea unui efort minim din partea persoanelor private de libertate, aspect care contribuie la stimularea interesului pentru participarea la consultările electorale. În același timp, în condițiile restrângerii libertății de mișcare și a condiționării drepturilor, privarea de libertate impregnează un interes ridicat față de drepturile pe care le pot exercita pe durata privării de libertate. De asemenea, accesul la surse de informare (prin intermediul emisiunilor TV și radiofonice), împreună cu posibilitatea de a beneficia de permisiunea de ieșire din penitenciar, precum și participarea la activități în afara penitenciarului (în funcție de regimul de executare a pedepsei, durata pedepsei, conduită, recompensele acordate, oferta de activități existentă la nivelul unității de detenție, măsurile de pază, supraveghere și escortare), reduce din nivelul de izolare față de exteriorul unității, aspect care facilitează o anumită cunoaștere și percepție asupra dinamicilor manifestate în afara locului de deținere.

Nivelul ridicat de participare al persoanelor private de libertate la consultările electorale din 2019 și 2020, cu peste 35% față de prezența la urne (tabelul nr. 1), confirmă aspectele menționate anterior, caracteristicile specifice unui univers social instituțional contribuind la formarea unui comportament colectiv, exercitarea dreptului de a vota fiind percepută ca o manifestare a apartenenței la tendința majoritară formată în rândul persoanelor private de libertate. O altă premisă pe care o identificăm pentru a explica valorificarea dreptului de a vota este reprezentată de efectele hotărârii de condamnare, în situațiile în care instanța de judecată nu dispune aplicarea unei măsuri complementare privind interzicerea exercitării drepturilor electorale.

Tabelul nr. 1. Exercițarea dreptului de vot de către persoanele private de libertate la consultările electorale din 2019 și 2020.

	Alegerile membrilor din România în Parlamentul European din 26 mai 2019	Referendumul național cu privire la probleme de interes național din 26 mai 2019	Alegerile pentru Președintele României (turul I din 10 noiembrie 2019)	Alegerile pentru Președintele României (turul II din 24 noiembrie 2019)	Alegerile pentru autoritățile publice locale din 27 septembrie 2020	Alegerile pentru Senat și Camera Deputaților din 6 decembrie 2020
Număr de persoane private de libertate custodiate	20.403	20.403	20.434	20.458	21.084	21.638
Număr de persoane private de libertate cu drept de vot	17.960	17.960	17.660	17.941	1.193	6.366
Număr persoane private de libertate cu drept de vot, care și-au exercitat dreptul de vot	14.696	13.031	14.807	15.294	1.024	5.434

Prezența la vot (raportată la persoanele private de libertate cu drept de vot)	81,82%	72,55%	83,84%	85,24%	85,83%	85,35%
Număr total de votanți în România	8.954.959	7.541.311	8.683.688	9.086.696	8.420.741	5.793.135
Prezența la urne	49,02%	41,28%	47,66%	49,87%	46,02%	31,84%

Sursă: Administrația Națională a Penitenciarelor, Comunicatele de presă din 26 mai 2019, 10 și 24 noiembrie 2019, 25 și 27 septembrie 2020, 4 și 6 decembrie 2020, Autoritatea Electorală Permanentă, Prezența la vot pentru consultările electorale din 2019 și 2020.

Pentru a se deosebi de persoanele private de libertate care și-au pierdut dreptul de a vota pentru o anumită perioadă (îndeosebi pe durata privării de libertate), tendința majoritară este reprezentată de utilizarea acestui drept, indiferent de tipul de scrutin. De asemenea, trebuie să avem în vedere inclusiv dimensiunea redusă a eșantionului, situat sub 20.000 de persoane cu drept de vot, aspect care accentuează nivelul de omogenitate al grupului instituțional, eșantion divizat în subeșantioane mult mai omogene pentru fiecare unitate de privare de libertate. Pentru alegerile locale, dimensiunea eșantionului este determinată, *grosso modo*, de condiția suplimentară a situării penitenciarului în localitatea de domiciliu sau reședință, în timp ce pentru alegerile parlamentare, amplasarea unității de deținere în localitatea de domiciliu sau reședință permite includerea în categoria persoanelor private de libertate cu drept de vot a unui număr mult mai mare de alegători. Restrângerea dreptului de a vota (în funcție de dimensiunea circumscripției electorale) constituie obiectul unei cauze pendinte aflată pe rolul Curții Europene a Drepturilor Omului (CEDO), pe care o vom analiza în cadrul acestui articol.

Pentru a dispune de o înțelegere de ansamblu asupra percepțiilor și reprezentărilor simbolice atribuite drepturilor asigurate pe durata privării de libertate (inclusiv a dreptului de vot), pe baza cărora este construit și manifestat statusul social în orizontul conturat de raporturile de putere existente în universul carceral, considerăm oportun să ne raportăm la exercitarea dreptului de vot din perspectiva economiei de manifestare a bunurilor simbolice, utilizând perspectivele de înțelegere a naturii umane în locurile de deținere instituționalizate, prezentate de Erving Goffman, Loïc Wacquant, Pierre Bourdieu și Michel Foucault. Insistăm asupra acestui aspect, plasându-ne în continuarea acestor abordări, motiv pentru care considerăm că exercitarea dreptului de vot dobândește, în universul carceral, o semnificație eminamente simbolică.

Pervertirea conștiinței persoanelor private de libertate și a personalului penitenciarului¹³¹ este considerată de sociologul Erving Goffman ca fiind un deziderat care se realizează în mod sistematic pentru a permite organizarea socială după un anumit „mod de existență prescris”.¹³² „Elementele de autodefinire subînțelese”¹³³ scot în evidență compatibilitatea membrilor instituției sociale în raport cu „eul oficial și lumea care stă la dispoziție în mod oficial”.¹³⁴ Pedepsa fizică¹³⁵ este utilizată pentru a menține stabilitatea instituțională, precum și pentru a descuraja posibilele intenții

¹³¹ Ioan Chiș și Alexandru Bogdan Chiș, *op. cit.*, p. 103.

¹³² Erving Goffman, *Aziluri. Eseuri despre situația socială a pacienților psihiatrici și a altor categorii de persoane instituționalizate*, trad. de Anacalna Mîndrilă, Polirom, Iași, 2004, p. 167.

¹³³ *Ibidem*, p. 166.

¹³⁴ *Idem*.

¹³⁵ Utilizarea pedepsei în scopuri corecționale a fost utilizată în secolul al VI-lea de către Sfântul Benedict, care a hotărât aplicarea de pedepse corporale pentru băieții care „comit greșeli de recitare în capelă”. A se vedea Erving Goffman, *Aziluri ... cit.*, p. 167.

perturbatoare.¹³⁶ În același timp, instituțiile totale promovează, alături de nouaânduială, o viață clandestină activă complexă a personalului și a celor instituționalizați.¹³⁷

Articularea noului statut social se realizează „cu naturalețe sau cu stângăcie, cu prefăcătorie sau cu bună credință, în mod conștient sau nu”,¹³⁸ reprezentând astfel o punere în scenă a „standardelor de comportament și de înfățișare pe care gruparea socială de care aparții o asociază acestor atribute”.¹³⁹ Repetarea și ritmicitatea rolurilor și partiturilor sociale (pe care indivizii le dobândesc în urma interacțiunilor și „performărilor”) definesc însăși statusurile și rolurile sociale ale acestora.¹⁴⁰ *Mutatis mutandis*, idealizarea¹⁴¹ și punerea dramatică în scenă a rolului social¹⁴² transformă mediul carceral într-o scenă în cadrul căreia eurile sociale ale persoanelor private de libertate și ale personalului penitenciarului se construiesc pornind de la raporturile dintre „dominarea dramatică și cea regizorală, ca tipuri contrastive de putere în cadrul unei performări”.¹⁴³

Spre deosebire de Erving Goffman, individul a fost definit de Loïc Wacquant nu doar „ca simplu animal social cu capacitatea de a vehicula simboluri, ci ca o ființă în carne și oase înzestrată cu sensibilități, suferințe”,¹⁴⁴ pe care le interiorizează¹⁴⁵, înglobând „influențele spațiului în care a trăit și în care s-a dezvoltat”.¹⁴⁶ Distanțându-se de Ernst Cassirer, George Herbert Mead, și John Searle,¹⁴⁷ sociologul și antropologul Wacquant utilizează metafora „carne și sânge” pentru a evidenția, pe de o parte, delimitarea dintre planul exterior și cel interior și, pe de altă parte, planul visceral¹⁴⁸ al relaționării.¹⁴⁹ Afinitatea lui Loïc Wacquant pentru Blaise Pascal¹⁵⁰ și Pierre Bourdieu¹⁵¹ o identificăm în caracterizarea naturii umane în raport cu suferințele, antinomiile și încercarea de a găsi un sens pentru propria experiență¹⁵²:

¹³⁶ Erving Goffman, *Aziluri ... op.cit.*, p. 176.

¹³⁷ *Idem*, pp. 179-181.

¹³⁸ Erving Goffman, *Viața cotidiană... op.cit.*, p. 101.

¹³⁹ *Idem*.

¹⁴⁰ *Ibidem*, p. 43.

¹⁴¹ *Ibidem*, pp. 62-77.

¹⁴² *Ibidem*, pp. 58-62.

¹⁴³ *Ibidem*, p. 123.

¹⁴⁴ Loïc Wacquant, „Pledoarie pentru o sociologie a corporalității”, *Journal of Comparative Research in Anthropology and Sociology*, Vol. 5, Nr. 1, 2014, pp. 171-185.

¹⁴⁵ A se vedea Antonio Damasio, *The Feeling of What Happens: Body and Emotion in the Making of Consciousness*, Harcourt Brace, New York, 1999.

¹⁴⁶ Loïc Wacquant, *op. cit.*, pp. 174-175.

¹⁴⁷ Potrivit căroră omul este o „ființă socială și politică, înzestrată cu inteligență, rațiune, limbaj și liber arbitru”. În Loïc Wacquant, *op. cit.*, p. 172.

¹⁴⁸ A se vedea Drew Leder, „Flesh and Blood: A Proposed Supplement to Merleau-Ponty”, *Human Studies*, Vol. 13, Nr. 3, 1990, pp. 209-219.

¹⁴⁹ Loïc Wacquant, *op. cit.*, p. 175.

¹⁵⁰ A se vedea Blaise Pascal, *De l'Esprit géométrique*, Garnier-Flammarion, Paris, 1985 [1657]; Blaise Pascal, *Pensées*, Garnier-Flammarion, Paris, 1976 [1670].

¹⁵¹ A se vedea Pierre Bourdieu, *Le Sens pratique*, Éditions de Minuit, Paris, tr. The Logic of Practice, UK, Polity Press, Cambridge, 1990 [1980]; Pierre Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, Éditions du Seuil, Paris, tr. *Pascalian Meditations*, UK, Polity Press, Cambridge, 2000 [1997].

¹⁵² Loïc Wacquant, *op. cit.*, p. 181.

„sensibilitatea omului față de lucrurile mărunte și insensibilitatea lui față de cele cu adevărat importante reprezintă semnul unei adevărate inversiuni (...) și, totuși, aceasta este condiția umană”.¹⁵³

Spiritul de finețe (aflat sub egida palpabilității), împreună cu spiritul geometric (rațional, abstract și artificial), definesc - conform lui Pascal - complexitate naturii umane, iar ignorarea uneia dintre cele două extreme (rațiunea, respectiv sentimentele), conduc către o înțelegere incompletă a individului.¹⁵⁴

Paradoxul doxei implică, potrivit lui Pierre Bourdieu,¹⁵⁵ respectarea *grosso modo* a ordinii stabilite „cu sensurile ei unice și sensurile ei interzise, (...) cu drepturile și încălcările unor drepturi, cu privilegiile și nedreptățile ei”.¹⁵⁶ Nivelul de educație al persoanelor private de libertate, precum și cel al personalului penitenciarului, constituie un factor care plasează membrii comunității carcerale pe poziții diferite. Producerea și reproducerea bunurilor simbolice se întemeiază, potrivit lui Bourdieu, pe „mecanismele de eliminare [care] acționează” pentru conservarea moștenirii culturale.¹⁵⁷

„Noblețea culturală are și ea cartierele sale”, observă Bourdieu.¹⁵⁸ În completare, putem afirma că există astfel de cartiere și pentru cei lipsiți de educație sau care au internalizat o educație diferită decât cea la care se raportează societatea în ansamblul său. În acest sens, considerăm că diferențele de status nu sunt influențate de infracțiunea săvârșită sau de

¹⁵³ Blaise Pascal, *Pensées*, Garnier-Flammarion, Paris, 1976 [1670], în Loïc Wacquant, *op. cit.*, p. 181.

¹⁵⁴ Loïc Wacquant, *op. cit.*, p. 182.

¹⁵⁵ A se vedea Pierre Bourdieu, *La Reproduction, éa ments pur une théorie du système d'enseignement*, Minuit, Paris, 1970; Pierre Bourdieu și Jean-Claude Passeron, *Reproduction in Education, Society and Culture*, trad. din franceză de Richard Nice, cu o prefață de Pierre Bourdieu, Sage Publications, London, Newbury Park, New Delhi, 1997 [1970]; Pierre Bourdieu, *Esquisse d'une théorie de la pratique: Précédé de trois études d'ethnologie kabyle*, Droz, Genève, 1972; Pierre Bourdieu, *Outline of a Theory of Practice*, trad. de Richard Nice, Cambridge University Press, Cambridge, New York, Melbourne, Madrid, Cape Town, Singapore, Sao Paulo, Delhi, Mexico City, 1977 [1972]; Pierre Bourdieu, *La Distinction: Critique sociale du jugement*, Minuit, Paris, 1979; Pierre Bourdieu, *Questions de sociologie*, Minuit, Paris, 1980; Pierre Bourdieu, *Le Sens pratique*, Minuit, Paris, 1980; Pierre Bourdieu, „Espace sociale et genèse des 'classes'”, *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 52, Nr. (1), 1984, pp. 3-14; Pierre Bourdieu, *Choses dites*, Minuit, Paris, 1986; Pierre Bourdieu, *Les Règles de l'art: Genère et structure du champ littéraire*, Seuil, Paris, 1992; Pierre Bourdieu, *The Field of Cultural Production: Essays on Art and Literature*, Polity, Oxford, 1993; Pierre Bourdieu, *The Field of Cultural Production, Essays on Art and Literature*, editată și cu o introducere de Randal Johnson, Columbia University Press, Columbia, 1993; Pierre Bourdieu, Loïc J. D. Wacquant și Samar Farage, „Rethinking the State: Genesis and Structure of the Bureaucratic Field”, *Sociological Theory*, Vol. 12, Nr. 1, Martie 1994, pp. 1-18; Pierre Bourdieu, *La Domination masculine*, Seuil, Paris, 1998; Pierre Bourdieu, *Les Structures sociales de l'économie*, Seuil, Paris, 2000; Pierre Bourdieu, „Les conditions sociales de la circulation internationale des idées”, *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, Vol. 145, Nr. (1), 2002, pp. 3-8; Pierre Bourdieu și Roger Chartier, *The Sociologist and the Historian*, trad. de David Fernbach, Polity Press, Cambridge, 2015 [2010]; Michael Grenfell (Ed.), *Pierre Bourdieu: Key Concepts*, Acumen, Durham, 2010 [2008]; Cristina Costa și Mark Murphy (Eds.), *Bourdieu, Habitus and Social Research, The Art of Application*, Palgrave Macmillan, New York, 2015; Thomas Medvetz și Jeffrey J. Sallaz (Eds.), *The Oxford Handbook of Pierre Bourdieu*, Oxford University Press, New York, 2018.

¹⁵⁶ Pierre Bourdieu, *Dominația masculină*, trad. din limba franceză de Bogdan Ghiu, Ediția a II-a revizuită, Art, București, 2017, [1998], p. 5.

¹⁵⁷ „În centrul definiției celei mai tradiționale a culturii se află, fără îndoială, distincția între conținutul culturii (în sensul subiectiv de cultură obiectivă interiorizată), sau cunoaștere, dacă vrem, și modul caracteristic de posesie a acestei cunoașteri, care îi conferă, în întregime, semnificația și valoarea.” în Pierre Bourdieu, „Școala conservatoare, Inegalitățile în fața școlii și a culturii”, trad. de Sînziana Cotoară, *Post/h/um, jurnal de studii (post)umaniste*, Nr. 3, 2017, pp. 7-37.

¹⁵⁸ *Ibidem*, p. 8.

pedeapsa primită de persoanele private de libertate, respectiv de experiența acumulată de cadre în cadrul unităților de detenție, așa cum sunt prezentate în cadrul jurisprudenței și doctrinei penale. „Cultura oficială” emanată din punerea în aplicare a legii de către instanțele de judecată „se oprește” la poarta penitenciarului, de unde „începe” cultura neoficială a mediului carceral. Asemenea unui cartier rău famat, penitenciarul dispune de propriile mecanisme de conservare a bunurilor simbolice.

„Etosul ascetic al ascensiunii sociale”¹⁵⁹ pe care Pierre Bourdieu l-a analizat în cadrul sistemului școlar francez, este internalizat și în interiorul penitenciarului, acesta fiind determinat de moștenirea culturală de care dispune fiecare membru. Privind din această perspectivă, avansăm prezumpția conform căreia eșecul efortului pedagogic de reintegrare socială a persoanelor condamnate se datorează faptului că „pedagogia trezirii” – așa cum o numea Weber – devine acaparată de însăși subiecții asupra căreia aceasta își propune să acționeze.¹⁶⁰ „Sub masca ireproșabilă a egalității și universalității”,¹⁶¹ cultura impusă devine asumată doar la nivel formal, în timp ce, practicile informale acționează pentru perpetuarea „inegalităților inițiale”, pentru a permite conservarea moștenirii culturale,¹⁶² acaparând astfel „monopolul asupra manipulării bunurilor culturale”.¹⁶³ Producerea și (auto)reproducerea capitalului simbolic, educațional și cultural¹⁶⁴ oferă sensuri proprii încarcerării, pierderea libertății pentru o anumită perioadă de timp fiind amplificată sau atenuată în raport cu (in)capacitatea persoanei condamnate de a-și exterioriza nemulțumirile asupra celorlalte persoane cu care interacționează în mediul carceral.

Element central al „nenumăratelor relații de putere [care] traversează, caracterizează, constituie corpul social”,¹⁶⁵ individul este descris de Michel Foucault din perspectiva legitimării puterii. Puterea de a pedepsi,¹⁶⁶ împreună cu funcționarea în lanț a relației de dominare și de aservire,¹⁶⁷ reprezintă manifestări inerente ale subiecților care constituie corpul social.

„Puterea, cred eu, se cuvine analizată ca fiind ceva care circulă, sau mai curînd ceva care nu funcționează decît în lanț. Ea nu este niciodată localizată aici sau dincolo, nu se află nicio clipă în mîinile cuiva, nu este niciodată apropiată asemeni unei bogății sau unui bun. Puterea funcționează. (...) puterea tranzitează prin indivizi, nu se aplică asupra lor. (...) Individul nu este vizavi-ul puterii, ci, după părerea mea, unul dintre efectele ei prime. Individul este un efect al puterii și, în măsura în care este un efect al acesteia, el constituie releul puterii: puterea tranzitează individul pe care tot ea l-a constituit”.¹⁶⁸

¹⁵⁹ *Ibidem*, p. 16.

¹⁶⁰ *Ibidem*, p. 22.

¹⁶¹ *Ide.*

¹⁶² *Idem.*

¹⁶³ *Ibidem*, p. 36.

¹⁶⁴ Pierre Bourdieu și Jean-Claude Passeron, *La reproduction*, Les Editions de Minuit, Paris, 1970, pp. 230-255 (în română: Pierre Bourdieu și Jean-Claude Passeron, „Reproducția. Elemente pentru o teorie a sistemului de învățământ”, în Fred Mahler (ed.), *Sociologia educației și învățămîntului. Antologie de texte contemporane de peste hotare*, Editura Didactică și Pedagogică, București, 1977, pp. 187-205, apud. Georgeta Ghebre, *Metamorfozele sociale ale puterii*, Renaissance, București, 2007, pp. 133-135.

¹⁶⁵ Michel Foucault, *Trebuie ... op.cit.*, p. 34.

¹⁶⁶ *Ibidem*, p. 36.

¹⁶⁷ *Ibidem*, p. 37.

¹⁶⁸ *Idem.*

Studierea puterii în afara modelului Leviathan-ului¹⁶⁹ – urmând precauțiile de metodă menționate de Michel Foucault – ne oferă posibilitatea să înțelegem manifestările raporturilor de dominație și de aservire, a căror natură este dependentă, pe de o parte, de mecanica disciplinei care asigură aplicarea coerciției, și pe de altă parte, de coeziunea care definește corpul social.¹⁷⁰ Aceste manifestări le regăsim și în cadrul unităților de detenție, însă diferă de la un penitenciar la altul, în funcție de „relațiile efective de aservire (...) care fabrică subiecți/ supuși”,¹⁷¹ pe care le regăsim exercitându-se pe trei paliere diferite: 1) între personalul penitenciarului și persoanele private de libertate; 2) între persoanele private de libertate; și 3) între cadre și conducerea penitenciarului.

Ut supra, privarea de libertate este percepută de persoanele private de libertate nu doar din perspectiva condițiilor materiale de detenție, penitenciarul reprezentând astfel spațiul complex în interiorul căruia sunt construite noi identități sociale. Inevitabil, în lumea captivilor,¹⁷² ierarhiile de status și de putere se manifestă în funcție de personalitatea și moștenirea culturală și educațională a membrilor comunității carcerale, producând frustrări și nemulțumiri în rândul celor mai „slabi”. Principala provocare constă în identificarea situațiilor în care raporturile de putere sunt încurajate de conducerea și personalul penitenciarului, precum și a cazurilor în care situațiile de dominare conduc la exploatarea persoanelor private de libertate, punând în pericol viața, demnitatea și integritatea fizică și psihică a acestora, dincolo de limitele suportabilității cu care aceștia s-ar fi confruntat în libertate.

Pedeapsa complementară a interzicerii exercitării drepturilor electorale

Conditio sine qua non, potrivit jurisprudenței CEDO, obligația privind asigurarea condițiilor necesare exercitării dreptului de vot persoanelor private de libertate (cărora acest drept nu le-a fost interzis prin hotărâre de condamnare) este partajată între administrația penitenciarului, autoritatea electorală și serviciile publice comunitare de evidență a persoanelor.¹⁷³ Posibilitatea interzicerii exercitării drepturilor electorale nu încalcă însă prevederile art. 3 din Primul Protocol adițional la Convenția europeană a drepturilor omului, care consacră angajamentul Părților Contractante de a organiza alegeri libere cu vot secret, la intervale rezonabile, simultan cu asigurarea „liberei exprimări a opiniei poporului cu privire la alegerea corpului legislativ”,¹⁷⁴ în măsura în care pedeapsa complementară aplicată respectă principiul proporționalității. În jurisprudența CEDO., principala exigență în vederea aplicării corespunzătoare a acestui principiu este reprezentat de „existența unei legături suficiente între sancțiune și comportamentul persoanei respective”.¹⁷⁵ *Exempli gratia*, comiterea unor abuzuri grave în exercitarea funcțiilor publice, precum și comportamentele care reprezintă o amenințarea fundamentelor statului de drept ori ale democrației, justifică dispunerea de

¹⁶⁹ *Ibidem*, p. 41.

¹⁷⁰ *Ibidem*, p. 43.

¹⁷¹ *Ibidem*, p. 48.

¹⁷² A se vedea Gresham M. Sykes, *The Society of Captives*, Princeton University Press, Princeton, N.J., 1958.

¹⁷³ Aurel Ciobanu, Teodor Manea, Elena Lazăr și Dragoș Pârgaru, *Legea nr. 254/2013 privind executarea pedepselor și a măsurilor privative de libertate dispuse de organele judiciare în cursul procesului penal*, Editura Hamangiu, București, 2017, p. 265.

¹⁷⁴ Primul Protocol adițional la Convenția europeană a drepturilor omului.

¹⁷⁵ Aurel Ciobanu, Teodor Manea, Elena Lazăr și Dragoș Pârgaru, *op. cit.*, p. 265.

către instanțe a unor pedepse complementare prin intermediul cărora exercitarea drepturilor electorale să fie interzise pentru o anumită perioadă.

Ab abrupto, judecătorii Curții au evidențiat dimensiunea principiului proporționalității, pentru prima dată, în cauza *Labita împotriva Italiei* (6 aprilie 2000).¹⁷⁶ Marea Cameră a reținut că măsurile preventive după achitare, care au vizat inclusiv lipsirea de dreptul de vot, aplicate unei persoane aflate în supraveghere specială a poliției, sunt contrare prevederilor art. 3 din Protocolul nr. 1 la Convenție. Argumentul privind apartenența la Mafie, considerat de către Curte ca urmărind un scop legitim, nu a fost însă susținut de existența unor probe concrete, în timp ce măsurile de supraveghere speciale au fost aplicate disproporțional, doar la achitarea reclamantului și nu au fost aplicate și pe durata arestului.¹⁷⁷ Prin intermediul acestei hotărâri, membrii Curții au evidențiat două direcții principale în privința înțelegerii și interpretării prevederilor art. 3 din Protocolul nr. 1 la Convenție: (1) protecția oferită dimensiunii active a sferei de aplicare a drepturilor electorale nu este una absolută, fiind limitată în cazurile în care măsurile restrictive dispuse de autoritățile și organele judiciare urmăresc un scop legitim; (2) pe durata traseului execuțional penal, care include inclusiv perioada de supraveghere post-liberare, măsurile dispuse de către autorități sunt proporționale în măsura în care corespund gradului de risc atribuit persoanei private de drepturile electorale, pe întreaga durată a existenței raportului penal, fiind întemeiate pe existența unor probe concrete.

Sub aspect procedural, Curtea a dispus că privarea de drepturi civice trebuie aplicată de îndată, din momentul emiterii hotărârii judecătorești, nefiind justificate întârzieri excesive. Un exemplu relevant în acest sens este reprezentat de întârzierea de peste 9 luni de la data emiterii ordonanței de impunere a măsurilor preventive până la data transmiterii acesteia prefectului, aspect care a determinat privarea de drepturi civice pentru alegerile regionale și parlamentare, în situația în care prin aplicarea la momentul potrivit, perioada legală de un an ar fi expirat înaintea celor două consultări electorale menționate (cauza *Vito Sante Santoro împotriva Italiei*, 1 iulie 2004).¹⁷⁸

O interpretare extinsă o regăsim în Hotărârea Curții în cauza *Frodl împotriva Austriei* (8 aprilie 2010), ocazie cu care judecătorii au evidențiat importanța circumstanțelor specifice cauzei, pe baza cărora judecătorul să dispună aplicarea unei măsuri complementare de interzicere a exercitării drepturilor electorale.¹⁷⁹ *Punctum saliens*, privarea de drepturi civice, inclusiv în cazul persoanelor private de libertate, trebuie să reprezinte, în viziunea Curții, o măsură excepțională, care este aplicată doar în situațiile în care sunt îndeplinite simultan criteriile menționate în jurisprudența CEDO cu privire la interpretarea art. 3 din Protocolul nr. 1 la Convenție.¹⁸⁰

În cauza *Greens și M.T. împotriva Regatului Unit* (23 noiembrie 2010), Curtea a aplicat procedura-pilot, criticând, cu această ocazie, omisiunea statului de a amenda

¹⁷⁶ Curtea Europeană a Drepturilor Omului, *Hotărârea Marii Camere din 6 aprilie 2000 în Cauza Labita împotriva Italiei* (nr. 26772/95), apud. Institutul European din România, "Fișă tematică CEDO – Dreptul la alegeri libere", octombrie 2016.

¹⁷⁷ *Idem*.

¹⁷⁸ Curtea Europeană a Drepturilor Omului, *Hotărârea din 1 iulie 2004 în Cauza Vito Sante Santoro împotriva Italiei* (nr. 36681/97), apud. Institutul European din România, "Fișă tematică CEDO – Dreptul la alegeri libere", octombrie 2016.

¹⁷⁹ Curtea Europeană a Drepturilor Omului, *Hotărârea din 8 aprilie 2010 în cauza Frodl împotriva Austriei* (nr. 20201/04), apud. Răzvan-Gabriel Dalu, "Dreptul de a vota al deținuților", *Juridice.ro*, 24 septembrie 2020, <https://www.juridice.ro/697278/dreptul-de-a-vota-al-detinutilor.html>.

¹⁸⁰ *Idem*.

legislația internă, aspect considerat ca fiind o circumstanță agravantă în privința răspunderii în temeiul Convenției,¹⁸¹ ca urmare a interzicerii automate și absolute a dreptului de vot.¹⁸² Chiar dacă dispun de o marjă de apreciere în vederea limitării sau interzicerii dreptului de vot (care nu este un drept absolut), autoritățile și organele judiciare naționale nu trebuie să discrimineze persoanele – în funcție de statutul acestora de persoane private de libertate,¹⁸³ decizia de restrângere a drepturilor trebuie să fie justificată în raport cu natura, gravitatea, modul de săvârșire a infracțiunii, conduita și persoana arestată preventiv/ condamnată definitiv, în primul caz ținându-se cont inclusiv de prezumția de nevinovăție. Curtea a reiterat, cu această ocazie, rolul principal al judecătorului, a cărei decizie trebuie să se raporteze la situația individuală a inculpatului:

„Orice decizie cu privire la privarea de dreptul de vot ar trebui să fie luată de un judecător și trebuie să existe o legătură între infracțiunea comisă și problemele legate de alegeri și instituțiile democratice.”¹⁸⁴

Introducerea în Constituție a unor prevederi de natură a interzice în mod automat exercitarea drepturilor electorale ale persoanelor private de libertate, în special pentru anumite infracțiuni grave, determină o aplicare discriminatorie, întrucât judecătorul nu dispune de posibilitatea de a decide asupra aplicării pedepsei complementare, având în vedere nu doar natura infracțiunii sau durata pedepsei. În cauza *Anchugov și Gladkov împotriva Rusiei* (4 iulie 2013),¹⁸⁵ judecătorii Curții au opinat că situația personală a reclamanților nu a putut să fie luată în considerare în momentul dispunerii pierderii drepturilor electorale, fiind în responsabilitatea Rusiei de a adopta modificările necesare pentru a respecta prevederile Convenției.¹⁸⁶

Satisfacția echitabilă suficientă în situațiile încălcării dreptului de vot este reprezentată, conform aprecierii Curții, de identificarea încălcării art. 3 din Protocolul nr. 1 la Convenție, motiv pentru care nu se impune acordarea de despăgubiri, interpretare oferită de judecători în cauza *Firth și alții împotriva Regatului Unit* (12 august 2014).¹⁸⁷ Mai mult, cheltuielile de judecată pretinse de reclamanți nu au fost considerate ca fiind rezonabile de către judecătorii Curții, care au apreciat că persoanele în cauză nu au avut nevoie de asistență necesară, în contextul în care depunerea directă a unei cereri era analizată în contextul general al limitării automate automată și totale a dreptului de vot ale persoanelor private de libertate (pentru alegerile naționale și europene organizate în

¹⁸¹ Curtea Europeană a Drepturilor Omului, *Greens și M.T. împotriva Regatului Unit* – 60041/08 și 60054/08, referiri la *Hotărârea-pilot a Marii Camere din 6 octombrie 2005 în cauza Hirst nr. 2 împotriva Regatului Unit* (nr. 74025/01), apud. Institutul European din România, “Nota de informare privind jurisprudența Curții nr. 135”, noiembrie 2010.

¹⁸² Răzvan-Gabriel Dalu, “Dreptul de a vota al deținuților”.

¹⁸³ *Idem*.

¹⁸⁴ Curtea Europeană a Drepturilor Omului, *Greens și M.T. împotriva Regatului Unit* – 60041/08 și 60054/08, referiri la *Hotărârea-pilot a Marii Camere din 6 octombrie 2005 în cauza Hirst nr. 2 împotriva Regatului Unit* (nr. 74025/01), apud. Aurel Ciobanu, Teodor Manea, Elena Lazăr și Dragoș Părgaru, *Op. cit.*, p. 266.

¹⁸⁵ Curtea Europeană a Drepturilor Omului, *Anchugov și Gladkov împotriva Rusiei*, nr. 11157/04 și 15162/05, Hotărârea din 4 iulie 2013, apud. Aurel Ciobanu, Teodor Manea, Elena Lazăr și Dragoș Părgaru, *Op. cit.*, p. 268.

¹⁸⁶ *Idem*.

¹⁸⁷ Curtea Europeană a Drepturilor Omului, *Cauza Firth și alții împotriva Regatului Unit*, nr. 47784/09, nr. 47806/09, nr. 47812/09, nr. 47818/09, 47829/09, nr. 49001/09, nr. 49007/09, nr. 49018/09, nr. 49033/09 și nr. 49036/09, Hotărârea din 12 august 2014, apud. Aurel Ciobanu, Teodor Manea, Elena Lazăr și Dragoș Părgaru, *Op. cit.*, p. 267.

Regatul Unit).¹⁸⁸ Abordarea Curții se limitează la restituirea drepturilor electorale, fără ca această reparație să fie realizată *in integrum*, prin acordarea unor despăgubiri, aspect care poate predispune la o aplicare mai puțin riguroasă a prevederilor art. 3 de către autoritățile și organele juridice naționale, ale căror demersuri vor înceta să producă efecte în momentul pronunțării unei hotărâri CEDO. Prin această interpretare, judecătorii au făcut notă discordantă de jurisprudența specifică Curții în cauzele în care a constatat încălcări ale Convenției, în special în privința supunerii persoanelor private de libertate la tortură și pedepse sau tratamente crude, inumane ori degradante, ca urmare a executării pedepsei în condiții necorespunzătoare sau a încălcării dreptului la muncă, învățământ, asistență medicală, tratament medical și îngrijiri. În subsidiar, raportându-ne la jurisprudența Curții, putem identifica o ierarhie a drepturilor persoanelor private de libertate, drepturile electorale (în situația în care nu sunt interzise, suspendate sau pierdute printr-o hotărâre judecătorească) nu se situează la același nivel cu drepturile pentru care este necesară repararea prejudiciului moral prin intermediul unor măsuri compensatorii în situațiile în care sunt încălcate. Restituirea parțială (în lipsa unei discriminări pozitive) a drepturilor electorale evidențiază neinclusiunea încălcării acestora în sfera tratamentelor degradante. *Vexata quaestio*: Imposibilitatea persoanei private de libertate de a-și exercita drepturile electorale, în situația în care acestea sunt restrânse/interzise/suspendate în mod automat și discriminatoriu, poate produce o înjosire a eul-ui acestuia? Este suficientă repunerea în drept în lipsa unei *restitutio in integrum*? Aplicarea unei măsuri compensatorii (prin acordarea de despăgubiri) nu ar reprezenta o măsură menită să accentueze responsabilitatea statului în raport cu drepturile persoanelor private de libertate, având în vedere, în special, faptul că până la pronunțarea hotărârii CEDO, menținerea imposibilității de a vota poate împiedica reclamantul să își exprime opțiunea de vot în cadrul unor consultări electorale?

Ulterior pronunțării în cauza *Firth și alții împotriva Regatului Unit (12 august 2014)*, judecătorii Curții au adus completări interpretărilor oferite în cauzele anterioare, cu ocazia constatării aplicării unei restricții generale și automate privind dreptul la vot, în cauza *Murat Vural împotriva Turciei (21 octombrie 2014)*.¹⁸⁹ Pentru ofensele aduse lui Musafa Kemal Atatürk, prin vopsirea unor statui amplasate în spațiul public (acestea reprezentându-l pe fondatorul Republicii Turciei), Murat Vural a fost condamnat la 13 ani de închisoare (pedeapsă redusă în apel de la 22 de ani și 6 luni închisoare).¹⁹⁰ Ulterior liberării condiționate, suspendarea dreptului de a alege și de a fi ales a fost menținută în continuare, motiv pentru care Murat nu a putut să exercite drepturile electorale pentru două alegeri parlamentare.¹⁹¹ Reiterând obiecțiile din jurisprudența sa în materie, Curtea a interpretat prevederile Convenției în raport cu însăși natura și esența democrației:

„Drepturile garantate de art. 3 din Protocolul nr. 1 la Convenție sun cruciale pentru stabilirea și menținerea bazelor unei democrații eficiente și semnificative, guvernată de statul de drept; astfel, o restricție generală, automată și fără discriminare privind dreptul la vot aplicată tuturor persoanelor condamnate la privarea de libertate este incompatibilă cu scopul acestui articol.” (§ 76)¹⁹²

¹⁸⁸ *Idem*.

¹⁸⁹ Curtea Europeană a Drepturilor Omului, *Murat Vural împotriva Turciei*, nr. 9540/07, Hotărârea din 21 octombrie 2014, apud. Aurel Ciobanu, Teodor Manea, Elena Lazăr și Dragoș Pârgaru, *op. cit.*, p. 269.

¹⁹⁰ *Idem*.

¹⁹¹ *Idem*.

¹⁹² *Idem*.

Dimensiunea complexă a funcționării eficiente a democrației și a statului de drept include, desigur, printre alte criterii, condiția individualizării măsurii de aplicare a restricțiilor, acesta fiind aspectul la care ne referim în acest articol. Menționăm însă că, în țări precum Rusia și Turcia, putem observa mai degrabă o mimare a respectării criteriilor privind organizarea de alegeri libere, respectiv asigurarea drepturilor electorale.¹⁹³ La fel de problematică este și organizarea și desfășurarea justiției, a modalității de exercitare a dreptului la apărare în timpul procesului execuțional penal.¹⁹⁴ În completarea opiniei Curții, putem menționa că art. 3 din Protocolul nr. 1 la Convenție este crucial, dar în același timp, nu este suficient pentru a dispune de o democrație eficientă, funcțională și semnificativă.

În cauzele pendinte Brănișteanu și Mironescu împotriva României,¹⁹⁵ reclamanții contestă faptul că prin Decizia nr. 72/2016 emisă de Biroul Electoral Central, nu au putut să voteze la alegerile parlamentare din 2016, chiar dacă instanțele de judecată nu le-au limitat acest drept. În schimb, prin decizia emisă, BEC a dispus că "pot vota la locul aflării (prin intermediul urnei speciale), persoanele private de libertate care au „domiciliul sau reședința pe raza căruia se află penitenciarul sau locul de deținere”.¹⁹⁶ Judecătoria Craiova¹⁹⁷ și Judecătoria Iași¹⁹⁸ au respins ca neîntemeiate plângerile reclamanților.¹⁹⁹ Pe de o parte, decizia BEC a urmărit aspectele administrative reprezentate de imprimarea și distribuirea buletinelor de vot, aplicând, în același timp, același principiu privind arondarea alegătorilor la secția de votare în funcție de domiciliu ori reședință.²⁰⁰ Pe de altă parte, decizia BEC a omis situațiile în care repartizarea persoanelor private de libertate (în urma stabilirii regimului sau prin transfer) în penitenciare, penitenciare-spital, penitenciare-speciale sau locuri de deținere nu este condiționată în mod exclusiv de situația persoanelor în cauză, fiind dependentă, în același timp, de capacitatea de cazare, profilarea după regimurile de executare a pedepselor, condițiile speciale specifice gradului de risc, resursele disponibile la nivelul unităților subordonate Administrației Naționale a Penitenciarului, aspecte care contribuie la repartizarea fluxurilor de intrări în unitățile de privare de libertate.²⁰¹ Prin condiționarea exercitării dreptului de vot în raport cu locul aflării, în mod indirect, există posibilitatea restrângerii exercitării acestui drept, fără ca această restrângere să-i fie imputată persoanei private de libertate.

¹⁹³ A se vedea Surendra Munshi (ed.), *Democracy Under Threat*, Oxford University Press, New Delhi, 2017.

¹⁹⁴ A se vedea Keith Dowding, Robert E. Goodin, Carole Pateman (eds.), *Justice and Democracy: Essays for Brian Barry*, Cambridge University Press, New York, 2004.

¹⁹⁵ Curtea Europeană a Drepturilor Omului, *Brănișteanu și Mironescu împotriva României* (pendinte - Cererile nr. 10600/18 și 17504/18), depuse la 24 aprilie 2018, respectiv 23 martie 2018 și comunicate la 15 ianuarie 2019, apud. Răzvan-Gabriel Dalu, "Dreptul de a vota al deținuților".

¹⁹⁶ Biroul Electoral Central pentru alegerea Senatului și a Camerei Deputaților din anul 2016, *Decizie privind exercitarea dreptului de vot de către persoanele arestate preventiv, persoanele arestate la domiciliu, precum și de către persoanele aflate în executarea unei pedepse privative de libertate*, nr. 72 din 21 octombrie 2016.

¹⁹⁷ Judecătoria Craiova, *Hotărârea finală nr. 352 din 6 februarie 2018, cererea nr. 10600/18*.

¹⁹⁸ Judecătoria Iași, *Hotărârea finală nr. 1192 din 23 noiembrie 2017, cererea nr. 17504/18*.

¹⁹⁹ Răzvan-Gabriel Dalu, "Dreptul de a vota al deținuților" *loc.cit.*

²⁰⁰ Art. 84 alin. (1) din Legea nr. 208 din 20 iulie 2015 privind alegerea Senatului și a Camerei Deputaților, precum și pentru organizarea și funcționarea Autorității Electorale Permanente, text actualizat la data de 14 septembrie 2016, <https://parlamentare2016.bec.ro/wp-content/uploads/2016/09/Legea-nr-208-2015-actualizata-sept-2016.pdf>.

²⁰¹ A se vedea prevederile Legii nr. 254 din 19 iulie 2013 privind executarea pedepselor și a măsurilor privative de libertate dispuse de organele judiciare în cursul procesului penal, text în vigoare începând cu data de 29 iunie 2016.

Nevoia stringentă de (re)definire a dualității exercitare | interzicere a dreptului de vot pentru persoanele private de libertate

Demersul nostru poate reprezenta un reper pentru cercetările și demersurile de reformă electorală care își propun să înțeleagă situația particulară a persoanelor private de libertate, în raport cu caracteristicile specifice universului carceral, aspect pe care îl considerăm esențial pentru a valorifica dezideratul reprezentat de eliminarea obstacolelor neimputabile persoanelor arestate, internate sau condamnate la executarea unei pedepse privative de libertate. Ne referim cu precădere la situațiile de restrângere a dreptului de vot, având în vedere proporționalitatea și amplasarea locului de deținere în raport cu circumscripția electorală unde este arondată persoana privată de libertate (după domiciliu sau reședință). Pentru a evita restrângerile nejustificate a drepturilor electorale, semnalăm nevoia înțelegerii particularităților universului carceral, determinate de criteriile aplicate de Administrația Națională a Penitenciarelor și administrația fiecărui penitenciar în privința gestionării fluxurilor de intrare și transfer în locurile de deținere.

Explorarea și înțelegerea universului carceral contribuie la identificarea percepțiilor și reprezentărilor simbolice atribuite drepturilor electorale, pe baza cărora putem explica nivelul ridicat de participare al persoanelor private de libertate la consultările electorale. Economia bunurilor simbolice, împreună cu tendința cvasigenerală de menținere și consolidare a statusului social și a raporturilor de putere, în contextul facilitării accesului la surse de informare, impregnează consultările electorale semnificația unui moment de participare colectivă percepută în raport cu dualitatea apartenență | excludere la un grup omogen.

Ad finem, în esență, acest articol se plasează în continuarea demersurilor care au pus accentul asupra drepturilor persoanelor private de libertate. Pledoaria noastră pentru sufletul persoanelor care necesită să fie (re)integrate în societate la un moment dat (din perspectiva umanității și utilității sociale), evidențiază importanța și obligativitatea respectării și aplicării dispozițiilor dispuse de către organele judiciare.

Bibliografie

- Blanchot, Maurice, 1986, *L'entretien infini*, Gallimard.
- Bourdieu, Pierre și Passeron, Jean-Claude, 1970, *Reproduction in Education, Society and Culture*, trad. din franceză de Richard Nice, cu o prefață de Pierre Bourdieu, London, Newbury Park, New Delhi, Sage Publications.
- Bourdieu, Pierre, 1970, *La Reproduction, éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Minuit.
- Bourdieu, Pierre, 1989, "Social space and symbolic power", *Sociological Theory*, Vol. 7, Nr. 1.

-
- Bourdieu, Pierre, 1990, *Le Sens pratique*, Paris, Éditions de Minuit, The Logic of Practice, Cambridge, UK, Polity Press.
 - Bourdieu, Pierre, 1996, "Physical Space, Social Space and Habitus", *Raportul nr. 10*, Institutul de sociologie, Universitatea din Oslo.
 - Bourdieu, Pierre, 2017, „Școala conservatoare, Inegalitățile în fața școlii și a culturii”, trad. de Sînziana Cotoară, *Post/h/um, jurnal de studii (post)umaniste*, Nr. 3.
 - Bourdieu, Pierre, 2017, *Dominația masculină*, trad. din limba franceză de Bogdan Ghiu, Ediția a II-a revizuită, București, Art.
 - Bouzat, Pierre și Pinatel, Jean, 1963, "Traité de droit pénal et de criminologie", Tome I, "Droit Pénal général", Paris, Librairie Dalloz.
 - Chiș, Ioan și Chiș, Alexandru Bogdan, 2015, *Executarea sancțiunilor penale*, București, Universul Juridic.
 - Ciobanu, Aurel și Manea, Teodor, Lazăr, Elena, Pârgaru, Dragoș, 2017, *Legea nr. 254/2013 privind executarea pedepselor și a măsurilor privative de libertate dispuse de organele judiciare în cursul procesului penal. Comentată și adnotată*, București, Hamangiu.
 - Damasio, Antonio, 1999, *The Feeling of What Happens: Body and Emotion in the Making of Consciousness*, New York, Harcourt Brace.
 - Deleuze, Gilles, 2002, *Foucault*, trad. și postfață de Bogdan Ghiu, Cluj, Ideea Design & Print.
 - Dowding, Keith, Goodin, Robert E., Pateman, Carole (eds.), 2004, *Justice and Democracy: Essays for Brian Barry*, New York, Cambridge University Press.
 - Foucault, Michel, 1975, *Surveiller et punir*, Paris, Ed. Gallimard.
 - Foucault, Michel, 2005 [1975], *A supraveghea și a pedepsi. Nașterea închisorii*, trad. din limba franceză, postfață și note de Bogdan Ghiu, Ediția a- II-a revizuită, Pitești, Paralela 45.
 - Foucault, Michel, 2009 [1997], *Trebuie să apărăm societatea*, Ediția a- II- a, trad. de Bogdan Ghiu, Cluj, Idea Design & Print.
 - Ghebrea, Georgeta, 2007, *Metamorfozele sociale ale puterii*, București, Renaissance.
 - Goffman, Erving, 2004, *Aziluri. Eseuri despre situația socială a pacienților psihiatrici și a altor categorii de persoane instituționalizate*, trad. de Anacana Mîndrilă, Iași, Polirom.
 - Goffman, Erving, 2007 [1959], *Viața cotidiană ca spectacol*, ediția a -II- a, revizuită, trad. de Simona Drăgan și Laura Albulescu, prefață de Lazăr Vlăsceanu, București, Comunicare.ro.
 - Hanway, Jonas, 1775, *The Defects of Police. The cause of immorality and the continual robberies committed, particularly in and about the metropolis*, London, J. Dodsley.
 - Kantorowicz, Ernst Hartwig, 2014, *Cele două corpuri ale regelui*, trad. de Andrei Sălăvăstru, Iași, Editura Polirom.
 - Koselleck, Reinhart, 2009, *Conceptele și istoriile lor*, trad. de Gabriel H. Decuble, Mariana Oruz, București, Art.
 - Leder, Drew, 1990, "Flesh and Blood: A Proposed Supplement to Merleau-Ponty", *Human Studies*, Vol. 13, Nr. 3.
 - Mahler, Fred (ed.), 1977, *Sociologia educației și învățământului. Antologie de texte contemporane de peste hotare*, București, Editura Didactică și Pedagogică.
 - Morris, Norval și Tonry, Michael, 1990, *Between Prison and Probation. Intermediate Punishments in a Rational Sentencing System*, New York, Oxford, Oxford University Press.
 - Munschi, Munshi (ed.), 2017, *Democracy Under Threat*, Oxford University Press, New Delhi.
 - PAscal, Blaise, 1976, *Pensées*, publicată postum, ediția a- II- a, Paris, G. Desprez, 1670, Paris, Garnier-Flammarion.
 - Pascal, Blaise, 1985 [1657], *De l'Esprit géométrique*, Paris, Garnier-Flammarion.
-

- Ștefan, Bruno, 2005, "Structura ritualurilor carcerale", *Revista Română de Sociologie*, serie nouă, București, anul XVI, nr. 5-6.
- Sykes, Gresham M., 1958, *The Society of Captives*, Princeton, N.J., Princeton University Press.
- Wacquant, Loïc, 2014, "Pledoarie pentru o sociologie a corporalității", *Journal of Comparative Research in Anthropology and Sociology*, Vol. 5, Nr. 1.
- Weber, Max, 1992, *Politica, o vocație și o profesie*, trad. de Ida Alexandrescu, București, Anima.

- Avocatul Poporului, *Raport special privind condițiile de detenție din penitenciare și centre de reținere și arestare preventivă, factori determinanți în respectarea demnității umane și a drepturilor persoanelor private de libertate*, București, 2015.
- Biroul Electoral Central pentru alegerea Senatului și a Camerei Deputaților din anul 2016, Decizie privind exercitarea dreptului de vot de către persoanele arestate preventiv, persoanele arestate la domiciliu, precum și de către persoanele aflate în executarea unei pedepse privative de libertate, nr. 72 din 21 octombrie 2016.
- Comitetul de Miniștri al Consiliului Europei, *Regulile Europene pentru Penitenciare, Recomandarea nr. R(87)*, adoptată la 12 februarie 1987, în cea de-a 404-a ședință a miniștrilor deputați, versiunea europeană revizuită a *Ansamblului de reguli minime privind tratamentul deținuților*.
- Comitetul de Miniștri al Consiliului Europei, *Recomandare nr. R(89) 12*, adoptată la 13 octombrie 1989, Strasbourg, 1990.
- Comitetul de Miniștri al Consiliului Europei, *Recomandarea Nr. R 22 (99) către statele membre cu privire la supraaglomerarea închisorilor și inflația populației închisorilor*, adoptată pe 30 septembrie 1999 la cea de-a 681 adunare a reprezentanților miniștrilor.
- *Convenția europeană pentru prevenirea torturii și a pedepselor sau tratamentelor inumane sau degradante*, adoptată la Strasbourg la 26 noiembrie 1987, și *Protocoloalele nr. 1 și 2*, adoptate la Strasbourg la 4 noiembrie 1993, ratificate prin *Legea nr. 80/1994*.
- *Convenția împotriva torturii și a altor pedepse și tratamente cu cruzime, inumane sau degradante*, adoptată la New York la 10 decembrie 1984, la care România a aderat prin *Legea nr. 19/1990*.
- *Convenția pentru apărarea Drepturilor Omului și a Libertăților Fundamentale (Convenția Europeană a Drepturilor Omului)*, elaborată de Consiliul Europei, semnat pe 4 noiembrie 1950 la Roma și intrat în vigoare pe 3 septembrie 1953, cu Primul Protocol adițional la Convenția europeană a drepturilor omului.
- Curtea Europeană a Drepturilor Omului, Hotărârea Marii Camere din 6 aprilie 2000 în Cauza Labita împotriva Italiei (nr. 26772/95).
- Curtea Europeană a Drepturilor Omului, Hotărârea din 1 iulie 2004 în Cauza Vito Sante Santoro împotriva Italiei (nr. 36681/97)/
- Curtea Europeană a Drepturilor Omului, Hotărârea din 8 aprilie 2010 în cauza Frodl împotriva Austriei (nr. 20201/04).
- Curtea Europeană a Drepturilor Omului, Greens și M.T. împotriva Regatului Unit – 60041/08 și 60054/08, referiri la Hotărârea-pilot a Marii Camere din 6 octombrie 2005 în cauza Hirst nr. 2 împotriva Regatului Unit (nr. 74025/01).
- Curtea Europeană a Drepturilor Omului, Anchugov și Gladkov împotriva Rusiei, nr. 11157/04 și 15162/05, Hotărârea din 4 iulie 2013.

- Curtea Europeană a Drepturilor Omului, Cauza Firth și alții împotriva Regatului Unit, nr. 47784/09, nr. 47806/09, nr. 47812/09, nr. 47818/09, 47829/09, nr. 49001/09, nr. 49007/09, nr. 49018/09, nr. 49033/09 și nr. 49036/09, Hotărârea din 12 august 2014.
- Curtea Europeană a Drepturilor Omului, Murat Vural împotriva Turciei, nr. 9540/07, Hotărârea din 21 octombrie 2011.
- Curtea Europeană a Drepturilor Omului, Brănișteanu și Mironescu împotriva României (pendinte - Cererile nr. 10600/18 și 17504/18), depuse la 24 aprilie 2018, respectiv 23 martie 2018 și comunicate la 15 ianuarie 2019.
- Judecătoria Craiova, *Hotărârea finală nr. 352 din 6 februarie 2018*, cererea nr. 10600/18.
- Judecătoria Iași, *Hotărârea finală nr. 1192 din 23 noiembrie 2017*, cererea nr. 17504/18.
- Organizația Națiunilor Unite, *Așezăminte Penitenciare și Corecționale Deschise – Rezoluția Primului Congres al Națiunilor Unite pentru prevenirea crimei și tratamentul delincvenților* – adoptată la 29 august 1955.
- Organizația Națiunilor Unite, *Ansamblul de Reguli Minime pentru Tratatamentul Deținuților*, adoptat de Consiliul Economic și Social prin *Rezoluția 663 C (XXIX) din 31 iulie 1957*, care a reluat *Rezoluția Primului Congres al Națiunilor Unite pentru prevenirea crimei și tratamentul delincvenților*, 30 august 1955 (versiune revizuită prin *Rezoluția adoptată de Adunarea Generală la 17 decembrie 2015 – Regulile Mandela*).
- Parlamentul României, *Legea 254/2013 privind executarea pedepselor și a măsurilor privative de libertate dispuse de organele judiciare în cursul procesului penal*, publicată în *Monitorul Oficial*, Partea I, nr. 514 din 14.08.2013.
- Parlamentul României, *Legea nr. 208 din 20 iulie 2015 privind alegerea Senatului și a Camerei Deputaților, precum și pentru organizarea și funcționarea Autorității Electorale Permanente*, text actualizat la data de 14 septembrie 2016.

- Administrația Națională a Penitenciarelor: <http://anp.gov.ro/>.
- Autoritatea Electorală Permanentă: <https://www.roaep.ro/prezentare/>.
- Curtea Europeană a Drepturilor Omului: <https://www.echr.coe.int/>.
- Institutul European din România: <http://ier.gov.ro>.
- Juridice.ro: <https://www.juridice.ro/>.

Democrația rezilientă.

Organizarea și desfășurarea alegerilor în vremea pandemiei

Ciprian NEGOIȚĂ

Abstract

The growing pandemic caused by COVID-19 have fueled the institutional and social crisis of democracy around the world. That is why, many democratic states have adopted radical measures and policies in order to counter its effects. Democracies has long been under stress by a collection of structural and institutional threats, but the present sanitary outbreak presented rather new challenges, bringing into question restrictions of some civil liberties, fundamental human rights, high expenditure of the public health systems, excessive governmental power and surveillance, disinformation, fake news and ultimately protecting the safety and integrity of elections. Nonetheless, the most challenging aspect of this pandemic was the impact on the electoral management process. Based on this observation, this article aims to explore, on the one hand the inherent connection between the crisis caused by COVID-19 and the democratic regimes, highlighting the responses they have articulated and institutionalized, often in contrast with the basic principles of the democratic ethos, and on the other hand to analyze the tools and the alternative mechanisms of voting that European societies have used in organizing safely elections during the pandemic.

Keywords: crisis of democracy, democratic deficit, resilience, alternative voting methods, postal voting, early voting, proxy voting, electronic voting, pandemic.

Democrația în criza?

Politologul american Russell Dalton argumenta într-un studiu despre opinia publică și partidele politice că regimurile politice democratice, fie că vorbim despre cele occidentale cu tradiție precum SUA, Marea Britanie, Franța sau cele nou instituite în urma revoluțiilor anticomuniste, în special cele din Europa centrală și de est, traversau cea mai favorabilă perioadă dezvoltării¹. Păstrând proporțiile teoretice și conceptuale ale acestei ipoteze, mai multe studii științifice empirice², dar și rapoarte ale unor *think thank-uri* internaționale (Freedom House) despre starea democrației, au preluat optimismul lui Dalton, dar au rămas, însă, rezervate cu concluziile avansate.

Astăzi, din cauza crizei sanitare generate de actuala pandemie, această ipoteză pare că este pusă la îndoială. În literatura de specialitate există cel puțin trei controverse care încearcă să explice starea și calitatea democrației, toate corelate direct cu ideea de *criză*, fie ea politică, socială sau economică. Indiferent de modul cum a fost descrisă, fie din punct de vedere normativ sau empiric, criza nu a fost niciodată o excepție de la regulă, ci mai degrabă, a fost o trăsătură inerentă a unei democrații care funcționează. Argumentul de aici este că democrația se află într-un prezent continuu și întruchipează un proiect conceput normativ și încă neterminat. Cu toate acestea, deși criza este o trăsătură a democrației, există diferențe importante între ceea ce au fost văzute drept motive

¹ Russell Dalton, *Citizen Politics. Public Opinion and Political Parties in Advanced Industrial Democracies*, CQ Press, Washington, 2008, p. 51.

² Vezi studiul despre starea democrației în Amichai Magen and Leonardo Morlino, *International Actors, Democratization and the Rule of Law: Anchoring Democracy?*, Routledge, Londra, 2008.

fundamentale ale legitimității și crizei democratice din trecut, față de cele pe care le vedem astăzi³.

Prima este legată de criza instituțiilor reprezentative⁴, unde hotărârile sau deciziile politice nu mai sunt luate într-un cadru instituțional consensual de guverne, de parlamente și de partide politice, ci sunt, mai degrabă, expresia unor grupuri de interese (de obicei economice) sau a unor instanțe care acționează, mai degrabă, în beneficiul pieței⁵. Cu alte cuvinte, regimurile politice, chiar dacă se folosesc de toate instituțiile democrației, animate fiind de alegeri libere, corecte, bazate sufragiu universal, tind să excludă raporturile consensuale între cetățeni și instituții, puterea politică emanând, astfel, din cercurile restrânse ale unei elite politico-economice. Criza globală din anul 2008 care a început în SUA este cel mai bun exemplu care explică această controversă, când însăși instituțiile financiare care au creat-o au avut puterea de a influența decizia politică în favoarea lor, iar cetățenii, victime ale acestei crize au trebuit să susțină segmente importante bancare prin infuzia pe piață de fonduri publice. „*Are the markets satisfied* – sunt piețele financiare mulțumite?” a fost întrebarea la care elitele politice s-au preocupat să găsească răspuns, ca mai apoi, în plan secund, să satisfacă și interesele legitime ale cetățenilor. Tot în aceeași logică neo-liberală sau post-democratică, în accepțiunea conceptuală a lui Jacques Rancière⁶ sau Collin Crouch, ca instrumente care alimentează criza instituțiilor reprezentative sunt și deciziile guvernelor de a imita logica marilor corporații de a raționaliza sau privatiza unele activități sau industrii după aceleași principii tehnice. Prin acest mecanism, corporațiile încep să influențeze treptat politicile publice avansate de stat, iar personalul corporatist, devenind o clasă socială separată, începe să domine economia.

A doua provocare privind starea democrației surprinde declinul încrederii în autoritățile politice pe de-o parte și nemulțumirea cetățenilor față de reprezentanții lor legitimi, de cealaltă parte. Această ipoteză a constituit piatra unghiulară a dezbaterilor despre calitatea democrației din punct de vedere empiric, fiind un subiect aflat întotdeauna pe agenda cercetărilor științifice recente. Din perspectiva lui Samuel Huntington, provocările la adresa democrațiilor *noi* sau în *curs de consolidare*, izvorăsc din relația cetățeni și guvernanti astfel: în primul rând, din cauza celor implicați în procesul democratic (elite politice și partide/alianțe politice) care preiau puterea politică și influențează mecanismele democrației în interesele proprii, în al doilea rând, din victoria electorală a partidelor sau a mișcărilor atașate ideologiilor populiste sau antidemocratice și, nu în ultimul rând, din extinderea exagerată a puterilor Executivului, care apare atunci când liderul desemnat să conducă Guvernul concentrează puterea în propriile mâini și încearcă să-și subordoneze Legislativul⁷.

³ Selen A. Ercan și Jean-Paul Gagnon, „The Crisis of Democracy Which Crisis? Which Democracy?”, *Democratic Theory*, Volume 1, Issue 2, Winter 2014, pp. 6-7.

⁴ Bernard Manin, *The Principles of Representative Democracy*, Cambridge University Press, Cambridge, 1997; Nadia Urbinati, „Representative Democracy and its Critics”, în Sonia Alonso, John Keane, Wolfgang Merkel (Ed.), *The Future of Representative Democracy*, Cambridge University Press, Cambridge, 2001, pp. 23-50.

⁵ Colin Crouch, *Post-Democracy*, Cambridge, Polity, 2004, pp. 2-10.

⁶ Este considerat primul autor care a folosit conceptul de *post-democrație* în vocabular academic în anul 1992 cu sensul de „domnia experților”. Vezi Jacques Rancière, *On the Shores of Politics*, trad. de Liz Heron, Verso, Londra și New York, 1995.

⁷ Samuel Huntington, *The Third Wave. Democratization in the late Twentieth Century*, University of Oklahoma Press, Oklahoma, 1991, pp. 5-31.

În aceeași cheie, Robert Dahl și Robert D. Putnam consideră că într-o democrație reprezentativă unde cetățenii delegă puterea unei autorități suverane cu puteri decizionale în administrarea și buna funcționare a spațiului public⁸, orice abatere a guvernanților de la normele instituționale și democratice creează un ansamblu contradictoriu, al cărui rezultat contrabalansează principiile statului de drept, stimulând astfel și neîncrederea în capacitatea instituțiilor democratice⁹. Ceea ce putem observa în aceste studii cardinale pentru știința politică este că ipotezele lansate nu văd o criză a democrației în ansamblul ei, ci constantă o serie de abateri sau tendințe sociale și politice care destabilizează arhitectura democratică. Acest argument este susținut și de Pippa Norris care constantă că nu există o criză de neîncredere în democrație și vorbește despre un *deficit*, relativ inofensiv, atribuit unei combinații de așteptări ale cetățenilor în clasa politică, despre inflația de critici ale mass-media la adresa oamenilor politici și despre performanțele slabe ale regimurilor democratice în gestionarea crizelor¹⁰.

Cea de-a treia controversă este cea legată de modul cum opinia publică atașează regimurilor politice democratice mai multe sub-crise, precum cea de neîncredere a cetățenilor în partidele politice, în parlamente și guverne, trasând în subsidiar ideea unei crize generale a democrației. Cu alte cuvinte, orice sub-criză indiferent de natura sa, pe care un regim o traversează la un moment dat, alterează sau modifică, după caz, întreaga arhitectură a modului cum democrațiile funcționează¹¹. Istoria intelectuală a democrației este inseparabilă de conceptul de *criză*, iar acest argument este vizibil în lucrările lui Platon, Aristotel, Polybius în antichitate și până în cele ale lui Thomas Hobbes, Alexis de Toqueville și Max Weber în perioada modernă. Cu toate acestea, după 1970, traiectoria discursului public a fost îndreptată spre criza democrației și a statului capitalist. Însă, lucrarea principală care încearcă să răspundă la întrebarea esențială cu privire la criza pe care o traversează regimurile democratice rămâne *Raportul Comisie Trilaterale* (SUA, Europa, Japonia) redactat de Michel J. Crozier, Samuel P. Huntington și Joji Watanuki.

Raportul este mai mult decât o radiografie a dificultăților cu care s-au confruntat guvernanțele democrate după mișcările contestatate din anii 1960 sau a disoluției instituțiilor tradiționale și a slăbirii autorității publice. Este, de fapt, așa cum Zbigniew Brzezinski, directorul Trilateralei de atunci, un document care avea o notă de încurajare la adresa elitelor politice și economice globale care trebuiau să privească viitorul democrației în general cu optimism și responsabilitate, concluzionând că "acest raport nu este un document pesimist [...], în sens fundamental, regimurile democratice sunt viabile și democrația poate funcționa atât timp cât cetățenii (*publics*) înțeleg natura sistemului în general și dacă sunt sensibili la relația subtilă dintre *libertate* și *responsabilitate*, în mod particular"¹².

⁸ Robert A. Dahl, *Despre democrație*, trad. de Ramona Lupașcu, Alina Turcu, Mihaela Borde, Adriana Bargan-Ștraub, Institutul European, Iași, 2003, p. 101.

⁹ Vezi studiul Susan J. Pharr, Robert D. Putnam, *Disaffected Democracies? What's troubling the Trilateral Countries?* Princeton University Press, Princeton, 2000.

¹⁰ Pippa Norris, *Democratic Deficit: Critical Citizens Revisited*, Cambridge University Press, Cambridge, 2011, p. 241.

¹¹ Wolfgang Merkel, „Crisis of Democracy: Analytical Concept or Empty Signifier?”, ECPR, Glasgow, 2014, p. 2.

¹² Vezi nota introductivă redactată de Zbigniew Brzezinski în Michel J. Crozier, Samuel P. Huntington și Joji Watanuki, *The Crisis of Democracy. Report on the Governability of Democracies to the Trilateral Commission*, New York University Press, New York, 1975.

Mai mult, Michel J. Crozier, Samuel P. Huntington și Joji Watanuki au subliniat că intelectualii și mass-media au subminat în mod constant democrația, iar anumite grupuri sociale și părți din societatea civilă doreau o participare mai activă în acțiunile statului. Ceea ce ne spun cei trei autori, se poate citi în următoarea cheie: nu numai practica democrației era în criză, ci și sensul conceptului în sine. Argumentele propuse se concentrau numărul mare de practici sau reglementări ale unui stat democratic și dacă un regim poate fi democratic atunci când nu toți cetățenii participă efectiv și dacă practica de lungă durată a democrației reprezentative este singura modalitate prin care se poate instituționaliza democrația la nivelul statului-națiune¹³. Regimurile democratice arătau din ce în ce mai mult că aveau nevoie de democratizare pentru a acomoda creșterea unei sfere publice, unde cetățenii doreau să se implice mai mult decât, să își exercite votul democratic, să facă parte din partide politice sau să intre în contact cu reprezentanții circumscripției/districtului lor.

În anii 1970, criza democrației a fost înțeleasă în termeni de criză a sistemului, care ascundea, de fapt, o criză a legitimității. Scăderea nivelului de trai cauzată de crizele economice a reprezentat unul dintre factorii principali care au subminat democrația. Astăzi, comparativ cu anii 1970, auzim mai puțin despre factorii economici atunci când discutăm despre starea democrației, însă acest lucru nu înseamnă că joacă un rol mai puțin important. În mod similar, nu auzim prea multe despre criza de legitimitate la nivel de sistem prevăzută în anii 1970.

Scopul analizei celor trei controverse teoretice nu a fost acela de a valida diagnosticul actual al regimurilor democratice, ci, mai degrabă, a încercat să prezinte diferențele abordărilor intelectuale cu privire la modul cum putem interpreta calitatea și starea democrației în relație cu diferențele crize. Fără a restrânge în vreun fel importanța discursului și a opiniilor publice este necesar să tratăm fiecare eveniment în mod particular.

Cum definim criza în actual context sanitar? Astfel, dacă interpretăm pandemia cu care ne confruntăm la nivel internațional ca o *criză* sau *risc* la adresa mecanismelor democratice în limitele teoretice conceptuale avansate de Reinhart Kosseleck¹⁴, atunci putem identifica, mai ușor, factorii care au schimbat/destabilizat actuala paradigmă a societăților democratice. Pentru precizie, vom păstra substanța conceptuală a termenului și îl vom analiza ca un fenomen omogen la nivel global și care poate, în contextul actual, angrena un set de instrumente politice care pot modifica sau altera, de la caz la caz, starea democrației.

De aceea, acest articol își propune în continuare să evidențieze pe de-o parte, relația inherentă dintre criza provocată de pandemia de COVID-19 și regimurile democratice, urmărind răspunsurile pe care acestea le-au articulat și instituționalizat, de cele mai multe ori în dezacord cu principiile de bază ale ethosului democratic, iar pe de cealaltă parte să analizeze instrumentele și mecanismele pe care societățile europene le-au utilizat în organizarea și desfășurarea alegerilor în condiții de siguranță.

¹³ *Ibidem*, pp. 1-0.

¹⁴ Reinhart Kosseleck, *Conceptele și istoriile lor: semantica și pragmatica limbajului social și politic*, trad. de Gabriel Decuble și Mari Oruz, Art, București, 2009.

Democrația denaturată de excesele sale

Pandemia de coronavirus, interpretată deopotrivă la nivel conceptual și structural, ca o *criză* la adresa societăților actuale a determinat schimbări profunde în arhitectura democratică și funcțională la nivel internațional. Nu numai că a afectat până și sistemele de sănătate occidentale performante, dar a și stagnat evoluția economică¹⁵, încetinind ritmul dezvoltării mecanismelor democratice și consolidând, în același timp, puterile instituționale ale regimurilor iliberale și/sau autoritare¹⁶.

Cu toate că democrațiile erau deja asaltate de o multitudine de provocări structurale, declanșate de problema migrației și a terorismului accentuate de conflictele din Orientul Mijlociu, radiografia actuală a statelor democratice și lupta împotriva pandemiei de COVID-19 scoate la suprafață noi provocări și riscuri. În cele mai multe cazuri, unele guverne democratice s-au folosit de această criză sanitară pentru a-și consolida puterea executivă și a restricționa drepturile și libertățile individuale, impunând restricții asupra libertății mass-media și sporind puterile instituțiilor de forță. Dincolo de aceste aspecte structurale, pandemia a produs schimbări și în modul de organizare și desfășurare a proceselor electorale și în mobilizarea civică a cetățenilor.

Măsurile luate de statele democratice pentru limitarea efectelor pandemiei de COVID-19 au alimentat criza instituțională și socială a democrației peste tot în lume. Din data de 11 martie 2020, de când Directorul General al Organizației Mondiale a Sănătății (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, a declarat oficial că epidemia de coronavirus s-a transformat în pandemie¹⁷, calitatea democrației și starea, de fapt, a drepturilor și libertăților omului au fost puse sub semnul întrebării. În cele mai multe cazuri, guvernele democratice și-au mobilizat toate instituțiile pentru a coordona un răspuns eficient la gradul ridicat de infectare, uneori depășind linia roșie a abuzului de putere, alteori folosind instrumente și prevederi constrângătoare ale drepturilor și libertăților omului, cu scopul de a proteja sănătatea publică a cetățenilor.

Restricțiile impuse de către guvernele democratice prin ordonanțele emise de instituțiile de forță, au compromis într-adevăr libertățile individuale și valorile democratice și au forțat cetățenii să se adapteze unor realități indirecte, distante și virtuale. Mai mult, în sprijinul acestor aspecte evidențiate, *think thank-ul* internațional *Freedom House* a realizat o cercetare amplă pe 192 de țări privind impactul COVID-19¹⁸ asupra democrației și a drepturilor omului, concluzionând, printre altele, că pandemia a schimbat într-un mod profund modul cum societățile funcționează.

¹⁵ Vezi raportul elaborat de Organizația pentru Cooperare Economică și Dezvoltare privind impactul pandemiei de COVID-19 asupra economiei globale. Raport OECD, *Coronavirus: The World Economy at Risk*, 2020, pp.2-15.

¹⁶ Frances Z. Brown, Saskia Brechenmacher, Thomas Carothers, „How Will the Coronavirus Reshape Democracy and Governance Globally?” în Carnegie Endowment for International Peace, 2020, disponibil on-line la <https://carnegieendowment.org/2020/04/06/how-will-coronavirus-reshape-democracy-and-governance-globally-pub-81470>.

¹⁷ Comunicatul oficial de presă al Directorului General al Organizației Mondiale a Sănătății, Tedros Adhanom Ghebreyesus privind declararea pandemiei disponibil on-line la <https://www.who.int/emergencies/diseases/novel-coronavirus-2019/interactive-timeline#>, consultat la data de 06.11.2020.

¹⁸ Sarah Repucci, Amy Slipowitz, Special Report 2020. Democracy under Lockdown. The Impact of COVID-19 on the Global Struggle for Freedom, disponibil online la <https://freedomhouse.org/report/special-report/2020/democracy-under-lockdown>, consultat la data de 06.11.2020.

Cu alte cuvinte, amploarea și profunzimea principiilor pe care se fundamentează statele democratice au fost subminate, accentuând, astfel, cei 14 ani de declin consecutiv al libertății politice și individuale. Chiar dacă simțul civic și spiritul democratic al liderilor politici au fost dublate de măsuri extraordinare pentru a atenua criza de sănătate, acestea au scos la lumină și unele derapaje de la normele democratice. Frances Z. Brown, Saskia Brechenmacher și Thomas Carothers în cercetarea *How Will the Coronavirus Reshape Democracy and Governance Globally?* accentuează faptul că unele guverne s-au folosit de pandemie pentru a-și consolida puterile executive (altele decât cele constituționale) și au dat substanță mecanismelor de supraveghere, instrumentalizând sisteme care să limiteze accesul opoziției la informații publice. Cu alte cuvinte, pandemia a accentuat puterea executivă a guvernelor democratice în întreaga lume, cu implicații asupra spațiului public democratic, restricționând, sub starea de urgență, întrunirile publice și libertatea de mișcare a cetățenilor.

Cât privește agenda autoritară, pandemia a fost folosită ca un pretext pentru extinderea abuzurilor instituționale și sociale, intensificând mecanismele de control și de suprimare a drepturilor și libertăților fundamentale ale cetățenilor¹⁹. Criza a accelerat, de asemenea, și utilizarea de către guvern a noilor tehnologii de supraveghere a populației. Studiul lui Brown, Brechenmachene și Carothers semnalează faptul că în Israel și în Coreea de Sud, au fost folosite date de localizare a *smartphone*-urilor pentru a depista cetățenii care puteau fi expuși virusului, iar în Hong Kong, unele persoane au fost obligate să poarte brățări electronice de localizare. Chiar dacă supravegherea nu este în sine antidemocratică, riscurile pentru abuzul politic al acestor noi măsuri sunt semnificative, în lipsa unei autorizări transparente. Pentru guvernele autoritare, pandemia a oferit o justificare mai mare pentru a implementa sisteme de supraveghere intruzive, inclusiv utilizarea pe scară largă a recunoașterii faciale și monitorizarea platformelor sociale.

Abuzul (de cele mai multe ori nejustificat) de putere al guvernelor a determinat ca unele instituții de forță din angrenajul statal să folosească "monopolul constrângerii fizice²⁰" (ne)legitime, acordându-și pârgii normative dincolo de ceea ce este rezonabil necesar pentru a proteja sănătatea publică prin reținerea sau sancționare cetățenilor. Adesea, sub pretextul stării de urgență, guvernele au impus restricții fără precedent, au limitat accesul opoziției la informațiile publice și au ocolit instituțiile legislative. Lipsa de transparență și informațiile publice neclare despre pandemie au escaladat scepticismul cetățenilor cu privire la capacitatea instituțiilor de a gestiona această criză. Pe măsură ce rata infectărilor avea o traiectorie socială ascendentă, guvernele democratice au continuat să exercite presiune asupra instituțiilor de ordine publică pentru a limita unele libertăți și drepturi fundamentale. De aceea, sarcina instituțiilor mass-media de a expune

¹⁹ *Idem.*

²⁰ În accepțiunea sociologului german Max Weber, statul modern este constituit pe un raport de dominare fundamentat pe exercitarea legitimă a dominației/constrângerii pe considerente legitime, un stat modern întemeindu-se pe relația de dominare în cei care se supun autorităților și cei care domină. Mai precis, statul de astăzi este „acea asociere umană care își arogă (cu succes) dreptul de a avea în granițele unui anumit teritoriu- și acest teritoriu face parte din caracteristicile sale – monopolul asupra constrângerii fizice legitime. [...] dreptul de a recurge la constrângerea fizică le este acordat, numai în măsura în care statul le cedează acest drept, statul constituind unica sursă a dreptului la exercitarea constrângerii”. Vezi definiția statului la Max Weber, *Politica, o vocație și o profesie*, București, Anima, 1992, pp. 8-9 și tipurile de dominare la Max Weber, *Economy and Society. An Outline of Interpretive Sociology*, University of California Press, London, 1978, pp. 212-217.

această agendă publică denaturată a guvernelor a fost direct proporțională cu măsurile de diseminare a informațiilor sensibile.

Studiul *Democracy under Lockdown. The Impact of COVID-19 on the Global Struggle for Freedom* arată că din 192 de state selecționate pentru raport, cel puțin 91 dintre acestea au impus restricții asupra agențiilor independente de presă, ca răspuns la focarul de coronavirus. Tot în raport, mai sesizăm că jurnaliștii care acopereau criza de sănătate au fost hărțuiți sau intimidati, iar guvernele democratice au exercitat, uneori, în mod necorespunzător, controlul asupra conținutului titlurilor de presă și a revistelor publice, iar în unele cazuri, refuzând acreditarea jurnaliștilor sau limitând întrebările sensibile ale acestora la conferințele publice. În aceeași cheie, a fost adoptată o nouă legislație împotriva răspândirii de *fake news* - știri false despre virus, în timp ce unele site-urile web au fost blocate, iar articolele online sau postările de pe rețelele sociale au fost eliminate.

Restricțiile intenționate au permis guvernelor să acționeze cu impunitate, organele legislative doar asistând la aceste derapaje de la normele democratice. Concluzia raportului, este, fără îndoială, cea mai reprezentativă și surprinde, esența și importanța democrației. Protejarea sănătății publice depinde și de protejarea drepturilor și libertăților fundamentale, iar guvernele democratice și cetățenii laolaltă, trebuie să conștientizeze că libertatea de exprimare reprezintă un instrument esențial care expune abaterile și evaluează eficiența instituțiilor în criza de COVID-19²¹.

Cu toate că libertatea religioasă sau de convingere, precum și participarea credincioșilor direct la slujbele religioase în condiții de siguranță, reprezintă drepturi fundamentale care nu trebuie restrânse, încălcate sau supuse vreunei discriminări oricăre natură, uneori, guvernele democratice au exercitat presiuni și asupra cultelor religioase. Practicarea liberă, neîngrădită a unei religii într-un lăcaș de cult sau în spații deschise, asumarea și susținerea unor convingeri²² sunt condiții esențiale pentru sănătatea unei pluraliste și democratice pentru că acestea promovează în același timp stabilitatea socială, stimulează indirect progresul socio-economic și modelează caracterul moral al cetățenilor săi. De aceea, Parlamentele ca autorități legiuitoare, reprezentând societățile în ansamblul lor, trebuie să continue să vegheze la respectarea tuturor drepturilor și libertăților individuale și să legifereze în interesul tuturor cetățenilor toate aspectele practice ce țin libertatea religioasă, corectând derapajele guvernamentale și reglementând practicile religioase în condiții de siguranță.

Pe scurt, pare că pandemia de coronavirus reprezintă o provocare directă pentru toate regimurile democratice. În efortul de a limita efectele acestui virus asupra angrenajului economic și social, guvernele democratice au fost nevoite să recurgă, sub starea de urgență, la măsuri restrictive justificate (sau nejustificate), direct proporționale cu imperativul de a proteja sănătatea cetățenilor. Însă unele guverne, le-au articulat și instituționalizat, în dezacord cu principiile de bază ale ethosului democratic. În mod inerent, măsurile de urgență nu sunt nedemocratice decât atunci când acestea subminează libertățile individuale echilibrul de puteri în stat. Cu toate acestea, pandemia a stimulat și inițiativele pro-democratice, întărind cerințe generice și instituționale ale societăților pentru a fi mai eficiente și capabile să facă față noilor provocări

²¹ Sarah Repucci, Amy Slipowitz, *loc.cit.*,

²² Art. 10 din Carta drepturilor fundamentale a Uniunii Europene (UE), 2010/C83/02 și art.9, art. 14 din Human Rights: Human Lives. A Guide to the Human Rights Act for Public Authorities, disponibil on-line la https://www.equalityhumanrights.com/sites/default/files/human_rights_human_lives_a_guide_for_public_authorities.pdf, consultat la data de 09.11.2020.

Pe măsură ce criza sanitară actuală se acutizează, regimurile democratice tind să se exprime prin acțiuni și instrumente normative, ce exclud sau restrâng sistematic drepturile constituționale și libertățile individuale. Or, fără acestea, nu putem vorbi despre o democrație puternică și consolidată. Statele occidentale și cele ale apărute o dată cu al treilea val de democratizare²³ continuă să supraviețuiască în cele mai multe cazuri, însă deficitul democratic poate avea consecințe pe termen lung.

Alternative de vot în vremea pandemiei

Amânarea alegerilor reprezintă un lucru benefic pentru sănătatea publică, dar un episod riscant pentru democrație. Aceasta este una dintre ipotezele pe care Ashley Quarcio o avansează în studiul *Can Elections Be Credible During a Pandemic?*²⁴, coordonat de Carnegie Endowment for International Peace și care, fără îndoială surprinde, în esență, starea de fapt a societăților actuale. Un singur scenariu este eficient și câștigător în același timp și anume organizarea alegerilor, în deplină siguranță sanitară, astfel încât toți cetățenii să poată participa, direct prin prezenta fizică în secțiile de votare sau indirect, folosind mecanisme alternative procedurale, care să le permită exercitarea drepturilor constituționale.

De cele mai multe ori amânarea alegerilor a avut o bază legală clară justificată de rata mare de infectări cu COVID-19 în rândul cetățenilor, însă acest aspect a acumulat o tensiune politică între partidele aflate la guvernare și cele din opoziție. În Franța, pentru prima dată de la izbucnirea pandemiei la nivel european, am putut observa cel mai bine acest conflict, când președintele Emmanuel Macron a trebuit să decidă dacă va continua sau nu organizarea alegerilor municipale pentru 35.000 de primari. Ca urmare a conștientizării realizate de opoziție, guvernul francez a renunțat în cele din urmă la organizarea primului tur al alegerilor, așa cum a fost programat inițial și a regândit și a impus, ulterior, o nouă lege pentru prelungirea mandatului actualilor primari, până la organizarea alegerilor în condiții de siguranță. În cele mai multe cazuri, relația dintre putere și opoziție pe tema amânării alegerilor reflectă, în subsidiar, tot o competiție pentru puterea politică și nu un mecanism de legitimitate. Într-un mod oarecum surprinzător, partidele din opoziție tind să argumenteze faptul că un astfel de scenariu ar prelungi și consolida puterea partidelor de la guvernare, pe când organizarea scrutinelor la data stabilită ar oferi noilor reprezentanți o legitimitate sporită pentru combaterea eficientă a pandemiei.

Dar acesta nu a fost sigurul exemplu care a întreținut dezbaterea publică despre organizarea și desfășurarea alegerilor în vremea pandemiei. O simplă radiografie a proceselor electorale organizate la nivel european și național ne arată că cele mai multe societăți europene, care nu au putut amâna scrutinele din cauza unor factori politici sau constituționali, au luat diferite măsuri pentru a reduce răspândirea COVID-19 în rândul alegătorilor și al personalului din secții de votare. Cu toate acestea, măsurile suplimentare de siguranță sanitară au fost în contrapondere cu rata scăzută de participare la vot, determinând cetățenii să pună la îndoială legitimitatea alegerilor.

²³ Samuel Huntington, *op.cit.*, pp. 5-31.

²⁴ Ashley Quarcio, *Can Elections Be Credible During a Pandemic?*, Carnegie Endowment for International Peace, 2020, disponibil on-line la <https://carnegieendowment.org/2020/07/29/can-elections-be-credible-during-pandemic-pub-82380>.

Având în vedere aceste lucruri, putem ajunge la concluzia că indiferent dacă statele organizează sau amână alegerile, aceste decizii au un impact politic major asupra partidelor politice de la guvernare și din opoziție, precum și asupra ratei participării alegătorilor la procesele electorale. Pentru a consolida integritatea și credibilitatea scrutinelor, menținând în același timp reguli stricte de sănătatea publică, societățile democratice își extind orizontul administrativ spre noi sisteme alternative de vot, în timp ce partidele politice promovează mecanisme de mobilizare a cetățenilor și de diseminare a informațiilor despre programele lor politice. Cu toate acestea, participarea scăzută a alegătorilor la scrutinele electorale organizate în actualul context epidemiologic, modalitățile indirecte de desfășurare a campaniilor și limitarea observatorilor interni și internaționali pot pune la îndoială integritatea și legitimitatea alegerilor. De aceea, guvernele naționale democratice au început să pună pe agenda publică metode alternative de vot care să contrabalanseze deficitul democratic cauzat de măsurile impuse.

Alegerile libere și corecte, precum și organizarea lor periodică stau la baza unei democrații vibrante și prospere, aceste reglementări fiind consacrate atât în angajamentele ferme exprimate de OSCE, cât și în obligațiile și standardele internaționale pe care statele democratice trebuie să le aplice. Cu toate acestea, amânarea sau anularea alegerilor poate surveni în condiții extraordinare și numai după o consultare deschisă, transparentă și echilibrată cu principalii actori instituționali, astfel încât să poată oferi cetățenilor încredere și siguranță în legalitatea acestui demers²⁵. Deciziile trebuie evaluate bine, având în vedere complexitatea procesului electoral cu respectarea tuturor drepturilor și libertăților constituționale garantate, asigurând pe cât posibil, siguranța alegătorilor, a competitorilor electorali și a partenerilor instituționali implicați în procesul electoral.

Modul în care drepturile constituționale și libertățile individuale pot fi exercitate în condiții de siguranță, precum și modul și procedurile optime care pot fi aplicate, în organizarea și desfășurarea alegerilor continuă să preocupe statele occidentale în plină pandemie de coronavirus. Din cauza reglementărilor constituționale rigide, unele state au considerat că este imposibil să amâne scrutinele, pe când altele, din cauza numărului semnificativ de infectări cu noul virus au instituit starea de urgență, organizând ulterior, în condiții de siguranță procesele electorale naționale, fie ele locale, parlamentare sau prezidențiale.

ȚARA	TIPUL DE ALEGERI	DECIZIA	DATA INIȚIALĂ PENTRU ALEGERI	NOUA DATĂ DE ORGANIZARE A ALEGERILOR
AUSTRIA	Alegeri municipale	AMÂNARE	15 martie 2020	28 iunie 2020
CEHIA	Alegeri pentru Senat	AMÂNARE	27 martie 2020	2 octombrie 2020 3 octombrie 2020

²⁵ Pentru o imagine clară a statelor care au amânat alegerile din cauza contextului epidemiologic actual, vezi documentul coordonat de Fundația Internațională pentru Sisteme Electorale disponibil on-line la https://www.ifes.org/sites/default/files/elections_postponed_due_to_covid-19.pdf.

	și alegeri regionale		28 martie 2020 3 aprilie 2020 4 aprilie 2020	
FRANȚA	Turul II pentru alegeri municipale	AMÂNARE	22 martie 2020	21 iunie 2020
	Alegeri pentru delegații consulari		17 mai 2020	mai 2021
GERMANIA	Alegeri municipale	AMÂNARE	martie – septembrie 2020	14 martie 2021
ITALIA	Referendum	AMÂNARE	29 martie 2020	20 septembrie 2020 21 septembrie 2020
	Alegeri municipale		5 martie 2020	20 septembrie 2020 21 septembrie 2020
LETONIA	Alegeri locale	AMÂNARE	Prima săptămână din mai 2020	29 august 2020
POLONIA	Alegeri prezidențiale	AMÂNARE	10 mai 2020	28 iunie 2020
ROMÂNIA	Alegeri locale	AMÂNARE	aprilie 2020	27 septembrie 2020
SERBIA	Alegeri parlamentare	AMÂNARE	26 aprilie 2020	21 iunie 2020
SPANIA	Alegeri regionale în Țara Bascilor și Galiția	AMÂNARE	5 aprilie 2020	21 iulie 2020
SUEDIA	Referendum local	AMÂNARE	17 mai 2020	27 septembrie 2020
ELVEȚIA	Votul popular federal	AMÂNARE	17 mai 2020	Necunoscută
	Alegeri municipale în cantonele Neuchâtel, Ticino și Luzern		aprilie-iunie 2020	Amânate pe o perioadă nedefinită
MAREA BRITANIE	Alegeri locale în Anglia	AMÂNARE	7 mai 2020	7 mai 2021
	Alegeri în Scoția (Kincorth/Nigg/Cove și Craighentinny/Duddingston)		14 mai 2020 21 mai 2020	5 noiembrie 2020 sau amânate pe o perioadă nedefinită

Studiul *Alternative voting methods and arrangements*²⁶ coordonat de Biroul pentru Instituții Democratice și Drepturile Omului (ODIHR) surprinde un aspect important pentru acest articol și anume faptul că statele care au organizat alegeri în actual context sanitar au fost nevoite să identifice și să implementeze noi instrumente legale și administrative precum amenajarea, dotarea, igienizarea, aerisirea sediilor secțiilor de votare, potrivite care să le permită, pe de-o parte desfășurarea procesului electoral în siguranță, iar pe de altă parte, asigurarea condițiilor de siguranță sanitară tuturor alegătorilor și personalului din secțiile de votare (echipamente de protecție, utilizare regulată a dezinfectanților, instrumente de scris proprii sau de unică folosință, modul de utilizare a ștampilelor pentru exprimarea voturilor și purtarea măștilor de siguranță).

Identificarea de modele alternative de vot complementare metodei tradiționale prin prezența fizică a alegătorului în secțiile de votare cu buletine tipărite pe hârtie, în lumina standardelor internaționale și a bunelor practici în materie electorală a reprezentat o prioritate constantă pentru toate organismele academice sau instituțiile politice naționale și internaționale.

Cu toate acestea, putem constata că introducerea pe agenda publică a unor practici și metode alternative de vot necesită, în prealabil, o analiză riguroasă, în primul rând, în termeni de fezabilitate, eficiență și compatibilitate cu standardele europene și internaționale acceptate pentru alegerile democratice și, în al doilea rând, din punct de vedere social, având capacitatea de a optimiza procesul electoral simultan cu menținerea unui climat care să atenueze răspândirea pandemiei.

În această cheie, studiul coordonat de ODIHR subliniază că este esențial ca orice ajustare a modalităților de vot trebuie făcută progresiv în urma consultărilor publice cu toți actorii instituționali implicați în organizarea scrutinelor, identificând, în același timp, un echilibru perfect între angajamentul de a organiza alegeri periodice și capacitatea de a garanta respectarea universalității, egalității și a secretului votului.

Principalele metode alternative de vot folosite de statele democratice au fost votul prin corespondență, votul prin împuternicire/procură (*proxy voting*), votul anticipat, precum și votul la domiciliu sau la locul aflării. Toate aceste modele, alături de metoda tradițională de vot prin prezența fizică în secțiile de votare au consolidat organizarea scrutinelor în actualul context sanitar.

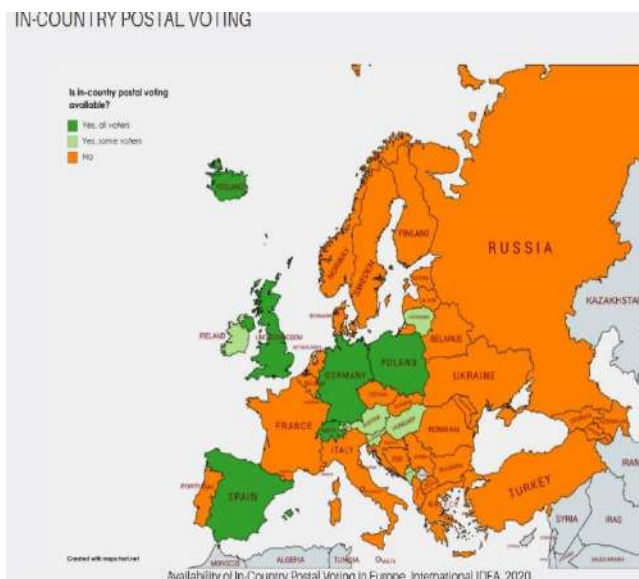
Studiul *International Elections Principles: Democracy and the Rule of Law*, editat de John Hardin Young argumentează că votul prin corespondență creează premisele sociale pentru creșterea ratei de participare a cetățenilor la procesele electorale. Studiile empirice despre opinia publică din SUA și din Europa Occidentală au arătat o popularitate crescută a acestei metode alternative, însă rata de participare a fluctuat de la un caz particular la altul.

Mai mult, acest aranjament, în special în țările care au permis votul prin corespondență tuturor cetățenilor, fără nicio reglementare instituțională, a determinat schimbări și în instrumentele de campanie folosite de partidele politice, a accentuat cheltuielile publice, determinând, în ultimă instanță, un timp suplimentar pentru numărarea și centralizarea voturilor exprimate. De aceea, luând în considerare perspectivele menționate mai sus și Codul de bune practici recomandat de Comisia de la Veneția, votul prin corespondență, chiar și în statele occidentale democratice cu un sistem de poștă funcțional, ar fi rezonabil de implementat doar persoanelor

²⁶ Alternative Voting Methods and Arrangements, Organization for Security and Co-operation in Europe disponibil on-line la <https://www.osce.org/odihr/elections/466794>.

instituționalizate în centre de îngrijiri sau spitale, persoanelor private de libertate, cetățenilor în vârstă și cu dizabilități motorii și cetățenilor din diaspora²⁷.

Votul prin corespondență este o metodă utilizată frecvent în multe state participante la OSCE, principalul avantaj surprins fiind, de regulă, accesibilitatea și extinderea posibilității de a vota unor categorii de persoane care, din diverse motive, nu pot avea acces în secțiile de votare. Această modalitate de vot s-a adresat, cu precădere cetățenilor cu probleme de sănătate, celor instituționalizați într-un spital,



alegătorilor din străinătate sau persoanelor cu dizabilități. Cu toate acestea, votul prin corespondență este adresat și cetățenilor care, din diverse motive, personale sau profesionale, locuiesc temporar departe de locul de votare sau care, din comoditate, aleg această variantă.

Chiar dacă în rândul statelor participante la OSCE există mai multe interpretări sau mai multe versiuni instituționale ale votului prin corespondență, în termeni generali, un buletin de vot se livrează cetățeanului care optează pentru acest sistem, de obicei prin intermediul serviciului național de poștă, ca ulterior, după ce a fost completat de un alegător cu preferințele politice să fie returnat, de asemenea, tot prin poștă sau alternativ să fie adus personal (vezi harta alăturată²⁸).

În literatura de specialitate votul prin corespondență poate fi limitat la anumite categorii de alegători sau poate fi disponibil tuturor cetățenilor cu drept de vot²⁹. Secretul votului prin corespondență este de regulă un principiu contestat, prezența oficialilor electorali sau a observatorilor lipsind pe întreg procesul de vot, iar gradul de influențare a votului de către alte persoane fiind ridicat.

De asemenea, modul cum sunt gestionate buletinele de vot prin poștă, precum și numărarea și centralizarea lor ridică semne de întrebare cu privire la integritatea alegerilor. Însă, așa cum este menționat de către ODIHR, statele, au obligația de a lua măsuri pentru a se asigura că principiul secretului este menținut. Cu toate acestea, integritatea votului prin corespondență dublată de soluțiile tehnice propuse pentru respectarea secretului votului este în egală măsură dictată de gradul de încredere publică în organizarea și desfășurarea alegerilor.

Votul prin corespondență este folosit frecvent în statele cu un nivel ridicat de încredere în procesul electoral, care au sistem național de poștă de încredere și bine optimizat pentru astfel de eveniment. Exemplele sunt reduse, însă aici principala

²⁷John Hardin Young (Ed.), *International Elections Principles: Democracy and the Rule of Law*, Aba Publishing American Bar Association, Chicago, 2009, pp. 221-222.

²⁸ Harta a fost preluată din studiul Special Voting Arrangements (SVAs) in Europe: In-Country Postal, Early, Mobile and Proxy Arrangements in Individual Countries disponibil on-line la <https://www.idea.int/news-media/news/special-voting-arrangements-svas-europe-country-postal-early-mobile-and-proxy>.

²⁹ ²⁹ Alternative Voting Methods and Arrangements, *loc.cit.*.

considerație de luat în calcul este dată de modul cum buletinul de vot ajunge la destinatar, fie alegătorul solicită votul prin corespondență, fie acesta este trimis automat către fiecare alegător³⁰.

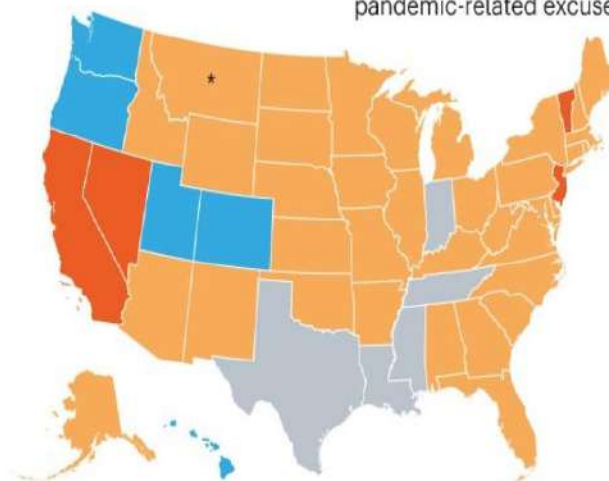
Probabil, cel mai semnificativ exemplu recent în acest sens a fost scrutinul prezidențial din Statele Unite al Americii din data de 3 noiembrie 2020. Alegerile reprezintă piatra de temelie a democrației americane. Constituția Statelor Unite nu conține prevederi specifice despre modalitățile de vot pe care cetățenii americani le pot folosi pe parcursul proceselor electorale. De aceea, Robert A. DiClerico în cartea *Voting in America* argumentează faptul că în mai puțin de două secole mecanismele electorale, precum și alternativele de vot au fost într-o continuă transformare. De la votul vocal – *viva voce*, la noile tehnologii de votare – *new voting technologies* cu console digitale cu ecrane tactile, a fost un traseu lăsat la latitudinea fiecărui stat de a îl parcurge.³¹ În ceea ce privește votul prin corespondență, acest sistem alternativ de vot, subsidiar votului în persoană se dezvoltă pentru prima oară în timpul Războiului Civil și mai apoi, cu o mai mare viteză, în timpul celui de-al Doilea Război Mondial, odată cu ratificarea *Soldiers Voting Act* din 1942³² care permitea cetățenilor detașați în misiuni militare să trimită prin poștă buletinul de vot cu preferințele politice. Abia în anul 2000, Oregon a devenit primul stat care a trecut la votul prin corespondență.

Astăzi, pe fondul pandemiei de COVID-19, mai multe state americane au instrumentalizat la alegerile prezidențiale din 3 noiembrie, votul prin corespondență ca principalul instrument electoral (vezi harta alăturată³³). Conform studiului realizat de Michael McDonald, 2020 *General Election Early Vote Statistics*³⁴, peste 92 de milioane de cetățeni americani au solicitat votul prin corespondență. Alegerile prezidențiale din 2020 au reprezentat și un punct de cotitură pentru dezvoltarea votului prin corespondență,

THE POSTAL EXPERIMENT

US voters are expected to cast a record number of mail-in ballots for the 2020 election in November. Eligibility for postal voting differs from state to state and has changed dramatically owing to the pandemic.

- Mail-in ballots sent to all voters, but just for 2020
- All voters can request a mail-in ballot*
- Mail-in ballots sent to all voters for all elections
- Some voters can request a mail-in ballot, with limited pandemic-related excuses



³⁰ *Idem*.

³¹ Robert A. DiClerico, *Voting in America. A Reference Handbook*, Library of Congress, California, 2004.

³² Kevin J. Coleman, *The Uniformed and Overseas Citizens Absentee Voting Act: Background and Issues*, CRS Report for Congress, disponibil on-line la <https://www.sos.wa.gov/assets/elections/uocava.pdf>.

³³ Harta a fost preluată din articolul COVID and the US election: will the rise of mail-in voting affect the result? disponibil on-line la <https://www.nature.com/articles/d41586-020-02979-x>.

³⁴ Michael McDonald, *General Election Early Vote Statistics* disponibil on-line la <https://electproject.github.io/Early-Vote-2020G/index.html>.



dincolo de numărul mare de voturi exprimate. State precum California, Nevada, New Jersey sau Vermont au trimis automat buletine de vot către toți cetățenii, dar doar la acest scrutin, pe când Washington, Oregon, Utah, Colorado și Hawaii trimit automat buletine de vot tuturor americanilor la toate scrutinele organizate. Cu toate acestea, cele mai multe state încă impun anumite condiționări instituționale și legale. Votul prin împuternicire a reprezentat o alternativă la votul tradițional, metodă încercată de statele democratice care au organizat alegeri în contextul epidemiologic actual.

Posibilitatea alegătorilor de a-și exprima votul prin intermediul unei împuterniciri – *proxy* este o măsură suplimentară care sporește accesibilitatea la procesul electoral. Cu alte cuvinte, această modalitate alternativă de vot este reprezentată sub forma unui *contract social* care are loc atunci când un alegător autorizează o altă persoană (împuternicit) să voteze în numele său, urmare a incapacității de a-și exprima personal, în secția de vot, preferințele politice. Astfel, un alegător își dezvăluie predilecția politică față de un *proxy*, ulterior acesta angajându-se să voteze așa cum a fost desemnat. Eligibilitatea acestei metode alternative variază foarte. În unele cazuri, destul de limitate, acest model alternativ este disponibil pentru toți alegătorii, pe când în altele este rezervat numai în anumite situații particulare, foarte clar menționate în legislația electorală, fiind necesară o dovadă a incapacității alegătorului de a ajunge la secția de votare (vezi harta alăturată³⁵).

Dincolo de toate aceste aspecte, votul prin împuternicire consolidează principiile universalității și egalității votului, contribuind la transformarea alegerilor într-un proces inclusiv care stimulează participarea unui număr cât mai mare de alegători³⁶. Standardele internaționale asociază votului prin împuternicire mai multe riscuri și preocupări. În primul rând, această metodă compromite secretul votului din moment ce un alegător își dezvăluie preferințele politice unui mandatar, fie el și membru al familiei. De aceea, multe dintre state semnaleză o incompatibilitate de principii în privința exercitării votului prin împuternicire. La nivel european, doar Franța, Polonia, Belgia, Olanda, Norvegia, Suedia și Marea Britanie au instrumentalizat acest model de vot.

În Marea Britanie, alegătorii eligibili pentru utilizarea votului prin procură sunt funcționarii publici, alegătorii care prezintă un handicap care îi împiedică deplasarea la secția de votare, precum și persoanele care și-au pierdut vederea sau nu pot vota din cauza specificului activității de muncă, oficiale sau educaționale.³⁷ De asemenea, pot vota

³⁵ Harta a fost preluată din studiul Special Voting Arrangements (SVAs) in Europe: In-Country Postal, Early, Mobile and Proxy Arrangements in Individual Countries disponibil on-line la <https://www.idea.int/news-media/news/special-voting-arrangements-svas-europe-country-postal-early-mobile-and-proxy>.

³⁶ Alternative Voting Methods and Arrangements, Organization for Security and Co-operation in Europe disponibil on-line la <https://www.osce.org/odihr/elections/466794>, p. 20.

³⁷ Mariana Dobrovolschi, „Votarea prin procură: practică vs deziderat”, *Digest Electoral*, iunie 2020, pp. 47-54.

prin procură alegătorii situați în afara granițelor țării.³⁸ Prin intermediul unei cereri depuse la biroul de înregistrare al alegătorilor, alegătorii trebuie să indice motivele pentru care sunt împiedicați să voteze în persoană, fiind necesară inclusiv confirmarea din partea unei persoane autorizate (asistent medical, asistent social, directorul instituției de învățământ, angajatorul).³⁹

Introdusă încă din 1946, votarea prin procură în Franța este reglementată de art. 27 din Constituție, potrivit căruia de dreptul de a vota prin intermediul unui reprezentant dispun alegătorii care se află în imposibilitatea de a vota personal la secția de votare: persoanele recrutate în serviciul forțelor armate, funcționarii publici care își desfășoară activitatea în afara țării, personalul aerian civil, rezidenții francezi care dispun de reședință permanentă în afara Franței, personalul forțelor de poliție detașate în interes de serviciu în afara țării, persoanele internate și private de libertate.⁴⁰ Procura este emisă de instanța de judecată, poliție sau jandarmerie, fiind valabilă pentru un tur, două tururi sau pentru o perioadă de un an.⁴¹

O caracteristică a sistemului electoral olandez este reprezentată de imposibilitatea exprimării votului în persoană după ce a fost emisă o procură (care nu mai poate să fie retrasă), în timp ce persoana împuternicită trebuie să-și exprime mai întâi votul său personal, pentru a putea exprima ulterior votul persoanei ce l-a împuternicit.⁴² Poate să fie împuternicit un membru al familiei sau un alegător cu care trăiește în concubinaj cu persoana care nu își poate exprima dreptul de vot în persoană.⁴³

Chiar dacă votul prin împuternicire a fost pus pe agenda organismelor electorale ca o alternativă viabilă, reglementările politice particulare au determinat excluderea lui din malaxorul proceselor electorale. Acesta a fost și cazul Cehiei⁴⁴, care în luna octombrie a organizat alegeri regionale și pentru Senat. Dacă inițial au fost implementate 4 măsuri suplimentare de vot care să permită participarea cetățenilor la vot într-un număr cât mai mare și anume secții de votare *drive-in*⁴⁵ unde cetățenii au putut să voteze din mașină, votul mobil, votul prin corespondență și votul prin împuternicit, ulterior guvernul de la Praga delimitându-se de ultima alternativă.

În contextul pandemiei de COVID-19,⁴⁶ nevoia de a utiliza în mod eficient resursele alocate pentru organizarea și desfășurarea consultărilor electorale, nu a determinat o mai mare deschidere către utilizarea extinsă a votului prin procură pentru mai multe categorii de alegători.⁴⁷ În spațiul european, tendința generală în privința amendării legislației

³⁸ *Idem.*

³⁹ *Idem.*

⁴⁰ *Idem.*

⁴¹ *Idem.*

⁴² *Idem.*

⁴³ *Idem.*

⁴⁴ Raport IFES, Elections in the Czech Republic. 2020 Senate and Municipal Elections, disponibil on-line la https://www.ifes.org/sites/default/files/ifes_faqs_elections_in_the_czech_republic_2020_senate_and_municipal_elections_september_2020.pdf.

⁴⁵ Fără a părăsi vehiculul în care se află, alegătorii ridică buletinele de vot de la birourile de înregistrare, își exprimă opțiunea de vot și, ulterior, restituie buletinul completat. Această metodă trebuie să aibă în vedere riscurile generate cu privire la afectarea secretului votului, transparenței și eficienței procesului electoral, inclusiv în situațiile în care într-un singur vehicul se află mai mulți alegători.

⁴⁶ Molly Ball, *How COVID-19 Changed Everything About the 2020 Election*, Time, 06.08.2020, <https://time.com/5876599/election-2020-coronavirus/>.

⁴⁷ Anika Eleni Heinmaa, "Special Voting Arrangements (SVAs) in Europe: In-Country Postal, Early, Mobile and Proxy Arrangements in Individual Countries", International Institute for Democracy and Electoral

electorale s-a concentrat cu precădere asupra facilitării exercitării dreptului în persoană, la secțiile de vot sau anticipat, prin corespondență.⁴⁸

Votul anticipat este o altă metodă alternativă folosită de statele democratice în vremea pandemiei. Acesta oferă alegătorilor posibilitatea de a-și exprima preferințele politice înainte de ziua alegerilor, fiind o opțiune care se poate desfășura cu câteva săptămâni înainte și se va încheia cu o zi înainte de ziua alegerilor. Acest model alternativ de vot poate fi implementat din mai multe motive, cele mai importante fiind creșterea ratei de participare și reducerea efortului logistic și uman din secțiile de votare în ziua alegerilor. Această modalitate alternativă de vot se poate implementa pentru toți alegătorii sau se poate limita la anumite segmente (socio-profesionale), cum ar fi forțele de ordine care vor fi la datorie în ziua alegerilor, personalul din secțiile de votare sau alegătorii care prezintă dovezi că nu își pot exercita votul în ziua alegerilor. De obicei, votul anticipat se desfășoară într-un număr limitat de secții de votare.

Oportunitățile pe care acest sistem le dezvoltă sunt în strânsă legătură cu principiul universalității votului, oferind posibilitatea de a vota în câteva zile unor grupuri profesionale, etnice sau unor cetățeni cărora le este greu să participe în ziua alegerilor, precum și alegătorilor cu dizabilități (vezi harta alăturată cu țările care folosesc votul anticipat⁴⁹). Întreg procesul votului anticipa trebuie să fie caracterizat de transparență, fiind important ca reprezentanților partidelor politice, mass media și observatorilor acreditați să li se ofere acces deplin în această etapă. Dacă acest aspect nu este facilitat, contravine angajamentelor OSCE⁵⁰.

Principiul fundamental caracteristic modalității de exprimare a votului la domiciliu sau într-un cadru instituțional, prin intermediul listei speciale și a urnei mobile, este reprezentat de deplasarea membrilor biroului electoral către alegătorii care nu pot ajunge la secțiile de votare în perioada aferentă desfășurării consultării electorale. Această modalitate alternativă de vot este destinată exclusiv alegătorilor aflați în imposibilitatea de a se deplasa la una dintre secțiile de votare, în cazul în care dispun de un motiv temeinic și obiectiv, reprezentat de situația medicală, socială, profesională sau instituțională.

Circumscrierea metodei votului la domiciliu în rândul modalităților alternative și democratice de exercitare a dreptului la vot este condiționată de asigurarea și garantarea



Assistance (International IDEA), 19.10.2020, <https://www.idea.int/news-media/news/special-voting-arrangements-svas-europe-country-postal-early-mobile-and-proxy>.

⁴⁸ *Idem*.

⁴⁹ Harta a fost preluată din studiul Special Voting Arrangements (SVAs) in Europe: In-Country Postal, Early, Mobile and Proxy Arrangements in Individual Countries disponibil on-line la <https://www.idea.int/news-media/news/special-voting-arrangements-svas-europe-country-postal-early-mobile-and-proxy>.

⁵⁰ Anika Eleni Heinmaa, *loc.cit.*, p. 25.

secretului votului și a dreptului la exprimare în mod liber a propriilor opțiuni, fără a exista constrângeri, intimidări sau tentative de influențare și corupere a alegătorului. Din acest motiv, particularitățile votului la domiciliu sunt reprezentate de procedurile și garanțiile speciale care să prevină influențarea alegătorilor sau violarea, prin orice mijloace, a secretului votului.

Asigurarea exprimării libere a voinței alegătorilor, în condiții de confidențialitate, constituie condiții imperative în vederea organizării de alegeri libere și de protejare a votului universal, egal și secret, în condiții de transparență. În caz contrar, breșele asupra securității și integrității procesului electoral alimentează vulnerabilitățile și suspiciunile cu privire la organizarea și desfășurarea consultării electorale în neconcordanță cu prevederile legale și principiile democratice.

Tehnologia poate reprezenta un criteriu important în buna desfășurare a alegerilor, luând în considerare beneficiile obiective precum eficiența, accesibilitatea alegătorilor, precizia în numărarea și centralizarea voturilor exprimate și publicarea rapidă a rezultatelor oficiale. Noile tehnologii în alegeri includ, de obicei, aparate, scannere de buletine de vot, votul electronic sau la distanță, precum și aplicații care identifică alegătorii, centralizează rezultatele alegerilor și transmit, în mod automat, rezultatele finale. Noile tehnologii pot fi dublate sau corelate, în paralel, cu votul tradițional, însă contopirea celor două proceduri variază considerabil.

Cu toate acestea, noile tehnologii în alegeri prezintă și o serie de deficiențe pe care multe state le-au semnalat de-a lungul timpului. Printre cele mai frecvente neajunsuri sunt cele legate de asigurarea secretului votului, fiind greu de stabilit dacă voturile exprimate de alegători reprezintă, într-adevăr, expresia voinței sale personale și politice, grupurile vulnerabile fiind cel mai frecvent invocate în motivațiile statelor. Conform principiului votului universal care prevede faptul că tuturor cetățenilor adulți eligibili trebuie să li se ofere oportunități egale și un cadru favorabil de a participa la alegeri, înseamnă că noile tehnologii trebuie să fie proiectate și implementate, în așa fel, încât toți alegătorii să le poată folosi fără dificultate. Orice proces tehnologic care presupune discriminarea unor grupuri de alegători sau descurajează participarea lor la procesul electoral contravine standardelor internaționale în materie electorală. Însă, noile tehnologii pot fi extrem de utile atunci când sunt folosite pentru informarea cetățenilor aparținând unor minorități naționale sau când buletinele de vot sunt activate audio pentru alegătorii cu deficiențe de vedere⁵¹.

Încrederea este sporită atunci când există un grad mare de transparență cu privire la modul cum sunt dezvoltate și securizate noile tehnologii. În acest sens, autoritățile trebuie să reconsidere, înainte de a le utiliza, evaluările de risc și de fezabilitate, detaliile despre achiziții, codul sursă a aplicațiilor, precum și dispoziții pentru auditul extern, certificarea și omologarea sistemului.

Per ansamblu, circumscrierea metodei votului electronic în rândul modalităților alternative și democratice de exercitare a dreptului la vot rămâne condiționată de asigurarea și garantarea secretului votului și a dreptului la exprimare în mod liber a propriilor opțiuni, fără a exista constrângeri, intimidări sau tentative de influențare și corupere a alegătorului.⁵² Din acest motiv, particularitățile votului electronic sunt

⁵¹ Alternative Voting Methods and Arrangements, *loc. cit.*, pp. 41-42.

⁵² *Idem*

reprezentate de procedurile și garanțiile speciale care să prevină influențarea alegătorilor sau violarea prin orice mijloace a secretului votului⁵³.

Recomandările internaționale în materie pun accentul asupra necesității imperative de asigurare a exprimării libere a voinței alegătorilor, în condiții de confidențialitate, în vederea organizării de alegeri libere și protejarea votului universal, egal și secret, în condiții de transparență și informare⁵⁴. În caz contrar, breșele asupra securității și integrității procesului electoral vor alimenta vulnerabilitățile și suspiciunile cu privire la organizarea și desfășurarea consultării electorale în neconcordanță cu prevederile legale și principiile democratice.

Un aspect important în privința utilizării votului electronic este reprezentat de restrângerea parțială a posibilității partidelor politice, candidaților și observatorilor acreditați de a utiliza dreptul de a observa activitatea autorităților electorale la toate nivelurile, inclusiv în privința modalității de exercitare a metodelor alternative (în conformitate cu paragraful 8 din Documentul OSCE de la Copenhaga)⁵⁵. Simultan, utilizarea votului electronic este condiționată de integritatea și încrederea publicului în procesul electoral democratic.

Votul prin internet contribuie la creșterea potențialului participării la consultarea electorală, în special pentru persoanele cu dizabilități motorii și pentru cetățenii aflați în străinătate, reducând timpul de așteptare și votare, precum și aglomerațiile de la secțiile de votare, în situațiile în care platformele de vot și mecanismele de autentificare utilizate (card de identitate electronic, semnătură electronică, *token*, cod utilizator și parolă PIN, autentificare biometrică, autentificare prin SMS) sunt accesibile alegătorilor și ușor de utilizat, iar aceștia nu întâmpină dificultăți de accesare, în situațiile în care dispun de un nivel minim necesar de alfabetizare din punct de vedere tehnologic⁵⁶.

Prima țară din lume care a utilizat la nivel național votul prin internet, Estonia, a dispus de una dintre cele mai performante infrastructuri electronice de *e-guvernare*, prin intermediul căreia a furnizat cetățenilor cărți de identitate electronice necesare pentru a se înregistra la aplicația de vot, fiind utilizate trei servere diferite pentru înregistrare, stocare, anonimizare și numărare offline a voturilor.⁵⁷ Sistemul utilizat a fost însă criticat în 2015, observatorii acreditați contestând măsurile de securitate utilizate pentru transferarea datelor de la un server la altul⁵⁸. Expert Forum (EFOR) a semnalat utilizarea stick-urilor de memorie, a platformelor de e-mail (ex. Gmail), precum și a colilor de hârtie,⁵⁹ în timp ce un grup de cercetători de la Universitatea din Michigan, Ann Arbor și Open Rights Group, au contestat modificările ad-hoc, discreționare, realizate în timpul procesului de observare, în contextul în care nu au avut permisiunea de a putea asista la numărarea voturilor, motiv pentru care au reclamat existența unui nivel scăzut de transparență.⁶⁰

⁵³ *Idem*.

⁵⁴ *Idem*.

⁵⁵ *Idem*.

⁵⁶ Laura Bretea, George Jigău "Cât de oportună este introducerea votului prin internet în România? Practici internaționale explicate în context românesc", Policy brief realizat de Centrul pentru Studiul Democrației (CSD) cu sprijinul Fundației Hanns Seidel, Cluj-Napoca, 2017, p. 5-11.

⁵⁷ *Ibidem*, p. 8.

⁵⁸ *Ibidem*, p. 9.

⁵⁹ *Idem*.

⁶⁰ *Idem*.

În Norvegia, pilotarea proiectului privind exercitarea votului prin internet a fost realizată în perioada 2010-2013, prin utilizarea infrastructurii electronice existente pentru autentificarea alegătorilor, fără să determine însă o creștere a participării electorale⁶¹. În lipsa unei consens politic, Ministerul guvernării locale și modernizării a oprit în 2014 demersurile pentru implementarea votului prin internet, considerând o investiție costisitoare și care ar putea afecta încrederea alegătorilor în sistemul electoral.⁶²

Utilizarea conexiunii la internet pentru facilitarea votului la distanță reprezintă, în continuare, o provocare pentru statele care nu au atins nivelul optim de digitalizare, aplicarea și acceptarea metodei în spațiul european constituind, mai degrabă, o excepție, chiar și în actualul context sanitar. Carențele întâmpinate în funcționarea conexiunii la internet, diferențele privind nivelul de alfabetizare electronică și digitală în rândul populației, împreună cu un nivel scăzut de încredere și consens asupra utilizării pe scară largă a metodelor alternative – în contextul acuzațiilor de fraudă electorală invocate după fiecare scrutin electoral, plasează perspectivele privind adoptarea și extinderea votului electronic într-un orizont îndepărtat, metoda de vot fiind percepută ca fiind o soluție de rezervă, utilizată în situații excepționale⁶³.

Diversificarea metodelor de vot complementare, împreună cu extinderea categoriilor de alegători care le pot folosi, trebuie realizate cu precauție, pentru a preveni distorsionarea instituționalizată a principiului democratic fundamental potrivit căruia votul unui alegător nu dispune de o pondere diferențiată în raport cu votul exprimat de orice alt alegător, iar măsurile de facilitare a exprimării dreptului de vot nu trebuie să producă breșe care pot afecta integritatea, securitatea și credibilitatea întregului proces electoral, ca urmare a încercărilor și suspiciunilor de vot multiplu.

Într-o lume aflată în continuă schimbare, amplele schimbări tehnologice și sociale pot contribui la creșterea calității democrației,⁶⁴ existând, în același timp, riscul accentuării sentimentului de neîncredere în buna funcționare a sistemului electoral afectând, astfel, legitimitatea candidaților aleși⁶⁵. Principala provocare este reprezentată de înțelegerea întregului sistem electoral, asupra căruia este imperativă existența unui consens politic la nivel național.

Triumful democrației

Dacă la momentul izbucnirii pandemiei au existat două narațiuni politice concurente și anume organizarea sau nu a proceselor electorale, putem observa, în final că decizia politică a guvernelor naționale de a amâna alegerile se află acum la periferia agendei publice. Pe parcursul anului 2020, din 164 de state care aveau stabilite procese

⁶¹ *Ibidem*, p. 10.

⁶² *Idem*.

⁶³ *Idem*.

⁶⁴ A se vedea Yascha Mounk, *The People vs. Democracy. Why Our Freedom Is in Danger and How to Save It*, Cambridge, Massachusetts, London, Harvard University Press, 2018, pp. 100-102.

⁶⁵ A se vedea Ursula van Beek (Ed.), *Democracy under Threat. A Crisis of Legitimacy?*, Cham, Palgrave Macmillan, 2019; Wolfgang Merkel și Sascha Kneip (Eds.), *Democracy and Crisis. Challenges in Turbulent Times*, Cham, Springer, 2018, p. 229.

electorale locale, regionale, parlamentare sau prezidențiale, 91 au organizat aceste scrutinele, pe când 73 au hotărât să le amâne⁶⁶.

Actuala pandemie a întreținut dezbaterile politice actuale cu privire la deciziile pe care guvernele democratice sau autoritare le-au luat pentru a-și proteja cetățenii. Situațiile speciale au solicitat măsuri extraordinare și rapide, iar statele, indiferent de natura lor politică, au fost nevoite să răspundă în funcțiile de instrumentele instituționale și constituționale pe care le-au avut la dispoziție.

Am fi tentați să cădem în capcana ideologică și să admitem că regimurile autoritare au fost mai bine antrenate să răspundă imediat la numărul mare de infectări în rândul cetățenilor. Într-adevăr, răspunsul Chinei la pandemia de COVID-19 a fost unul eficient, agresiv prin blocarea și supravegherea cetățenilor, pe când în SUA autoritățile locale și federale au reacționat mai greu. Cu toate acestea, unele democrații puternice precum Australia, Germania, Grecia, Noua Zeelandă și Coreea de Sud au reușit să limiteze efectele pandemiei, pe când Marea Britanie, Brazilia, Mexic și India nu au avut același succes. Prin regimurile autoritare și/sau iliberale, precum Vietnam, Turcia și Rusia nu au putut să țină sub control evoluția pandemiei⁶⁷. Această analiză ne evidențiază un singur lucru și anume că în ciuda restricțiilor asupra drepturilor civile și libertăților cetățenilor, democrațiile au rezistat tuturor provocărilor generate de actualul context epidemiologic.

După mai multe reglementări politice și instituționale, Germania a creat un cadru eficient de limitare a infecțiilor. Am putut observa că în Franța și Italia, opoziția a reușit să impună o guvernului o nouă direcție mai rezonabilă privind politicile de *lockdown* și de redeschidere a societății, Marea Britanie a reușit să asigure continuitatea democratică a tuturor instituțiilor administrative chiar și după ce prim-ministrul Boris Johnson a fost diagnosticat cu COVID-19 și internat în spital, iar Coreea de Sud a oferit un exemplu în folosirea supravegherii cetățenilor prin respectarea drepturilor constituționale ale acestora.

Într-un mod absolut firesc pentru acest secol, regimurile democratice și-au adaptat și consolidat instrumentele politice și constituționale pentru a răspunde eficient la toate provocările generate de criza sanitară. O astfel de constatare are de partea sa experiența comună deopotrivă a tuturor regimurilor democratice consolidate, dar și a celor apărute, în urma celui de-al treilea val al democratizării. Se pare că democrația nu și-a consumat încă misiunea și rolul său⁶⁸, dar am putea accepta, în anumite proporții teoretice accepțiunea lui Guy Hermet despre „iarna democrației”⁶⁹, acel regim care își păstrează identitatea, dar se transformă pe alocuri și sub presiunea unor crize, în contrariul ei.

Bibliografie

- Beek, Ursula van (Ed.), 2019, *Democracy under Threat. A Crisis of Legitimacy?*, Cham, Palgrave Macmillan.

⁶⁶ În cadrul unui seminar organizat de ODIHR, Sam van der Staak, șeful Programului Regional Europa, International IDEA a prezentat o analiză empirică transversală cu privire la scrutinele din 164 de state la nivel internațional, concluzionând, printre altele, că cele mai multe societăți au continuat să organizeze alegerile, dar cu un program articulat care cuprindea reguli stricte de protecție sanitară.

⁶⁷ Celia Belin, Giovanna de Maio, *Democracy after Coronavirus: Five Challenges for the 2020s*, Foreign Policy Booking, pp.6-7, disponibil on-line la https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2020/08/FP_20200817_democracy_covid_belin_demaio.pdf.

⁶⁸ Luciano Canfora, *La democrazia. Storia di un'ideologia*, Laterza, Roma-Bari, 2004.

⁶⁹ Vezi Guy Hermet, *L'hiver de la démocratie ou le nouveau régime*, Armand Colin, Paris, 2007.

- Canfora, Luciano, 2004, *La democrazia. Storia di un'ideologia*, Roma-Bari, Laterza.
- Crouch, Colin, 2004, *Post-Democracy*, Cambridge, Polity.
- Crozier, Michel J., Huntington, Samuel P. și Watanuki, Joji, 1975, *The Crisis of Democracy. Report on the Governability of Democracies to the Trilateral Commission*, New York, New York University Press.
- Dahl, Robert A., 2003, *Despre democrație*, trad. de Ramona Lupașcu, Alina Turcu, Mihaela Borde, Adriana Bargan-Ștraub, Iași, Institutul European.
- Dalton, Russell, 2008, *Citizen Politics. Public Opinion and Political Parties in Advanced Industrial Democracies*, Washington, CQ Press.
- DiClerico, Robert A., 2004, *Voting in America. A Reference Handbook*, California, Library of Congress.
- Dobrovolschi, Mariana, 2020, „Votarea prin procură: practică vs deziderat”, *Digest Electoral*, iunie.
- Ercan, Selen A. și Gagnon, Jean-Paul, 2014, „The Crisis of Democracy Which Crisis? Which Democracy? ”, *Democratic Theory*, Volume 1, Issue 2.
- Hermet, Guy, 2007, *L'hiver de la démocratie ou le nouveau régime*, Paris Armand Colin.
- Huntington, Samuel, 1991, *The Third Wave. Democratization in the late Twentieth Century*, Oklahoma University of Press.
- Kosselleck, Reinhart, 2009, *Conceptele și istoriile lor: semantica și pragmatica limbajului social și politic*, trad. de Gabriel Decuble și Mari Oruz, București, Art.
- Magen, Amichai și Morlino, Leonardo, 2008, *International Actors, Democratization and the Rule of Law: Anchoring Democracy?*, Londra, Routledge.
- Manin, Bernard, 1997, *The Principles of Representative Democracy*, Cambridge Cambridge University Press.
- Merkel, Wolfgang și Kneip, Sascha (Eds.), 2018, *Democracy and Crisis. Challenges in Turbulent Times*, Cham, Springer.
- Merkel, Wolfgang, 2014, „Crisis of Democracy: Analytical Concept or Empty Signifier?”, Glasgow, ECPR.
- Mounk, Yascha, 2018, *The People vs. Democracy. Why Our Freedom Is in Danger and How to Save It*, Cambridge, Massachusetts, London, Harvard University Press.
- Norris, Pippa, 2011, *Democratic Deficit: Critical Citizens Revisited*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Pharr, Susan J., Putnam, Robert D., 2000, *Disaffected Democracies? What's troubling the Trilateral Countries?*, Princeton, Princeton University Press.
- Rancière, Jacques, 1995, *On the Shores of Politics*, trad. de Liz Heron, Londra și New York, Verso.
- Urbinati, Nadia, 2001, „Representative Democracy and its Critics”, în Sonia Alonso, John Keane, Wolfgang Merkel (Ed.), *The Future of Representative Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Weber, Max, 1978, *Economy and Society. An Outline of Interpretive Sociology*, London, University of California Press.
- Weber, Max, 1992, *Politica, o vocație și o profesie*, București Anima.
- Young, John Hardin (Ed.), 2009, *International Elections Principles: Democracy and the Rule of Law*, Chicago, Aba Publishing American Bar Association.

-
- Ball, Molly, *How COVID-19 Changed Everything About the 2020 Election*, Time, <https://time.com/5876599/election-2020-coronavirus/>.
 - Belin, Celia, de Maio Giovanna, „Democracy after Coronavirus: Five Challenges for the 2020s”, *Foreign Policy Booking*, disponibil on-line la https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2020/08/FP_20200817_democracy_covid_belin_demaio.pdf
 - Bretea, Laura, Jiglău, George, 2017, „Cât de oportună este introducerea votului prin internet în România? Practici internaționale explicate în context românesc”, Cluj-Napoca, Policy brief realizat de Centrul pentru Studiul Democrației (CSD) cu sprijinul Fundației Hanns Seidel.
 - Brown, Frances Z., Brechenmacher, Saskia, Carothers, Thomas, 2020, „How Will the Coronavirus Reshape Democracy and Governance Globally?” în *Carnegie Endowment for International Peace*, disponibil on-line la <https://carnegieendowment.org/2020/04/06/how-will-coronavirus-reshape-democracy-and-governance-globally-pub-81470>.
 - Carta drepturilor fundamentale a Uniunii Europe (UE), 2010/C83/02
 - Coleman, Kevin J., *The Uniformed and Overseas Citizens Absentee Voting Act: Background and Issues*, CRS Report for Congress, disponibil on-line la <https://www.sos.wa.gov/assets/elections/uocava.pdf>
 - Heinmaa, Anika Eleni, „Special Voting Arrangements (SVAs) in Europe: In-Country Postal, Early, Mobile and Proxy Arrangements in Individual Countries”, International Institute for Democracy and Electoral Assistance (International IDEA), <https://www.idea.int/news-media/news/special-voting-arrangements-svas-europe-country-postal-early-mobile-and-proxy>
 - McDonald, Michael, General Election Early Vote Statistics disponibil on-line la <https://electproject.github.io/Early-Vote-2020G/index.html>.
 - Quarcoo, Ashley, 2020, *Can Elections Be Credible During a Pandemic?*, Carnegie Endowment for International Peace, disponibil on-line la <https://carnegieendowment.org/2020/07/29/can-elections-be-credible-during-pandemic-pub-82380>
 - Repucci, Sarah, Slipowitz, Amy, Special Report 2020. Democracy under Lockdown. The Impact of COVID-19 on the Global Struggle for Freedom, disponibil online la <https://freedomhouse.org/report/special-report/2020/democracy-under-lockdown>,
 - Raport OECD, 2020, *Coronavirus: The World Economy at Risk*,
 - Raport Human Rights: Human Lives. A Guide to the Human Rights Act for Public Authorities, disponibil on-line la https://www.equalityhumanrights.com/sites/default/files/human_rights_human_lives_a_guide_for_public_authorities.pdf.
 - Raport asupra statelor care au amânat alegerile din cauza contextului epidemiologic actual, vezi documentul coordonat de Fundația Internațională pentru Sisteme Electorale disponibil on-line la https://www.ifes.org/sites/default/files/elections_postponed_due_to_covid-19.pdf
 - Raport IFES, *Elections in the Czech Republic. 2020 Senate and Municipal Elections*, disponibil on-line la
-

https://www.ifes.org/sites/default/files/ifes_faqs_elections_in_the_czech_republic_2020_senate_and_municipal_elections_september_2020.pdf

- Studiu Alternative Voting Methods and Arrangements, Organization for Security and Co-operation in Europe disponibil on-line la <https://www.osce.org/odihr/elections/466794>

Strategii de mobilizare electorală folosite de partidele politice din România la alegerile locale din 27 septembrie 2020. Studiu de caz: județul Botoșani

Iulia-Simina RĂUȚU

Abstract

The professionalization of political communication entails a different dynamic of elaborating the strategy of an electoral campaign. Therefore elements of commercial marketing are taken over, so to analyze the strategies used during election campaigns, we must start from an understanding, in a general sense, of the marketing concept. Our approach is based on the theory developed by Ormrod which aims to identify a behavioral chain in four stages, so we propose an analysis scheme taking into account a number of elements: campaign team, slogan, main campaign message, main campaign poster, the electoral program, the key points of the constituency, the sympathizers from the constituency: favorable and unfavorable area as well as the communication channels. In other words, our concern was to show that the analysis of how the campaign is conducted at the local level is useful in order to understand the ability to mobilize the electorate.

Keywords: *electoral campaign, local elections, strategy development, slogan, main campaign poster, the electoral program, the communication channels.*

Introducere

Primele alegeri locale din România postcomunistă au fost organizate în data de 9 și 23 februarie 1992, iar în decursul celor trei decenii identificăm numeroase modificări legislative care au determinat evoluții în interiorul sistemului electoral local. Însă în egală măsură putem vorbi despre o dinamică a campaniilor electorale, profesionalizarea comunicării politice devenind pregnantă. Astfel, pe măsură ce campaniile electorale au ieșit din spectrul tradiționalist, tehnici moderne de marketing electoral au făcut obiectul cercetării specialiștilor.

Cu alte cuvinte profesionalizarea comunicării politice este asociată cu rafinarea practicilor de comunicare politică, iar ca rezultat marketingul politic importă, într-un grad ridicat, strategii și tehnici specifice marketingului comercial. În contextul transformărilor pe care domeniul comunicării politice le traversează, atenția este îndreptată asupra modalităților de definire conceptuală a strategiilor utilizate în elaborarea unei campanii electorale. De altfel, dincolo de clasică diferențiere dată de scopul alegerilor, fiecare campanie electorală se articulează în jurul unor specificități. Atât contextele politice diferite, cât și caracteristicile locale conferă nota de diversitate. Raportându-ne la primul studiu academic despre o campanie electorală, acesta a fost publicat în 1944, New York, de către Paul Lazarsfeld care a căutat să demonstreze importanța și influența propagandei prin radio, în perioada campaniei electorale pentru alegerile prezidențiale¹. Studiile

¹ Însă premisele de la care au plecat nu s-au confirmat, deoarece cetățenii nu au prioritizat mesajul transmis prin mass-media, astfel gradul de influențare a deciziei privind acordarea votului a fost redus. Pe de altă parte, mesajele transmise cetățenilor au fost prelucrate și finisate, astfel încât memorarea acestora s-a bazat pe anumite simpatii sau antipatii politice.

empirice ale comportamentului de vot au arătat că există o corelație pozitivă între interesul manifestat pentru campania electorală și preferința pentru un candidat².

De altfel, cercetarea noastră se plasează pe liniile teoriilor care definesc principalele modele de marketing electoral ale lui Newman, Ormrod sau Jennifer Lees-Marshment care avansează diverse scheme de analiză referitor la strategiile utilizate în timpul campaniilor electorale pentru a mobiliza electoratul. Pornind de la teoria dezvoltată de Ormrod care vizează identificarea unui lanț comportamental în patru etape, propunem o schemă de analiză luând în calcul o serie de elemente: echipa de campanie, sloganul, mesajul principal al campaniei, afișul principal de campanie, programul electoral, punctele cheie al circumscripției, simpatizanții din circumscripție: zone favorabile și zone nefavorabile și canalele de comunicare. Cercetarea propune așadar un demers empiric de investigare a strategiilor electorale, focusat asupra campaniei principalilor actori politici, în orizont comparativ, de la nivelul județului Botoșani, pentru a valorifica dimensiunea obiectivă și academică. De altfel, ipoteza acestei cercetări face referire la faptul că analiza modului de desfășurare al campaniei la nivel local este utilă pentru a putea înțelege capacitatea de mobilizare a electoratului.

Cu privire la analiza propusă, aceasta are următoarea structură: prima parte conține precizări conceptuale și o prezentare a principalelor modele de marketing electoral, urmând ca în a doua parte să analizăm punctual strategia de campanie electorală, atât a Partidului Social Democrat, cât și a Partidului Național Liberal, de la nivelul județului Botoșani.

Cadrul teoretic

În literatura de specialitate, cel mai comun mod de a defini comunicarea politică constă în abordarea interdisciplinară din perspectiva lingvisticii, sociologiei, psihologiei, filosofiei, marketingului jurnalismului și a altor domenii conexe. Așadar definițiile date comunicării politice fac referire atât la cadrul de desfășurare, cât și la caracterul intenționat al comunicării. Potrivit unor specialiști, comunicarea politică se concentrează pe suma comunicărilor și interacțiunilor care au loc în cadrul procesului politic, focusându-se nu doar asupra comportamentului alegătorilor. Analiza actorilor și agențiilor implicate în producerea conținutului precum și a impactului publicului reprezintă în egală măsură o dimensiune importantă. Cu ale cuvinte comunicarea politică are ca obiectiv încurajarea participării, îndeplinind rolul de activator. Prin identificarea ținutelor prioritare, elaborarea conținutului, a mesajului și a unui program mediatic, comunicarea politică are ca scop mobilizarea electoratului.

Potrivit specialiștilor din marketingul politic, comunicarea administrativă sau instituțională se distinge de comunicarea electorală. În timp ce campania administrativă vizează o interacțiune subtilă cu cetățeanul, campania electorală este posibilă pe o perioadă de timp limitată, într-un cadru concurențial, cu ocazia alegerilor (euro)parlamentare, locale sau prezidențiale. Conform unor definiții ale conceptului de

² Claudiu Coman, „Comportamentul de vot, între rațional și simbolic”, *Revista de cercetare și intervenție socială*, vol. 21, 2008, pp. 46-56.

campanie electorală, actorii care iau parte la procesul comunicării electorale pun în practică o politică de vizibilitate în vederea producerii mesajului electoral.

Pentru a analiza strategiile utilizate în timpul campaniilor electorale cu scopul de a mobiliza electoratul, trebuie să pornim de la înțelegerea conceptului de marketing. Asociația Americană de Marketing a postulat ideea că „procesul de planificare și executare a concepției, prețului, promovării și distribuției de idei, bunuri și servicii, pentru a crea schimburi care satisfac obiective individuale și organizaționale³”. În opinia unor autori precum Kavanagh, marketingul politic reprezintă un set de strategii și instrumente necesare studiului opiniei publice înainte și în timpul campaniei electorale⁴. Pe de altă parte, Newman consideră că marketingul politic reprezintă „o aplicare a principiilor și procedurilor de marketing la campaniile electorale, de către diferiți indivizi și organizații⁵”. Însă marketingul politic nu se reduce la simpla sferă a campaniilor electorale, fiind un concept care acoperă o arie mult mai extinsă, inclusiv cea a comunicării. Așadar identificăm două viziuni asupra conceptului de marketing politic: pe de o parte identificarea acestuia cu perioada campaniilor, iar pe de altă parte viziunea care îl subsumează comunicării. În literatura de specialitate a fost observată o extindere de la focusul asupra perioadei de campanie electorală la o abordare strategică permanentă a comportamentului politic⁶.

Jennifer Lees-Marshment a identificat o serie de schimbări în comportamentul alegătorilor printre care scăderea numărului de membri și a interesului pentru politica tradițională. Însă concomitent cu creșterea volatilității electorale, implicarea în alte tipuri de activități și grupuri de presiune a crescut exponențial. În ultima perioadă, partidele politice se confruntă cu o schimbare în piața politică, votanții fiind tot mai critici la adresa elitelor și a instituțiilor. Per ansamblu, legătura dintre electorat și partidele politice s-a erodat, iar noilor provocări elitele politice trebuie să le răspundă prin abordări multiple. De altfel, Philip și Neil Kotler susțin că succesul unei campanii electorale constă în înțelegerea alegătorilor referitor la nevoile și aspirațiile lor.

Modele de marketing

Pe baza practicilor din Statele Unite, Newman propune un model de marketing politic care însumează o serie de strategii și instrumente necesare creării unui produs politic în conformitate cu cerințele opiniei publice. Acest model ia în calcul două elemente majore: campania de marketing (pe de o parte segmentarea pieței votanților pentru a

³ Ioannis Kolovos, Phil Harris, *Political Marketing and Political Communication: the relationship revisited*, p. 4, disponibil online <http://otago.ourarchive.ac.nz/bitstream/handle/10523/1463/pm-pc.pdf>, consultat la 15 octombrie 2020.

⁴ Kavanagh D., „New campaign communications: consequences for political parties”, vol. 1, no. 3, *Harvard International Journal of Press and Politics*, 1996, pp. 60- 76; Kavanagh D., *Election campaigning: the new marketing of politics*, Oxford: Blackwell Publishers, 1995.

⁵ Jennifer Lees-Marshment, *Political Marketing. Principles and Applications*, London and New York: Routledge, 2009, p. 29; Jennifer Lees-Marshment, *The political marketing game*, London, Palgrave Macmillan, 2011.

⁶ Aron O'Cass, Ranjit Voola, „Explications of political market orientation and political brand orientation using the resource-based view of the political party”, *Journal of Marketing Management*, 27:5-6, 2011, pp. 627-645.

identifica nevoile acestora, a alcătui profilul și a identifica principalele segmente de electorat, iar pe de altă parte poziționarea candidatului ceea ce implică identificarea atuurilor și vulnerabilităților candidatului, crearea imaginii acestuia și evaluarea competiției) și forțe din mediul extern care presupun atât tehnologia (Internet, televiziune), cât și grupurile de influență.

Pe de altă parte, modelul propus de Ormrod susține că „orientarea de piață există atunci când toți membrii unui partid sunt sensibili la atitudinile, nevoile și dorințele părților interesate din interior și exterior și le sintetizează într-un cadru de constrângeri impuse de toate părțile pentru a dezvolta politici și programe cu ajutorul cărora să atingă obiectivele partidului”⁷. Așadar modelul lui Ormrod⁸ vizează identificarea unui lanț comportamental în patru etape: generarea informației (informații oficiale și neoficiale privind părțile implicate), diseminarea informației, participarea membrilor (inclusiv tuturor membrilor în crearea unei strategii viabile a partidului), comunicarea externă. Potrivit lui Ormrod, cele patru etape sunt dublate de patru orientări: orientarea către alegători (schimburile sociale între actorii individuali, utilizarea instrumentelor tradiționale de marketing), orientarea internă (acceptarea valorii opiniilor membrilor, indiferent de poziția lor în cadrul partidului), orientarea către competitori (conștientizarea atitudinilor și comportamentului celorlalte partide, admiterea unei potențiale colaborări cu alte formațiuni în vederea atingerii unor obiective pe termen lung), orientarea externă (vizarea altor grupuri din societate, exterioare partidului). În funcție de orientarea comportamentală a partidului, Jennifer Lees-Marshment propune modelul bazat pe partidul orientat către produs, partidul orientat către vânzare și partidul orientat către piață.

Partidul orientat către produs reprezintă partidul clasic care își susține propriile idei și politici, cu toate că există riscul ca numărul de alegători să fie limitat. Antagonic cu partidul orientat către produs, partidul orientat către vânzare are ca principal obiectiv atragerea electoratului prin intermediul comunicării extensive. Complementar introduce ca etapă de marketing cercetarea pieței, însă „nu își schimbă comportamentul pentru a se potrivi cu ce vrea publicul, ci caută să convingă publicul să-și dorească ceea ce partidul are de oferit. În același timp, nu răspunde apariției “consumatorului” politic, ci caută să schimbe cererile alegătorilor, mai degrabă decât să le urmeze”.

Pe de altă parte, partidul orientat către piață își propune să înțeleagă prioritățile alegătorilor și să le ofere un set de politici realiste care corespund nevoilor lor. Partidul orientat către piață are ca punct central cercetarea pieței pe care o situează pe primul loc. Colectarea datelor presupune metode diversificate și adaptate precum sondaje, focus-grupuri, consultări publice sau discuții interne la toate nivelurile. În această ordine de idei, cercetarea pieței se focusează nu doar asupra identificării cerințelor și așteptărilor, dar și asupra nivelurilor de participare și a comportamentului electoral. Așadar în procesul de creare a produsului, au loc transformări de comportament și imagine principalul obiectiv

⁷ Jennifer Lees-Marshment, „Political Marketing...op. cit.”, pp. 50-51.

⁸ Ormrod Robert, „A Conceptual Model of Political Market Orientation”, *Journal of Nonprofit and Public Sector Marketing*, 2007, pp. 1-14; Ormrod Robert, Zaefarian Ghasem, Henneberg Stephan, Vries Philippe, „Strategy, market orientation and performance: The political context”, *Journal of Public Affairs*, 2013, pp. 1-15.

fiind abilitatea de a răspunde cerințelor pe termen lung ale grupurilor țintă. Una dintre strategiile propuse de acest model constă în crearea unui produs care să coreleze cerințele pieței cu cele ale nucleului dur de electorat, evitând astfel critica unei eventuale îndepărtări de la „origini”. În egală măsură analiza competitorilor presupune identificarea unor soluții care să diferențieze partidul de oponentii săi pentru a maximiza câștigul electoral. Cu alte cuvinte, identificarea grupurilor cheie din cadrul electoratului de a căror susținere este nevoie în vederea câștigării alegerilor reprezintă o etapă esențială. Căutând să convingă electoratul că produsul propus este real, fezabil, actorii politici apelează la comunicare. De altfel comunicarea permite interacțiunea cu publicul, desfășurându-se atât la nivel național cu ansamblul electoratului, cât și pe toate palierele partidului, motiv pentru care implică o componentă persuasivă.

Însă cu toate că modelul lui Lees-Marshment se înscrie într-o paradigmă explicativă și interpretativă, a suscitat numeroase dezbateri în lumea academică fiind supus unor critici. Față de acest model, principalele obiecții au constatat în faptul că niciun partid nu poate fi 100% orientat către piață.

Metodologia

În conformitate cu prevederile legislației electorale, „campania electorală începe cu 30 de zile înainte de data desfășurării alegerilor și se încheie în ziua de sâmbătă care precedă data alegerilor, la ora 7,00⁹”, iar „candidații, partidele politice, alianțele politice, alianțele electorale sau organizații ale cetățenilor aparținând minorităților naționale care participă la alegeri, precum și cetățenii au dreptul să-și exprime opiniile în mod liber și fără nicio discriminare, prin mitinguri, adunări, utilizarea televiziunii, radioului, presei și a celorlalte mijloace de informare în masă¹⁰”. Așadar, campaniile electorale se adresează unor colectivități eterogene utilizând diferite viziuni strategice cu scopul atragerii electoratului. Din considerente de timp limitat, 30 de zile, candidatul/partidul se servește de un calendar de activități riguros structurat, în concordanță cu preferințele electoratului, pe care le pune în practică.

Din totalul de 369 372 botoșăneni înscriși pe liste permanente și suplimentare, la scrutinul din 27 septembrie 2020 s-au prezentat 165 112 votanți, reprezentând 44.65% din totalul alegătorilor. Conform statisticelor publicate de Biroul Electoral Central (BEC), la nivelul județului Botoșani, 109 223 alegători fac parte din mediul rural, în timp ce doar 55889 de cetățeni din mediul urban și-au exercitat dreptul la vot¹¹.

Principalele partide și alianțe politico-electorale care s-au prezentat la alegerile locale din septembrie 2020 și totodată care au obținut rezultate semnificative sunt Partidul Social

⁹ Art. 64 din Legea nr. 115/2015 pentru alegerea autorităților administrației publice locale, pentru modificarea Legii administrației publice locale nr. 215/2001, precum și pentru modificarea și completarea Legii nr. 393/2004 privind Statutul aleșilor locali.

¹⁰ Art. 65, alin (1).

¹¹ Datele au fost obținute accesând [Prezenta vot \(roaep.ro\)](http://roaep.ro), consultat la 20 octombrie 2020.

Democrat¹² (PSD), Partidul Național Liberal¹³ (PNL), Partidul Alianța Liberalilor și Democraților¹⁴ (ALDE) și Partidul Pro România¹⁵. Astfel PSD a fost votat de 40.13% dintre alegătorii care s-au prezentat la urne și a obținut 15 mandate de consilier județean din totalul celor 32, precum și funcția de președinte al Consiliului Județean care a fost adjudecată de candidatul Doina Federovici întrunind 42.88% din voturile electoratului. Partidul Național Liberal a obținut un scor de 36.53%, ceea ce reprezintă 12 mandate de consilier județean, în timp ce ALDE a obținut 7.2% - trei mandate de consilier județean, iar Pro România 6.01% - două mandate de consilier județean. De asemenea Partidul Social Democrat a adjudecat Primăria Botoșani, diferența dintre candidatul PSD și candidatul PNL fiind de 16 voturi, precum și alte 43 de mandate de primar. Partidul Național Liberal a obținut 28 de mandate de primar din totalul de 78, partidul Pro România a câștigat în două unități administrativ teritoriale, în timp ce ALDE și alianța USR-PLUS au obținut câte un mandat de primar.

În cadrul acestui articol s-a evidențiat necesitatea și totodată importanța cercetărilor de marketing pentru domeniul politic, așadar s-a abordat atât cercetarea calitativă, cât și cercetarea cantitativă. Metoda de cercetare folosită este metoda interviului, procedura fiind interviuarea semi-structurată. Populația cercetată a fost alcătuită din lideri de partide/candidați la diferite funcții politice (consilier județean, primar), iar eșantionul a fost ales ținând cont de disponibilitatea și acceptul personalităților din viața politică de a participa la cercetarea calitativă.

Pe de altă parte, cercetarea cantitativă valorifică rezultatele cercetării calitative și are scopul de a stabili intensitatea și măsura în care electoratul participă și răspunde la activitățile de comunicare inițiate de principalii competitori politici, Partidul Social Democrat și Partidul Național Liberal.

¹² Primul partid social-democrat apărut pe scena politică după revoluția din 1989 a fost Partidul Social Democrat Român care la data de 17 ianuarie 1990 s-a constituit. În aceeași perioadă, la 6 februarie 1990, în registrul partidelor politice s-a înscris Frontul Salvării Naționale care deși a câștigat alegerile din 20 mai 1990, s-a scindat în mai multe formațiuni politice, printre care FDSN. Însă la un an de la constituire, FDSN și-a schimbat din nou denumirea, devenind astfel PDSR. În intervalul anilor 1996-2000, atât PDSR, cât și PSDR s-au aflat în opoziție, perioadă în care au elaborat o strategie pentru a reveni la putere. În urma acestei colaborări, blocul de stânga a câștigat alegerile legislative din 2000, iar la data de 16 iunie 2000 a avut loc fuziunea dintre PSDR și PDSR, prin constituirea Partidului Social Democrat.

¹³ Partidul Național Liberal, una dintre cele mai vechi formațiuni politice din țară, a fost înființat la data de 24 mai 1875. Grupul de liberali Ion C. Brătianu, Mihail Kogălniceanu, A.G. Golescu, Gh. Vernescu și Tache Anastasiu au pus bazele partidului care a marcat istoria României moderne. Atât în perioada 1914-1919, cât și în perioada interbelică, Partidul Național Liberal s-a aflat constant la guvernare, de altfel liberalismul fiind fundamentul ideologic pe care s-a construit România modernă. Instaurarea sistemului totalitar a reprezentat dizolvarea partidelor politice, iar PNL și-a încetat activitatea în noiembrie 1947. Însă foștii lideri ai studenților și tineretului PNL au promovat în continuare valorile liberale, iar în 1989 Partidul Național Liberal a fost reconstruit. Cu toate că anii 90 au fost marcați de sciziuni și fragmentări, Partidul Național Liberal a reușit să se impună ca pol de centru-dreapta pe scena politică românească.

¹⁴ Partidul Alianța Liberalilor și Democraților a fost înființat prin fuziunea dintre Partidul Liberal Reformator cu Partidul Conservator. Revendicând o orientare politică de centru-dreapta, cu doctrină liberală, ALDE este o formațiune politică tânără care datează din 19 iunie 2015.

¹⁵ Partidul Pro România a fost înregistrat pe 20 februarie 2018 de către Victor Ponta, Daniel Constantin și Sorin Cîmpeanu.

Etapele unei campanii electorale

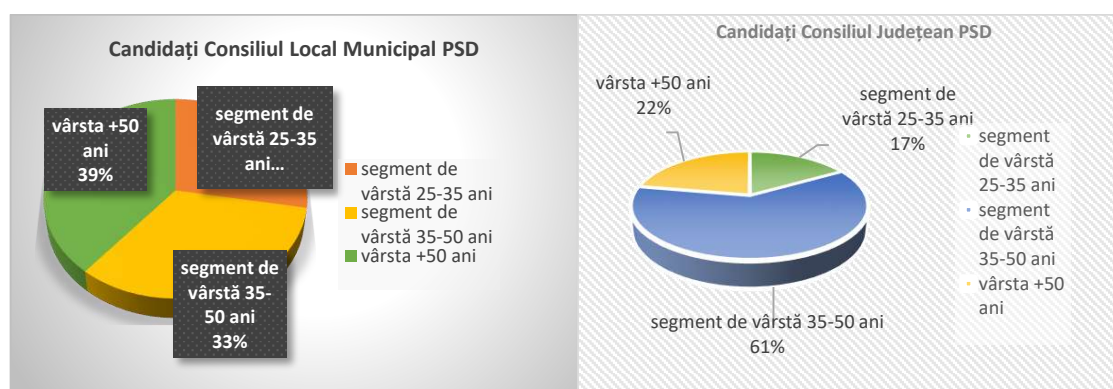
Pentru ca o campanie electorală să se coreleze cu realitatea cotidiană a electoratului, existența unei strategii este imperativă. Într-o primă etapă, candidatul/partidul trebuie să fixeze obiectivele campaniei electorale, urmând în faza a doua crearea mesajului și a discursului. Pe baza studiilor de piață, o tipologie a electoratului este creată, iar în funcție de aceste date sunt identificate nevoile electoratului. Literatura de specialitate susține că în procesul de construire a imaginii omului politic, elemente precum cutume vestimentare sau limbajul non-verbal sunt primordiale. Astfel cu ocazia întâlnirilor cu alegătorii, stilul vestimentar al unui candidat poate în egală măsură să faciliteze transmiterea mesajului sau să capete o conotație negativă.

Așadar în cadrul acestui demers, luăm în calcul o serie de elemente: echipa de campanie, sloganul, mesajul principal al campaniei, programul electoral, punctele cheie ale circumscripției, simpatizanții din circumscripție, zonele favorabile și zonele nefavorabile, canale de comunicare.

Conform studiilor empirice, *echipa de campanie* reprezintă forța motrice a oricărui demers electoral, fie la nivel național, fie la nivel local¹⁶. Șeful de campanie îndeplinește un rol esențial, supraveghează întreaga activitate, organizează dezbaterile, conferințele, activitățile de teren care implică door-to-door, corturi, întâlniri cu electorii, totodată gestionând relația cu mass-media. Însă în vederea obținerii succesului electoral, fiecare membru are responsabilități bine definite, în conformitate cu departamentul din care face parte.

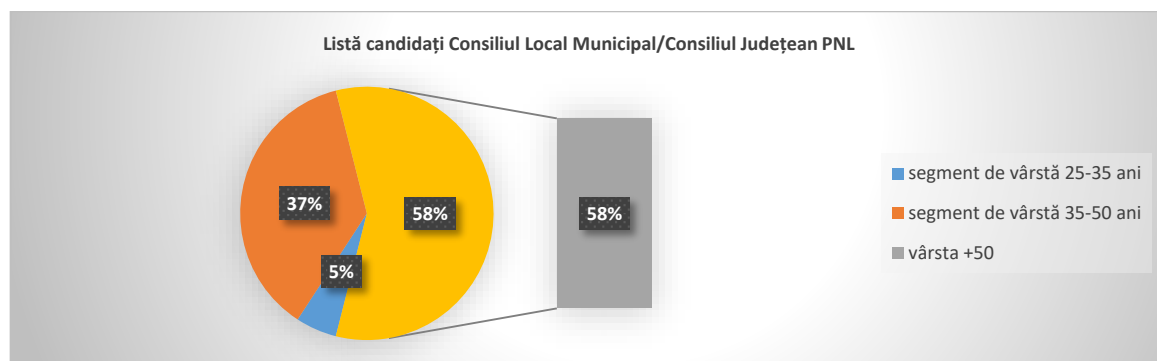
În acord cu această logică au acționat atât Partidul Social Democrat, cât și Partidul Național Liberal ai căror reprezentanți, de la nivelul județului Botoșani, au susținut că în etapa de precampanie, dar și în perioada campaniei electorale gradul de implicare al tuturor membrilor a fost ridicat.

În urma unei analize a segmentului de vârstă a primilor 20 de candidați de pe listele pentru Consiliul Local Municipal și Consiliul Județean, am putut constata că Partidul Social Democrat a optat pentru o reprezentativitate ridicată a tinerilor.



¹⁶ Silvia Rotaru, „Campania electorală în teritoriu: aspecte empirice ale marketingului politic”, *Polis*, no. 8, 2015, pp.117-127.

Pe de altă parte, Partidul Național Liberal a optat pentru liste formate din candidați preponderent cu vârste de peste 45-50 de ani.



În egală măsură, *simpatizanții din circumscripție* au constituit un factor important în transmiterea mesajului politic al candidatului printre ceilalți membri ai familiei, prieteni, vecini sau colegi de serviciu. De altfel, conform studiilor electorale, simpatizanții se transformă în vectori de influență în ziua votului, reușind să mobilizeze un număr considerabil de cetățeni.

Atât sloganul, scurt și sugestiv, cât și *afișul principal al campaniei* sunt în general construite pe baza unor cercetări sociologice. Cercetătorii au concluzionat că un slogan de impact rămâne o perioadă îndelungată în memoria cetățenilor, după cum a fost cazul sloganului utilizat de candidatul Traian Băsescu pentru alegerile prezidențiale din 2009 - „Să trăiți bine”. Utilizarea simbolurilor, lingvistice sau nelingvistice, reprezintă o tehnică eficientă în discursul politic, destinate să promoveze idei, programe sau acțiuni. Așadar observăm că sloganul utilizat de către Partidul Social Democrat („Siguranța unui trai mai bun”) întrunește preocupările de actualitate ale electoratului, dominanta discursivă făcând referire la orientarea spre viitor. Pe de altă parte, sloganul Partidului Național Liberal („Responsabilitate și asumare”) este conceput astfel încât să convingă publicul receptor de acuratețea programului electoral. Sloganurile electorale sunt acompaniate de simboluri grafice care mizează pe puterea de sugestie a semnelor iconice a partidelor. Astfel atât simbolul PSD (trei trandafiri roșii), cât și simbolul PNL (săgeata galbenă) se regăsesc în afișele electorale ale celor doi actori politici, lizibilitatea sloganurilor electorale obținându-se prin contrastul din culoarea literelor și fond: grafeme albe și galbene pe fond albastru (PNL) și grafeme albe/roșii pe fond roșu/albastru (PSD).

Cu privire la compoziția internă a afișului, în literatura de specialitate¹⁷ distingem modelul secvențial, de modelul focalizat. Conform modelului secvențial, parcursul privirii este organizat sub forma literei Z- grafemele ar trebui să ocupe laturile de sus și jos al literei Z, iar în partea centrală să se regăsească bustul candidatului. Partidul al cărui afiș

¹⁷ Camelia Cmeciu, „Strategia persuasivă a grafologiei în discursul politic”, *Revista Română de Semio-Logică*, no. 2, 2006, pp. 67-78; Sylvie Thiéblemont-Dollet, „Martine JOLY, *L'image et son interprétation*”, *Questions de communication*, vol.3, 2003, mis en ligne le 09 août 2013, consultat la 15 noiembrie 2020; Arnheim Rudolf, *Forța centrului vizual*, București, Meridiane, 1995.

se conformează acestei reguli compoziționale este Partidul Social Democrat: sloganul se află în partea de sus (dreapta), coborând, pe diagonală, regăsim bustul candidatului, pentru ca în partea de jos să identificăm sigla partidului, împreună cu numele candidatului și cu denumirea funcției la care aspiră. Spre deosebire de modelul secvențial, modelul focalizat presupune convergența liniilor de forță spre un centru de greutate. Într-o oarecare măsură, Partidul Național Liberal adoptă această modalitate de punere în pagină: cei doi centri, fața candidatului și grafemele, sunt poziționați pe aceeași linie.

Programul electoral de regulă conține un set de obiective realiste pe care candidatul își propune să le îndeplinească în eventualitatea obținerii unui mandat. Constituite sub forma unei broșuri, obiectivele candidatului sunt popularizate printre electori fie în cadrul adunărilor și a întâlnirilor publice, fie prin mijloace de tip mailing sau door-to-door. În accepțiunea lui Norberto Bobbio, stânga este asociată cu drepturile sociale, în timp ce dreapta militează pentru drepturile individuale¹⁸. Astfel de-a lungul ultimelor secole, dualitatea stânga-dreapta a dominat scena politică care își păstrează încă validitatea, în ciuda faptului că peisajul politic modern este impregnat de diferite mișcări care au o doctrină mai mult sau mai puțin clar definită. Cu scopul de a reconfigura societatea, deopotrivă stânga și dreapta au generat proiecte de filozofie politică cu caracter adesea utopic. În plan normativ, ideologia de stânga grupează preocupări legate de tema justiției sociale, promovarea ideii de egalitate, iar ideologia de dreapta pledează pentru statul minimal, în care dreptul la proprietate și la libertăți de orice natură primează.

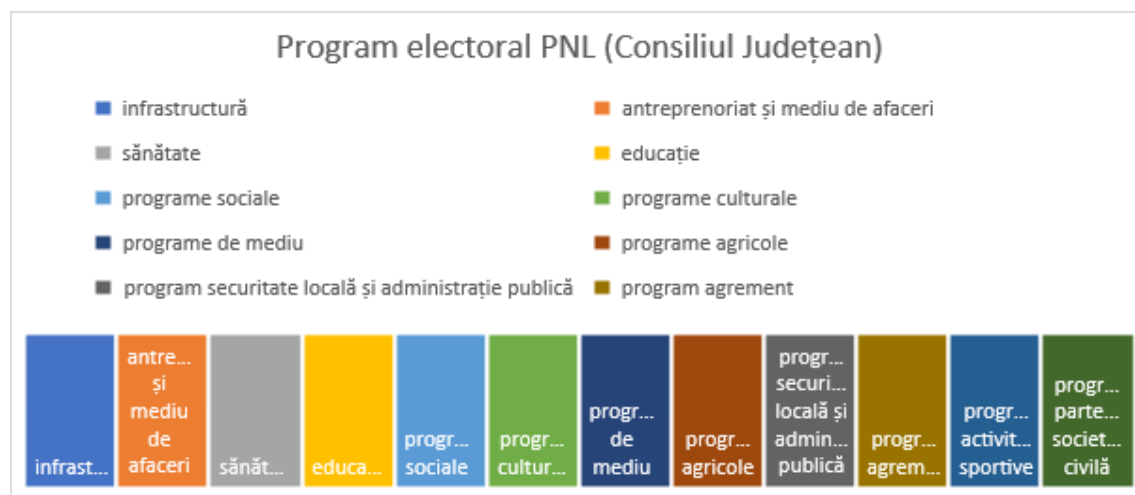
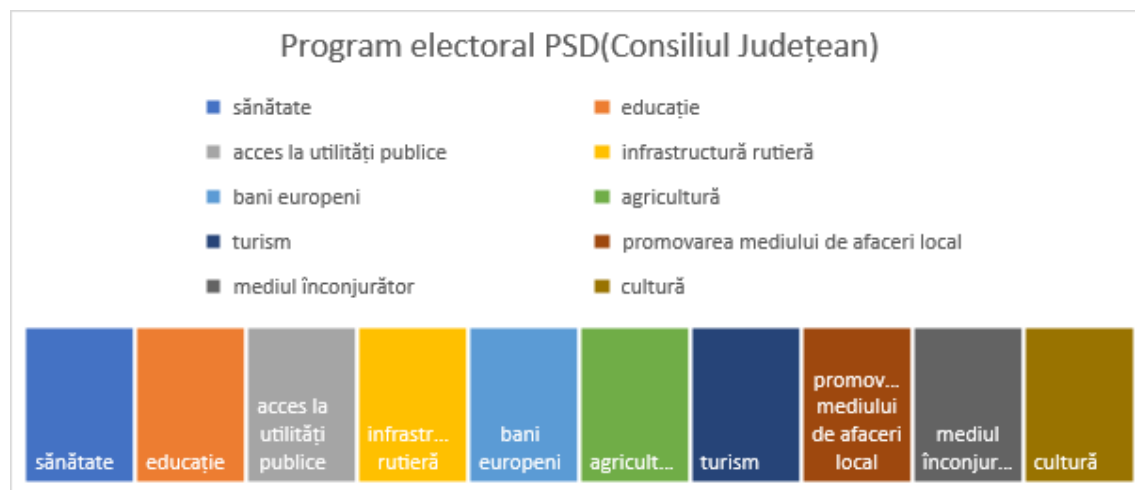
Conform literaturii de specialitate, discursurile ideologice cu un grad ridicat de intenționalitate, cel mai adesea sunt reperate în comunicate, manifeste sau sloganuri politice. Urmând această logică, programele politice reprezintă, de asemenea, structuri ideologice care îndeplinesc pe de o parte funcția de conturare a ideologiei unui partid, iar pe de altă parte de legitimare în fața electoratului.

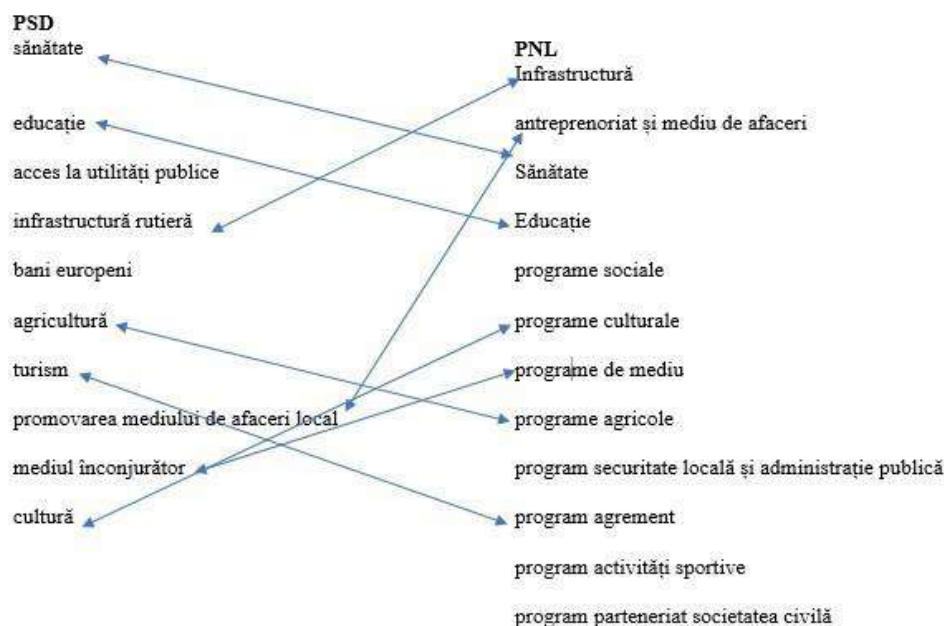
Alegerile locale din septembrie 2020 au marcat consolidarea unei tendințe deja consacrate pe scena politică românească: confruntarea dintre candidați susținuți de două mari partide, PNL și PSD, care au programe electorale substanțiale. În sens general, programele electorale¹⁹ ale candidaților la alegeri sunt construite în acord cu ideologia partidului pe care îl reprezintă. Însă comparativ cu celelalte tipuri de alegeri, alegerile locale prezintă o serie de particularități printre care faptul că interacțiunea directă, în mod cotidian a candidatului cu electoratul îndeplinește un rol important în elaborarea strategiei de campanie. Astfel identificăm că atât programul electoral al Partidului Social Democrat, cât și al Partidului Național Liberal, de la nivelul județului Botoșani, reprezintă expresia respectării canonului clasic de comunicare politică. În timp ce programul electoral al candidatului PSD la președinția Consiliului Județean a fost redactat succint, în zece puncte esențiale privind domeniul sănătății, al educației, al accesului la educație, fonduri europene sau infrastructură, programul electoral al PNL-ului a fost amplu elaborat prezentându-se sub forma unei broșuri, denumită „100 de soluții pentru Botoșani”.

¹⁸ Norberto Bobbio, *Dreapta și stânga (Right and left)*, București, Humanitas, 1999; Norberto Bobbio, *Liberalism și democrație (Liberalism and democracy)*, București, Nemira, 1998.

¹⁹ Radu Carp, „„Constituționalizarea” programului politic al Președintelui și personalizarea partidelor politice”, *Polis*, vol. 3, no. 3(9), 2015, pp. 167-180.

Cu toate că din punct de vedere ideologic, proiectul lor de societate este antagonic, din perspectiva analizei conținutului platformelor de program ale candidaților la președinția Consiliului Județean Botoșani, identificăm similitudini.





În urma analizei punctuale a celor două programe electorale, observăm că teme recurente precum sănătatea, educația, infrastructura, agricultura, antreprenoriatul sau preocuparea pentru mediul înconjurător reprezintă epicentrul strategiei de mobilizare a electoratului deopotrivă pentru Partidul Social Democrat, cât și pentru Partidul Național Liberal. Abordând comparativ platformele program a Partidului Social Democrat și a Partidului Național Liberal, cele mai influente partide de stânga și de dreapta din spațiul politic românesc, am urmărit să identificăm dacă există o corelație între orientarea doctrinară și strategia electorală. Cu scopul de a articula preocupările difuze de la nivel individual într-o configurație conceptuală coerentă, programul electoral din septembrie 2020 nu a fost construit strict în acord cu ideologia nici a PSD, nici a PNL, dar mai degrabă cu nevoile punctuale ale electoratului.

De asemenea, mesajul principal al campaniei reprezintă un element cheie al demersului electoral. Construit ca un slogan mai amplu, în acord atât cu ideologia partidului, cât și cu nevoile identificate prin intermediul cercetărilor cantitative și calitative asupra electoratului, acesta este transmis de candidat sau echipa de campanie, prin toate mijloacele, cu frecvență regulată.

Astfel echipa de campanie a Partidului Social Democrat a promovat o viziune intervenționistă, în propagarea mesajului electoral utilizând sintagme precum „condiții de trai la sat ca la oraș”, „protejarea sănătății familiilor și copiilor”, „dezvoltare și promovarea județului”, „atragera de investiții”. Lexemul „responsabilitate” apare de asemenea în discursul electoral, alături de „continuare”, „îmbunătățire/creșterea calității”. Mesajul principal al campaniei transmis de către Partidul Social Democrat este valorizat propriei identități ideologice, așadar în discursul social-democrat am putut identifica aspecte lexico-semantice care fac referire la măsuri privind diferite categorii sociale.

Pe de altă parte, Partidul Național Liberal, în transmiterea mesajului electoral s-a folosit de sintagme care contrastează cu caracterul reglementator al ideologiei socialiste, sintagme precum „Facem ce trebuie!”, „oportunitatea de a schimba în bine fața județului”, „responsabilitate”. De altfel lexemul „responsabilitate” și-a dovedit statutul hegemonic în discursul liberal, intrând în limbajul curent. În egală măsură am putut constata că Partidul Național Liberal, într-o logică maniheică simplificatoare, a utilizat constant calificative depreciative la adresa principalului adversar, Partidul Social Democrat.

Punctele cheie ale circumscripției reprezintă zonele aglomerate precum piețele publice, centrele comerciale, intersecțiile intens circulate, parcurile care constituie locuri propice pentru distribuirea materialelor, a strângerii semnăturilor ori a întâlnirilor publice. În acest sens, atât echipa de campanie a Partidului Social Democrat, cât și echipa Partidului Național Liberal și-a asigurat vizibilitatea printr-un calendar de implementare în toate localitățile din județ. De altfel, etapa premergătoare campaniei electorale a constat în identificarea *zonelor favorabile și a celor nefavorabile*. În literatura de specialitate, acestea reprezintă punctele care sunt grupate după arondarea electorală la diferite centre de votare. În funcție de specificul fiecărei zone, alegătorii pot fi catalogați ca fiind susținători sau nu.

În acest sens, în vederea atragerii electoratului din zonele nefavorabile, Partidul Social Democrat a elaborat o strategie mai amplă: utilizarea sondajelor de opinie în vederea identificării candidaților cu șanse reale de câștig, întocmirea listelor pentru consiliul local/județean având în prim plan candidați tineri, reprezentativi pentru fiecare localitate, utilizarea echipei de tineret în răspândirea mesajului electoral și distribuirea de materiale. În schimb, Partidul Național Liberal a privilegiat sondajele de opinie care au constituit un instrument solid în decizia de nominalizare a candidaților.

Canalele de comunicare clasice care sunt reprezentate de door-to-door, distribuirea materialelor promoționale, întâlniri cu cetățenii în locuri publice (piețe, parcuri), evenimente, dezbateri și emisiuni televizate. Așadar materialele promoționale precum pliante, broșuri, cărți de vizită obiecte personalizate (pixuri, brichete, șepci etc) sunt recurente în perioada campaniei electorale. Acestea sunt distribuite atât în punctele principale ale circumscripției, în zilele și intervalele orare aglomerate, cât și din ușă în ușă. De altfel conform studiilor electorale, activitatea de campanie door-to-door este privilegiată de candidat și echipa sa datorită eficienței, însă este considerată și cea mai dificilă. Acest tip de activitate presupune discuții față în față cu alegătorul pentru a-l convinge să îi acorde votul, iar candidatul este întotdeauna însoțit de o parte dintre membrii echipei de campanie care iau act de problemele expuse de cetățeni.

Dinamica activităților cotidiene din perioada campaniei electorale, atât a Partidului Social Democrat, cât și a Partidului Național Liberal a constat în acțiuni precum campanie *door-to-door*, distribuirea de materiale, apariții TV ale principalilor vectori de opinie.

Un alt mijloc clasic de comunicare este reprezentat de organizarea întâlnirilor publice cu cetățenii. Astfel candidatul își expune programul electoral, iar alegătorii au oportunitatea de a-i semna punctual problemele comunității locale. Cu scopul de a-l aduce mai aproape de electorat, întâlnirile se desfășoară în zone aglomerate ale circumscripției, cum ar fi piețe publice, pietonale sau parcuri. Subsidiar, în cadrul acestor întâlniri publice, presa poate fi invitată să participe și să difuzeze sinteza evenimentului. Comparativ cu organizarea conferințelor de presă, dezbaterile în aer liber oferă posibilitatea unui auditoriu mai larg, costuri financiare reduse, dar și atenția deosebită pe

care trebuie să o acorde candidatul cu referire la modul în care gestionează situațiile neprevăzute.

Cu toate acestea, mijloacele de comunicare au evoluat, în decursul timpului, spre zona online. Avantajele utilizării tehnologiei au fost sesizate de specialiștii în comunicare politică, dovedindu-se un instrument eficace de interacțiune între candidat și cetățeni. În egală măsură Internetul servește drept rampă de publicitate și spațiu de exprimare a opiniilor într-un mod vizibil. Urmând această logică, rețelele de socializare reprezintă o alternativă la activitățile clasice de promovare și popularizare a candidatului. În literatura de specialitate, fenomenul este cunoscut sub denumirea de Politică 2.0²⁰.

Noile media au generat posibilitatea unui tip de comunicare „atractiv” cu electoratul, având un conținut politico-ideologic mai puțin proeminent²¹. De altfel „comunicarea politică este rezultatul unor logici sociale și comunicaționale diverse, care se intersectează în contextul interacțiunii dintre clasa politică, media, cetățean, grupuri de influență, experți, lideri de opinie, publicuri, structuri normativ-juridice etc. (...) în funcție de modul în care se desfășoară, comunicarea politică instituie diverse forme ale spațiului public în societate și permite dezvoltarea unui anumit tip de cultură politică²²”.

În acest sens, competitorii electorali au făcut uz de principala rețea de socializare Facebook care pe fondul accesibilității s-a transformat într-un instrument important de comunicare politică. În urma muncii lui Marika Steenkamp și Nathalie Hyde-Clarke patru prezumții teoretice s-au confirmat: „-în rolul său ca unealtă care facilitează participarea, rețeaua socială Facebook acționează ca un canal de comunicare politică cu mecanisme diferite față de media tradiționale; - Rețeaua Facebook oferă noi mijloace de recepționare a publicului, caracterizat printr-o *targetare* a publicului-țintă foarte bună; - Pagina de Facebook a unui partid politic facilitează interacțiunea și participarea politică, făcând posibil un model de comunicare în două sensuri; - Facebook facilitează o participare crescută, din punct de vedere politic, a opiniei publice²³”.

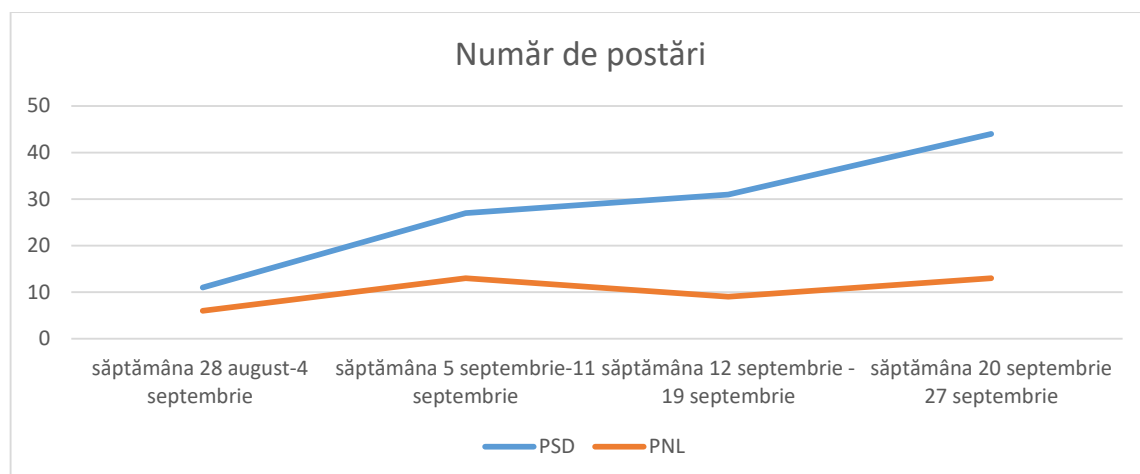
Analiza modului în care circulă mesajul politic dinspre actorii politici spre publicul online presupune folosirea unei metode de cercetare de tip cantitativ, și anume colectarea și analizarea datelor statistice. Astfel am analizat comparativ atât activitatea actorilor politici, cât și reacțiile fanilor paginilor Facebook PSD Botoșani și PNL Botoșani, iar în realizarea acestei comparații am corelat o serie de variabile: numărul de postări zilnice a fiecărui actor politic, tipurile de postări, tipurile de eveniment, reacțiile și angajamentul publicului online.

²⁰ Antonio Momoc, „Social media in Romania: left wing or right wing? The case of the 2009 presidential campaign: Blogs and Facebook”, *Journal of Media Research*, 2(13), 2012, 77-95.

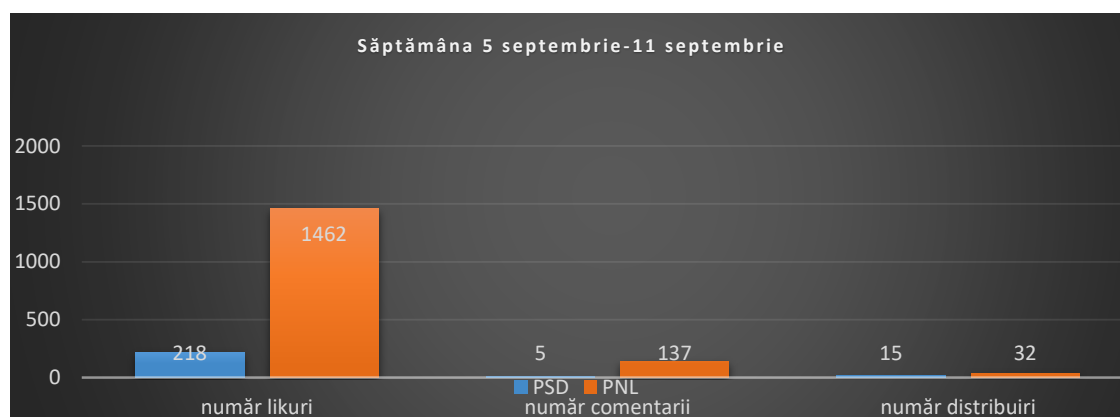
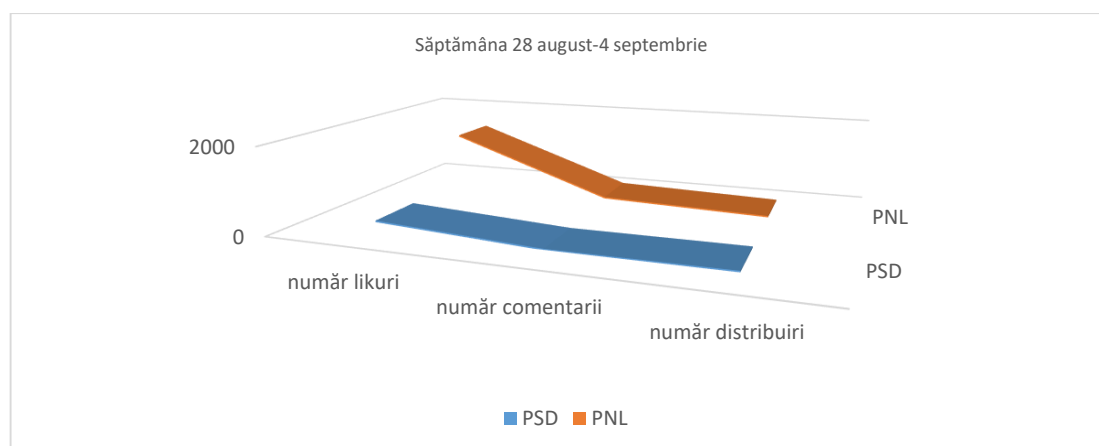
²¹ Florenta Toader, *Profesionalizarea discursului politic în era social media*, București, Comunicare.Ro, 2017.

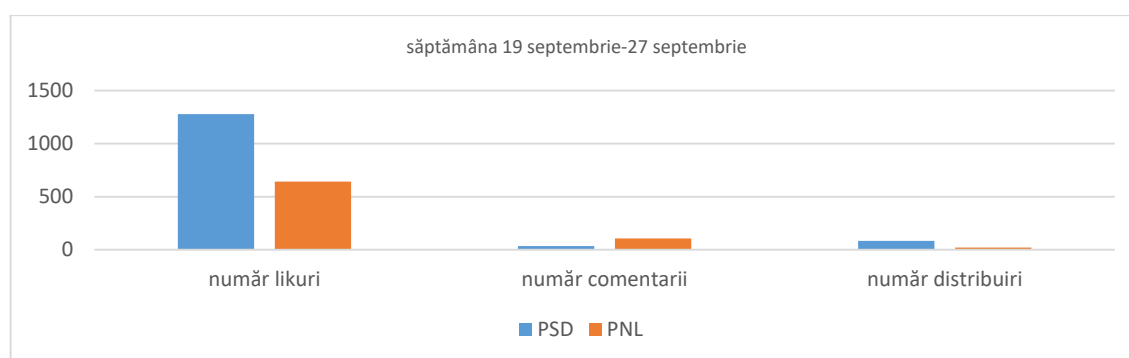
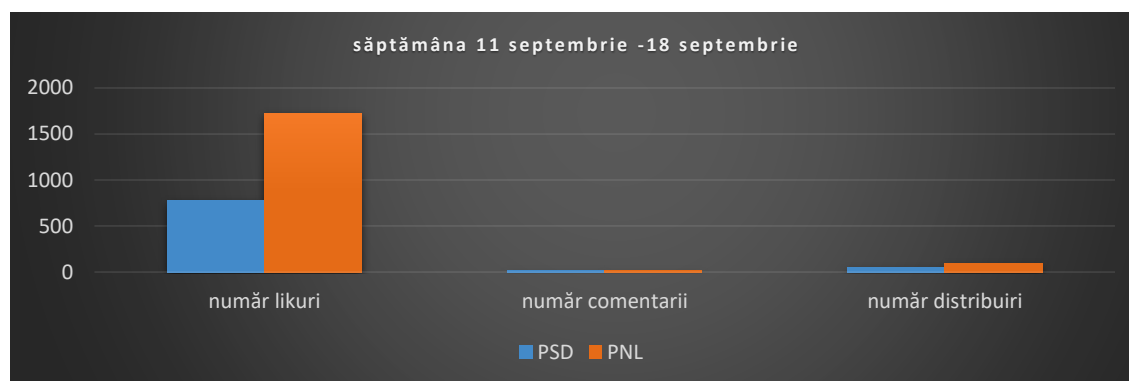
²² Camelia Beciu, *Sociologia comunicării și a spațiului public*, Iași, Polirom, 2011, pp. 228-229.

²³ Marika Steenkamp, Nathalie Hyde-Clark, „The use of Facebook for political commentary in South Africa”, *Telematics and Informatics*, 2012.



Constatăm astfel că în perioada campaniei electorale a alegerilor din septembrie 2020 (28 august-27 septembrie 2020), pagina de Facebook PSD Botoșani a înregistrat o ascensiune progresivă, săptămânal numărul postărilor cunoscând o creștere substanțială. Pe de altă parte, activitatea online a Partidului Național Liberal a fost relativ liniară pe tot parcursul campaniei electorale.





Raportându-ne la reacțiile publicului online, observăm că această modalitate sporește gradul de interacțiune și creează premisele unei dezbateri mai ample, cu toate că numărul mic de comentarii în raport cu numărul postărilor nu indică o dinamică constantă a discuțiilor online. Așadar în cazul Partidului Social Democrat, la fel ca și activitatea zilnică care crește progresiv, angajamentul utilizatorilor online crește exponențial. De asemenea, Partidul Național Liberal menține aceeași tendință liniară, fără a marca o ascensiune fulminantă. Prin intermediul instrumentelor online, mesajul politic este analizat și distribuit în cadrul unor grupuri sociale, scopul final al comunicării politice online fiind creșterea numărului de fani ceea ce se traduce prin conversia acestora în potențiali alegători. Corelând datele reprezentărilor grafice, putem constata că *like*-urile reprezintă cea mai utilizată metodă de interacțiune, specifică ambilor actori politici.

Concluzii

Trecerea de la comunism la democrație a determinat transformări a strategiilor de campanie electorală, în mare parte pe fondul nivelului de dezvoltare tehnologic, dar și a atitudinii de consum politic a cetățenilor. Etapa de profesionalizare a comunicării politice a coincis cu permutarea unor elemente de marketing comercial în marketing electoral. În contextul emergenței generației 2.0, alegătorul loial și disciplinat a fost înlocuit de alegătorul care are predispoziția spre a-și schimba opțiunea de vot în concordanță cu persuasiunea actorilor politici.

Așadar, strategiile campaniilor electorale intră într-o nouă dinamică, complementar acțiunilor clasice precum alegerea unui slogan reprezentativ, distribuirea

afișelor electorale, transmiterea mesajelor electorale în cadrul întâlnirilor directe cu cetățenii, dezvoltarea social media a devenit un element esențial în construirea strategiei electorale. Rețele de socializare precum Facebook s-au transformat în agenți de comunicare a mesajului politic prin diverse mijloace de interacțiune precum *like*, *comment* și *share*.

În urma analizei postărilor pe paginile de Facebook a principalilor actori politici, Partidul Social Democrat și Partidul Național Liberal, am putut constata că acestea sunt folosite preponderent ca sursă de diseminare a mesajului politic, într-o măsură mult mai mică reprezentând un spațiu de dezbatere a postărilor actorilor politici. Prin creșterea proximității și accesibilității vieții publice și politice s-a creat o corelație între procesul de mobilizare în rețelele de socializare și noile strategii de campanie electorală.

Pe de altă parte, din perspectiva exercițiului democratic, o campanie electorală exclusiv online nu garantează respectarea acestuia deoarece mesajul nu ajunge la toți cetățenii, așadar competitorii politici nu își pot prezenta oferta politică.

Bibliografie

- Beciu, Camelia, 2011, *Sociologia comunicării și a spațiului public*, Iași, Polirom.
- Bobbio, Norberto, 1999, *Dreapta și stânga (Right and left)*, București, Humanitas.
- Bobbio, Norberto, 1998, *Liberalism și democrație (Liberalism and democracy)*, București, Nemira.
- Carp, Radu, 2015, „Constituționalizarea” programului politic al Președintelui și personalizarea partidelor politice”, *Polis*, vol. 3, no. 3(9).
- Coman, Claudiu, 2008, „Comportamentul de vot, între rațional și simbolic”, *Revista de cercetare și intervenție socială*, vol. 21.
- Cmeciu, Camelia, 2006, „Strategia persuasivă a grafologiei în discursul politic”, *Revista Română de Semio-Logică*, no. 2.
- Kavanagh, D., 1996, „New campaign communications: consequences for political parties”, *Harvard International Journal of Press and Politics* vol. 1, no. 3.
- Kavanagh D., 1995, *Election campaigning: the new marketing of politics*, Oxford, Blackwell Publishers.
- Kolovos, Ioannis, Harris, Phil, *Political Marketing and Political Communication: the relationship revisited*, p. 4, disponibil online <http://otago.ourarchive.ac.nz/bitstream/handle/10523/1463/pm-pc.pdf>.
- Lees-Marshment, Jennifer, 2009, *Political Marketing. Principles and Applications*, London and New York, Routledge.
- Lees-Marshment, Jennifer, 2011, *The political marketing game*, London, Palgrave Macmillan.
- Momoc, Antonio, 2012, „Social media in Romania: left wing or right wing? The case of the 2009 presidential campaign: Blogs and Facebook”, *Journal of Media Research*, 2(13).
- O'Cass, Aron, Ranjit Voola, 2011, „Explications of political market orientation and political brand orientation using the resource-based view of the political party”, *Journal of Marketing Management*, 27:5-6.
- Ormrod, Robert. (2007). „A Conceptual Model of Political Market Orientation”, *Journal of Nonprofit and Public Sector Marketing*.

- Ormrod, Robert, Ghasem, Zaefarian, Henneberg, Stephan, Vries, Philippe, 2013, „Strategy, market orientation and performance: The political context”, *Journal of Public Affairs*.
- Rotaru, Silvia, 2015, „Campania electorală în teritoriu: aspecte empirice ale marketingului politic”, *Polis*, no. 8.
- Rudolf, Arnheim, 1995, *Forța centrului vizual*, București, Meridiane.
- Steenkamp, Marika, Hyde-Clark, Nathalie, 2012, “The use of Facebook for political commentary in South Africa”, *Telematics and Informatics*.
- Thiéblemont-Dollet, **Sylvie**, 2013, “Martine JOLY, *L'image et son interprétation*”, *Questions de communication*, vol.3.
- Toader, Florenta, 2017, *Profesionalizarea discursului politic în era social media*, București, Comunicare.Ro.

Socializarea politică a tinerilor – cauză a apatiei politice?

O analiză asupra participării la vot în cadrul alegerilor locale din septembrie 2020, România

Amalia Gabriela GRIGORE

Abstract

An important requirement for the functioning and consolidation of democracy is represented by citizens' participation and involvement in all aspects related to the functioning of the society. Being one of the essential tools through which citizens, as part of civil society, exercise control over power, the vote and how an important section of the Romanian population relates to it is an important issue from several points of view. This article questions the causal relationship between the political socialization of young people and their participation in the local elections in autumn 2020. In order to understand the causes for a certain degree of participation of young people, an analysis of the factors that influence the process of political socialization is required.

Keywords: right to vote, political socialization, young people, political culture, democracy.

Introducere

Cultura politică reprezintă un pilon nodal al menținerii, respectiv schimbării în ceea ce privește ordinea politică. Referitor la percepțiile indivizilor asupra guvernării, a procesului electoral sau a mediului social, se poate afirma faptul că acestea sunt influențate de totalitatea atitudinilor politice și de un tip de relații care au ca principală caracteristică stabilitatea și care formează cultura politică. În cartea sa, *Marketing Politique*, Denis Lindon sumarizează totalitatea atitudinilor politice fundamentale, numindu-le, generic, „temperament politic”¹. Conform autorului, temperamentul politic este construit cu ajutorul valorilor politice achiziționate în timpul procesului de socializare politică care se petrece pe tot parcursul vieții. Astfel se poate afirma faptul că principalul mecanism de formare a culturii politice poate fi considerat procesul de socializare politică.

Legitimitatea sistemului politic este corelată cu o majoritate relativă în ceea ce privește consensul dintre membrii unei societăți. Cu alte cuvinte, comportamentul indivizilor se conformează normelor și valorilor susținute de sistemele politice. Pentru a stabili și menține legitimitatea politică, este necesar să se desfășoare o serie de activități legate de procesul de socializare politică. Principalele mecanisme ale socializării politice sunt: învățarea valorilor și atitudinilor comune, asumarea rolurilor politice, învățarea simbolurilor politice, achiziționarea vocabularului politic sau asumarea datoriei civice. În consecința celor expuse anterior, putem afirma faptul că socializarea politică poate fi numită cheia participării politice. Este de precizat faptul că indivizii care parcurg o parte dintre mecanismele socializării politice, vor manifesta un interes mai ridicat în ceea ce privește participarea politică. În general, acești indivizi sunt cei care dețin niveluri mai ridicate de capital școlar și relațional.²

¹ Denis Lindon, *Marketing Politique*, Dalloz, Paris, 1986, pg.17.

² Georgeta Ghebrea, *Metamorfozele sociale ale puterii*, Renaissance, București, 2007, pg. 155.

Una dintre cele mai importante fațete ale socializării este socializarea politică. Socializarea politică este definită ca un proces de asimilare, în timp, de către un individ sau de către un grup de indivizi a diferitelor idei, teorii, doctrine, ideologii, valori sau norme politice. Principalul scop al socializării politice este de a crea comportamente politice.³ Putem afirma faptul că nivelul de asimilare a acestor comportamente politice depinde de gradul în care individul interiorizează diferitele norme, respectiv idei politice. Un element important al socializării politice este punerea în practică a valorilor învățate în vederea transformării fiecărui individ în cetățean activ. Dacă parcurge procesul de socializare politică, individul va avea capacitatea de a-și formula propriile opțiuni politice și de a evalua faptele din spațiul politic.

Conformismul reprezintă unul dintre rezultatele reușitei socializării politice. Conformismul apare atunci când indivizii interiorizează regulile habitusului legitim. La polul opus, eșecul procesului de socializare este reprezentat de ceea ce este numit devianță. Cauzele deviației pot fi diferite în funcție de societatea aleasă spre a fi analizată, una dintre cele mai des întâlnite fiind criza structurilor sociale. De precizat este faptul că există un raport invers proporțional în ceea ce privește actele deviante și gradul de încredere în instituțiile statului: dacă una dintre variabile crește, cealaltă scade. Instituțiilor de control social au rolul de a reduce devianța, contribuind la restabilirea ordinii în societate. Mass-media este una dintre instituțiile care s-a bucurat de o creștere semnificativă în ceea ce privește rolul acesteia în ameliorarea procentului de acte deviante într-o societate.

Familia, școala și rețelele de socializare – agenți ai socializării politice a tinerilor

David Easton este unul dintre autorii care elaborează teoria clasică asupra socializării politice. Conform autorului, socializarea politică este procesul prin care indivizii intră în contact și învață roluri sociale și politice.⁴ Altfel spus, putem afirma că socializarea politică reprezintă un proces prin care indivizii se familiarizează cu ceea ce numim politic și sunt instruiți cu privire la subiect. Pe parcursul întregului proces, individul își conturează anumite percepții și/ sau reacții față de politic. Cu privire la socializarea politică, în literatura de specialitate există două abordări distincte. Pe de o parte, există ideea conform căreia socializarea politică reprezintă un proces de transmitere intergenerațională. În acest caz, agentul principal este familia. Pe de altă parte, socializarea politică este considerată a fi o formă de transmitere a valorilor și reacțiilor față de politică dinspre clasa dominantă spre cea dominată. Mass-media joacă un rol important în cadrul acestei transmiteri descendente, ea asigurând contextul pentru diseminarea mesajelor în masă și facilitând transferul acestora de la o clasă la alta.

Instituția care beneficiază de cel mai ridicat grad de asociere cu procesul de socializare este familia. Inițierea socializării se produce în copilărie, principalul agent fiind familia. Printre cele mai importante funcții ale familiei se numără creșterea și educarea copilului. Din această cauză, în cadrul unei societăți, familia are un rol esențial în procesul de socializare. Valorile, normele și comportamentele sunt învățate, încă din primii ani de

³ Ioan Jude, „Socializarea politică”, în *Paradigmele și mecanismele puterii*, Editura Științifică și Pedagogică, București, 2003, pg. 463.

⁴ David Easton, Jack Dennis, „Children in the Political System: Origins of Political Legitimacy”, în *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 388, New York: McGraw-Hill, 1969, pg. 178-179.

viață, în cadrul familiei. Acestea sunt, de cele mai multe ori, în conformitate cu societatea din care provine familia. Socializarea infantilă este puternic influențată de membrii familiei din care provine copilul. Tot în familie, copilul intră în contact cu ceea ce numim comportamente civice. Acesta poate participa alături de membrii familiei la diferite acțiuni civice: de caritate, parade, etc. De asemenea, copiii pot învăța, prin intermediul familiei, importanța votului.

În ceea ce privește comportamentul unui copil, acesta poate suferi modificări în funcție de interacțiunile pe care acesta le are cu alți indivizi (care nu fac parte din familie) sau în momentul în care copilul ia contact cu medii diverse. Pe lângă familie, un alt rol important în ceea ce privește procesul de socializare politică îl joacă școala ca instituție. Unul dintre cele mai importante roluri ale școlii în cadrul procesului de socializare este asigurarea integrării sociale prin intermediul alfabetizării, dar și a transmiterii unei limbi comune. De precizat este faptul că, în cazul socializării politice, școala transmite componenta simbolică a societății, asigurând perpetuarea valorilor patriotice și întreținând o cultură comună. Tot prin intermediul școlii este păstrată memoria colectivă, care reprezintă un liant important al oricărei societăți. Școala contribuie la socializarea politică a tinerilor și prin intermediul programelor școlare. Una dintre materiile cu rol important în socializarea politică este educația civică. Această disciplină contribuie la modelarea personalității și a comportamentului elevului în spiritul valorilor și principiilor care guvernează demersul societății din care acesta face parte. Studiarea educației civice în școli facilitează înțelegerea, dar și însușirea practicilor care fundamentează comunitatea. Pe lângă educația civică, istoria, limba română sau religia sunt disciplinele care contribuie la socializarea politică a tinerilor.

În societatea contemporană, s-au efectuat studii diverse cu privire la rolul pe care mass-media și noile mijloace de comunicare îl au în socializarea tinerilor. Se observă faptul că modul în care aceștia utilizează mass-media a suferit modificări de-a lungul timpului. Comparativ cu perioada anilor 90, când adolescenții intrau în contact cu mass-media doar patru ore/ zi, un studiu din anul 2015 relevă faptul că aceștia dedică aproximativ 9 ore zilnic utilizării noilor mijloace de comunicare.⁵ Deci, având în vedere acest studiu, adolescenții petrec mai mult timp consumând conținutul livrat de mass-media decât la școală. Astfel că, putem considera mass-media ca fiind un agent al socializării. În ceea ce privește socializarea politică a tinerilor, luând în considerare timpul pe care aceștia îl petrec pe internet, la care se adaugă și timpul petrec în fața calculatorului în perioada școlii on-line, putem afirma faptul că digitalizarea a facilitat creșterea gradului de influență pe care mijloacele de comunicare în masă îl au asupra tinerilor. În prezent, atunci când se aduce în discuție socializarea politică a tinerilor, pe lângă agenții socializării care au fost menționați, trebuie să se accentueze și rolul pe care îl au noile mijloace socializare. În cazul tinerilor, de cele mai multe ori, principalele surse de informare sunt reprezentate de comunitatea din care aceștia fac parte. De-a lungul timpului, acestor surse de informare li s-au adăugat rețelele de socializare. Prin intermediul acestor platforme, tinerii au acces la informații diverse. Pentru a evidenția modul în care noile mijloace de comunicare influențează procesul de socializare politică a tinerilor, trebuie să fie realizată o legătură de tip cauză-efect în ceea ce privește informația care este transmisă și procesul de socializare politică.

⁵ V. Rideout, „The Common Sense Census: Media Use by Tweens and Teens”, Common Sense Media, San Francisco, 2015.

Tinerii – parte a societății civile

Menținerea unei societăți civile este considerată a fi o condiție importantă a democrației. În vederea susținerii afirmației anterioare, menționăm faptul că societatea civilă ar trebui să influențeze deciziile care au o miză a cărei bază interesul public și care au ca scop ameliorarea abuzurilor dintr-o societate în vederea eradicării lor. În perioada contemporană, societatea civilă a devenit o parte importantă a societăților democratice, chiar și a celor postcomuniste. Democrația presupune existența și funcționarea unei societăți civile active care să își aducă contribuția în ceea ce privește presiunea asupra diferitelor instanțe politice și administrative.

Participarea poate fi înțeleasă prin două dimensiuni: implicarea și integrarea. Pe de o parte, implicarea poate fi caracterizată ca fiind subiectivă, bazată pe aspirații, convingeri și atitudini. La polul opus, integrarea în sistemul de relații sociale este un proces obiectiv prin dinamica interacțiunii. Despre participare putem afirma faptul că reprezintă o valoare dacă reprezintă cauza satisfacerii nevoii de implicare. Participarea asigură nevoia de apartenență la comunitate, fiind un liant social important. Participarea politică se poate materializa în diverse comportamente. Printre aceste comportamente se numără și exprimarea votului. Considerat a fi unul din principiile care stau la baza democrației, votul universal este cel care oferă tuturor cetățenilor posibilitatea de a-și exercita dreptul de vot. Cu alte cuvinte, cetățenii pot alege, respective pot fi aleși. Una dintre cele mai importante distincții dintr-o societate democratică este cea dintre putere (cei care sunt aleși) și societatea civilă (cei care aleg). Pe această distincție se bazează democrația reprezentativă. De precizat este faptul că separarea dintre cele două nu este una completă, ci, mai degrabă, una funcțională. Afirmăm acest lucru deoarece între putere și societate civilă există o influență reciprocă. Unul dintre cele mai importante instrumente prin intermediul căruia societatea civilă își exercită controlul asupra puterii într-o societate democratică este votul. Din acest motiv, considerăm necesar să analizăm cauzele pentru care o categorie importantă a populației din România, alege să nu își exercite acest drept.

Prin tineri înțelegem segmentul populației cu vârstă cuprinsă între 18 și 35 de ani (conform Legii tinerilor nr. 350/2006). Pentru a realiza o analiză asupra socializării politice a tinerilor, vom utiliza ca exemplu alegerile locale din România, anul 2020. În cadrul acestor alegeri, prezența tinerilor (18-35 ani) a fost de 38,6%. În comparație cu alegerile prezidențiale din anul 2019, moment în care 41,8% dintre tinerii aflați pe listele permanente de la Autoritatea Electorală Permanentă (AEP) au votat sau cu alegerile parlamentare la care tinerii au participat în procent de 43.2%. Se poate observa că procentul este în scădere. Având în vedere cele expuse anterior, putem afirma că un procent de aproximativ 60% dintre tineri lipsesc constant de la momentele care determină direcția anilor care urmează.⁶

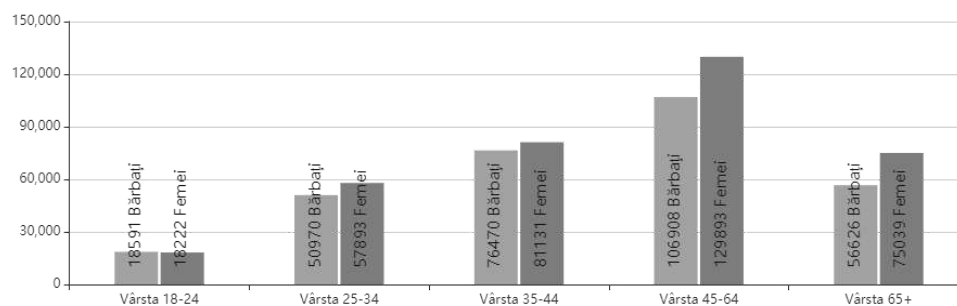
Pentru înțelegerea cauzelor care au determinat o scădere a numărului de tineri care au votat în toamna anului 2020, trebuie să luăm în considerare o serie de aspecte. În primul rând, vom menționa faptul că acest procent poate fi influențat de contextual pandemic în care s-au desfășurat alegerile. În comparație cu alegerile prezidențiale sau europarlamentare, în cazul alegerilor locale, indivizii pot vota doar în localitatea de

⁶ „Am fost peste 1,8 milioane!”, Consiliul Tineretului din România, 28 septembrie 202, la adresa de internet: <https://ctr.ro/am-fost-pest-18-milioane/>.

domiciliu/ reședință. În cazul categoriei de vârstă pe care o supunem analizei, mobilitatea este crescută. În consecință, cei care nu erau în localitatea de domiciliu/ reședință în ziua alegerilor nu au putut vota. Există cazuri în care cei care locuiesc în altă localitate decât cea în care au domiciliul, nu au viză de flotant. Lipsa acesteia, alături de îngreunarea posibilității de deplasare între localități în contextul pandemiei de Coronavirus, pot sta la baza scăderii participării la vot. Având în vedere cele expuse considerăm că metodele de vot utilizate în spațiul românesc nu sunt adaptate contextului pandemic cu care ne confruntăm, acestea necesitând o revizuire în vederea facilitării întregului proces. De asemenea, o parte dintre tinerii care locuiesc în altă localitatea decât cea de domiciliu, pot simți că nu fac parte din comunitatea în care au reședința, astfel că nu vor dori să participe la alegerea unui reprezentant al acelei comunități. Pe de altă parte, o altă cauză poate fi considerată lipsa reprezentativității candidaților în raport cu segmentul propus spre a fi analizat. De cele mai multe ori, tinerii nu se simt reprezentați de candidați, iar acest lucru conduce către o formă de apatie. Astfel că, în lipsa unor opțiuni care să vizeze tinerii și nevoile pe care aceștia le au, participarea acestora la vot scade.

Deși motivele pentru care procentul de tineri care și-au exprimat dreptul la vot la alegerile locale a scăzut, cauzele pot fi analizate din multiple perspective: sociologic, instituțional sau politic. În ceea ce privește socializarea politică a tinerilor, pentru a observa gradul în care se realizează transmiterea intergenerațională a comportamentelor politice vom utiliza ca exemplu primul tur al alegerilor locale din septembrie 2020. Conform Autorității Electorale Permanente, în Municipiul București prezența la vot a fost de 36,93% (671.743 de votanți din 1.809.421 înscriși pe listele permanente). În ceea ce privește exercitarea dreptului la vot, în Municipiul București cea mai puțin reprezentată a fost categoria celor cu vârste cuprinse între 18 și 24 de ani. Pe de altă parte, la polul opus se află categoria de vârstă 45-64 de ani.

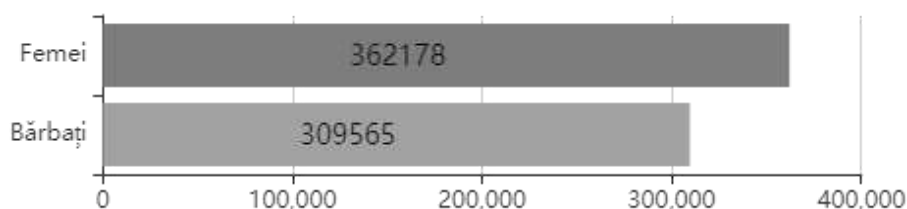
Una dintre cele mai mari probleme ale societății contemporane este reprezentată de pasivitatea social-politică. Acest tip de comportament se propagă și în rândul tinerilor care ar trebui să reprezinte un factor important de schimbare în societate. Lipsa de implicare a acestora în aspectele social-politice poate genera consecințe negative pe termen lung. Conform datelor existente, se poate observa că în cadrul alegerilor locale din 2020 participarea tinerilor la vot este mai scăzută decât în cazul celorlalte categorii de vârstă.



Sursă: ROAEP ⁷

⁷ Conform ROAEP, la adresa de Internet: <https://prezenta.roaep.ro/locale27092020/romania-stats>.

De asemenea, se observă faptul că numărul femeilor care au votat în primul tur al alegerilor locale în Municipiul București este mai mare decât cel al bărbaților.



Sursă: ROAEP ⁸

Pe de altă parte, este necesar să precizăm faptul că există diferențe semnificative între numărul de cetățeni cu vârsta de peste 45 de ani, respectiv cei cu vârsta sub 45 de ani.

Nou-născuți	Număr
1967	527.764
1968	526.091
1969	465.764

Nou-născuți	Număr
1993	263.649
1994	250.379
1995	246.646

Este de precizat faptul că numărul mare de nou-născuți din prima categorie menționată are ca principal cauză Decretul nr. 770/1966 prin intermediul căruia avorturile au fost interzise.

⁸ Ibidem.

Concluzii. Recomandări

În ceea ce privește creșterea participării la vot a tinerilor, identificăm trei modele care pot fi considerate exemple de bună practică. În primul rând, putem considera exemplul Estoniei. În Estonia, alegătorii au posibilitatea de a-și exprima votul electronic, prin intermediul internetului. Astfel că, în perioada de votare anticipativă, cetățenii cu drept de vot își pot exprima opțiunea cu ajutorul unui site web pus la dispoziția lor de către Comisia Electorală Națională a Estoniei. Petru a vota, aceștia trebuie să își utilizeze cartela de identitate și un cod PIN1 (de 4 cifre). După autentificare, se verifică cu ajutorul sistemului eligibilitatea alegătorului de a vota (pe baza vârstei și a cetățeniei). În cazul în care această selecție se produce cu succes, platforma va afișa lista de candidați din circumscripția celui care votează. Pentru a-și exprima opțiunea, alegătorul va alege un PIN2 (de 5 cifre). Dacă tot procesul decurge conform regulilor expuse, votul va fi înregistrat. Digitalizarea votului s-a dovedit a fi eficientă și în țări precum Franța sau Elveția. Având în vedere faptul că majoritatea tinerilor sunt activi în mediul on-line, introducerea votului electronic poate genera o mai mare participare a tinerilor. De asemenea, o altă problemă care stă la baza participării scăzute a tinerilor, este imposibilitatea deplasării în localitatea sau orașul în care au domiciliu, ar putea fi soluționată prin digitalizarea votului. În contextul actual, găsim stringentă nevoia introducerii votului electronic având în vedere pandemia de Coronavirus, mulți tineri aflându-se, la momentul în care s-au desfășurat alegerile, în carantină.

În al doilea rând, considerăm a fi importantă creșterea numărului de ore dedicate educației civice și introducerea acestora în programele școlare din ciclul liceal, indiferent de specializare. Pe lângă modificările cantitative, găsim necesară și îmbunătățirea calității acestor ore prin organizarea unor cursuri de formare pentru profesorii de educație civică, susținute de specialiști în domeniu. Ameliorarea ratei de participare civică a tinerilor poate avea ca bază educarea acestora, iar prin intermediul școlii, viitorii cetățeni cu drepturi depline pot învăța importanța implicării în procesul decizional prin exprimarea votului și nu numai. În prezent, chiar dacă în mod formal tinerii beneficiază de ore de educație civică, fiind informați cu privire la diferite aspecte, aceștia nu sunt educați în spirit civic. Problema participării reduse a tinerilor vizează aspecte diverse, dar, poate cel mai important, implică o nevoie tot mai mare de educație formală și non-formală prin implicarea tinerilor în diverse proiecte în cadrul instituțiilor de învățământ din care aceștia fac parte. Schimbarea contextului politic, adică trecerea de la regimului comunist la democrație, dar și a celui social a determinat modificări importante în spațiul românesc și în ceea ce privește normele și valorile indivizilor. Este de precizat faptul că perioada postcomunistă a adus cu sine un proces de resocializare. Acest proces a avut o influență importantă atât asupra adulților, cât și a copiilor, iar consecințele acestuia sunt observate și în rândul tinerilor. Achiziționarea unui vocabular politic nou, învățarea unor norme distincte care stau la baza funcționării societății și reformarea sistemului educațional prin introducerea sau reintroducerea unor discipline, au fost elemente ale resocializării politice. Acest proces de tranziție la o nouă cultură politică este numit de sociologi aculturație. Aculturația este considerată a fi un proces de adaptare socială care ține cont de nevoile individului. În conformitate cu scrierile sociologului J. Stoetzel, între condițiile sociale în care sunt plasați indivizii și problemele de comportament sau performanțele pe care le au există o relație de cauzalitate. În cadrul procesului de aculturație educația nu reprezintă ceva impus. Astfel că,

indivizii au posibilitatea să aleagă dacă participă la un proces de educare.⁹ Conform celor expuse anterior și având în vedere faptul că educația se poate face și în afara școlii, prin participarea la diferite cursuri, tinerii pot beneficia de educație civică prin intermediul altor instituții cu excepția școlii.

În ultimul rând, menționăm introducerea obligativității votului. În spațiul european, țările în care votul este obligatoriu sunt Belgia, Cipru, Grecia, Italia, Luxemburg și Portugalia. Spre deosebire de Belgia, unde mai multe absențe nemotivate duc la ștergerea alegătorului de pe listele electorale, în Cipru, Grecia și Luxemburg absența la vot este pedepsită prin amendă. În Italia și Portugalia nu există o pedeapsă pentru lipsa participării la vot, în ciuda faptului că aceasta este obligatorie. Introducerea prin lege a ideii conform căreia votul este o obligație poate conduce la creșterea participării tinerilor. De asemenea, implicarea tinerilor în procesul electoral este necesară în vederea creșterii procentului participării acestora.

Bibliografie

- Lindon, D., 1986, *Marketing Politique*, Dalloz, Paris.
- Ghebrea, G., 2007, *Metamorfozele sociale ale puterii*, Renaissance, București.
- Jude, I., 2003, „Socializarea politică”, în *Paradigmele și mecanismele puterii*, Editura Științifică și Pedagogică, București.
- Stoetzel, J., 1978, *La psychologie sociale*, Flammarion, Paris.
- Rideout, V., 2015, „The Common Sense Census: Media Use by Tweens and Teens”, Common Sense Media, San Francisco.
- Easton, D., Dennis, J., 1969, „Children in the Political System: Origins of Political Legitimacy”, în *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 388, New York: McGraw-Hill.

- „Am fost peste 1,8 milioane!”, Consiliul Tineretului din România, 28 septembrie 202, la adresa de internet: <https://ctr.ro/am-fost-pest-18-milioane/>.
- Conform ROAEP, la adresa de Internet: <https://prezenta.roaep.ro/locale27092020/romania-stats>.

⁹ Jean STOETZEL, *La psychologie sociale*, Flammarion, Paris, 1978, pg. 67-70.

Vote protestataire, cycles électoraux et « élections de second ordre » : la droite populiste et l'écologie politique à l'épreuve des scrutins européens, régionaux et municipaux en France (2000-2020)

Alexis CHAPELAN

Abstract

In one of the first systematic study of direct elections to the European Parliament, Karlheinz Reif and Hermann Schmitt forged a conceptual framework for understanding the peculiar political dynamics of the European electoral contests. Reif and Schmitt identified two categories of elections: First-Order Elections (defined as contests which settle the question of who governs the country) and Second-Order Elections (who fill in "lesser" offices in terms of effective governmental powers). Based on this dichotomy, the European elections clearly fall into the latter category, and have been the jutting prow of the scientific literature on second-order elections patterns. Reif and Schmitt shed light on was the upswell of protest parties that benefit from a weakening of tactical voting. The disproportionate weight of far-right (and also, to a lesser extent, of far-left) parties in European elections was thusly embedded into a more comprehensive theory of electoral cycles, which sees governing parties being "punished" by voters in second-order contests (particularly in mid-term period), as the electorate seizes the opportunity to express disaffection with the incumbent administration. However, the heavy emphasis on European elections have somehow sidelined what ought to be an essential component of a comprehensive theory of second-order elections: regional, local and municipal elections. Like European elections, sub-national contests fall in the SEO category, because they do not make or break governments. Our paper will attempt to map out the patterns of electoral behavior in relation to anti-systemic parties by comparing and contrasting different types of electoral contests after 2000 in France. We will test the commonly held assumption (hypothesis H1) that, in both municipal and European elections, the electorate will exhibit an analogous tendency to penalize large governing parties and disproportionately favor candidates and parties viewed as anti-systemic. Our counter-hypothesis (H0) argues that, on the contrary, European and municipal elections set in motions largely different mobilization and voting mechanisms, which in turn would invalidate (or at least considerably complexify) the traditional dichotomy between FOE and SOE. We will survey the electoral performances of two parties that are generally considered to be political outsiders, the populist right-wing Front National (rebranded Rassemblement National since 2017) and the left-leaning Green party (Europe Ecologie les Verts), on a time span ranging from the early 2000s to the European elections of 2019 and the municipal elections of 2020. We will ultimately try to revisit Reif and Schmitt's intuition in the light of the current populist backlash and the of disintegration of the bipolarity of the political system of the Vth Republic, and shed new insights on the process of "re-ideologization" of French political life.

Keywords: *second-order election, anti-systemic party, representative democracy, right-wing populism, political ecology*

Introduction

A peine une année après les premières élections pour le Parlement Européen (tenues en juin 1979 dans les neufs Etats de la CEE), tombait déjà un premier constat d'échec en demi-teinte. Deux politistes de l'Université de Mannheim imaginent, à l'aune de ce premier scrutin à la participation décevante (autour de 60% à l'échelle européenne – en France, la participation se situera à 60,7 %, par rapport aux 84% des présidentielles de

1974 ou aux 83% des législatives de 1978¹) un nouveau modèle d'analyse conceptuelle des élections européennes basé sur la notion de cycle électoral. Karlheinz Reif et Hermann Schmitt proposèrent une dichotomie désormais classique entre élections de premier ordre, celles qui lancent le cycle électoral, et élections de second ordre (ou élections intermédiaires) qui rythment la vie politique entre deux échéances de premier ordre². Les élections de premier ordre sont définies comme ces compétitions électorales qui vont déterminer la composition de l'équipe gouvernementale *stricto sensu*. Depuis les années 1980, le modèle de Reif et Schmitt n'a pas été sensiblement amendé, malgré la croissance exponentielle de la littérature dédiée aux élections européennes et locales. Cela est d'autant plus remarquable que les mécanismes institutionnels des scrutins européens ne sont plus les mêmes qu'au débuts des années 1980, surtout après le Traité de Lisbonne qui avalise une « parlementarisation » des institutions supranationales. Ainsi, par l'intermédiaires du *Spitzenkandidaten* les élections étaient censées produire directement un nouveau Président de la Commission Européennes (considéré comme le visage politique de l'Europe)³. Similairement, l'homogénéisation des modes de scrutin avec une formule proportionnelle avait pour objectif de permettre une meilleure synchronisation des campagnes électorales au niveau européen et l'arrimage à une logique continentale davantage que nationale⁴. Mais les élections européennes continuent d'être celle de records, et pas tous de bon augure : ainsi, les élections européennes de Slovaquie en 2014 sont restées mémorables pour le minima atteint par la participation – 13%. L'abstention n'était pas le seul trait saillant des scrutins européens. Les scores des formations populistes et y sont très remarqués et commentés. Des partis peu représentés dans les assemblées législatives nationales font une entrée en force dans l'hémisphère européennes : le Front National n'a aucun député national en 2007, mais brigue 3 députés européen en 2009 ; les élections de 2012 font entrer à l'Assemblée 2 députés du FN, alors que deux ans plus tard le scrutin européen permet au FN d'envoyer pas moins de 24 eurodéputés à Strasbourg ; à partir de 2017, le Rassemblement National compte 8 députés au Palais Bourbon, contre 22 au Parlement Européen en 2019⁵. En Grande Bretagne, le parti eurosceptique UKIP obtient (avec environ 12% des voix) 1 siège aux élections législatives de 2015, perdu en 2017 et que son successeur, le Brexit Party, ne parvient pas à reconquérir en 2019 (2% des votes exprimés)⁶ ; aux élections européennes de 2014, il s'assure par contraste 24 sièges avec 27% des suffrages exprimés, et 29 sièges en 2019, avec un record de plus de 30% des suffrages (un score qu'aucun parti britannique n'a réalisé aux élections européennes depuis 1999)⁷. D'autres formations anti-système, classées à l'extrême droite ou à l'extrême gauche du spectre politique, semblent également capitaliser sur les scrutins européens. Le Parti Populaire

¹ Voir « Participation et abstention aux élections 1958-2020 », *France-Politique*, <https://www.france-politique.fr/participation-abstention.htm>, consulté le 12 octobre 2020.

² Karlheinz Reif et Hermann Schmitt, « Nine second-order national elections : a conceptual framework for the analysis of European election results », *European Journal of Political Research*, vol. 8, no. 1, 1980.

³ Sara Hobolt, « A vote for the President? The Role of *Spitzenkandidaten* in the 2014 European Parliament Elections », *Journal of European Public Policy*, vol. 21, issue 10, 2014.

⁴ Nicolas Sauger, « Élections de second ordre et responsabilité électorale dans un système de gouvernance à niveaux multiples », *Revue européenne des sciences sociales*, vol. 51, no. 3, 2015.

⁵ Voir <https://www.france-politique.fr/election-politique.htm>, consulté le 12 octobre 2020.

⁶ Voir « UK Election Statistics: 1918-2019 – A century of elections », *House of Commons Library*, <https://commonslibrary.parliament.uk/research-briefings/cbp-7529/>, consulté le 12 octobre 2020.

⁷ Voir <https://europarl.europa.eu/election-results-2019/fr/resultats-nationaux/royaume-uni/2019-2024/>, consulté le 12 octobre 2020.

Danois (DPP) arrive en tête des élections européennes en 2014 avec plus de 27% des voix au Danemark⁸ ; le parti allemand d'extrême droite AfD, créé en 2013, réalise sa percée électorale au scrutin européen de 2014 avec 7 sièges (7% des voix)⁹, l'extrême droite grecque de l'Aube Dorée y engrange ses meilleurs scores (9,4% en 2014, 4,9% en 2019¹⁰) ; en 2019, la Ligue du Nord de Matteo Salvini devance avec plus de 10 points ses concurrents et s'assure 28 sièges au Parlement Européen¹¹. Malgré certaines disparités nationales, le constat global est celui d'une progression du vote antisystème aux élections européennes, qui sont souvent des compétitions éprouvantes pour les partis de gouvernements¹².

L'accent mis par la littérature de spécialité sur les élections européennes ne doivent pas masquer le fait que la grille d'analyse de Reif et Schmitt s'applique aussi à une série d'autres scrutins, principalement les élections locales qui sont intégrées au modèle des élections de second ordre. Un peu en retrait par rapport à la foisonnante réflexion sur les élections européennes, d'autres auteurs arrivaient à des conclusions singulièrement similaires à celle de Reif et Schmitt. Jean-Luc Parodi va tenter de modéliser les comportements électoraux des électeurs lors des scrutins locaux en tenant compte de la notion de cycle électoral ; partiellement dérivé de l'observation des premières élections européennes, des élections dans les *Landers* allemands et des *midterms* américaines, son concept d'« élections intermédiaires » fait écho à celui de d'« élection de second ordre ». Les élections intermédiaires permettent ainsi aux électeurs de se prononcer sans risque – du moins sans risque majeur pour la gouvernabilité du pays – sur l'action gouvernementale, dans une logique plus idéologisée que tactique¹³. En Allemagne, Konrad Schacht dressait un constat similaire¹⁴. Par ailleurs, la participation en baisse aux élections locales, constatées dès les années 1990¹⁵, renforce le processus de minoration des élections locales, qui prennent ainsi place à côtés des européennes sur le banc des élections « de second ordre ».

Plusieurs contributions de qualité ont permis de tester empiriquement le modèle des élections de second ordre. La majorité placent la focale sur les scrutins européens¹⁶, même si les élections locales concentrent aussi une attention grandissante à la fois dans

⁸ Voir <https://www.europarl.europa.eu/election-results-2019/en/national-results/denmark/2014-2019/constitutive-session/>, consulté le 13 octobre 2020.

⁹ Voir <https://www.europarl.europa.eu/election-results-2019/en/national-results/germany/2014-2019/constitutive-session/>, consulté le 13 octobre 2020.

¹⁰ Voir <https://www.europarl.europa.eu/election-results-2019/en/national-results/greece/2019-2024/>, consulté le 13 octobre 2020.

¹¹ Voir <https://www.europarl.europa.eu/election-results-2019/en/national-results/italy/2019-2024/>, consulté le 13 octobre 2020.

¹² Voir par exemple Raul Magni-Berton, « Pourquoi les partis gouvernementaux perdent-ils les élections intermédiaires ? », *Revue Française de Sciences Politiques*, vol. 58, no. 4, 2008.

¹³ Jean-Luc Parodi « Dans la logique des élections intermédiaires », *Revue politique et parlementaire*, no. 903, avril 1983.

¹⁴ Konrad Schacht, *Wahlentscheidung Im Dienstleistungszentrum*, Westdeutscher Verlag, Opladen, 1986

¹⁵ Voir Vincent Hoffman-Martinot, « La participation aux élections municipales dans les villes françaises », *Revue Française de Sciences Politiques*, vol. 42, no. 1, février 1992.

¹⁶ Voir Raul Magni-Berton, *op. cit.* ; Nicolas Sauger, *op. cit.* ; Michael Marsh, « Testing the Second-Order Election Model after Four European Elections », *British Journal of Political Science*, vol. 28, issue 4, octobre 1998.

la littérature francophone¹⁷, anglophone¹⁸ ou germanophone¹⁹. Quelques travaux offrent une approche croisée fort intéressante entre plusieurs typologies d'élections dites « de second ordre », principalement les élections européennes et les élections municipales/locales : ainsi, André Freire analyse la structure des choix électoraux aux scrutins locaux et européens au Portugal, mettant notamment en exergue la volatilité électorale et l'impact sur la structure de partis²⁰. Plusieurs auteurs se livrent à un exercice similaire pour la Grande Bretagne²¹. Ces études ont le mérite d'affiner et étayer la cartographie des scrutins électoraux trop souvent verrouillée par la dichotomie entre élections de premier ordre et de second ordre. Les élections de second ordre apparaissent de moins en moins comme un monolithe. Ainsi, l'étude des données de plusieurs scrutins locaux et européens en Grande-Bretagne démontre que ce sont les élections européennes que cumulent les marqueurs traditionnels des élections de second ordre (campagne de faible intensité, abstention, scores importants pour les petits partis périphériques, vote de sanction), alors que les élections locales parviennent mieux à préserver leur autonomie par rapport aux élections nationales de premier ordre²². Au contraire, le Portugal illustre un paysage électoral moins strictement hiérarchisé : Freire met en exergue la convergence des élections de premier et second ordre, ce qui dilue *in fine* la valeur heuristique du modèle de Reif et Schmitt. Il y aurait donc non pas une dichotomie rigide, mais une hiérarchie plus ou moins marquée entre les types d'élections.

Dans la continuité de ces recherches qui nuancent et complexifient le modèle des élections de second ordre, nous tenterons de remettre en chantier le schéma traditionnel de Reif et Schmitt à partir de l'étude de cas français. De par sa nature semi-présidentielle, la Ve République constitue un cas d'école intéressant pour l'étude des différents types de scrutins, qui n'a pas été négligé par Reif et Schmitt dans leur étude. Mais néanmoins une analyse appliquée du vote protestataire lors des scrutins « de second ordre » après 2000 en France reste à faire. Le choix d'un unique terrain empirique de recherche national présente à la fois des désavantages et des avantages. Concernant un modèle théorique qui sous-tend une approche fortement nomothétique et universalisante, l'étude de cas unique présentera nécessairement une validité externe inférieure à une large analyse quantitative paneuropéenne (telle que l'était le travail de Reif et Schmitt). Néanmoins, une approche qualitative peut offrir des éclairages novateurs qui échappent à une grille de lecture purement quantitative utilisant un échantillon de type large-N sur plusieurs pays. Le vote – qu'il soit de récompense ou de sanction – est un comportement individuel conditionné par une série de déterminants culturels et institutionnels spécifiques à

¹⁷ Voir Jean-Luc Parodi, *op. cit.*, Martial Foucault et Florent Gougou, « Un vote sanction dans la logique des élections intermédiaires », *Revue Politique et Parlementaire*, no. 1075, août 2015 ; Véronique Jérôme-Speziari et Bruno Jérôme, « Les municipales de mars 2001 : vote récompense ou vote sanction ? », *Revue Française de Sciences Politiques*, vol. 51, no. 2, 2002.

¹⁸ Voir Sophie Marien, « How Second Order Are Local Elections? Voting Motives and Party Preferences in Belgian Municipal Elections », *Local Government Studies*, vol. 41, issue 6, 2015.

¹⁹ Konrad Schacht, *op. cit.*

²⁰ André Freire, « Second-Order Elections and Electoral Cycles in Democratic Portugal », *South European Society and Politics*, vol. 9, issue 3, 2004.

²¹ Voir Anthony Heath, Iain Mc Len, Bridget Taylor et John Curtice, « Between first and second order: A comparison of voting behaviour in European and local elections in Britain », *European Journal Of Political Research*, vol. 35, issue 3, 1999 ; Collin Rallings et Michael Thrasher, « Not All Second-Order Contests Are the Same : Turnout and Party Choice at the Concurrent 2004 Local and European Parliament Elections in England », *The British Journal of Politics and International Relations*, vol. 7, issue 4, 2005.

²² Voir Collin Rallings et Michael Thrasher, *op. cit.*

chaque espace politique. D'autres éléments essentiels à notre analyse échappent également à la quantification : pour être opérative, la notion de parti anti-système ou « parti de niche²³ » doit être replacée dans une histoire politique qui est propre à chaque pays. L'« anti-systémisme », contrairement à l'abstention, ne peut être réduit à une variable numérique. Avec ses multiples nuances, il relève d'une histoire politique et d'un corpus idéologique que la seule analyse quantitative n'est pas en mesure de restituer.

Nous allons opérer avec une définition large de la posture anti-système : l'opposition anti-système conteste au moins un des principes jugés comme fondateurs du paradigme politique et économique dans lequel celle-ci opère²⁴. Il s'agit donc d'une « opposition axiologique » (« opposition of principle²⁵ ») qui se place d'emblée dans un horizon moral structuré par la promesse d'un changement radical de modèle. Nous avons choisi deux formations politiques traditionnellement appréhendées sous l'angle de leur extériorité par rapport au système politique bipolaire de la V^e République, correspondant également aux deux pôles possibles d'un rejet du modèle libéral²⁶. A la droite du spectre politique, le Rassemblement National (anciennement Front National) incarne une opposition au libéralisme politique qui s'inscrit dans la narration contestataire canonique des droites radicales populistes²⁷. A la gauche, les écologistes réunis au sein du parti Europe-Ecologie-Les Verts cristallisent un rejet diffus du libéralisme économique, porteur d'une autre radicalité aux contours encore incertains. Le choix d'Europe-Ecologie-Les Verts nous a semblé plus pertinent que celui d'autres formations de la gauche non-parlementaire à cause de sa forte visibilité médiatique et symbolique. Bien que très présents dans les débats publics, ces deux partis sont caractérisés par un accès limité aux postes de responsabilité gouvernementale ; si la droite radicale a un potentiel quasi-nul de coalition (trait caractéristique des formations anti-système, selon Giovanni Sartori²⁸), les écologistes ont optés régulièrement pour une stratégie de coalition, notamment en 1997-2002 lors de l'épisode de la Gauche Plurielle, en 2012 dans le gouvernement Jean-Marc Ayrault et en 2017 lorsque les Verts se rallient à la candidature de Benoît Hamon. Mais ils sont restés des partenaires minoritaires, arrimés politiquement à une gauche sociale-démocrate avec laquelle les rapports étaient souvent malaisés et les désaccords profonds²⁹. Sans pouvoir assumer un rôle de parti-pivot, les Verts conserveront une certaine marginalité et un imaginaire de radicalité malgré leurs multiples participations à des grandes coalitions de gauche.

Une fois définis ainsi le terrain empirique et les principaux éléments théoriques de notre recherche, posons notre hypothèse principale : en mobilisant les schémas explicatifs de Reif et Schmitt et les données des élections présidentielles, européennes, régionales et municipales entre 2000 et 2020, nous testerons la pertinence de l'affirmation selon laquelle les partis anti-système réalisent de meilleurs scores

²³ Voir Benjamin Farrer, « Connecting Niche Party Vote Change in First- and Second-Order Elections », *Journal of Elections, Public Opinion and Parties*, vol. 25, issue 4, 2015.

²⁴ Voir Giovanni Sartori, *Parties and Party Systems*, Cambridge University Press, Cambridge, 1976.

²⁵ *Ibid.*, p. 133.

²⁶ Voir par exemple Colette Ysmal, « La diversité des forces anti-système », in Thierry Bonenfant et al. (eds.), *Le vote éclaté*, Presses de Sciences Po, Paris, 1992.

²⁷ Voir à ce sujet Magnus Wagner et Thomas Meyer, « The Radical Right as Niche Parties? The Ideological Landscape of Party Systems in Western Europe, 1980–2014 », *Political Studies*, vol. 65, issue 1, 2016.

²⁸ Giovanni Sartori, *op. cit.*

²⁹ Voir par exemple « Les Verts refusent de s'embarquer avec Manuel Valls », *Le Figaro*, 1 avril 2014, <https://www.lefigaro.fr/politique/2014/04/01/01002-20140401ARTFIG00404-les-verts-ne-participeront-pas-au-gouvernement.php>, consulté le 16 octobre 2020.

électorales lors des élections de second ordre. A l'orée de ce parcours critique, nous tenterons de saisir la portée punitive d'un vote antisystème lors d'un scrutin de second ordre : est-ce que le succès d'une formation à une élection de second ordre prépare le succès à une élection de premier ordre, ou est-ce que le vote de sanction reste cantonné aux scrutins intermédiaires (constituant ce que l'on pourrait dénommer, en paraphrasant George Lavau³⁰, de vote « tribunitien » ou de « vote soupape de décompression ») et recule face aux impératifs du vote tactique dès que les enjeux redeviennent de « premier ordre » ?

Une théorie des élections de second ordre dans un système de gouvernance à niveaux multiples : le cas français

Véritable « objet politique non identifié » (selon l'expression désormais consacrée de Jacques Delors, qui a été longtemps aux manettes de cette soucoupe volante), l'Union Européenne a été aussi un objet d'étude privilégié pour les politistes. Les premières élections européennes, première véritable irruption dans la vie du citoyen européen de cette nouvelle entité politique, ont immédiatement fait apparaître le besoin de forger des outils théoriques nouveaux. Parmi ceux que la science politique de cette époque charnière nous a légué, le modèle explicatif qui continue de faire référence est la dichotomie entre élections de premier ordre et élections de second ordre développée par Reif et Schmitt. Analysant les résultats des élections européennes de 1979, premières à tenter de faire éclater le cadre national, les deux auteurs mettaient en avant la nécessité de distinguer entre scrutins « de premier ordre » et scrutins « de second ordre », selon qu'ils déterminent la composition de l'équipe gouvernementale ou pourvoient à des responsabilités politiques au sein de sous-systèmes perçus comme secondaires (l'Europe devant être comprise ainsi comme un sous-système politique distinct dans chaque Etat membre³¹). En fonction du type de régime, l'étiquette d'élection de premier ordre peut recouvrir des scrutins différents : pour un système parlementaire, ce sont les législatives (la terminologie de *general elections* utilisée dans le monde anglo-saxon est évocatrice en ce sens), pour les régimes présidentiels ce sont les élections présidentielles, tandis que dans les régimes parlementaires le couple législatives-présidentielles occupe généralement le devant de la scène. Par contraste, les élections de second ordre ne modifient pas sensiblement le profil de l'équipe gouvernementale ; en d'autres mots, ce sont des élections *qui ne vont pas provoquer l'alternance*. Les élections locales (municipales, cantonales, régionales) ou supranationales (européennes) sont également selon cette définition des élections de second ordre. Le modèle des élections de second ordre est basé sur la prégnance d'une série de critères structurants :

- Les enjeux de la campagne ne sont pas vraiment « autonomes » et se font parasiter par des débats nationaux ; ainsi, les enjeux « locaux » ou « européens » sont souvent concurrencés par des enjeux nationaux qui deviennent *in fine* plus saillants
- Les partis politiques marginaux voire antisystème vont faire de meilleurs scores aux élections de second ordre, bénéficiant d'un recul du vote tactique en faveur d'un vote expressif ou de sanction

³⁰ Voir George Lavau, *A quoi sert le parti communiste français*, Fayard, Paris, 1981.

³¹ Karheinz Reif, « Second order elections », *European Journal of Political Research*, vol. 31, no. 1-2, 1997.

- Le taux de participation va être nettement en deçà des taux enregistrés aux élections de premier ordre³²

Le modèle d'analyse de Reif et Schmitt est certes le produit d'une constatation empirique sur le terrain. Mais, selon nous, il doit aussi être replacé dans un creuset théorique particulier. Les années 1970 et 1980 sont marquées par l'intensification d'une réflexion inquiète sur la « crise de la démocratie ». Le rapport délivré par Michel Crozier, Samuel Huntington et Joji Watanuki en 1975 à la Commission Trilatérale, et titré de façon transparente « La crise de la démocratie : rapport sur la gouvernementalité des démocraties à la Commission Trilatérale »³³, représente certainement le vaisseau amiral de ce courant de pensée qui irrigue la science politique post-Trente Glorieuses. Nous ne retrouvons certes pas chez Reif et Schmitt le pessimisme de Crozier, Huntington et Watanuki, où même un constat similaire d'une déliquescence du ressort démocratique. Mais leur construction théorique des « élections secondaires » se nourrit manifestement de l'imaginaire de la crise démocratique : les élections secondaires cumulent les marqueurs de la crise de la représentation, qu'il s'agisse de l'abstention et du désengagement, de la volatilité et de la fragmentation électorale, du progrès d'un vote sanction quasi-systématique ou du recul de la responsabilité citoyenne. Elections « sinistrées » ou en danger de le devenir, les élections secondaires n'en sont pas moins des moments politiques structurants dans la vie de la Cité.

Le mérite de la taxonomie de Reif et de Schmitt est d'établir – en théorie du moins – un critère clair pour définir les élections de second ordre. Mais la frontière est parfois moins rigide qu'il n'en paraît. Le critère de la non-dévolution du pouvoir gouvernemental national laisse parfois des zones grises. Bien entendu, les élections législatives dans les régimes parlementaires et les élections présidentielles dans les régimes présidentiels constituent des élections de premier ordre. Les choses sont déjà plus complexes lorsqu'il s'agit de systèmes politiques où l'exécutif est bicéphale, tel que les régimes semi-présidentiels : dans un article ultérieur, Reif tentera de clarifier cette difficulté. Prenant le cas paradigmatique de la France, Reif considère que les législatives peuvent selon la conjoncture constituer *soit une élection de second ordre, soit une élection de premier ordre*, selon l'impact qu'elles ont sur le gouvernement. Ainsi, en 1958, 1962, 1981 et 1988, les législatives ont été satellitisées par les présidentielles ; en 1967, 1973, 1978, 1986 et 1993 (surtout en 1986 et 1993 lorsque les législatives ont débouchés sur des cohabitations), elles s'autonomisent et répondent davantage aux critères d'une élection de premier ordre³⁴. Il est facile, à partir de ces indications offertes par l'auteur, de classer par la suite les élections législatives ultérieures (voir tableau ci-dessous). Génératrice d'alternance gouvernementale, les législatives de 1997 sont les dernières à être de premier ordre. En 2000, le référendum sur le quinquennat fait coïncider le calendrier des présidentielles et des législatives, et entraîne le phénomène de satellisation décrit par Reif : « une élection de second ordre placée peu de temps après une élection de premier ordre est caractérisée par une surconfirmation des résultats de l'élection de premier ordre³⁵ ». Cette « lune de

³² Karlheinz Reif et Hermann Schmitt, *op. cit.*

³³ Michel Crozier, Samuel Huntington et Joji Watanuki, *Crisis of democracy : report on the governability of democracies to the Trilateral Commission*, New York University Press, New York, 1975. http://www.trilateral.org/download/doc/crisis_of_democracy.pdf, consulté le 18 octobre 2020.

³⁴ Karlheinz Reif, *op. cit.*

³⁵ Karlheinz Reif, *op. cit.*, p. 122.

miel post-électorale³⁶ » du parti présidentiel a fait basculer décisivement les législatives françaises dans la catégorie des élections de second ordre. C'est là un trait fondamental de l'évolution récente du système de la V^e République. Dans d'autres régimes semi-présidentiels, où le rôle du président est constitutionnellement plus limité, les législatives échappent à cette annexion symbolique : ainsi, en Roumanie, les élections législatives restent, malgré des taux importants d'abstention (généralement supérieurs à ceux des élections présidentielles³⁷), un scrutin de premier ordre qui détermine la composition de l'équipe gouvernementale.

	Elections de premier ordre	Elections de second ordre
Présidentielles	1965, 1969, 1974, 1981, 1988, 1995, 2002, 2007, 2012, 2017	
Législatives	1967, 1973, 1978, 1986, 1993, 1997	1958, 1962, 1981, 1988, 2002, 2007, 2012, 2017
Municipales		1959, 1965, 1971, 1977, 1983, 1989, 1995, 2001, 2008, 2014, 2020
Régionales		1986, 1992, 1998, 2004, 2010, 2015,
Cantoniales		1961, 1964, 1967, 1970, 1973, 1976, 1979, 1982, 1985, 1988, 1992, 1994, 1998, 2001, 2004, 2008, 2011
Départementales		2015
Sénatoriales		1959, 1962, 1965, 1968, 1971, 1974, 1977, 1980, 1983, 1986, 1989, 1992, 1995, 1998, 2001, 2004, 2008, 2011, 2014, 2017, 2020
Européennes		1979, 1984, 1989, 1994, 1999, 2004, 2009, 2014, 2019

Fig. 1 : élections en France depuis 1958

Le modèle de Reif et Schmitt plaçait la focale sur les élections européennes. Mais si l'échelon européen constituait effectivement un niveau inédit de gouvernance démocratique, d'autres sous-systèmes politiques cohabitaient depuis longtemps au sein

³⁶ Max Kasse, « Die Bundestagswahl 1972: Probleme und Analysen », *Politische Vierteljahresschrift*, vol. 14, 1973.

³⁷ En 2016, les élections parlementaires roumaines atteignent un record négatif de participation de 39,32%, alors que les élections présidentielles de 2014 ont enregistré des taux robustes avec 53% (premier tour) et respectivement 64% (second tour).

des systèmes politiques nationaux. Le politiste français Jean-Luc Parodi élabore son propre modèle, qu'il baptise modèle des élections intermédiaires – terme qui est, ainsi que l'auteur le concède lui-même, synonyme de celui d'élection de second ordre³⁸. Toutefois, Parodi se concentre avant tout sur les scrutins locaux et municipaux, à la morphologie très similaire aux élections européennes. Sous un échelon national « plus écrasant que jamais³⁹ », il traque une spécificité du local, du cantonal et du régional dans le cycle électoral national. Mais si l'échelon local de gouvernance rejoint le supra-national dans sa subordination à l'arène politique nationale, des travaux plus récents ont montré que les scrutins locaux et les scrutins européens sont souvent régis par des logiques propres. Globalement, s'il y a une hiérarchie tenace entre élections de premier et de second ordre, en termes de « ce qui est en jeu », il y a également une hiérarchie interne à la catégorie des élections de second ordre. C'est du moins ce que suggèrent quelques études empiriques qui utilisent comme terrain de recherche l'un des pays les plus eurosceptiques du bloc européen, la Grande Bretagne. Anthony Heath, Iain Mc Len, Bridget Taylor et John Curtice soulignent que les électeurs perçoivent les scrutins locaux comme nettement plus importants que ceux européens⁴⁰. Le vote européen est un vote expressif, idéologique et performatif, alors que le vote local est davantage stratégique et se rapproche souvent du vote partisan habituel. Collin Rallings et Michael Thrasher dressent un constat similaire en analysant les élections locales et européennes de 2004 en Grande Bretagne et concluent que « toutes les élections de second ordre ne sont pas pareilles⁴¹ ». Toutefois, le cas de la Grande Bretagne, historiquement et culturellement marqué par un très fort euroscepticisme⁴², est difficile à généraliser à l'ensemble du continent.

Vote anti-système, vote protestataire, vote sanction : le vote en crise ?

Le modèle des élections secondaires est régulièrement mobilisé pour expliquer pourquoi les partis gouvernementaux perdent les élections secondaires (notamment européennes), souvent au détriment de formations jugées « radicales », « populistes » ou « anti-système »⁴³. La grille de lecture de Reif et Schmitt permet certainement de répondre à de nombreuses interrogations suscitées par l'accroissement de la part du vote de refus, vote qui est par ailleurs inégalement réparti selon les scrutins. Toutefois, l'article original de 1980 reste assez laconique concernant les causes profondes d'un tel phénomène. Les auteurs constatent simplement le nombre frappant de partis « tout petits et relativement récents » (*very small and relatively new*) parmi les gagnants des élections européennes de 1979⁴⁴. Ceci pourrait être expliqué par le fait qu'il y a globalement, « moins en jeu » (*less at stake*). Mais Reif et Schmitt n'ont pas recours dans cet article au

³⁸ Jean-Luc Parodi, « Les élections « intermédiaires » du printemps 2004 : entre structure et événement », *Revue Française de Science Politique*, vol. 54, issue 4, 2004.

³⁹ *Ibid.*, p. 533.

⁴⁰ Anthony Heath, Iain Mc Len, Bridget Taylor et John Curtice, *op. cit.*

⁴¹ Collin Rallings et Michael Thrasher, *op. cit.*

⁴² Voir Chris Gifford, « The rise of post-imperial populism: The case of right-wing Euroscepticism in Britain », *European Journal of Political Research*, vol. 45, issue 5.

⁴³ Voir Hermann Schmitt, Alberto Sanz, Daniela Braun et Eftichia Teperoglou, « It All Happens at Once: Understanding Electoral Behaviour in Second-Order Elections », *Politics and Governance*, vol. 8, issue 1, 2020; Robert Ford, Matthew J. Goodwin et David Cuts, « Strategic Eurosceptics and polite xenophobes: Support for the United Kingdom Independence Party (UKIP) in the 2009 European Parliament elections », *European Journal of Political Research*, vol. 51, issue 2, 2011; Emiliano Grossman, « Populisme et gouvernabilité dans la perspective des élections européennes », *Revue de l'OFCE*, no. 158, 4/2018

⁴⁴ Karlheinz Reif et Hermann Schmitt, *op. cit.*, p. 6.

qualificatifs « extrémiste », « radical » ou « anti-système ». Jean-Luc Parodi, lui, évoque tout simplement un « handicap gouvernemental », sans préciser qui va occuper l'espace politique ainsi dégagé par le vote sanction⁴⁵. C'est en 1984 que Karlheinz Reif, revisitant le modèle des élections de second ordre, conceptualise la dimension potentiellement « radicale » du vote sanction⁴⁶. En 1997, il intègre également la notion de parti populiste : « Si j'écrivais cet article aujourd'hui, je ne parlerais pas uniquement de l'avantage des 'petits et nouveaux' partis par rapport aux grandes formations traditionnelles (comme en 1980), mais également des partis 'radicaux' ou encore 'populistes' ou 'contestataires'⁴⁷. » C'est ainsi que s'est progressivement cristallisé, dans la littérature de spécialité, une étroite association entre la progression d'un vote « anti-système » et les scrutins de second ordre.

Mais il est intéressant d'interroger la notion même d'anti-systémisme. L'émergence de ce concept, qui décolle véritablement au cours des années 1990, participe à la réflexion plus ample sur la « crise de la démocratie », dont la « crise du vote » constitue un paramètre essentiel. Pour cartographier cette crise du vote, il était évident qu'il fallait repenser la notion sartorienne de parti anti-système pour en conserver l'opérativité dans le contexte de l'après-Guerre Froide. La définition qu'offrait le politiste italien, qui constitue une référence en la matière, était fortement imprégnée par les expériences historiques du fascisme et du communisme⁴⁸. Chez Hans Daalder, l'équation entre partis anti-système et partis anti-démocratiques étaient encore plus explicite : les partis anti-système « participaient pour détruire » la démocratie⁴⁹. Dans un contexte politique de l'après-guerre (et de la Guerre Froide), la notion de parti anti-système contenait en elle le ferment idéologique du totalitarisme. Mais à partir des années 1980, il est devenu évident que le consensus entourant le référent démocratique rendait difficile d'opérer encore avec cet outillage mental. Seules quelques formations groupusculaires en marges du système revendiquent encore une hostilité à la forme démocratique de gouvernement et en contestent les principes de bases. Sartori lui-même a senti le besoin en 1982 de préciser que la confusion entre partis anti-système et opposition anti-démocratique était à éviter⁵⁰. Mattia Zulianello entend redéfinir le périmètre de l'anti-systémisme à partir d'une définition plus restreinte du régime politique. Sans contester l'idéal démocratique en soi, les partis anti-système dénoncent les arrangements institutionnels et philosophiques intermédiaires que l'on désigne généralement sous le nom de *régime politique*⁵¹. Cette définition permet d'être beaucoup plus souple dans le maniement du concept d'anti-systémisme : par exemple, si l'UE (voire l'appartenance à l'OTAN ou à l'ONU) fait indéniablement partie intégrante du système politique des Etats européens, remettre en question l'appartenance à l'UE peut à juste titre être perçu comme un

⁴⁵ Jean-Luc Parodi, « La logique des élections intermédiaires », *Revue politique et parlementaire*, no. 903, avril 1983.

⁴⁶ Karlheinz Reif, « National electoral cycles and European elections 1979 and 1984 », *Electoral Studies*, vol. 3, no. 3, 1984; Karlheinz Reif, « Nationale Regierungsparteien verlieren die Wahl zum Europäischen Parlament 1984 », *Zeitschrift für Parlamentsfragen*, vol. 15, no. 3, 1984.

⁴⁷ Karlheinz Reif, « Second order elections », *European Journal of Political Research*, *op. cit.*

⁴⁸ Giovanni Sartori, *op. cit.*

⁴⁹ Hans Daalder, « Parties, Elites and Political Developments in Western Europe », in Joseph LaPalombara et Myron Weiner (eds.), *Political Parties and Political Development*, Princeton University Press, Princeton, 1966.

⁵⁰ Giovanni Sartori, *Teoria dei Partiti e Caso Italiano*, SugarCo, Milan, 1982, p. 300.

⁵¹ Mattia Zulianello, « Anti-System Parties Revisited: Concept Formation and Guidelines for Empirical Research », *Government and Opposition*, Vol. 53, No. 4, 2017.

positionnement anti-système. Plus difficile à cerner est, toutefois, l'opposition à des éléments métapolitiques du système politiques libéral : le système de production (le capitalisme), les valeurs économiques et sociales (la globalisation, la croissance, le productivisme, la consommation), les valeurs morales (le multiculturalisme, l'individualisme ou la laïcité). L'anti-systémisme est une notion complexe et protéiforme, à géométrie variable, qui inclut à la fois une dimension relationnelle (distance idéologique par rapport aux autres partis et à un « centre politique » sans cesse à redéfinir) et idéologique (hostilité envers une certaine conception et une certaine *praxis* de la démocratie libérale représentative)⁵². Par ailleurs, devant le risque d'étirement conceptuel bien réel, certains auteurs ont préconisé l'abandon du terme⁵³, tandis que d'autres ont proposé divers remaniements terminologiques : *anti-establishment*⁵⁴, *challenger*⁵⁵, *oustider*⁵⁶, *parti protestataire*⁵⁷, *parti populiste*⁵⁸ ou encore *parti de niche*⁵⁹. Ce dernier terme retient notre attention, car il semble particulièrement utile pour saisir la spécificité de certaines formations qui se retrouvent souvent dans le hors-champs de la théorie générale des partis anti-système. Le parti de niche a une idéologie forte, qui se cristallise autour d'un noyau de thématiques spécifiques, souvent en dehors ou en marge de l'axe de référence droite-gauche ; il entretient un rapport privilégié avec une frange militante de l'électorat, mais peut avoir du mal à s'adresser à l'électeur médian car sa stratégie de niche (opposée point par point à la stratégie attrape-tout) peut l'exposer au risque d'être invisible sur des sujets qui débordent de son giron idéologique matriciel⁶⁰. Les partis dits « pirates », les partis libertariens ou les écologistes sont historiquement des exemples paradigmatiques de partis de niche.

D'autres politistes ont préféré se concentrer davantage sur la demande plutôt que sur l'offre anti-système. La littérature sur le vote protestataire s'inscrit de plein pied dans l'effort de penser la crise de la démocratie : pour Cyril Gispert et Fabien Nicolas, la poussée d'un vote protestataire récurrent inaugure une nouvelle « civilisation électorale » caractérisée par quelques traits saillants : volatilité électorale, affaiblissement des loyautés partisans traditionnelles, alternance quasi-systématique, augmentation massive du vote pour les formations appelées contestataires ou anti-système, montée d'un sentiment anti-parti généralisé⁶¹. En amont de cette crise, nous retrouvons un

⁵² Voir Giovanni Cappocia, « Anti-system parties : a conceptual reassessment », *Journal of Theoretical Politics*, vol. 14, no. 1.

⁵³ Gordon Smith, « Party and Protest : the two faces of opposition in Western Europe », in Eva Kolinsky (ed.), *Opposition in Western Europe*, Croom Helm, London, 1987.

⁵⁴ Amir Abedi, *Anti-Political Establishment Parties: A Comparative Analysis*, Routledge, London, 2004.

⁵⁵ Sarah Hobolt et James Tilley, « Fleeing the Centre: The Rise of Challenger Parties in the Aftermath of the Euro Crisis », *West European Politics*, vol. 39, no. 5, 2016.

⁵⁶ Duncan McDonnell et James Newell, « Outsider Parties in Government in Western Europe », *Party Politics*, vol. 17, no. 4, 2011.

⁵⁷ Gordon Smith, « Core Persistence: Change and the 'People's Party' », *West European Politics*, vol. 12, no. 4, 1989.

⁵⁸ Cas Mudde, « The populist Zeigeist », *Government and Opposition*, vol. 39, no. 4, 2004.

⁵⁹ Voir Benjamin Farrer, « Connecting Niche Party Vote Change in First- and Second-Order Elections », *Journal of Elections, Public Opinion and Parties*, vol. 25, no. 4, 2015 ; Magnus Wagner et Thomas Meyer, *op. cit.* ; Magnus Wagner, « Defining and Measuring Niche Parties », *Party Politics*, vol. 18, no. 6, 2012.

⁶⁰ Voir Magnus Wagner, *op. cit.*

⁶¹ Cyril Gispert et Fabien Nicolas, « La mutation du vote protestataire: partis tribuniens, partis de gouvernement et sentiment antiparti », *Pôle Sud*, no. 24, 2006/1.

constat maintes fois dressé, celui d'une crise de la confiance⁶² et de représentation⁶³, d'un remplacement de l'idéologie par le « marketing politique⁶⁴ » ou d'une cartellisation des partis⁶⁵. En aval, nous retrouvons un déplacement qualitatif qui affecte non seulement les paramètres extérieurs du vote (participation, etc.) mais le rapport affectif même qu'entretien le citoyen envers le devoir civique : une perte de sa « sacralité liturgique » et de la « transhumance » entre représentants et représentés⁶⁶. Ce mouvement de rejet favorise les partis d'extrême droite et d'extrême gauche à forte tonalité protestataire, qui peuvent incarner par leur marginalité une aspiration de rupture ou de réjuvenation démocratique radicale (sans pour autant menacer les fondements démocratiques du politique, comme lors de l'entre-deux-guerres ou de la Guerre Froide). La progression du vote protestataire illustre en premier lieu l'élargissement d'un espace politique en dehors des grands partis gestionnaires : Cyril Gispert et Fabien Nicolas estiment (sans donner de précisions méthodologiques, comme par exemple quels scrutins sont pris en compte lors de la collecte de ces données) que la part de suffrage des partis anti-système est passée de 3% dans les années 1970 à plus de 20% dans les années 1990⁶⁷. Parmi ces formations qui capitalisent sur le « malaise démocratique », les plus débattues dans la littérature sont bien sur les partis dits « populistes ». Sous-catégorie des partis protestataires, les formations populistes sont davantage définies par une façon particulière de *construire le politique* que par leurs contenus idéologiques. Le populisme s'appuie sur la dimension antagoniste des rapports humains dans la Cité et oppose sous un mode binaire les élites corrompues au peuple vertueux⁶⁸. La dimension protestataire est bien sûr consubstantielle à la configuration populiste⁶⁹, mais c'est surtout une théorie du *Peuple-Un* qui est constitutive du populisme⁷⁰. La visibilité politique et médiatique du populisme au cours des dernières deux décennies ne doit pas donc imposer une équivalence mathématique, simpliste entre populisme et anti-systémisme. Certains partis anti-système ne rentrent pas dans le moule populiste, et de ce fait leur caractère

⁶² Michel Crozier, Samuel Huntington et Joji Watanuki, *op. cit.* ; Tom van Meer et Armen Hakhverdian, « Political Trust as the Evaluation of Process and Performance: A Cross-National Study of 42 European Countries », *Political Studies*, vol. 65, no. 1, 2016.

⁶³ Alain Touraine, « La crise de la représentation politique », *Sociologie et Société*, vol. 15, no. 1, 1983 ; Pierre Rosanvallon, *Le Peuple Introuvable*, Gallimard, Paris, 1998 ; Thomas Poguntke, Sigrid Rossteutscher, Rudiger Schmitt-Beck et Sonja Zmerli (Eds.), *Citizenship and democracy in an era of crisis*, Routledge, London, 2015.

⁶⁴ Voir Jennifer Lees-Marshment, « The marriage of politics and marketing », *Political Studies*, Vol. 49, No. 4, 2001.

⁶⁵ Richard Katz et Peter Mair, « Changing models of party organization and party democracy: the emergence of the cartel party », *Party Politics*, vol. 1, issue 1, 1995.

⁶⁶ Cyril Gispert et Fabien Nicolas, *op. cit.*

⁶⁷ *Ibid.*, p. 149.

⁶⁸ Voir Cas Mudde, *op. cit.*

⁶⁹ Voir Thomas O'Brien, « Populism, protest and democracy in the twenty-first century », *Contemporary Social Science*, vol. 10, no. 4, 2015 ; Jennifer McCoy, Tahmina Rahman et Murat Somer, « Polarization and the Global Crisis of Democracy: Common Patterns, Dynamics, and Pernicious Consequences for Democratic Politics », *American Behavioral Scientist*, vol. 62, no. 1, 2018 ; David Danemark et Shaun Bowler, « Minor parties and protest votes in Australia and New Zealand: locating populist politics », *Electoral Studies*, vol. 21, no. 1, mars 2002 ; Matthijs Rooduijn, Wouter van der Brug et Sarah L. de Lange, « Expressing or fuelling discontent? The relationship between populist voting and political discontent », *Electoral Studies*, vol. 43, no. 1, septembre 2016.

⁷⁰ Pierre Rosanvallon, *Le siècle du populisme*, Seuil, Paris, 2020.

« protestataire » peut être minoré voir complètement invisibilisé. Le cas des écologistes, que nous allons détailler par la suite, est en ce sens éclairant.

Il faut ajouter néanmoins que ce vote désacralisé est aussi un vote rationalisé. Paradoxalement, le vote protestataire est l'apanage de ce « citoyen critique » (*critical citizen*) décrit par Pippa Norris⁷¹, un citoyen qui remplace les loyautés partisans souvent héritées de génération en génération⁷² par un examen critique du bilan gouvernemental. La récurrence du vote sanction est ainsi expliquée par un rapport davantage pragmatique et instrumental au vote. Le nouvel électeur serait-il davantage proche du consommateur exigeant que du militant⁷³ ? Pour Cyril Gispert et Fabien Nicolas, « le modèle du nouvel électeur capable de se mouvoir dans le champ électoral en réévaluant à chaque consultation l'offre programmatique des partis est en passe de devenir le paradigme dominant des modèles d'explication du vote sous des dénominations différentes : électeur stratège, électeur sophistiqué, etc.⁷⁴ » Plus à l'aise dans un système de gouvernance à niveau multiples, l'électeur est ainsi capable de choisir, selon un calcul d'intérêt et les enjeux de chaque scrutin, entre un vote utile, un vote de récompense ou un vote de sanction. C'est seulement dans cette matrice behaviouriste que la théorie des élections de second ordre semble complète : être capable de hiérarchiser les scrutins et partager son vote (une forme de *ticket splitting* étalé sur toute la durée d'un cycle électoral) indique une démarche clairement stratégique et un investissement différencié selon un schéma coûts-bénéfices : au niveau européen ou local, le coût d'un vote anti-système est bas et donc stratégiquement intéressant, tandis qu'à une élection de premier ordre le coût s'avérera nettement plus élevé. Sous cet angle d'approche, le vote protestataire n'est plus à envisager dans un rapport dichotomique par rapport au vote tactique ou au « vote utile ». *A contrario*, le vote protestataire peut fonctionner comme partie intégrante d'une stratégie sur le moyen terme où l'électeur va faire alterner vote expressif et vote tactique selon les enjeux du scrutin et ses objectifs.

« Plafond de verre » ou « cordon sanitaire » : les performances électorales de la droite radicale populiste

Dresser un historique de la percée du Front National dépasse largement l'objectif de cet article. Longtemps un parti groupusculaire dans la tradition du poujadisme et du pétainisme diffus qui irriguait les milieux de droite radicale française, le parti de Jean-Marie le Pen commence sa mue populiste au cours des années 1980-1990, lorsqu'il remporte ses premières victoires électorales. L'ascension électorale du FN est par ailleurs rythmée par des élections de second ordre : après des scores honorables aux cantonales de 1982 et aux municipales de 1983, la liste menée par Jean-Marie le Pen crée la surprise aux Européennes de 1984, remportant 10,95% des suffrages exprimés (plus de 2 millions de voix) et obtenant 10 élus à l'assemblée européenne⁷⁵. Les législatives de 1986 –

⁷¹ Pippa Norris, *Critical Citizens: Global Support for Democratic Government*, Oxford University Press, Oxford, 1999.

⁷² Voir par exemple en ce sens le film de Jean-Christophe Victor, *Tu seras communiste mon fils*, Clarence Films, 2003.

⁷³ Voir Darren Lilleker et Richard Scullion, *Voters or Consumers: Imagining the contemporary electorate*, Cambridge Scholars Publishing, Cambridge, 2007.

⁷⁴ Cyril Gispert et Fabien Nicolas, *op. cit.*, p. 147.

⁷⁵ « Elections européennes 1984 », *France-Politique*, <https://www.france-politique.fr/elections-europeennes-1984.htm> [consulté le 25 octobre 2020].

premières et seules au cours de la V^e République à utiliser la proportionnelle au scrutin de liste – voient un déferlante FN à l'Assemblée Nationale (près de 10% des suffrages exprimés et 35 députés⁷⁶), mais ce succès ne permet pas un ancrage politique national durable ; en 1988, malgré un bon score global, le retour à un scrutin majoritaire à deux tours va laminer le parti qui ne conserve qu'un seul député⁷⁷. Cela tend à démontrer que si les élections secondaires ont certes un effet positif sur le vote anti-système, le mode du scrutin est aussi une variable essentielle ; sans surprise, le système majoritaire constitue un handicap majeur pour les partis marginaux ou à faible potentiel de coalition. Les élections présidentielles en sont une bonne illustration : même en 2002, lorsque la fragmentation extrême du champ politique permet à Jean-Marie Le Pen d'accéder au second tour des présidentielles, son absence de potentiel de coalition lui infligera une défaite nette. Si au premier tour du 21 avril, Le Pen engrange 16,82% des suffrages et 4 800 000 voix, au second tour du 5 mai il démontre clairement ses limites et l'étroitesse de son socle électoral, parvenant à ajouter seulement 700 000 voix à son score initial (par comparaison, Chirac rajoute environ 20 millions de voix à son score du premier tour)⁷⁸.

Ce plafond de verre sur le plan national est partiellement compensé par des scores plus robustes mais fluctuants à une série d'élections secondaires, notamment municipales (1995, lorsque le parti remporte sa première ville de 150 000 habitants, Toulon, ainsi que trois villes de plus de 20 000 habitants : Marignane, Vitrioles et Orange⁷⁹) et européennes (1994 : 10,52% ; 1999 : 5,7% ; 2004 : 9,8%). Le déclin électoral du parti à la fin des années 1990 est expliqué par la rupture de Jean-Marie Le Pen et de Bruno Mégret, qui forme sa propre formation, le Mouvement National Républicain (MNR). L'arrivée de Marine Le Pen à la tête du parti en 2011 coïncide avec un travail intense de refondation doctrinale du parti, dans le but de faire éclater le plafond de verre qui le retenait aux portes du pouvoir national. La « normalisation » ou la « dédramatisation » recouvre un processus d'annexion de valeurs républicaines, héritées notamment du gaullisme mais aussi de courants de gauche hétérodoxes comme le chevènementisme : selon le sociologue Michel Wieviorka, le Front National passe ainsi de l'*extrémisme* au *populisme* et entend rassembler autour d'un socle de valeurs plus consensuelles⁸⁰. Carmen Alberdi voit dans le « marinisme » de la fille qui se substitue au « lepénisme » dur du père une entreprise de marketing politique d'effacement des marqueurs les plus visibles de la radicalité, sans toucher au fond d'invariants qui fonde la mythologie frontiste⁸¹. Mais quoi qu'il en soit, ce « deuxième FN » (qui parachève sa dé-filiation par rapport aux FN historique en adoptant en 2017 le nom de Rassemblement National) va largement aboutir dans son opération de désenclavement électoral. Le vote populiste se diversifie géographiquement et sociologiquement : il séduit aussi bien les ouvriers (44% selon une enquête Cevipof publiée en 2017) et les

⁷⁶ « Elections législatives 1986 », *France-Politique*, <https://www.france-politique.fr/elections-legislatives-1986.htm>, [consulté le 25 octobre 2020] .

⁷⁷ « Elections législatives 1988 », *France-Politique*, <https://www.france-politique.fr/elections-legislatives-1988.htm>, [consulté le 25 octobre 2020].

⁷⁸ « Elections présidentielles 2002 », *France-Politique*, <https://www.france-politique.fr/election-presidentielle-2002.htm>, [consulté le 26 octobre 2020].

⁷⁹ « Le FN et les élections municipales », *France-Politique*, <https://www.france-politique.fr/fn-elections-municipales.htm>, [consulté le 26 octobre 2020].

⁸⁰ Michel Wieviorka, *Le Front national, entre extrémisme, populisme et démocratie*, Maison des Sciences de l'Homme, Paris, 2013.

⁸¹ Carmen Alberti Urquiza, « Lepénisme et marinisme : variations et invariants du discours populiste identitaire », in Łukasz Szkopieński et Agnieszka Woch, *Populismo y propaganda : entre el presente y el pasado*, Wydawnictwo Uniwersytetu Łódzkiego, Varsovie, 2020.

agriculteurs (35%) que les employés (35%), les retraités (21%) et les cadres supérieurs (15%)⁸². Et si le milieu urbain reste rétif, le Front National grignote le vote périurbain et progresse par rapport aux années 1990 et 2000⁸³. A partir du cycle électoral 2012, la droite populiste dépasse régulièrement les 20% de suffrages exprimés ; lors des élections secondaires régionales et européennes, elle ne descend plus sous le seuil de 20% et atteint un pic de presque 28% aux régionales de 2015. Mais les décalages entre élections de second ordre et celles de premier ordre sont relativement modestes, et semblent se resserrer. Qui plus est, en ce qui concerne le nombre absolu de voix, ce sont les présidentielles qui sont les locomotives incontestables du vote frontiste, devant les élections de second ordre. Cela est certes peu surprenant étant donné les taux d'abstention enregistrés lors des scrutins européens.

⁸² Martial Foucault, « Présidentielle : la désagrégation du vote de gauche se poursuit », *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2017/article/2017/02/16/presidentielle-le-vote-de-classe-de-plus-en-plus-eclate_5080595_4854003.html, [consulté le 26 octobre 2020].

⁸³ « Les frontières du front : analyse sur la dynamique frontiste en milieu péri-urbain », *Ifop*, no. 102, 22 janvier 2014, <https://www.ifop.com/publication/analyse-sur-la-dynamique-frontiste-en-milieu-peri-urbain/>, [consulté le 26 octobre 2020].

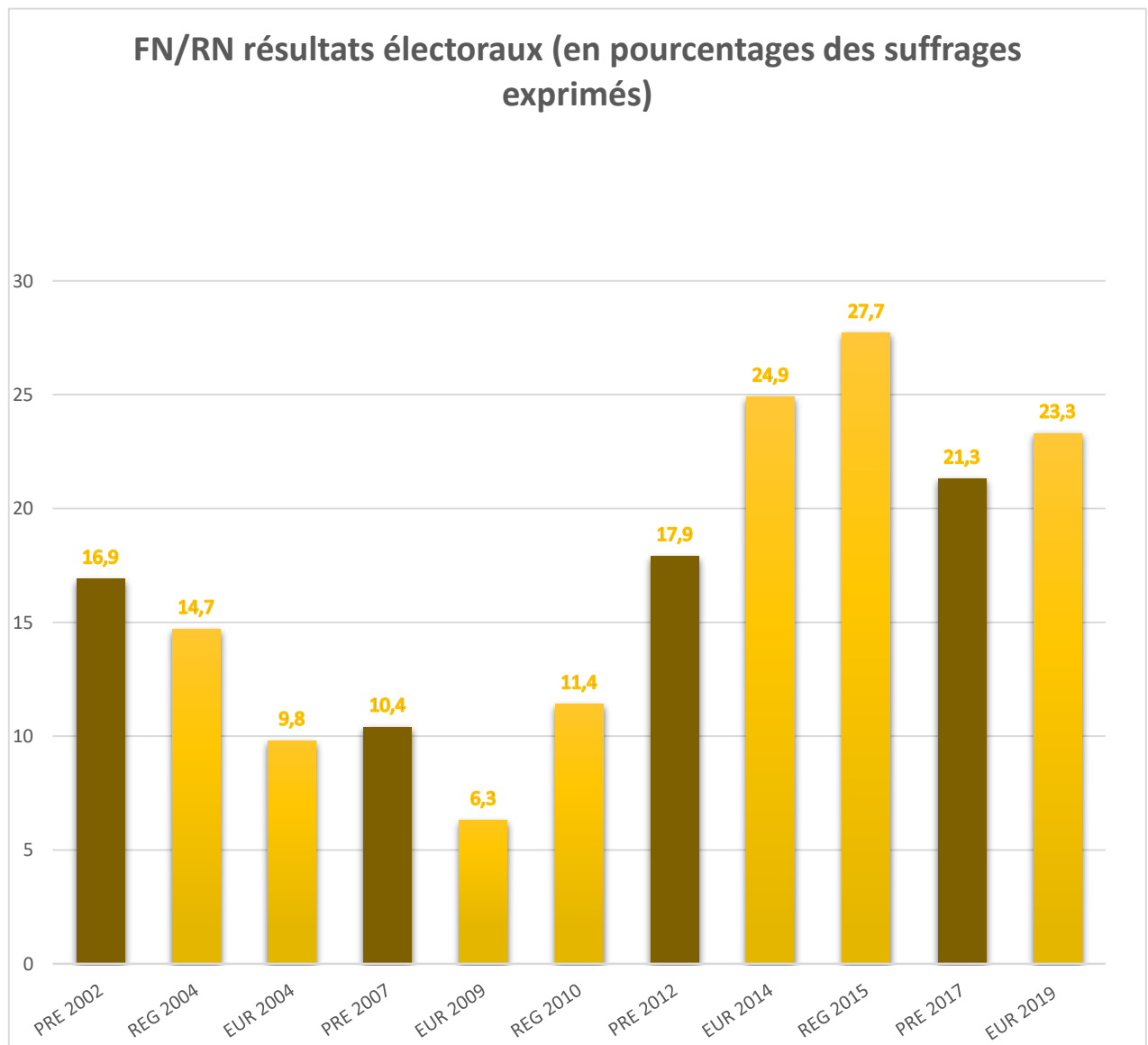


Fig 2 : résultats électoraux 2000-2020 aux scrutins présidentiels (PRE), européens (EUR) et régionaux (REG)⁸⁴

⁸⁴ Voir France-Politique, <https://www.france-politique.fr/election-politique.htm>, [consulté le 26 octobre 2020].

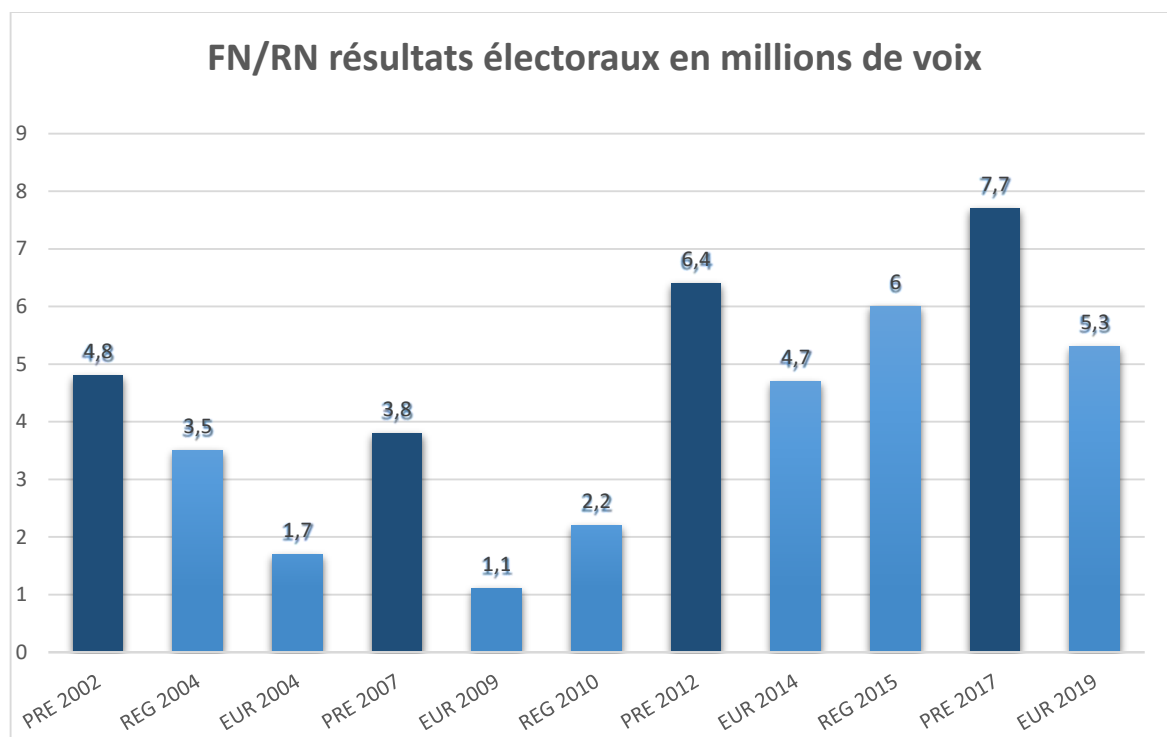


Fig 3 : résultats électoraux 2000-2020 aux scrutins présidentiels (PRE), européens (EUR) et régionaux (REG)⁸⁵

Cela nous met devant un paradoxe qui met à mal le théorème des élections intermédiaires : en chiffres absolus, plus d'électeurs individuels privilégient la formation populiste lors d'un scrutin de premier ordre. Au niveau individuel, rien ne permet donc d'affirmer avec certitude que l'électeur réagit différemment et ajuste son comportement en fonction de la nature du scrutin.

Si nous plaçons la focale sur les élections municipales, nous devons ajuster nos paramètres : ce n'est plus le pourcentage ou le nombre de voix au niveau national qui prime, mais la capacité à s'implanter dans le territoire et notamment dans les agglomérations urbaines de plus de 20 000 habitants. Globalement, le FN apparaît comme moins performant aux municipales qu'aux européennes, régionales et même présidentielles. Cela s'explique notamment par le profil de l'électeur FN : moins diplômé⁸⁶, aux revenus souvent inférieurs à la moyenne⁸⁷, appartenant à des catégories socioprofessionnelles rarement implantés dans les centres-villes⁸⁸. Les centres-villes gentrifiés et les villes universitaires (les prises de guerre les plus convoitées lors des municipales) sont des forteresses inexpugnables. Les villes moyennes sont plus accessibles : si le FN/RN n'a gagné dans son histoire que 3 municipalités de plus de 100 000 habitants (Toulon en 1995, le 7^e secteur de Marseille en 2014 et Perpignan en 2020),

⁸⁵ *Idem.*

⁸⁶ « Le niveau de diplôme, premier facteur de vote pour le FN », *Alternatives Economiques*, 3 mars 2017, <https://www.alternatives-economiques.fr/niveau-de-diplome-premier-facteur-de-vote-fn-0305201778739.html>, [consulté le 26 octobre 2020].

⁸⁷ « PRÉSIDENTIELLE 2017 DECRYPTER LE VOTE DES FRANÇAIS AU SECOND TOUR 9 MAI 2017 », *BVA Group*, <https://www.bva-group.com/wp-content/uploads/2017/05/Sondage-Jour-du-vote-POP2017-9-mai-2017-1.pdf>, [consulté le 26 octobre 2020].

⁸⁸ *Idem.*

sans s'y inscrire dans la durée (Toulon est perdu en 2001, le 7^e arrondissement marseillais en 2020), il parvient à s'assurer des fiefs urbains comme Béziers, Fréjus ou Hénin-Baumont, où la victoire est acquise souvent au premier tour. Mais pour un parti présidentiel qui a à deux reprises donné un candidat au second tour, force est de constater que le Rassemblement National est singulièrement peu compétitif. Par comparaison, le Parti Socialiste en déliquescence (6,3% aux présidentielles de 2017, 6,6% aux européennes de 2019) retient des villes comme Nantes, Rennes, Clermont-Ferrand, Rouen, Le Mans, Dijon, Brest, Villeurbanne, Avignon, Créteil...et Paris. Le constat bat en brèche la théorie de Reif et Schmitt. Le Rassemblement National ne semble pas bénéficier de la logique des élections de second ordre ; *a contrario*, d'anciens partis gestionnaires comme le PS ou Les Républicains y trouvent une opportunité électorale et se servent de leur résilience locale pour contrebalancer un déclin dans l'arène politique nationale dominante.

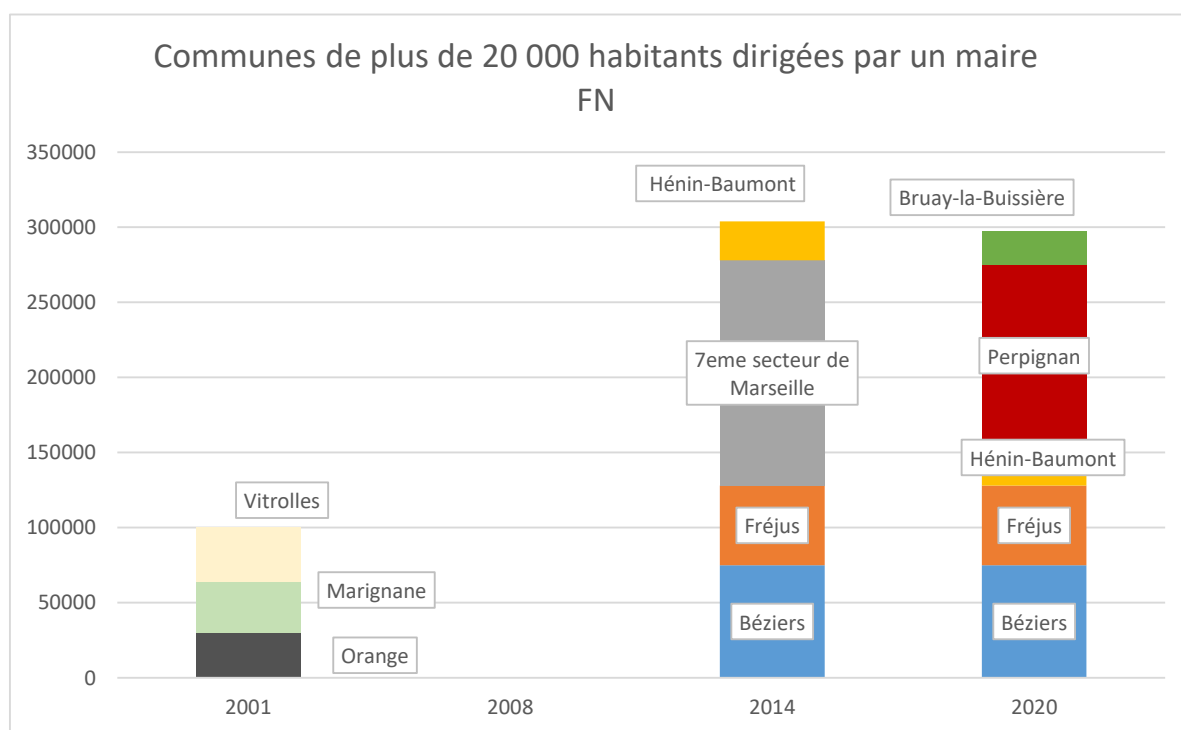


Fig. 4 : Communes de plus de 20 000 habitants dirigées par un maire FN/RN

Europe-Ecologie les Verts : heurs et malheurs d'un anti-systémisme « constructif »

A plus d'un demi-siècle depuis l'apparition des premiers partis dits « verts », l'écologie politique continue d'être appréhendée par la science politique – et particulièrement par l'histoire intellectuelle et l'histoire des idées politiques – comme un ovni idéologique. L'écologie prend en écharpe le schéma tripartite conservatisme-libéralisme-socialisme sur lequel Immanuel Wallerstein fondait le socle philosophico-politique de la modernité occidentale⁸⁹ et propose de refonder l'action collective sur de

⁸⁹ Voir Immanuel Wallerstein, *The Modern World-System IV: Centrist Liberalism Triumphant 1789-1914*, University of California Press, Berkeley, 2011.

nouvelles bases. Toutefois, certains auteurs contestent la capacité de l'écologie politique à se constituer en idéologie autonome : Michael Freeden conceptualise l'écologie comme une « idéologie mince » (*thin ideology*), avec un noyau philosophique stable et cohérent mais trop restreint pour déboucher sur un projet de société global et crédible⁹⁰. L'écologie est alors contrainte de s'hybrider avec des « idéologies épaisses » (*thick* ou *full-centered ideology*) pour combler ses propres lacunes à penser certains concepts (tels que la liberté, la nation, les inégalités économiques ou sociales, le régime politique) qui sont extérieurs à son noyau idéal. Cela nous donne une pléthore de concept-valises tel qu'éco-socialisme, éco-libéralisme, éco-fascisme ou éco-féminisme. Néanmoins, la saillance des thématiques écologiques et l'essor de partis verts actifs au niveau national encourage une expansion du champ idéologique de l'écologie politique. Pour Andrew Dobson, l'écologie est sans conteste une idéologie à part entière, qui offre une critique totalisante cohérente de la société moderne et une série de solutions prescriptives⁹¹. Les partisans d'une politique verte régissent à la parcellisation de l'action collective écologique et s'empressent de rappeler que « toute action humaine impacte l'environnement, où est impactée par la dégradation environnementale⁹² » et qu'il n'y a de solution écologique autre que globale. A la fois dans sa dimension critique/négative et sa dimension prescriptive/positive, l'écologie politique est irréductible à d'autres systèmes idéologiques.

Malgré sa diversité et les clivages parfois profonds qui séparent les différentes sensibilités écologistes, le mouvement écologique est un exemple d'institutionnalisation partisane heureuse d'un courant philosophique. Les partis verts sont présents dans presque tous les pays européens, et jouent parfois des rôles politiques de premier plan. En 1999, les écologistes s'agrègent à l'échelle européenne au sein du groupe Les Verts/Alliance Libre Européenne, en accord avec leur positionnement résolument europhile. Dès les années 1990, les écologistes rentrent au gouvernement dans l'espace scandinave et en Allemagne, souvent au sein de coalitions de gauche. En Allemagne, les coalitions de type « rouge-rouge-verte » (*rot-rot-grüne Koalition*) rassemblant le SDP, Die Linke et Les Verts deviennent une formule standard de gouvernement au niveau des *Landers*. Mais la spécificité du modèle germanique de construction de l'écologie réside dans la capacité des Verts à sortir du giron de la gauche et animer des coalitions avec la droite (coalitions « noire-verte »), notamment avec les Chrétiens-Démocraties ou les Conservateurs. Le cas français offre néanmoins un contraste instructif. Issue de la mouvance contestataire anti-libérale de Mai 1968, bénéficiant de l'apport théorique structurant de penseurs tels qu'André Gorz, l'écologie politique française est longtemps resté politiquement indigente et désunie, ne dépassant pas 5% des suffrages avant 1989. Sa première participation gouvernementale date de la Gauche Plurielle ; l'expérience sera répétée en 2012 dans le gouvernement Ayrault. Les résultats sont mitigés et servent surtout à mettre en exergue l'ambiguïté voire parfois les tensions existantes entre le socialisme gestionnaire et l'écologie politique. Le refus des Verts de participer au gouvernement Valls en 2014 – tout en vouant de continuer de rester des « partenaires

⁹⁰ Michael Freeden, *Ideologies and Political Theory*, Oxford University Press, Oxford, 1996.

⁹¹ Andrew Dobson, *Green Political Thought*, Routledge, London, 2007.

⁹² David Icke, *It Doesn't Have to be Like This*, Green Point, London, 1990.

vigilants » du PS – clôt la deuxième grande expérience gouvernementale d'Europe-Ecologie-les-Verts⁹³.

« Partenaires vigilants », voilà une formule qui intrigue et nous permet d'enchaîner avec l'une des questions fondamentales de cet article : est-ce que l'écologie politique peut être classée comme une force antisystème ? L'écologisme s'est construit historiquement sur un refus radical du modèle sociétal occidental et son répertoire d'action initial était prioritairement tourné vers une participation non-conventionnelle, parfois violente. Ce grand récit héroïque d'une désinstitutionnalisation des formes d'action écologique en faveur d'une radicalité protestataire continue de concurrencer le récit de la « normalisation » de l'écologie au sein des appareils politiques et administratifs⁹⁴. Des occupations de site sur le plateau de Larzac à *Extinction Rebellion*, l'imaginaire politique de l'écologisme reste marqué par un tropisme romantique contestataire qui est rarement ouvertement désavoué par les appareils partisans⁹⁵. Au niveau métapolitique, l'écologisme charrie donc une revendication anti-système explicite. Le rejet du système s'articule non plus en termes de rejet de la démocratie libérale, mais plus largement en termes de rejet du modèle capitaliste de développement. Nombre de mouvements écologiques intègrent en outre une demande d'approfondissement et de refondation de la démocratie, contestant ainsi certains des ressorts fondamentaux du modèle représentatif traditionnel⁹⁶. Mais cet anti-systémisme métaphysique se trouve remis en question par l'institutionnalisation croissante des Verts et leur participation aux processus politiques nationaux et européens, loin de tout romantisme révolutionnaire. Le haut potentiel de coalition des partis verts semble peu compatible avec le deuxième volet de l'anti-systémisme, le volet dit relationnel – le positionnement conflictuel par rapport à l'ensemble des autres forces politiques. Giovanni Satori définissait les partis anti-système comme ayant un potentiel faible de coalition. Dans les pays germaniques, nous avons *a contrario* assistés à la transformation des Verts en un véritable parti pivot, souvent central dans les coalitions de gauche mais susceptible de collaborer avec la droite. Ce rôle de formation charnière assumé dans l'espace nord- et central-européen contraste avec les choix stratégiques d'Europe-Ecologie-Les Verts en France. Les écologistes se sont certes retrouvés la majorité du temps depuis 2000 dans des alliances avec le Parti Socialiste, mais n'ont jamais exploré d'autres formules d'alliance possibles avec des partis du centre ou de la droite. Les personnalités écologiques des gouvernements Eduard Philippe et Jean Castex – Nicolas Hulot, François de Rugis, Barbara Pompili – incarnaient une forme alternative, centriste d'écologie libérale portée par des formations peu visibles

⁹³ « Remaniement : les Verts refusent le gouvernement Valls », *Le Monde*, 2 avril 2014, https://www.lemonde.fr/politique/article/2014/04/01/les-verts-refusent-de-participer-au-gouvernement-valls_4393877_823448.html, [consulté le 29 octobre 2020].

⁹⁴ Voir Jean-Paul Bozonnet, « L'écologisme autrement : naissance d'un grand récit et désinstitutionnalisation des formes d'action écologiques », in Jean-Guy Vaillancourt, Corinne Gendron et René Audet (dir.), *Développement durable et responsabilité sociale: de la mobilisation à l'institutionnalisation*, Presses Internationales Polytechnique, Montréal, 2010.

⁹⁵ Voir Raphael Proust, « Avec Extinction Rebellion, EELV joue au grand frère », *L'Opinion*, 9 octobre 2019, <https://www.lopinion.fr/edition/politique/extinction-rebellion-eelv-joue-grand-frere-199818>, [consulté le 29 octobre 2020].

⁹⁶ Voir Matthew Humphrey, « Green Ideology », in Michael Freeden (dir.), *The Oxford Handbook of Political Ideologies*, Oxford University Press, Oxford, 2013.

électorale tel que le Parti Ecologiste. Mais même au sein des coalitions de gauche, EELV maintient une position marginale et souvent hypercritique. La dichotomie haut potentiel de coalition/faible potentiel de coalition doit donc être nuancée pour y introduire la catégorie des partenaires « non fiables », qui acceptent le jeu des coalitions mais entendent garder une position critique, souvent défiante, entretenant ainsi constamment le risque d'une rupture. Contrairement aux partis pivots, les partis non fiables ont généralement une idéologie forte et contraignante et conséquemment ont peu d'autres options de coalition : au moment de la rupture, ils acceptent donc, par souci de pureté idéologique, d'être expulsés hors des cercles du pouvoir. Giovanni Cappocia illustre cette catégorie de partis « non-fiables » mais à potentiel de coalition (*disloyal yet coalitionable*) avec le cas du FPÖ en Autriche⁹⁷. Nous pourrions rajouter le Parti Communiste Français dans les années 1970 et les écologistes français à partir de la fin des années 1990 (lorsque commence le compagnonnage avec le PS). Si les partis verts ne sont donc plus des partis anti-système *stricto sensu* dans l'espace germanique et scandinave, l'écologie politique reste nettement plus marquée par une promesse – parfois implicite – de radicalité anti-système en France, (tout comme en Grande Bretagne et dans les pays du sud et de l'est européen). Il s'agit certes d'un positionnement flexible, malléable et ambigu, que les dirigeants du mouvement ont tenté de conceptualiser dans des formules tels que l'« anti-systémisme constructif⁹⁸ », le « réformisme radical⁹⁹ » ou l'« utopie concrète¹⁰⁰ ». En cela, EELV correspond davantage à la sous-catégorie des partis anti-système de niche, limités par leur association étroite voire exclusive avec une cause politique circonscrite. Les Verts français présentent d'autres caractéristiques propres aux partis de niche, telle que la forte intensité idéologique¹⁰¹ où l'étroitesse de son assise sociologique.

Si EELV peut être classifié comme un parti anti-système, sa trajectoire électorale peut être éclairant pour illustrer la théorie des élections secondaires. Après un score assez modeste aux élections présidentielles de 1974, qui marque l'irruption sur la scène politique de l'écologie politique avec la candidature de l'agronome René Dumont, les Verts se stabilisent aux alentours des 4% pour au moins une dizaine d'années. Les municipales de 1983 représentent une première percée, brisant le plafond symbolique des 5% dans la centaine de communes de plus de 9000 habitants où ils avancent des candidats (score moyen de 6,8% des suffrages exprimés). Aux européennes de l'année prochaine, le parti rechute à 3% et se stabilise à nouveau jusqu'à la fin des années 1980. Jusqu'en 1990, les fluctuations du vote écologique peuvent difficilement être attribués à une logique de vote de second ordre : la percée aux municipales de 1983 est immédiatement niée par une dégringolade à un autre scrutin de second ordre, les européennes de 1984. Il n'y a pas de

⁹⁷ Giovanni Cappocia, *op. cit.*

⁹⁸ « Législatives : Europe-Ecologie-Les Verts : Un vote anti-système mais constructif », *Europe-Ecologie Les Verts*, 15 décembre 2016, <https://tarn.eelv.fr/legislatives-europe-ecologie-les-verts-un-vote-anti-systeme-mais-constructif/>, [consulté le 29 octobre 2020].

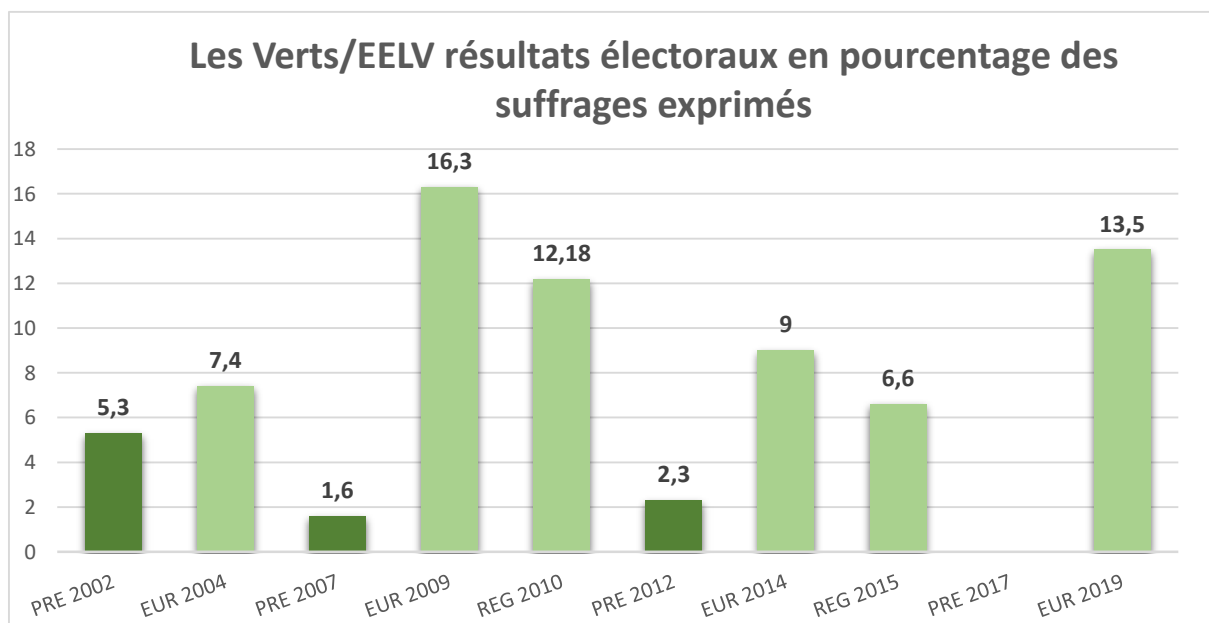
⁹⁹ « Le réformisme radical de l'écologie politique », *Etopia*, 26 août 2013, <https://etopia.be/03-le-reformisme-radical-de-lecologie-politique/>, [consulté le 29 octobre 2020].

¹⁰⁰ Voir « La transition, une utopie concrète ? », *Mouvements*, vol. 75, 3/2013.

¹⁰¹ Pour un développement du concept d'intensité idéologique, voir Florence Haegel, *Partis politiques et système partisan en France*, Presses de Sciences Po, Paris, 2007.

grandes différences observables entre les performances électorales écologistes lors des élections de premier ordre (présidentielles et législatives) et celles de second ordre (municipales, européennes, régionales). La remontée est néanmoins amorcée en 1989 par deux scrutins de second ordre : aux municipales de 1989, les écologistes obtiennent dans les 129 communes de plus de 9000 habitants où ils sont présents un score moyen de 8,1% ; enfin les élections européennes de 1989 marquent le premier grand triomphe des verts, avec plus de 10% des suffrages exprimés et 2 millions de voix¹⁰². Au cours des années 1990 et 2000, la différence de scores entre élections secondaires et primaires s'accroît, devenant très nette après 2007 (voir figure ci-dessous). Crucialement, ces performances différenciées ne sont pas seulement affaire de pourcentages relatifs ; en termes de masse de voix, les résultats électoraux sont nettement meilleurs lors des élections secondaires. Ainsi, parmi les 1.7 millions d'électeurs ayant offert leur vote aux écologistes aux européennes de 2014, plus de la moitié (900 000) s'étaient portés à l'élection présidentielle de 2012 sur un candidat autre que celui d'EELV. Il a donc bien une mobilisation différenciée de l'électorat écologiste, qui tendrait à confirmer une lecture behavioriste de l'hypothèse de Reif et Schmitt : l'électeur, jugeant les enjeux inférieurs, serait plus enclin lors des scrutins de second ordre à soutenir un parti de niche, moins crédible sur les grands dossiers de politique nationale mais davantage porteur d'un message de renouveau et de contestation de l'ordre établi.

Fig. 5 : résultats électoraux 2000-2020 aux scrutins présidentiels (PRE), européens



(EUR) et régionaux (REG)¹⁰³

¹⁰² Pour les chiffres pour la période 1974-1989, voir Daniel Boy, *Le vote écologiste : évolutions et structures*, Centre d'Etude de la Vie Politique Française, Paris, 1989.

¹⁰³ Voir France-Politique, <https://www.france-politique.fr/election-politique.htm>, [consulté le 29 octobre 2020].

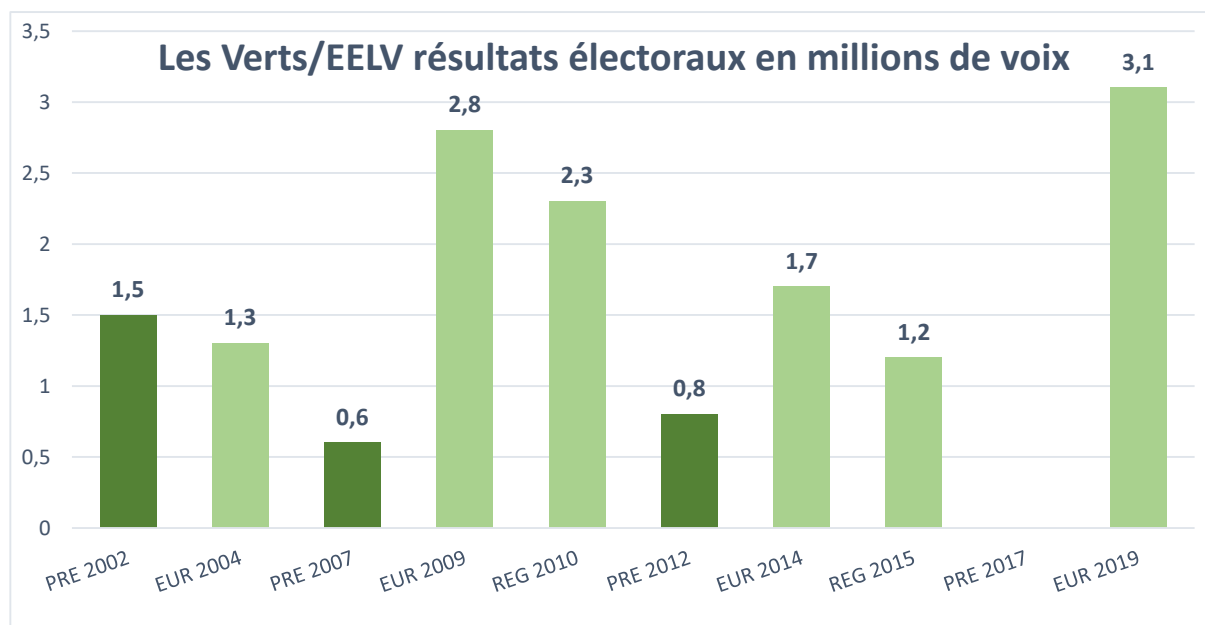


Fig. 6 : résultats électoraux 2000-2020 aux scrutins présidentiels (PRE), européens (EUR) et régionaux (REG)¹⁰⁴

Les écologistes connaissent également un essor très marqué lors des scrutins municipaux, obtenant des résultats bien au-delà pas leur poids réel dans l'arène politique nationale principale. Cette remarquable compétitivité des écologistes aux scrutins locaux s'accroît à partir de 2008. En 2020, ce sont plus de deux millions d'urbains dans des communes de plus de 20 000 habitants qui sont sous gestion écologiste (contre moins de 300 000 pour le FN). Par rapport à la période précédente, les rapports de force changent au sein des stratégies d'alliance avec la gauche : EELV donne désormais les têtes de listes et les candidats pour la mairie générale. L'assise électorale des écologistes est forte dans de nombreux grands centres universitaires, tels que Lyon et Bordeaux, même si à Paris ils s'effacent derrière la candidature d'Anne Hidalgo (PS). En vertu de l'accord de l'entre-deux-tours avec les socialistes, EELV se voit confié la gestion du 12^e arrondissement parisien, dans lequel la liste menée par Emmanuelle Pierre-Marie¹⁰⁵. A Marseille, une liste d'union de gauche remporte la mairie générale, menée par l'ex-EELV Michele Rubirola, suspendue temporairement du parti écologiste en 2020 pour avoir soutenue une autre liste que celle décidée par EELV. Elle sera réintégrée en été 2020, après les élections¹⁰⁶. Toutefois, étant donné que sa candidature n'a pas été menée sous les couleurs des Verts,

¹⁰⁴ *Idem*.

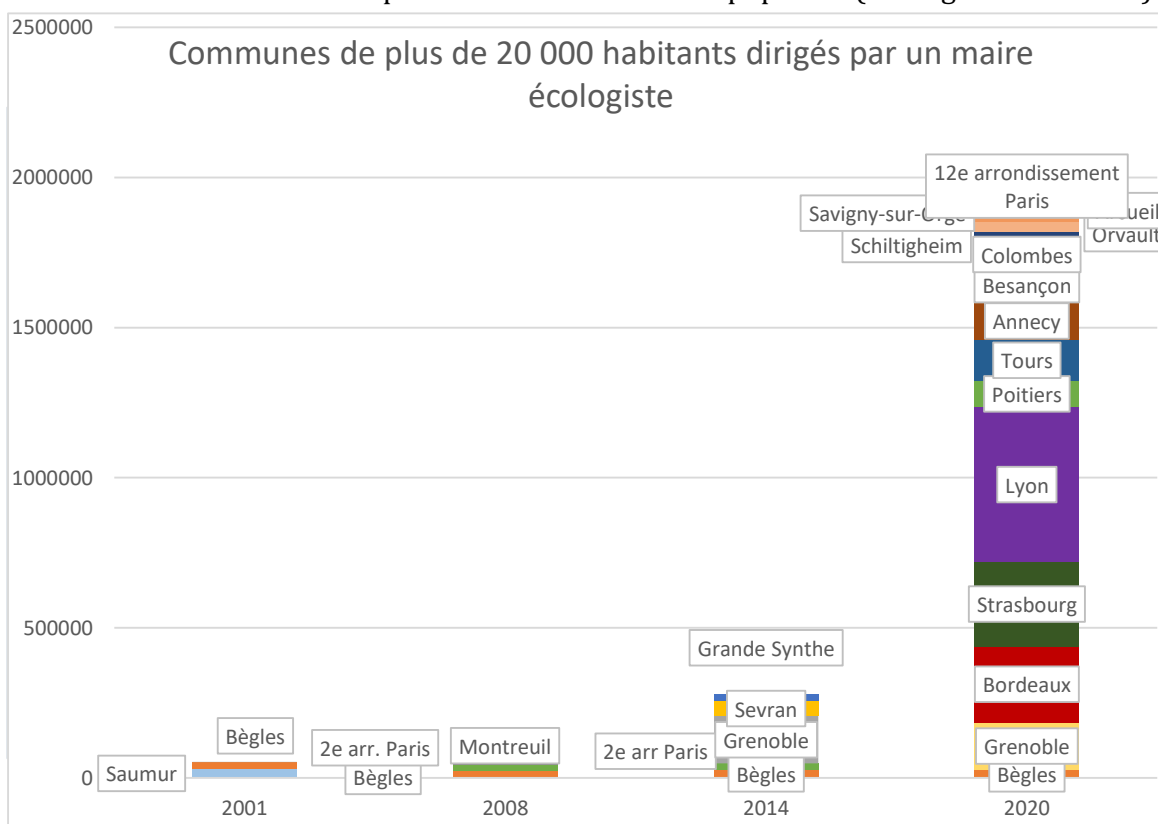
¹⁰⁵ « Emmanuelle Pierre-Marie, la seule maire verte de Paris », *Le Monde*, 20 août 2020, https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/08/20/emmanuelle-pierre-marie-la-seule-maire-verte-de-paris_6049447_823448.html, [consulté le 29 octobre 2020].

¹⁰⁶ « Les patrons du PS et d'EELV montrent leur unité derrière Rubirola à Marseille », *Nice-Matin*, 22 juin 2020, <https://www.nicematin.com/politique/les-patrons-du-ps-et-deelv-montrent-leur-unite-derriere-rubirola-a-marseille-529959>, [consulté le 29 octobre 2020].

nous n'allons pas inclure Marseille dans le palmarès des victoires de la formation aux municipales.

Conclusions

L'étude empirique du terrain français met à jour les faiblesses du modèle de Reif et Schmitt concernant la dynamique des élections de second ordre. Si, indéniablement, celui-ci est utile pour rendre compte d'indicateurs tels que la participation et l'abstention, il est plus difficile d'en déduire une théorie générale concernant les performances des partis dits « anti-système ». Effectivement, nous constatons que les deux formations anti-système sur lesquelles nous avons placé notre focale présentent un contraste instructif. La droite radicale populiste – sous-catégorie des partis anti-système –, incarnée par le Rassemblement National, enregistre après 2000 des scores relativement stables (en pourcentage des suffrages exprimés) aux présidentielles, aux régionales et aux européennes, mais est peu compétitives dans les grandes et moyennes villes aux municipales. Des pics de voix sont enregistrées au premier tour des régionales de 2015 (quand le parti approche les 30%) et des européennes de 2014 (24%). Néanmoins, en termes de masse de voix, les élections présidentielles – où la participation est la plus élevée – mobilisent de loin le plus l'électorat de la droite populiste (voir figure ci-dessous).



Les législatives mobilisent le moins et les européennes sont sur une position intermédiaire.

Fig. 8 : Score moyen (en millions de voix) obtenus aux différents types de scrutin par le FN/RN¹⁰⁷

Les écologistes cristallisent une autre forme d'anti-systémisme, qui correspond au modèle du parti de niche. Leurs performances valident pleinement l'intuition de Reif et Schmitt : scores modestes aux élections présidentielles (et naturellement, législatives, étant donné la subordination des législatives à la séquence électorale présidentielle), compensés par une remontée parfois très nette lors des élections perçues comme de second ordre. Ce constat est valable à la fois en termes de pourcentages et de masse de voix (voir figure 7 ci-dessous). Les élections régionales de 2015 et les présidentielles de 2017, lorsque EELV n'a pas présenté de candidat suite à une stratégie d'alliance avec le PS, n'ont pas été incluses. On constate que les présidentielles mobilisent le moins, et les européennes le plus.

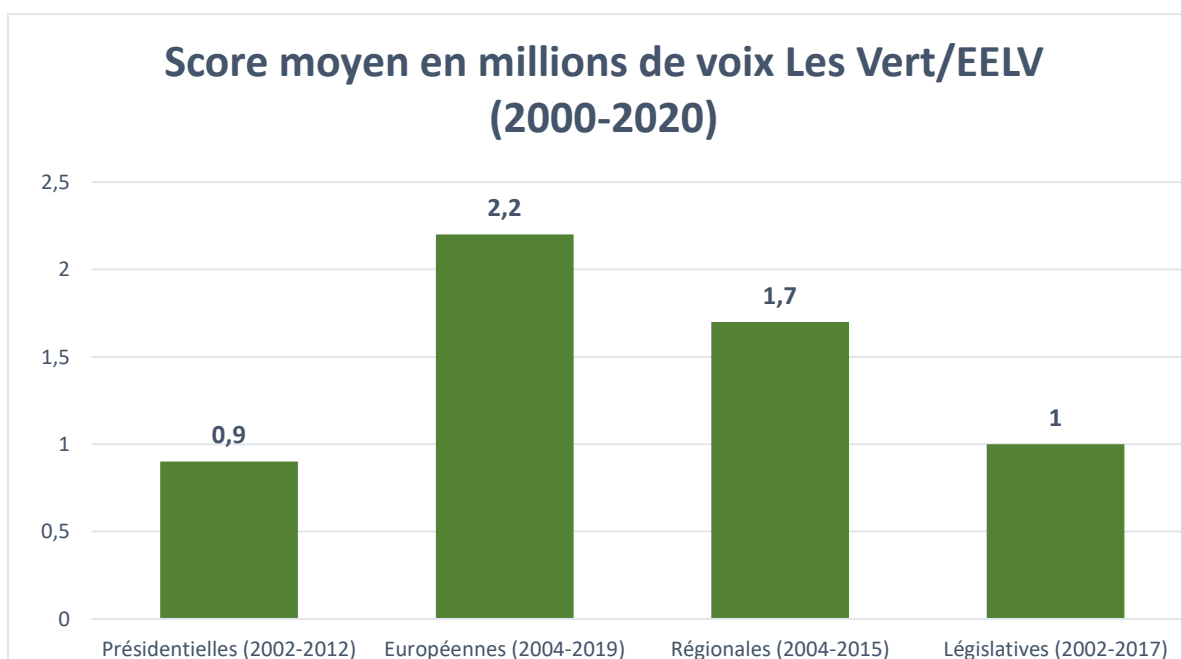


Fig. 9 : Score moyen (en millions de voix) obtenus aux différents types de scrutin par Les Verts/EELV¹⁰⁸

Essayons d'avancer quelques éléments de réponse pour ces disparités. Davantage qu'une éventuelle logique propre aux scrutins de second d'ordre, la clé de compréhension nous apparaît comme la capacité de *présidentialisation* du parti. Le processus de présidentialisation peut être défini comme la capacité d'imposer dans l'espace politique et médiatique un candidat unique crédible dans la course présidentielle. Des études ont mis en exergue la complexité de la construction symbolique des « présidentiables » en France, insistant sur le fait qu'à ce jeu, les partis ne sont pas tous égaux¹⁰⁹. Bien que tous

¹⁰⁷ Voir France-Politique, <https://www.france-politique.fr/election-politique.htm>, [consulté le 31 octobre 2020].

¹⁰⁸ Voir France-Politique, <https://www.france-politique.fr/election-politique.htm>, [consulté le 31 octobre 2020].

¹⁰⁹ Voir par exemple Valérie Moureaud, « La labellisation des 'présidentiables' en France. Étude de cas d'une légitimation politico-médiatique », *Politique et Société*, Volume 27, Issue 2, 2008

les deux anti-système, le Rassemblement National et EELV illustrent bien cette asymétrie de ressources symboliques. Comme le rappelle Pierre Rosanvallon, le populisme fonctionne à travers une forte personnalisation du politique – le couple archétypique de la formule populiste est le *Peuple-Un* et l'*Homme-Peuple*, ce dernier s'incarnant dans le leader charismatique et naturellement présidentiable¹¹⁰. Le rituel électoral présidentiel est éminemment adapté à la culture politique de la droite populiste et cela explique la présidentialisation réussie du Rassemblement National et ses scores robustes aux élections de premier ordre. A contrario, la culture politique de l'écologie politique tend à diluer la personnalisation et la verticalité du pouvoir. EELV souffre d'un « défaut de crédibilité pour exercer la fonction de président de la République¹¹¹ », d'autant plus qu'ils sont historiquement opposés à la « monarchie républicaine » et promeuvent la suppression de la fonction présidentielle. Par ailleurs, EELV a moins de difficulté à être crédible au niveau local et européen, étant donné leur combat historique pour la décentralisation administrative (et donc une politique de proximité, principalement articulée au niveau local) et pour la construction d'un espace supranational européen. La composition de leur électorat est aussi un facteur qui joue en faveur de leur compétitivité au niveau municipal : dans un scrutin où l'enjeu est la prise des grandes villes qui drainent la majorité des ressources matérielles et symboliques des territoires, l'électorat urbain, diplômé et disposant d'un statut économique privilégié des écologistes peut leur assurer une bonne implantation dans les centres urbains et universitaires. Mais son incapacité à se présidentialiser efficacement reste le principal obstacle pour franchir un cap de croissance décisif et transcender son statut restrictif de parti de niche.

Bibliographie

- Abedi, Amir, 2004, *Anti-Political Establishment Parties: A Comparative Analysis*, London, Routledge.
- Bonenfant, Thierry et al. (eds.), 1992, *Le vote éclaté*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Cappocia, Giovanni, « Anti-system parties : a conceptual reassessment », *Journal of Theoretical Politics*, vol. 14, no. 1
- Crozier, Michel, Huntington, Samuel et Watanuki, Joji, 1975, *Crisis of democracy : report on the governability of democracies to the Trilateral Commission*, New York, New York University Press.
- Danemark, David et Bowler, Shaun, 2002, « Minor parties and protest votes in Australia and New Zealand: locating populist politics », *Electoral Studies*, vol. 21, no. 1, mars 2.
- Delwit, Pascal, 2014, *Les partis politiques en France*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles.
- Dobson, Andrew, 2007, *Green Political Thought*, London, Routledge.
- Farrer, Benjamin, 2015, « Connecting Niche Party Vote Change in First- and Second-Order Elections », *Journal of Elections, Public Opinion and Parties*, vol. 25, no. 4.
- Ford, Robert, Goodwin, Matthew J. et Cuts, David, 2011, « Strategic Eurosceptics and polite xenophobes: Support for the United Kingdom Independence Party (UKIP) in the

¹¹⁰ Voir Pierre Rosanvallon, *op. cit.*

¹¹¹ Simon Persico, « Europe Ecology Les Verts : l'histoire du verre à moitié plein », in Pascal Delwit, *Les partis politiques en France*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2014

- 2009 European Parliament elections », *European Journal of Political Research*, vol. 51, issue 2.
- Foucault, Martial et Gougou, Florent, 2015, « Un vote sanction dans la logique des élections intermédiaires », *Revue Politique et Parlementaire*, no. 1075, aout.
 - Freedon, Michael, 1996, *Ideologies and Political Theory*, Oxford, Oxford University Press.
 - Freedon, Michael (dir.), 2013, *The Oxford Handbook of Political Ideologies*, Oxford, Oxford University Press.
 - Freire, André, «Second-Order Elections and Electoral Cycles in Democratic Portugal », *South European*.
 - Gifford, Chris, « The rise of post-imperial populism: The case of right-wing Euroscepticism in Britain », *European Journal of Political Research*, vol. 45, issue 5.
 - Gispert, Cyril et Nicolas, Fabien, 2006, « La mutation du vote protestataire: partis tribuniens, partis de gouvernement et sentiment antiparti », *Pôle Sud*, no. 24, /1.
 - Grossman, Emiliano, 2018, « Populisme et gouvernabilité dans la perspective des élections européennes », *Revue de l'OFCE*, no. 158, 4/.
 - Haegel, Florence, 2007, *Partis politiques et système partisan en France*, Paris, Presses de Sciences Po.
 - Heath, Anthony, Mc Len, Iain, Taylor, Bridget et Curtice, John, 1999, « Between first and second order: A comparison of voting behaviour in European and local elections in Britain », *European Journal Of Political Research*, vol. 35, issue 3.
 - Hobolt, Sarah et Tilley, James, 2016, « Fleeing the Centre: The Rise of Challenger Parties in the Aftermath of the Euro Crisis », *West European Politics*, vol. 39, no. 5.
 - Hobolt, Sarah, 2014, « A vote for the President? The Role of *Spitzenkandidaten* in the 2014 European Parliament Elections », *Journal of European Public Policy*, vol. 21, issue 10.
 - Hoffman-Martinot, Vincent, 1992, « La participation aux elections municipales dans les villes françaises », *Revue Française de Sciences Politiques*, vol. 42, no. 1, février.
 - Jerome-Speziari, Véronique et Jerome, Bruno, 2002, « Les municipales de mars 2001 : vote récompense ou vote sanction? », *Revue Française de Sciences Politiques*, vol. 51, no. 2.
 - Katz, Peter et Peter Mair, 1995, « Changing models of party organization and party democracy: the emergence of the cartel party », *Party Politics*, vol. 1, issue 1.
 - Lapalombara, Joseph et Weiner, Myron (eds.), 1966, *Political Parties and Political Development*, Princeton, Princeton University Press.
 - Lavau, George, 1981, *A quoi sert le parti communiste français*, Paris, Fayard.
 - Lees-Marshment, Jennifer, 2001, « The marriage of politics and marketing », *Political Studies*, Vol. 49, No. 4.
 - Lilleker, Darren et Scullion, Richard, 2007, *Voters or Consumers: Imagining the contemporary electorate*, Cambridge, Cambridge Scholars Publishing.
 - Magni-Berton, Raoul, 2008, « Pourquoi les partis gouvernementaux perdent-ils les élections intermédiaires ? », *Revue Française de Sciences Politiques*, vol. 58, no. 4.
 - Marien, Sophie, 2015, « How Second Order Are Local Elections? Voting Motives and Party Preferences in Belgian Municipal Elections », *Local Government Studies*, vol. 41, issue 6.

-
- Marsh, Michael, 1998 , « Testing the Second-Order Election Model after Four European Elections », *British Journal of Political Science*, vol. 28, issue 4, octobre.
 - McCoy, Jennifer, Rahman, Tahmina et Somer, Murat, 2018, « Polarization and the Global Crisis of Democracy: Common Patterns, Dynamics, and Pernicious Consequences for Democratic Polities », *American Behavioral Scientist*, vol. 62, no. 1.
 - McDonnell, Duncan et Newell, James, 2011, « Outsider Parties in Government in Western Europe », *Party Politics*, vol. 17, no. 4.
 - Moureaud, Valérie, 2008, « La labellisation des 'présidentiables' en France. Étude de cas d'une légitimation politico-médiatique », *Politique et Société*, Volume 27, Issue 2.
 - Mudde, Cas, 2004, « The populist Zeigeist », *Government and Opposition*, vol. 39, no. 4.
 - Norris, Pippa, 1999, *Critical Citizens: Global Support for Democratic Government*, Oxford, Oxford University Press.
 - O'Brien, Thomas, 2015, «Populism, protest and democracy in the twenty-first century », *Contemporary Social Science*, vol. 10, no. 4.
 - Parodi, Jean-Luc, 1983, « Dans la logique des élections intermédiaires », *Revue politique et parlementaire*, no. 903, avril.
 - Poguntke, Thomas, Rossteutscher, Sigrid, Schmitt-Beck, Rudiger et Zmerli, Sonja (eds.), 2015, *Citizenship and democracy in an era of crisis*, London, Routledge.
 - Rallings, Collin et Thrasher, Michael, 2005, « Not All Second-Order Contests Are the Same: Turnout and Party Choice at the Concurrent 2004 Local and European Parliament Elections in England », *The British Journal of Politics and International Relations*, vol. 7, issue 4.
 - Reif, Karlheinz et Schmitt, Hermann, 1980, « Nine second-order national elections : a conceptual framework for the analysis of European election results », *European Journal of Political Research*, vol. 8, no. 1.
 - Reif, Karlheinz, 1984, « National electoral cycles and European elections 1979 and 1984 », *Electoral Studies*, vol. 3, no. 3.
 - Reif, Karlheinz, 1997, « Second order elections », *European Journal of Political Research*, vol. 31, no. 1-2.
 - Reif, Karlheinz, 1984 , « Nationale Regierungsparteien verlieren die Wahl zum Europäischen Parlament 1984 », *Zeitschrift für Parlamentsfragen*, vol. 15, no. 3.
 - Rooduijn, Matthijs, Van Der Brug, Wouter et De Lange, Sarah L., 2016, « Expressing or fuelling discontent? The relationship between populist voting and political discontent », *Electoral Studies*, vol. 43, no. 1, septembre.
 - Rosanvallon, Pierre, 1998, *Le Peuple Introuvable*, Paris, Gallimard.
 - Rosanvallon, Pierre, 2020, *Le siècle du populisme*, Paris, Seuil.
 - Sartori, Giovanni, 1976, *Parties and Party Systems*, Cambridge, Cambridge University Press.
 - Sartori, Giovanni, 1982, *Teoria dei Partiti e Caso Italiano*, Milan, SugarCo.
 - Sauer, Nicolas, 2015, « Élections de second ordre et responsabilité électorale dans un système de gouvernance à niveaux multiples », *Revue européenne des sciences sociales*, vol. 51, no. 3.
 - Schmitt, Herman, Sanz, Alberto, Braun, Daniela et Teperoglou, Eftichia, 2020, « It All Happens at Once: Understanding Electoral Behaviour in Second-Order Elections », *Politics and Governance*, vol. 8, issue 1.
 - Kolinsky, Eva (ed.), 1987, *Opposition in Western Europe*, London, Croom Helm.
-

-
- Smith, Gordon, 1989, « Core Persistence: Change and the 'People's Party' », *West European Politics*, vol. 12, no. 4.
 - Tourraine, Alain, 1983 , « La crise de la représentation politique », *Sociologie et Société*, vol. 15, no. 1.
 - Wagner, Magnus et Meyer, Thomas, 2016, « The Radical Right as Niche Parties? The Ideological Landscape of Party Systems in Western Europe, 1980–2014 », *Political Studies*, vol. 65, issue 1.
 - Wagner, Magnus, 2012, « Defining and Measuring Niche Parties », *Party Politics*, vol. 18, no. 6.
 - Wallerstein, Immanuel, 2011, *The Modern World-System IV: Centrist Liberalism Triumphant 1789-1914*, Berkeley, University of California Press.
 - Wieworka, Michael, 2013, *Le Front national, entre extrémisme, populisme et démocratie*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme.
 - Zulianello, Mattia, 2017, « Anti-System Parties Revisited: Concept Formation and Guidelines for Empirical Research », *Government and Opposition*, Vol. 53, No. 4.

Index

Matteo BOLDRINI is Phd candidate at the University of Florence in co-tutorship with the University of Paris 1 Panthéon – Sorbonne. He studied political science at the University of Florence and attended a specialised course on parliamentary studies at the “Silvano Tosi” Seminar on Parliamentary Studies in Florence. His main research interests are political and social élites, changes in the distribution of power both on national and local level, and transformation of political parties’ relation with society. His Phd dissertation focuses on the circulation and recruitment of local élites.

Mattia COLLINI is a postdoctoral research fellow at the University of Florence, working for EU H2020 SIRIUS Project. He obtained his PhD in Political Science in 2018 from the Institute of Human and Social Studies of Scuola Normale Superiore (Florence). His research interests are parties and party systems in Central and Eastern Europe, electoral systems, and party competition in comparative perspective. His academic work deals primarily with quantitative research, statistical analysis of cross-national surveys, and mixed methods approaches. Among his most recent works are a series of country report on the labour-market integration of migrants, refugees, and asylum seekers in Italy as part of the research conducted for the SIRIUS Project.

Sorina SOARE is a lecturer of Comparative Politics at the University of Florence. She holds a PhD in political science from the Université libre de Bruxelles and has previously studied political science at the University of Bucharest. Before coming to Florence, Sorina Soare taught at the Université libre de Bruxelles, Central University in Budapest, University of Bucharest, and University of Palermo. Among her most recent publications: “La democrazia di Sartori e il populismo. La visione di un classico”, *Rendiconti. Accademia Nazionale dei Lincei*, 2020, pp. 29-53; with C. Tufiş, “Roşia Montană, the revolution of our generation’: from environmental to total activism”, *European Politics and Society* (2020), Online first; with Gherghina, S., Soare, S. & Jacquet, V., “Deliberative democracy and political parties: functions and consequences”, *European Political Science* (2020), Online First.

Vladimir-Adrian COSTEA is a PhD student in Political Science at the Faculty of Political Science, University of Bucharest. His doctoral thesis focuses on the evolution of the clemency measures in the post-communist Romanian space, in relation to the evolution of the overcrowding of prisons. He has published several articles on clemency and the state of occupancy of Romanian prisons in journals such as *Studia*, *Romanian Political Science Review*, *Revista de Drept Constituțional (Constitutional Law Review)*, *Revista Română de Sociologie (Romanian Journal of Sociology)* and *Revista Polis (Polis Journal of Political Science)*.

Ciprian NEGOIȚĂ, PhD in political science from the Faculty of Political Science, University of Bucharest and the Institute for Political Studies, Wroclaw, Poland (2015), former fellow of the Romanian Academy. His academic concerns focus on conceptual history and the theory and practice of democracy. He published several studies in national and international journals.

Iulia-Simina RĂUȚU, currently, doctoral student at the Doctoral School of the Faculty of Political Sciences, University of Bucharest. In June 2014 she obtained a degree in Political Science, and in 2016 she graduated, with special mention, the master's courses –

specialization International Relations from the Faculty of Political Science and Criminology Jean Constant, University of Liege, Belgium.

Amalia Gabriela GRIGORE is a PhD student in Political Science at the Faculty of Political Science, University of Bucharest. Her doctoral thesis focuses on political socialization of children in the digital age, under the PhD supervisor Prof. Univ. Dr. Georgeta GHEBREA.

Alexis CHAPELAN is enrolled in a joint PhD program at the University of Bucharest and the Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales in Paris. He holds a Master Degree in Political Theory at the Ecole des Hautes Etudes and bachelor degree in the same field at the University of Bucharest. His areas of interest encompass far-right and conservative political cultures, anti-systemic discourse, conspiracism and political extremism. He has a background in intellectual history and sociolinguistics, with an emphasis on critical discourse analysis theory. His previous work focused on the far-right and anti-gender discourse in Europe, within a West-East cross-regional comparative framework. He is currently conducting a PhD research on “anti-political correctness” tropes and the metadiscourse of “silencing” in Europe and North-America, exploring the nexus between conservatism and populism in the context of the new culture wars.